

Registre des délibérations - décisions

TOME I

SEANCE PUBLIQUE DU :

Lundi 17 décembre 2012

S O M M A I R E

TOME I / IV

Convocation, émargement et Compte rendu et ordre du jour du Conseil Municipal du 17/12/2012.....	26
Délibérations et annexes	27 à 309

TOME II / IV

Délibération et annexes	310 à 622
-------------------------------	-----------

TOME III / IV

Délibération et annexes	623 à 917
-------------------------------	-----------

TOME IV / IV

Délibération et annexes	918 à 1016
Décisions et annexes	1017 à 1151

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 17/01/2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **lundi 17 décembre 2012 à 16h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

PJ :

- PV du Conseil municipal du 12 novembre 2012.
- Ordre du jour de la séance du 17 décembre 2012
- Synthèses des affaires du 17 décembre 2012.
- *Rapport d'orientation budgétaire*

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 17 décembre 2012
16H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

M^{me} le Maire		Adoption de l'ordre du jour
M^{me} le Maire		Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent
M^{me} le Maire		Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal
M^{me} le Maire	1	Débat d'orientation budgétaire 2013
Frédéric TSITSONIS	2	Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier
Jacques TOUCHON	3	Délibération portant sur le lancement du concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour la réalisation de la Cité du Corps Humain.
Serge FLEURENCE	4	AFFAIRE RETIREE
		Jeunesse- Vie étudiante
Michel PASSET	5	AUBERGE DE JEUNESSE Avenant n°3 de prolongation du bail emphytéotique
		Développement économique, emploi, tourisme
Marc DUFOUR	6	Observatoire de l'immobilier du commerce de l'agglomération de Montpellier - Convention de partenariat avec Montpellier agglomération - Autorisation de signature
Marc DUFOUR	7	Convention d'exploitation du domaine public -Kiosque Boulangerie Pâtisserie - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation
		Prévention, environnement, santé
Jacques TOUCHON	8	Adhésion au label "Ville engagée contre le SIDA"
Jacques TOUCHON	9	Charte du cœur de l'association RMC/BFM
Max LEVITA	10	CCAS de Montpellier Réaffectation des locaux de SAINT-CÔME 13, rue de l'Ecole Normale

Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain

- | | | |
|----------------------------|----|--|
| Philippe
THINES | 11 | Délégation de Service Public Parking Laissac Choix du délégataire |
| Philippe
THINES | 12 | Délégation de Service Public Parkings Foch-Préfecture et Arc de Triomphe Choix du délégataire |
| Philippe
THINES | 13 | Dénomination de voies |
| Philippe
THINES | 14 | Plan local de déplacement - Secteur Nord Avenant à conclure sur les lots n°1, n°2 et n°3 du marché 12M008 Autorisation de signer |
| Philippe
THINES | 15 | Travaux de mise en sécurité du Tunnel de la Comédie - Appel d'offres ouvert - Autorisation de signer le marché |
| Philippe
THINES | 16 | Maintenance des équipements électriques et de sécurité du tunnel de la Comédie et de la trémie du Corum - Appel d'offres ouvert - Autorisation de signer le marché |

Egalité des droits et des devoirs - Tranquillité publique

- | | | |
|--------------------------|----|--|
| Régine
SOUCHE | 17 | Attribution d'une subvention à l'association Conseil Départemental de l'Accès aux Droits Exercice 2012 |
|--------------------------|----|--|

Rénovation urbaine - Logement social

- | | | |
|------------------------------|----|---|
| Christian
BOUILLE | 18 | Quartier des Cévennes Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriété Cévennes 1 Attribution de subventions en parties privatives |
| Christian
BOUILLE | 19 | MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions |
| Christian
BOUILLE | 20 | CONCESSION D'AMENAGEMENT MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature La Société française des habitations économiques (SFHE), Société anonyme d'habitations à loyer modéré 31, cours Gambetta |

Petite enfance

- | | | |
|------------------------------|----|--|
| Françoise
PRUNIER | 21 | Réaménagement et extension de la crèche GALINETA - demande de permis de construire et demande de subventions |
| Françoise
PRUNIER | 22 | Protocole d'accord Ville de Montpellier/CAF de l'Hérault pour favoriser l'offre d'accueil des enfants des familles bénéficiaires du RSA en parcours d'insertion sociale ou professionnelle |
| Françoise
PRUNIER | 23 | Crèche Joséphine Baker Délégation de Service Public Avenant n° 1 Cession du contrat de la Mutualité Française Hérault à la Mutualité Française Hérault Petite Enfance |

Vie associative, Maisons pour tous

- | | | |
|--|----|--|
| Sophie
BONIFACE-
PASCAL | 24 | Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit |
|--|----|--|

Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies

Frédéric TSITSONIS	25	Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des redevances minorées Autorisation de signer les conventions de location
Frédéric TSITSONIS	26	Associations logées par la Ville de Montpellier Loyers et Charges locatives impayés Remise gracieuse de dettes
Frédéric TSITSONIS	27	Le Rockstore - Travaux de mise aux normes
Frédéric TSITSONIS	28	PATRIMOINE Convention d'occupation précaire Ville – Société ASF Dédoublément de l'Autoroute A9
Frédéric TSITSONIS	29	Assistance à maîtrise d'ouvrage Bureau d'études techniques - Tous Corps d'Etat
Frédéric TSITSONIS	30	ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Futur Hôtel de Ville - Autorisation de signer l'avenant n°4 au marché de maîtrise d'oeuvre
Frédéric TSITSONIS	31	Crèche Adélaïde Cambon - Protocole d'accord suite à la chute de châssis

Action internationale, Jumelages

Perla DANAN	32	Mandat spécial, Présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages
------------------------	----	---

Urbanisme, aménagement durable et NTIC

Michaël DELAFOSSE	33	Communauté d'agglomération de Montpellier Quartier "OZ Montpellier Nature Urbaine" Lancement d'une opération d'aménagement Modalités de la concertation Avis de la Ville de Montpellier
Michaël DELAFOSSE	34	Communauté d'agglomération de Montpellier Extension de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle gare TGV Modalités de la concertation Avis de la Ville de Montpellier
Michaël DELAFOSSE	35	ZAC Port Marianne – Rive gauche Agrément de candidature KALELITHOS (Lot n°5)
Michaël DELAFOSSE	36	ZAC Port Marianne – Rive gauche Agrément de candidature S.F.H.E. (Lot n°3)
Michaël DELAFOSSE	37	ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature NEXITY (Lot 18A2)
Michaël DELAFOSSE	38	ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature KAUFMAN & BROAD L.R. (Lot 18A1)
Michaël DELAFOSSE	39	ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature SNC MARIGNAN Résidences C° / BOUWFONDS MARIGNAN Immobilier (Lot 13)
Michaël DELAFOSSE	40	ZAC Malbosc Demande d'agrément de candidature SCI BP (La Poste). Lot 43A/43B

Michaël DELAFOSSE	41	FONCIER ZAC des Grisettes Déclassement du domaine public Délaissé de voirie - Avenue Colonel Pavelet Vente à la SERM
Michaël DELAFOSSE	42	FONCIER Résidence "Les Terrasses de l'Aqueduc" Liaison piétonne Acquisition emprise
Michaël DELAFOSSE	43	Foncier Création d'un cheminement piéton Aqueduc Saint-Clément Acquisition parcelle cadastrée TE 8 de 127 m ²
Michaël DELAFOSSE	44	Foncier - Acquisition terrain Elargissement rue des Quatre-Vents Propriété "Kaufman & Broad Promotion 1"
Michaël DELAFOSSE	45	Foncier Place Carré des Pins Elargissement rue de la Galéra - Incorporation au domaine public Propriété « BOUYGUES Immobilier »
Michaël DELAFOSSE	46	Foncier Elargissement avenue Patrick Geddes Acquisition Montalti
Michaël DELAFOSSE	47	FONCIER Site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie Revente à la Société d'Aménagement d'Agglomération de Montpellier (SAAM)
Michaël DELAFOSSE	48	MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
Michaël DELAFOSSE	49	Achat et maintenance de postes de travail bureautique et serveurs Groupement de commandes entre la Ville et le C.C.A.S. Autorisation de signer les marchés

Lutte contre l'exclusion

Annie BENEZECH	50	Attribution de subventions à diverses associations dans le domaine de l'exclusion Exercice 2012
-----------------------	----	---

Réussite éducative

Jean-Louis GELY	51	Restaurants Scolaires - Entretien préventif et curatif du matériel de restauration collective et de buanderie. Autorisation de signer les marchés. Abroge et remplace la délibération n°2012/553 du 12/11/12
Jean-Louis GELY	52	Aménagement des espaces extérieurs de l'école primaire François Mitterrand Autorisation de signer l'avenant n°1 aux marchés de travaux Lot 1 : Aménagements urbains et Lot 2 : Plantation-Arrosage-Serrurerie

Logement

Hélène QVISTGAARD	53	Accord partenarial entre la Ville de Montpellier, l'APAGL et Cil Méditerranée, CILEO et Astria, pour la mise en œuvre du dispositif de Garantie des Risques Locatifs (GRL) et le logement des jeunes
--------------------------	----	--

Cohésion sociale

Audrey DE LA GRANGE	54	Attribution de subventions à diverses associations de la Ville dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2012
Audrey DE LA GRANGE	55	Avenants à la convention de pilotage et de financement de la mission de prévention spécialisée entre le Département de l'Hérault, la Commune de Montpellier et l'Association de Prévention Spécialisée 34

Sports

Patrick VIGNAL	56	Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public
Patrick VIGNAL	57	Quartier PRES D'ARENES Dénomination du terrain stabilisé de football du complexe "Claude Béal" Gérard BIANCHI
Patrick VIGNAL	58	Quartier MONTPELLIER CENTRE Dénomination du terrain de football Mail des Abbés Vincent CANDELA

Plan local de déplacement- Occupation non commerciale du domaine public

Serge FLEURENCE	59	Convention Ville de Montpellier/ Transports de l'Agglomération de Montpellier relative au nettoyage et la lutte anti-tags des stations de tramway du centre-ville
------------------------	----	--

Ressources humaines

Serge FLEURENCE	60	Retranscription du régime indemnitaire
Serge FLEURENCE	61	Modification du tableau des effectifs
Serge FLEURENCE	62	Modification des modalités financières de fonctionnement de la Commission Sociale
Serge FLEURENCE	63	Astreinte DGU - dispositif d'alerte hydro-météorologique
Serge FLEURENCE	64	Astreinte plan communal de sauvegarde- cellule prévention et gestion des risques

Finances communales

Max LEVITA	65	Règlement de gestion financière des dépenses d'équipement
Max LEVITA	66	Exercice 2012 - Décision Modificative n°4 du Budget Principal de la Ville de Montpellier
Max LEVITA	67	Autorisation d'utilisation des crédits avant le vote du Budget Primitif 2013 et affectation d'acomptes de subventions
Max LEVITA	68	TaM- Rapport des administrateurs - Exercice 2011
Max LEVITA	69	SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2011
Max LEVITA	70	SAAM - Rapport des administrateurs - Exercice 2011

Max LEVITA	71	ENJOY - Rapport des administrateurs - Exercice 2011
Max LEVITA	72	SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2011
Max LEVITA	73	Tarifs 2013 pour la Ville de Montpellier - Approbation
Max LEVITA	74	ADMISSION EN NON VALEUR EXERCICE 2012
Max LEVITA	75	Apurement annuel des régies Exercice 2012
Max LEVITA	76	Attributions de subventions Exercice 2012
Max LEVITA	77	Achat de vêtements de travail Autorisation de signer les marchés
Max LEVITA	78	Réforme et cession du matériel et des véhicules
Max LEVITA	79	Achat d'Aliments pour les Animaux du Parc DARWIN Autorisation de signer les marchés
Max LEVITA	80	Garantie d'emprunt GAIA avec préfinancement accordée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) pour l'Ecole d'Application de l'Infanterie - Annule et remplace la délibération n° 2012-562 du 12/11/2012

Désignation de représentants

M^{me} le Maire	81	Collège Clémence Royer Désignation d'un représentant de la Ville
--------------------------------	----	--

Communication



Max LEVITA	82	Marché -Suivi de la communication institutionnelle -autorisation de signer l'avenant n°1
-----------------------	----	--

M^{me} le Maire	Articles L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales et Article 11 du Règlement Intérieur du Conseil municipal Lecture des décisions prises par le Conseil municipal en séance publique du Conseil municipal	
--------------------------------	---	--


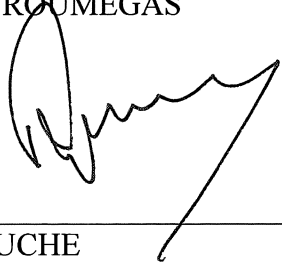


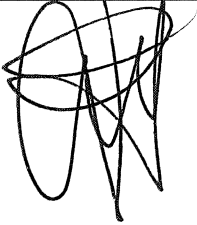


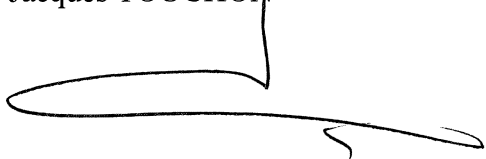

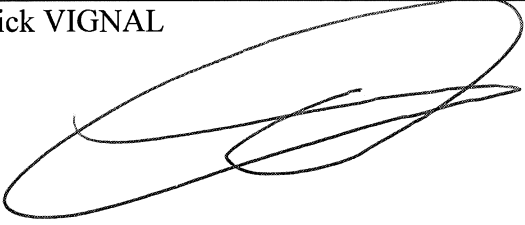
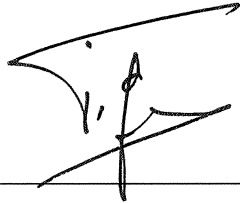
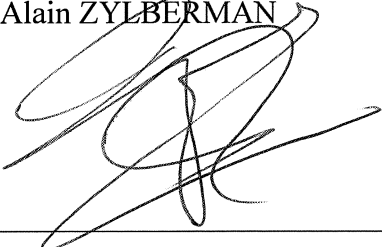

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 17 décembre 2012

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN 	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON 
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL 	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED 	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM 
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 

Magalie COUVERT 	Perla DANAN 
Michaël DELAFOSSE 	> P Gabrielle DELONCLE 
P Fanny DOMBRE-COSTE 	< Jacques DOMERGUE 
Marc DUFOUR 	P Christian DUMONT 
Sarah EL ATMANI 	Laure FARGIER 
Serge FLEURENCE 	Christiane FOURTEAU 
Anne-Rose LE VAN 	Jean-Louis GELY 
P Arnaud JULIEN 	×
	Catherine LABROUSSE 

<p>Audrey De LA GRANGE</p> <p></p>	<p>Gérard LANNELONGUE</p> <p></p>
<p>Max LEVITA</p> <p></p>	<p>Richard MAILHE</p> <p></p>
<p>Mustapha MAJDOUL</p> <p></p>	<p>Hélène MANDROUX</p> <p></p>
<p>Hervé MARTIN</p> <p></p>	<p>Jacques MARTIN</p> <p></p>
<p>Stéphane MELLA</p> <p></p>	<p>Nadia MIRAOU</p> <p></p>
<p>Christophe MORALES</p> <p></p>	<p>Christian DUPRAZ</p> <p></p>
<p>Michel PASSET</p> <p></p>	<p>Martine PETITOUT</p> <p></p>
<p>Louis POUGET</p> <p></p>	<p>Françoise PRUNIER</p> <p></p>

<p>Hélène QVISTGAARD</p> 	<p>Jean-Louis ROUMEGAS</p> 
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Régine SOUCHE</p> 
<p>Robert SUBRA</p> 	<p>Cédric SUDRES</p> 
<p>Philippe THINES</p> 	<p>Jacques TOUCHON</p> 
<p> P Claudine TROADEC-ROBERT </p>	<p>Frédéric TSITSONIS</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Francis VIGUIE</p> 
<p>Alain ZYLBERMAN</p> 	

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance publique du lundi 17 décembre 2012
Salle du Conseil municipal

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

- | | |
|--------------------------------|---|
| M^{me} le Maire | Adoption de l'ordre du jour, qui sera modifié afin de présenter les affaires 56, 57 et 58 après l'affaire 7.

Pour : 49
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité. |
| M^{me} le Maire | Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent
Pour : 49
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

<i>MM. ZYLBERMAN, ABBOU, DOMERGUE (avec la procuration de M. DUMONT), ASLANIAN, LANNELONGUE, POUGET, DELAFOSSE, VIGNAL, SUDRES entrent en séance.</i>
<i>M. MORALES sort de séance (donne procuration à M. SUBRA).</i> |
| M^{me} le Maire | 1 Débat d'orientation budgétaire 2013

Le Conseil prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire. |

Mmes BLANPIED, EL ATMANI, M. ARAGON sortent de séance.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 2 Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier

Le Conseil prend acte.

*Mmes BLANPIED, EL ATMANI, M. ARAGON entrent en séance.
M. POUGET sort de séance.*

**Jacques
TOUCHON**

- 3 Délibération portant sur le lancement du concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour la réalisation de la Cité du Corps Humain.

Liste proposée par Madame le Maire :

Pour : 44

Contre : 2

Abstentions: 10

Ne prennent pas part au vote : 2

Ont été élus :

Titulaires :

- Jacques TOUCHON
- Frédéric TSITSONIS
- Michel PASSET
- Perla DANAN
- Jacques DOMERGUE

Suppléants :

- Michaël DELAFOSSE
- Marc DUFOUR
- Françoise PRUNIER
- Agnès BOYER
- Nancy CANAUD

Vote de l'affaire :

Pour : 44

Contre : 2

Abstentions: 10

Ne prennent pas part au vote : 2

Adopté à la majorité.

- 4 **AFFAIRE RETIREE**

Jeunesse- Vie étudiante

Mmes BLANPIED, BECCARIA, DE LA GRANGE, MM. TSITSONIS, GELY sortent de séance.

**Michel
PASSET**

- 5 AUBERGE DE JEUNESSE Avenant n°3 de prolongation du bail emphytéotique

Pour : 53

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

M. GELY entre en séance.

Mme COUVERT, MM. H. MARTIN, SAUREL, PASSET sortent de séance.

Développement économique, emploi, tourisme

**Marc
DUFOUR**

- 6 Observatoire de l'immobilier du commerce de l'agglomération de Montpellier -
Convention de partenariat avec Montpellier agglomération - Autorisation de signature

Pour : 50
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Marc
DUFOUR**

- 7 Convention d'exploitation du domaine public -Kiosque Boulangerie Pâtisserie -
Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Pour : 50
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

*MM. DUFOUR, ARAGON sortent de séance.
M. TSITSONIS entre en séance.*

Sports

Patrick VIGNAL

- 56 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevances minorées
Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public

Pour : 49
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Patrick VIGNAL

- 57 Quartier PRES D'ARENES Dénomination du terrain stabilisé de football du complexe
"Claude Béal" Gérard BIANCHI

Pour : 49
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Patrick VIGNAL

- 58 Quartier MONTPELLIER CENTRE Dénomination du terrain de football Mail des
Abbés Vincent CANDELA

Pour : 49
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

M. VIGNAL sort définitivement de séance.

Prévention, environnement, santé

**Jacques
TOUCHON**

- 8 Adhésion au label "Ville engagée contre le SIDA"

Pour : 48
Contre : /
Abstentions: /

M. PASSET entre en séance.

**Jacques
TOUCHON**

- 9 Chartre du cœur de l'association RMC/BFM

Pour : 49
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Mme DOMBRE-COSTE (récupère sa procuration), M. DUFOUR entrent en séance.

**Max
LEVITA**

- 10 CCAS de Montpellier Réaffectation des locaux de SAINT-CÔME 13, rue de l'Ecole Normale

Pour : 50
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain

**Philippe
THINES**

- 11 Délégation de Service Public Parking Laissac Choix du délégataire

Les Administrateurs de TaM ne prennent pas part au vote : pour la Ville, Mme SOUCHE, M. FLEURENCE, M. H. MARTIN (absent de séance), Pour l'Agglomération, Mme PRUNIER, M. SUBRA, M. MORALES.

Pour : 43
Contre : 2
Abstentions: /
Ne prennent pas part au vote : 5
Adopté à la majorité.

Mmes BLANPIED, BECCARIA, DE LA GRANGE, COUVERT, MM. POUGET, ARAGON entrent en séance.

**Philippe
THINES**

- 12 Délégation de Service Public Parkings Foch-Préfecture et Arc de Triomphe Choix du délégataire

Pour : 54
Contre : 2
Abstentions: /
Adopté à la majorité.

M. SAUREL entre en séance.

**Philippe
THINES**

- 13 Dénomination de voies

Pour : 57
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 14 Plan local de déplacement - Secteur Nord Avenant à conclure sur les lots n°1, n°2 et n°3 du marché 12M008 Autorisation de signer

Pour : 57

Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 15 Travaux de mise en sécurité du Tunnel de la Comédie - Appel d'offres ouvert - Autorisation de signer le marché

Pour : 57
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 16 Maintenance des équipements électriques et de sécurité du tunnel de la Comédie et de la trémie du Corum - Appel d'offres ouvert - Autorisation de signer le marché

Pour : 57
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Régine
SOUCHE**

- Egalité des droits et des devoirs - Tranquillité publique**
17 Attribution d'une subvention à l'association Conseil Départemental de l'Accès aux Droits Exercice 2012

Pour : 57
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Christian
BOUILLE**

- Rénovation urbaine - Logement social**
18 Quartier des Cévennes Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriété Cévennes 1 Attribution de subventions en parties privatives

Pour : 57
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Christian
BOUILLE**

- 19 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

Pour : 57
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Christian
BOUILLE**

- 20 CONCESSION D'AMENAGEMENT MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature La Société française des habitations économiques (SFHE), Société anonyme d'habitations à loyer modéré 31, cours Gambetta

Pour : 57
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Petite enfance

**Françoise
PRUNIER**

- 21 Réaménagement et extension de la crèche GALINETA - demande de permis de construire et demande de subventions

Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

MM. SUDRES, THINES sortent de séance.

**Françoise
PRUNIER**

- 22 Protocole d'accord Ville de Montpellier/CAF de l'Hérault pour favoriser l'offre d'accueil des enfants des familles bénéficiaires du RSA en parcours d'insertion sociale ou professionnelle

Pour : 54
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. MAILHE sort de séance.

**Françoise
PRUNIER**

- 23 Crèche Joséphine Baker Délégation de Service Public Avenant n° 1 Cession du contrat de la Mutualité Française Hérault à la Mutualité Française Hérault Petite Enfance

Pour : 54
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

MM. SUDRES, H. MARTIN entrent en séance.

Vie associative, Maisons pour tous

**Sophie
BONIFACE-
PASCAL**

- 24 Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit

Pour : 56
Contre : 2
Abstentions : /
Adopté à la majorité.

Mme BENEZECH sort de séance.

Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies

**Frédéric
TSITSONIS**

- 25 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des redevances minorées
Autorisation de signer les conventions de location

Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 26 Associations logées par la Ville de Montpellier Loyers et Charges locatives impayés
Remise gracieuse de dettes

Pour : 55
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Mme PRUNIER sort de séance.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 27 Le Rockstore - Travaux de mise aux normes

Pour : 54
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 28 PATRIMOINE Convention d'occupation précaire Ville – Société ASF Dédoublément
de l'Autoroute A9

Pour : 50
Contre : 4
Abstentions: /
Adopté à la majorité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 29 Assistance à maîtrise d'ouvrage Bureau d'études techniques - Tous Corps d'Etat

Pour : 54
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 30 ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Futur Hôtel de Ville - Autorisation de signer
l'avenant n°4 au marché de maîtrise d'œuvre

Pour : 52
Contre : 2
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 31 Crèche Adélaïde Cambon - Protocole d'accord suite à la chute de châssis

Pour : 54
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

*Mme PRUNIER, M. THINES entrent en séance.
M. TSITSONIS sort de séance.*

Action internationale, Jumelages

**Perla
DANAN**

- 32 Mandat spécial, Présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil
municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

Pour : 55

Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Mme BENEZECH, MM. MORALES (récupère sa procuration), TSITSONIS, MAILHE entrent en séance.

Mme BONIFACE-PASCAL, M. SAUREL sortent de séance.

M. THINES sort définitivement de séance.

Urbanisme, aménagement durable et NTIC

**Michaël
DELAFOSSE**

- 33 Communauté d'agglomération de Montpellier Quartier "OZ Montpellier Nature Urbaine" Lancement d'une opération d'aménagement Modalités de la concertation Avis de la Ville de Montpellier

Pour : 51
Contre : 2
Abstentions: 2
Adopté à la majorité

**Michaël
DELAFOSSE**

- 34 Communauté d'agglomération de Montpellier Extension de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle gare TGV Modalités de la concertation Avis de la Ville de Montpellier

Pour : 51
Contre : 2
Abstentions: 2
Adopté à la majorité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 35 ZAC Port Marianne – Rive gauche Agrément de candidature KALELITHOS (Lot n°5)

Pour : 55
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

M. SAUREL entre en séance.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 36 ZAC Port Marianne – Rive gauche Agrément de candidature S.F.H.E. (Lot n°3)

Pour : 56
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 37 ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature NEXITY (Lot 18A2)

Pour : 56
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 38 ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature KAUFMAN & BROAI L.R. (Lot 18A1)

Pour : 56
Contre : /

Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 39 ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature SNC MARIGNAN Résidences C° / BOUWFONDS MARIGNAN Immobilier (Lot 13)

Pour : 56
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 40 ZAC Malbosc Demande d'agrément de candidature SCI BP (La Poste). Lot 43A/43B

Pour : 56
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 41 FONCIER ZAC des Grisettes Déclassement du domaine public Délai de voirie - Avenue Colonel Pavelet Vente à la SERM

Pour : 56
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 42 FONCIER Résidence "Les Terrasses de l'Aqueduc" Liaison piétonne Acquisition emprise

Pour : 56
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 43 Foncier Création d'un chemin piéton Aqueduc Saint-Clément Acquisition parcelle cadastrée TE 8 de 127 m²

Pour : 56
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 44 Foncier - Acquisition terrain Elargissement rue des Quatre-Vents Propriété "Kaufman & Broad Promotion 1"

Pour : 56
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 45 Foncier Place Carré des Pins Elargissement rue de la Galéra - Incorporation au domaine public Propriété « BOUYGUES Immobilier »

Pour : 56
Contre : /
Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 46 Foncier Elargissement avenue Patrick Geddes Acquisition Montalti

Pour : 56
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 47 FONCIER Site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie Revente à la Société d'Aménagement d'Agglomération de Montpellier (SAAM)

Pour : 56
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Mme BONIFACE-PASCAL entre en séance.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 48 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Pour : 57
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 49 Achat et maintenance de postes de travail bureautique et serveurs Groupement de commandes entre la Ville et le C.C.A.S. Autorisation de signer les marchés

Pour : 57
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Lutte contre l'exclusion

**Annie
BENEZECH**

- 50 Attribution de subventions à diverses associations dans le domaine de l'exclusion Exercice 2012

Pour : 57
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Mme FARGIER sort de séance.

Réussite éducative

**Jean-Louis
GELY**

- 51 Restaurants Scolaires - Entretien préventif et curatif du matériel de restauration collective et de buanderie. Autorisation de signer les marchés. Abroge et remplace la délibération n°2012/553 du 12/11/12

Pour : 56
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Jean-Louis
GELY**

- 52 Aménagement des espaces extérieurs de l'école primaire François Mitterrand
Autorisation de signer l'avenant n°1 aux marchés de travaux Lot 1 : Aménagements urbains et Lot 2 : Plantation-Arrosage-Serrurerie

Pour : 56
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme FARGIER entre en séance.
M. PASSET sort de séance.
MM. ROUMEGAS, DUPRAZ sortent définitivement de séance.

Logement

**Hélène
QVISTGAARD**

- 53 Accord partenarial entre la Ville de Montpellier, l'APAGL et Cil Méditerranée, CILEC et Astria, pour la mise en œuvre du dispositif de Garantie des Risques Locatifs (GRL) et le logement des jeunes

Pour : 54
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Cohésion sociale

**Audrey DE LA
GRANGE**

- 54 Attribution de subventions à diverses associations de la Ville dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2012

Pour : 54
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. PASSET entre en séance.
M. ZYLBERMAN sort de séance.
M. DOMERGUE (avec sa procuration) sort définitivement de séance.

**Audrey DE LA
GRANGE**

- 55 Avenants à la convention de pilotage et de financement de la mission de prévention spécialisée entre le Département de l'Hérault, la Commune de Montpellier et l'Association de Prévention Spécialisée 34

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Plan local de déplacement- Occupation non commerciale du domaine public

**Serge
FLEURENCE**

- 59 Convention Ville de Montpellier/ Transports de l'Agglomération de Montpellier relative au nettoyage et la lutte anti-tags des stations de tramway du centre-ville

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

Ressources humaines

**Serge
FLEURENCE**

- 60 Retranscription du régime indemnitaire

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Serge
FLEURENCE**

- 61 Modification du tableau des effectifs

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Serge
FLEURENCE**

- 62 Modification des modalités financières de fonctionnement de la Commission Sociale

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Serge
FLEURENCE**

- 63 Astreinte DGU - dispositif d'alerte hydro-météorologique

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Serge
FLEURENCE**

- 64 Astreinte plan communal de sauvegarde- cellule prévention et gestion des risques

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mmes BLANPIED, PRUNIER sortent définitivement de séance.

Finances communales

**Max
LEVITA**

- 65 Règlement de gestion financière des dépenses d'équipement

Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Max
LEVITA**

- 66 Exercice 2012 - Décision Modificative n°4 du Budget Principal de la Ville de Montpellier

Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

- Max
LEVITA** 67 Autorisation d'utilisation des crédits avant le vote du Budget Primitif 2013 et affectation d'acomptes de subventions
- Pour : 50
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.
- M. ZYLBERMAN entre en séance.*
- Max
LEVITA** 68 TaM- Rapport des administrateurs - Exercice 2011
- Le Conseil prend acte.
- Max
LEVITA** 69 SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2011
- Le Conseil prend acte.
- Max
LEVITA** 70 SAAM - Rapport des administrateurs - Exercice 2011
- Le Conseil prend acte.
- Max
LEVITA** 71 ENJOY - Rapport des administrateurs - Exercice 2011
- Le Conseil prend acte.
- Max
LEVITA** 72 SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2011
- Le Conseil prend acte.
- Max
LEVITA** 73 Tarifs 2013 pour la Ville de Montpellier - Approbation
- Pour : 49
Contre : /
Abstentions: 2
Adopté à l'unanimité.
- Max
LEVITA** 74 ADMISSION EN NON VALEUR EXERCICE 2012
- Pour : 51
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.
- Max
LEVITA** 75 Apurement annuel des régies Exercice 2012
- Pour : 51
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.
- Max
LEVITA** 76 Attributions de subventions Exercice 2012
- Pour :
Contre : /
Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**Max
LEVITA**

- 77 Achat de vêtements de travail Autorisation de signer les marchés

Pour : 51
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Max
LEVITA**

- 78 Réforme et cession du matériel et des véhicules

Pour : 51
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Max
LEVITA**

- 79 Achat d'Aliments pour les Animaux du Parc DARWIN Autorisation de signer les marchés

Pour : 51
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Max
LEVITA**

- 80 Garantie d'emprunt GAIA avec préfinancement accordée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) pour l'Ecole d'Application de l'Infanterie - Annule et remplace la délibération n° 2012-562 du 12/11/2012

Pour : 51
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Désignation de représentants

M^{me} le Maire

- 81 Collège Clémence Royer Désignation d'un représentant de la Ville

Pour : 51
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Communication

**Max
LEVITA**

- 82 Marché -Suivi de la communication institutionnelle -autorisation de signer l'avenant n°1

Pour : 51
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Mme le Maire

Articles L 2122-2 et L 2123-2 du CGCT- Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Direction Finances et
Contrôle de Gestion

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 569

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Débat d'orientation budgétaire 2013

Hélène MANDROUX rapporte :

Ce débat a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux pour le prochain exercice avec l'adoption du Budget Primitif. La note explicative de synthèse est annexée à la présente délibération.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012



ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2013

Conseil Municipal du 17 décembre 2012

2013

Un budget 2013 prenant en compte un contexte international complexe

2013

Vers un retour progressif de la croissance en 2013

Hors zone Euro : prévision de + 3,7 %

En France : prévision Projet de Loi de Finances + 0,8 %

2013

Projet de Loi de Finances 2013 : principales dispositions pour les communes

Dotations de l'Etat : stabilité en 2013
- 1,5 % en 2014 et 2015

Revalorisations cadastrales : + 1,8 %

Modifications apportées au FPIC
(0,7 M€ en 2012)

Réduction
du déficit à
3 % du PIB
en 2013

Vision
prospective

2013

Une crise des liquidités qui persiste

Démantèlement de DEXIA

Intervention majeure du
gouvernement à travers la
Caisse des Dépôts et Consignations

L'endettement des collectivités
en Europe

2013



Les grands équilibres du budget 2013

2013

Construction du Budget

Dépenses

- Personnel**
- Charges à caractère général
- Dépenses de gestion courantes
- Intérêts de la dette
- Attribution de compensation
- Epargne brute

Recettes

- Dotations et participations de l'Etat
- Impôts et Taxes
- Autres recettes

Ratios

- Dépenses fonctionnement/Population
- Impôt / Population
- Recettes fonctionnement/Population
- Dépenses équipement/Population
- Dette / Population
- DGF / Population
- Charges personnel / DRF
- Effort fiscal
- Marge autofinancement courant
- Taux d'équipement
- Taux d'endettement

Investissement

- Dépenses d'équipement**
- Avances infra-annuelles et autres
- Remboursement du capital
- Contrat long terme renouvelable
- Autres dépenses d'investissement

Epargne brute

- Dotations
- Subventions reçues
- Autres recettes

Emprunt

Rétrospective
Evaluation
Prospective

2013

Maîtriser l'évolution des dépenses de fonctionnement

Evolution en 2013 des dépenses réelles de fonctionnement : 3 %

Ratio dépenses réelles de fonctionnement/habitant : 1 093 €/habitant

Moyenne nationale : 1 193 €/habitant

2013

Maîtriser la programmation des investissements

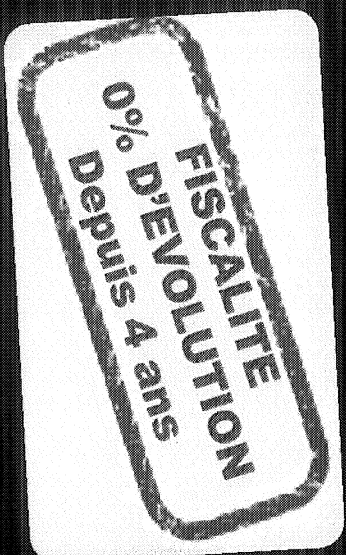
Passage en AP/CP



2013

Section de fonctionnement

Recettes de fonctionnement



Mesures fiscales
15 M€
non prélevés

Fiscalité
179 M€

Dotations
73 M€

Autres recettes
41 M€

2013

Section de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de personnel pour 2013

157 M€

56 %
des Dépenses de
Fonctionnement

Evolution de la masse salariale : + 3,1 %

- Effet report créations 2012
- Nouveaux établissements
- Augmentation des cotisations (CNRACL...)
- Evolution naturelle par le Glissement Vieillesse Technicité (avancement d'échelon, de grade...)

2013

Section de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de personnel pour 2013

Solde net de
création/suppression
de postes
égal à 0

2013

Section de fonctionnement

Evolution des dépenses de fonctionnement

Les Subventions : progressent comme l'inflation

Les Charges à caractère général : 2,5 %

Les évolutions sont notamment liées à :

- L'ouverture de 2 écoles en 2013
- La création de 55 places en crèches associatives supplémentaires
- L'accueil de la 100ème édition du Tour de France
- L'ouverture de la Panacée
- Les nouveaux baux de gardiennage de sites (EAI)
- La montée en puissance du Plan de Déplacement Entreprise (PDE)
- Au coût des dépenses énergétiques
- A l'entretien optimisé du Parc Darwin

2013

Section d'investissement

La Dette

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne
224 165 049 €	2,33%	21 ans et 3 mois	11 ans

Capacité de
désendettement
7 ans

Une dette
jeune et
sécurisée

50%
Taux fixes
50 %
Taux variables

2013

Section d'investissement

Recettes d'investissement

FCTVA
12,5 M€

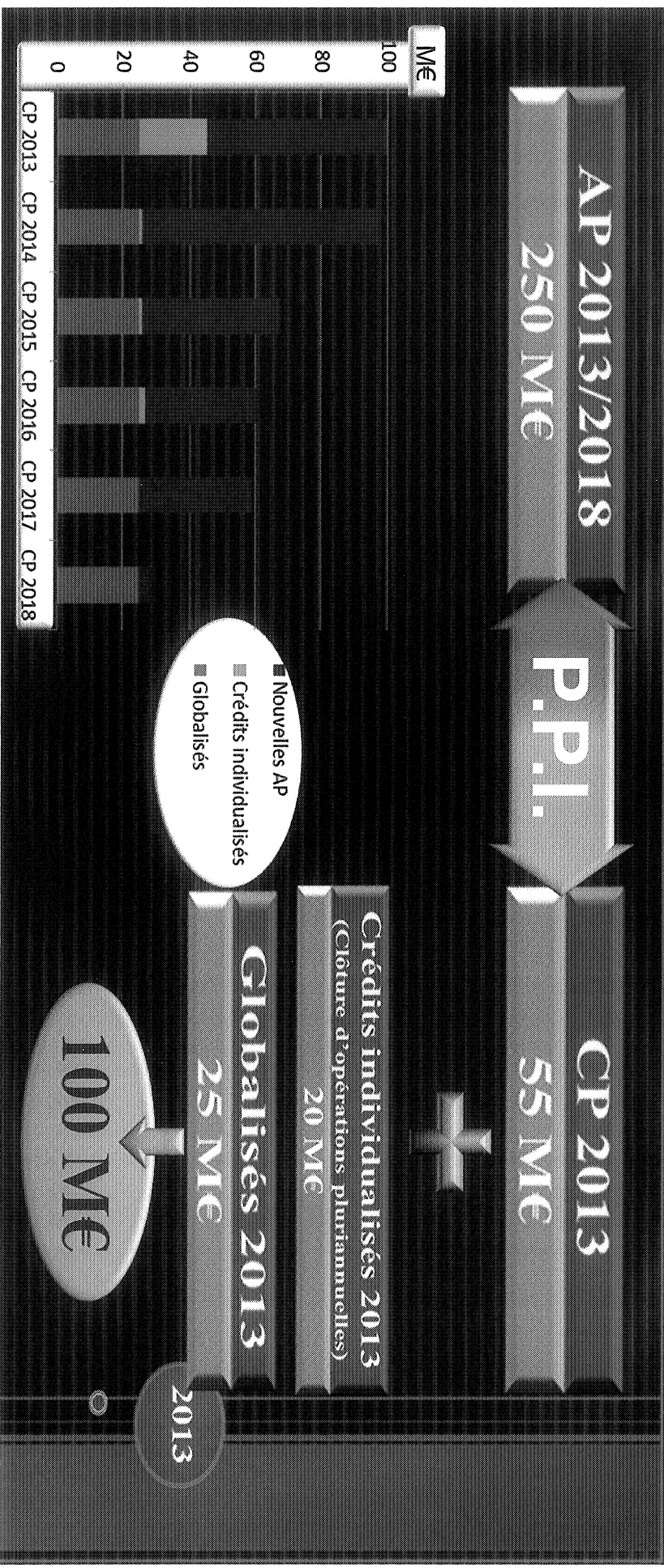
Emprunt
plafonné à
50 M€

**Produit
des cessions**
9,7 M€

2013

Section d'investissement

Dépenses d'équipement



Orientations budgétaires pour 2013

2013

Nos priorités pour 2013

- L'Education

- L'Enfance
- La Sécurité
- La Qualité de l'espace public
- Le Logement
- La Solidarité, la cohésion sociale et la proximité

2013

L'éducation

2013
OUVERTURE
2 ECOLES

1 300
agents

Programme	AP 2013	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016	CP 2017
BEETHOVEN	7 083 000	6 255 000	480 000	348 000	-	-
PLAN ECOLE REUSSITE	2 260 000	1 260 000	1 000 000	-	-	-
CHENGDU	7 010 000	7 010 000	-	-	-	-
RENOVATION ECOLES DAVILER / KERGOMARD	1 000 000	-	300 000	300 000	400 000	-
MODERATION ABORDS ECOLES VITESSE	2 505 000	505 000	500 000	500 000	500 000	500 000

Dépenses
d'investissement
20 M€

Dépenses de
fonctionnement
55,4 M€

2013

L'enfance

2012-2013
200 nouvelles
PLACES DE CRECHES

600 agents

Programme	AP 2013	CP 2013	CP 2014	CP 2015
CRECHE ARCEAUX	1 830 000	30 000	800 000	1000 000

Dépenses
d'investissement

1,2 M€

Dépenses de
fonctionnement

26,1 M€

2013

La sécurité

180
agents

Programme	AP 2013	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016
VIDEO PROTECTION	530 000	362 000	710 000		
PV ELECTRONIQUES	598 000	418 000	473 28	60 000	72 672

Tranquillité
publique

Dépenses de
fonctionnement
1,5 M€

2013

La qualité de l'espace public

Accessibilité
2,4 M€/an

Voirie
Pistes
cyclables

Programme	AP 2013	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018
MISE EN ACCESSIBILITE ESPACES PUBLICS	2 103 000	613 000	590 000	300 000	300 000	300 000	-
MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	625 000	125 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
TRAVAUX EDF ACCOMPAGEMENT	500 000	200 000	150 000	150 000	-	-	-
RENOVATION TUNNEL COMEDIE	3 224 000	1 170 000	700 000	400 000	954 000	-	-
REQUALIFICATION CITE GELY	5 077 000	315 000	1 000 000	950 000	1 550 000	1 262 000	-
VOIES DESSERTE ILOTS PRIORITAIRES	2 000 000	-	500 000	1 000 000	500 000	-	-
RUE PAUL RIMBAUD	1 435 000	400 000	615 000	420 000	-	-	-
PISTES CYCLABLES	2 060 000	560 000	500 000	500 000	500 000	-	-
AV PONT TRINQUAT	2 685 000	185 000	1 200 000	1 300 000	-	-	-
PLAN LOCAL DE DEPLACEMENT	6 700 000	860 000	1 200 000	1 500 000	1 500 000	1 640 000	-
SUBVENTION CG BLAYAC	2 100 000	1 000 000	1 100 000	-	-	-	-
BD JEU DE PAUME	5 600 000	2 000 000	2 000 000	1 600 000	-	-	-
PONT VIALLETON	1 500 000	600 000	360 000	540 000			

2013

La qualité de l'espace public

Environnement
Biodiversité

Programme	AP 2013	CP 2013	CP 2014	CP 2015
ERP DARWIN	7 285 000	2 380 000	3 000 000	1905000
SCHEMA PLUVIAL VERDANSON	1 100 000	600 000	500 000	-
RUE PAUL RIMBAUD PLUVIAL	1 193 000	300 000	893 000	-

Nettoieement
20,4 M€

2013

Le logement

4 028 logements créés ou réhabilités – 806 logt/an

ZAC

Une politique de Zone d'Aménagement Concerté

OPAH

Une Politique active de Rénovation Urbaine

2013

ANRU

CPA

PAE

PRU

Les cessions de charges foncières au-dessous du prix du marché pour l'accès social au logement

6 M€

Actions de solidarité

- Clé logement
- Lutte contre l'insalubrité

2013

Le logement

La rénovation urbaine

Ex: le Petit
Bard

Programme	AP 2013	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP suivants
PAE MARQUEROSE	3 001 000	750 000	750 000	650 000	470 000	381 000	-	-
PAE AQUEDUC RUE DENIZOT	1 250 000	113 000	113 000	-	-	-	-	-
OPAH COPRO LES CEVENNES	1 800 000	300 000	300 000	600 000	600 000	-	-	-
PRU CEVENNES SUBVENTIONS	6 491 000	2 845 308	1 781 000	1 112 692	752 000	-	-	-
PLACE TRITONS	1 265 000	765 000	500 000	-	-	-	-	-
PAE ST LAZARE	3 067 000	70 000	1 000 000	1 000 000	997 000	-	-	-
ALLEE DU TIERS ETAT	758 000	565 000	93 000	-	-	-	-	-
OPERATION CAMPERIOLS	600 000	250 000	350 000	-	-	-	-	-
ACTION FONCIERE ACQUISITIONS	10 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	-	-
RAVALEMENT SUBVENTIONS	600 000	250 000	100 000	50 000	100 000	-	-	-
CPA GRAND COEUR	7 685 000	685 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	2 000 000
OPAH LAISSAC SUD COMEDIE	1 039 000	172 800	248 200	315 800	127 500	174 700	-	-
PRU CENTRE	747 000	331 285	316 780	98 935	-	-	-	-

2013

La solidarité, la cohésion sociale et la proximité

Démocratie de proximité

Tarification sociale

CCAS – 12,35 M€ de subventions

Aide au tissu associatif

Proximité

Clauses d'insertion dans les marchés publics

Accès pour les personnes en situation de handicap

Solidarité

2013

Poursuivre les efforts engagés pour les Montpelliérains

**Bernardo
SECCHI**

**Paola
VIGANO**

« mettre de l'humain dans l'urbain »

Projet urbain

**HORIZON
2040**

Lien social

Emploi

2013

Des investissements structurants en matière d'urbanisme

Les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC)

Programme	AP 2013	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016	CP 2017
BOULEVARD NINA SIMONE/MIRO	16 100 000	1 747 000	2 64 000	1689 000	10 500 000	-
AVENUE RAYMOND DUGRAND	9 305 000	6 229 000	2 457 000	619 000	-	-
ZAC NOUVEAU ST ROCH	10 360 000	3 330 000	5 000 000	2 030 000	-	-
GARE ST ROCH	6 237 000	835 000	3 400 000	2 002 000	-	-
ST CHARLES TRAVAUX	1 435 000	-	-	-	700 000	735 000
ZAC NOUVEAU ST ROCH PARKING	22 724 000	-	22 724 000	-	-	-
PONT DE LA REPUBLIQUE (ZAC RIVE GAUCHE)	7 992 000	-	-	-	-	7 992 000

Renforcer l'offre
de logements

Equipements
structurants

Services de
proximité

2013

Des investissements structurants en matière d'urbanisme

Le projet urbain

Programme	AP 2013	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018
PROJET URBAIN	530 000	430 000	100 000	-	-	-	-
EAI	16 640 000	284 000	4 136 000	2 365 000	3 230 000	1230 000	5 395 000

La cité du corps humain

Programme	AP 2013	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016	CP 2017
CITE DU CORPS HUMAIN	37 033 000	500 000	500 000	10 605 463	10 128 981	15 298 556

2013

Le budget 2013 confirmera les actions nécessaires au lien social

Le Sport

4,4 M€ pour les programmes existants

10 M€ de fonctionnement dont 5 M€ de charges de personnel

100^{ème} édition du Tour de France

La Culture

2013
LA PANACEE

Programme	AP 2013	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016	CP 2017
GESTION ELECTRONIQUE ARCHIVES	500 000	50 000	200 000	90 000	90 000	70 000
ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES	7 000 000	3 000 000	2 000 000	2 000 000	-	-
RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE	650 000	100 000	350 000	200 000	-	-

11,3 M€ de fonctionnement dont 4 M€ de charges de personnel

2013

Le budget 2013 confirmera les actions nécessaires au lien social

La Jeunesse

Programme	AP 2013	CP 2013	CP 2014	CP 2015
CITE DE LA JEUNESSE	6 000 000	300 000	3 000 000	2 700 000

Sur le site de l'FAI

Les Maisons Pour Tous

10,8 M€
pour un service public de proximité
dont 7,6 M€ de charges de personnel

Les Centres de Loisirs

2013

L'emploi et le développement économique

Subvention
de 1,9 M€ à l'
Office du Tourisme

Programme	AP 2013	CP 2013	CP 2014
CITE DES METIERS	500 000	350 000	150 000
HALLES DES QUATRE SAISONS	883 000	560 000	323 000

Avec **100 M€** de budget d'équipement et autant en prestations de fonctionnement la Ville de Montpellier participe à la création de **2 000 emplois** directs ou indirects.

2013

M

Montpellier
ville et métropole

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2013

Conseil Municipal du 17 décembre 2012

2013

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier

Frédéric TSITSONIS rapporte :

En application de l'article 255 de loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et en référence à la circulaire du 3 août 2011, relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales et EPCI de plus de 50.000 habitants, celles-ci doivent rédiger leur rapport de situation en matière de développement durable et le présenter à l'assemblée délibérante préalablement aux débats sur le projet de budget (loi du 12/7/2010) afin de faire l'objet d'une délibération spécifique.

Consciente des enjeux liés au développement durable, la Ville de Montpellier met en oeuvre depuis de nombreuses années des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements des pratiques et des mentalités.

Les cinq thèmes transversaux du rapport de développement durable sont :

1- La lutte contre le changement climatique

- 27 ans de politique énergétique à Montpellier, alliant sobriété, efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables sur son patrimoine ont permis d'assurer le confort des usagers au meilleur coût, par une réflexion sur le coût global des bâtiments, incluant les coûts de construction et de fonctionnement pendant toute la durée de vie du bâtiment. 47 millions d'euros ont ainsi pu être économisés depuis 1986.
- La Convention des Maires a été signée le 10 février 2009 avec l'Union Européenne. Rappelons que les villes signataires s'engagent à réduire sur leur territoire leurs émissions de CO2 et leurs consommations d'énergie de plus de 20% et d'accroître la production des énergies renouvelables au-delà de 20% d'ici à 2020.
- Le Plan Climat Energie Territorial est un outil et un support de planification stratégique du développement durable de la Ville, en partenariat avec Montpellier Agglomération et les Villes de Baillargues, Lattes et Pérols. Le diagnostic de territoire et le bilan carbone ont été réalisés. Des assises et des ateliers ont été organisées en 2012 et un plan d'action sera établi en 2013.

- La politique en matière d'urbanisme et d'aménagement, planifiée par la Ville dans la perspective à long terme d'une ville des courtes distances, de l'inter modalité, de la mixité fonctionnelle et de l'équilibre entre végétal et bâti, s'inscrit dans une anticipation de la qualité de vie aux horizons 2020 et 2050. La réalisation des opérations publiques d'aménagement, appuyée sur le Guide AURA (Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel d'Aménagement) participe concrètement à cet objectif. Cette politique a été saluée par l'obtention du label Ecocité et de deux prix au titre des Ecoquartiers.

2- La préservation de la biodiversité

- La Ville a rejoint en 2009-10, le réseau « Global Partnership on Cities and Biodiversity » de la CDB, afin de partager toutes les avancées en matière de développement urbain respectueux de la biodiversité et est membre de la Convention sur la diversité biologique de l'ONU
- Elle est également l'une des premières villes françaises à se doter d'un plan d'actions pluriannuel pour la période 2010-2014
- Elle introduit une thématique « Forêt urbaine » et « développement méditerranéen de la biodiversité » dans les délégations et sous-délégations des adjoints.
- Elle participe à la création du réseau MEDIVERCITES (dont le bureau sera localisé à Montpellier), afin d'accompagner les collectivités méditerranéennes dans leur volonté d'améliorer leurs stratégies en faveur de la biodiversité.

3- La cohésion sociale

- Les Maisons pour tous œuvrent depuis 30 ans à la qualité de vie et au bien-être des Montpelliérains. Ces structures offrent un lieu propice à l'expression de la citoyenneté et favorisent la cohésion sociale.
Cette année, une nouvelle impulsion est donnée par la municipalité en replaçant la culture au cœur de son action.
- La Ville a créé récemment des services dédiés à la cohésion sociale et à la démocratie participative
- Le projet Territoire Numérique contribue au partage et à la valorisation de données publiques
- La Ville fait partie du réseau OMS Ville-Santé
- Le Centre communal d'action sociale (CCAS) propose un ensemble de prestations pour remédier aux situations de précarité ou de grande difficulté sociale. Notamment :
 - o Pour les personnes âgées, il intervient dans la gestion du Plan Canicule, qui est une des déclinaisons du PCET, en regard du volet adaptation au changement climatique.
 - o Pour les personnes handicapées, il intervient en faveur de l'accès aux droits, aux aides et services, mais aussi pour faciliter l'insertion professionnelle.

4- L'épanouissement de tous les êtres humains

- Les diverses actions des Maisons pour tous déjà citées
- La politique culturelle riche de la Ville et la mise en valeur de son patrimoine
- La politique de réussite éducative volontaire
- La politique d'urbanisme et d'aménagement déjà évoquée précédemment

5- Les modes de production et de consommation responsables

- La politique d'achats responsable de la Ville
- Le plan de déplacements d'entreprise (PDE)
- La production énergétique renouvelable et notamment pour ses réseaux de chaleur (en partenariat avec la SERM) qui utiliseront majoritairement des énergies renouvelables.
- La demande d'entrée dans la démarche Cit'ergie : La ville souhaite entrer dans cette dynamique, afin de poursuivre ses actions d'amélioration continue et de disposer d'un outil intégrateur des différentes démarches de développement durable de la collectivité.
- La production d'énergie par panneaux photovoltaïque du gymnase Spinosi, de l'Hôtel de Ville, et des 4 groupes scolaires à énergie positives (BEPOS) : François Mitterrand déjà en service et bientôt Ludwig van Beethoven, Chengdu en 2013 puis André Malraux en 2014.


En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le présent rapport de développement durable

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012



Ecocité

Sommaire

Présentations	1
La ville qui maîtrise ses flux	10
Maîtriser la demande d'énergie, optimiser équipements, et pilotage	11
La construction d'écoles Bepos	17
L'amélioration des bâtiments existants	27
Poursuivre les actions de maîtrise des consommations d'eau des bâtiments communaux	32
Encourager les mobilités douces et la formation à l'éco conduite	37
La ville productrice et distributrice d'énergie	49
Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid : chaufferie bois d'Ecocité (trigénération)	50
L'EcoCité crée un îlot démonstrateur sur le plan énergétique : la Mantilla	53
Plus de 50% d'énergies renouvelables sur le réseau de chaleur	55
La ville incitatrice, protège ses ressources et la biodiversité	59
Les actions de l'Agence Locale de l'Energie (ALE)	60
La prospective au service du Plan Climat Energie Territorial et du projet urbain 2040	65
Agir pour la biodiversité et la nature en ville	78
Valoriser les espèces locales au Parc Darwin	87

La ville aménageuse sur le long terme	90
Aménager à long terme et innover	91
Le génie urbain priorise les besoins	92
ZAC et éco quartiers Impulsent les mutations de la ville durable (Guide AURA)	95
Ecocité : la ville méditerranéenne, l'homme et la nature au cœur de l'aménagement	101
La future gare TGV et le pôle d'échange multimodal St Roch	103
L'imagerie urbaine pour visualiser la ville	105
 La ville de « l'agir ensemble et de la participation citoyenne »	 107
La maison de la démocratie, outil de proximité et de participation	108
L'Action Territoriale pour une vision plus transversale	115
Développer l'évaluation partagée	119
La démarche Qualiville au service de la stratégie d'amélioration continue	122
 La ville éco responsable : le projet Cit'ergie	 125
Former au développement durable à travers la démarche Cit'ergie	126
Accompagner la dématérialisation	130
Poursuivre les achats durables	133
Encourager la réduction des déchets à la source et systématiser le recyclage	141
Vers des manifestations éco responsables	145
Une communication qui réduit son impact	153
La ville des échanges à l'international comme au local	158
 La ville au service de la qualité de vie des Montpelliérains	 163
Une ville numérique, Haut débit et solidaire	164
Réussite éducative pour tous	168
Clé Montpellier Logement	177
L'emploi	180
Une ville santé	183
Lutte contre la précarité énergétique	190
La Brigade propreté et incivilités	192
 La ville du « savoir vivre - ensemble »	 193
Personnes en situation de Handicap : développer l'accessibilité	195
Sport pour tous et sport santé	198
La dynamique des générations	203
Les Maisons pour tous, des pépinières citoyennes	211
Le projet de rénovation urbaine: OPAH 2009-12	222
 Pour conclure	 227
Ecolexique	228
Annexes	233
Bâtiments Basse énergie	234
Note de service Energie	236
Bilan eau	238
Fiche technique école Bepos F.Miterrand	239
Parc Auto pool véhicules	241
Covoiturage	242
Charte Fise	243
Colloque « Bien commun »	245

La lettre et l'esprit du rapport de développement durable



« C'est dans le cadre du décret d'application de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement qu'est rendu désormais obligatoire la rédaction d'un rapport sur la situation en matière de développement durable pour toutes les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants. Cela nous permet aujourd'hui de mettre en lumière l'ensemble de l'action publique de la ville. Ce support au dialogue est donc un exercice où toutes les personnes associées à sa rédaction, selon les instances participatives mises en place, peuvent faire preuve d'**innovation** et de **créativité** pour exposer les interactions entre actions, politiques et programmes et leurs effets sur les cinq finalités du développement durable.

Le rapport « développement durable » propose, d'une part, un bilan des politiques, programmes et actions publiques dont celles conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes au regard du développement durable. Il vise aussi à définir les orientations et politiques à venir permettant d'améliorer la situation et d'autre part, une analyse des processus de gouvernance mis en œuvre pour élaborer, mener et évaluer l'action de la ville. Par conséquent, ce rapport met en perspective à la fois le bilan de notre action et les **options stratégiques** retenues pour les années à venir et proposées dans la **maquette budgétaire**.

La mise en avant de la transversalité des actions et des politiques mettra en lumière, à travers le rapport et les débats qui s'en suivront, l'interdépendance nécessaire entre certaines politiques sectorielles afin de les rendre plus intégrées et cohérentes.

Notre collectivité est déjà bien avancée, et quoi qu'il en soit, ce rapport n'est pas une fin en soi, mais une étape qui annonce le **changement dans la continuité** ».



Source : d'après « premiers éléments méthodologiques pour l'élaboration du rapport sur la situation en matière de Développement Durable. Collection « Références » du Service de L'Économie, de l'Évaluation et de l'Intégration au Développement Durable (SEIDD) du Commissariat Général au Développement Durable (CGDD) ».

La ville mobilisée



La lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
La préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
L'épanouissement de tous les êtres humains
La cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
Les dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables

La Marathonienne

Les Grisettes

Ville à vélo



La participation de la population et des acteurs
L'organisation du pilotage
La transversalité de la démarche
L'évaluation
Une stratégie d'amélioration continue



Les villes à l'avant-garde



Montpellier, cité à énergie positive

Les villes sont considérées comme des hauts lieux de la **lutte contre les changements climatiques** et de **l'évolution du modèle énergétique**. Dès lors, Montpellier, avec l'un des plus forts taux de croissance démographique national, et une économie qui a le potentiel de se diversifier (économie circulaire, énergies renouvelables, innovation éco conception, éco mobilités...) entreprend depuis de nombreuses années sa mutation, afin de garantir aux générations futures, le développement économique, la sécurité énergétique et un cadre de vie de qualité.

Le projet de nouvel Hôtel de Ville est venu conforter cette ambition par une meilleure répartition des fonctions vitales de la ville. Les services, la mobilité, et demain de plus en plus, l'approvisionnement en énergie ne seront plus organisés autour d'un centre unique, mais irrigueront une ville dès à présent pensée pour les courtes distances et la mixité des fonctions (habitat, écoles, bureaux, commerces de proximité, transports en commun, loisirs...). Demain, les Bâtiments neufs seront à **énergie positive**, comme les **4 écoles « Bepos »** que la ville construit sans attendre. L'enjeu est bien de répondre aux nouvelles problématiques climatiques et énergétiques, précarité énergétique, santé et confort des habitants (isolation thermique du parc ancien).

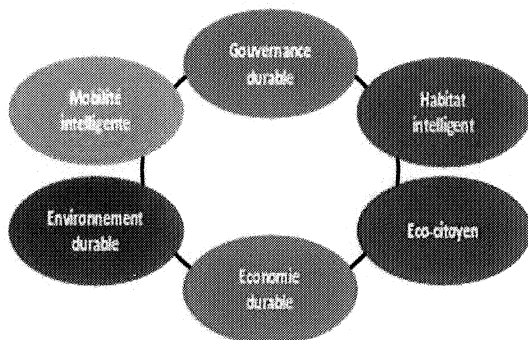
L'intégration constante et croissante de ces réflexions (Plan Climat Energie Territorial) va donc continuer sa progression, pour gagner l'ensemble des politiques publiques portées par la ville. En 2020, nous devons nous rapprocher des objectifs : - 20% de GES, + 20% d'énergies renouvelables, +20% d'efficacité énergétique, et en 2050 du facteur 4.

La fenêtre temporelle pour concrétiser ces changements est somme toute assez limitée. Mais plusieurs leviers sont à notre portée, ils sont à la fois organisationnels, technologiques et sociétaux. Mais l'évolution des pratiques est un levier particulièrement puissant et très transversal, qu'il importe de développer tous ensemble. Le **projet urbain 2040** est là pour permettre une approche **humaniste** et **participative** du développement de la ville, « imbriquée » dans celui de l'Agglomération avec cohérence. Nous voulons développer une vision qui permette de créer un nouvel imaginaire, et donc, de nouvelles opportunités économiques, sociales, culturelles et environnementales. La ville adaptée aux effets des changements climatiques déjà visibles, sera-t-elle bien créative, bas carbone, basse énergie, et à haute qualité de vie pour tous ? La ville défend en tous cas la vision, d'un Montpellier 2040 – 2050, pensé comme un écosystème, la vision d'une transition vers d'autres modes de vie, pour concrétiser une véritable **résilience** de notre territoire et de ses habitants.

Est-ce cela la ville intelligente ?



Selon Rudolf Giffinger, expert en recherche analytique sur le développement urbain, les villes dites « intelligentes » peuvent être classées d'après six critères principaux :



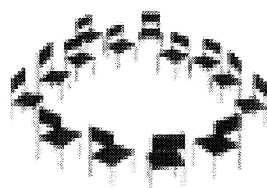
Une économie intelligente
Une mobilité intelligente
Un environnement intelligent
Des habitants intelligents
Un mode de vie intelligent
Une administration Intelligente

Cette vision stratégique se retrouve également au niveau de la Convention des Maires, signée par la ville, qui s'est engagée, au côté d'un ensemble de co signataires de la communauté européenne, de manière volontaire dans une politique énergie-climat territoriale dès 2009, puis dans un Plan Climat dès 2010. Ces engagements rejoignent l'implication actuelle des élus dans le projet de **ville durable**. Les politiques transversales menées aujourd'hui à l'échelle du territoire, sur le plan du patrimoine, et des compétences, autour des mobilités douces, des aménagements durables, de l'énergie dans les bâtiments, de la nature en ville, de la gestion des risques, de la cohésion sociale, de la participation citoyenne... alimentent ainsi la démarche d'amélioration continue vers une exemplarité optimale de notre institution à moyen et long terme.

Le rôle de chacun est essentiel pour réaliser cette ambition. Aussi, afin de développer une véritable dynamique de co-construction interne autour du Rapport de développement durable, un entretien d'une demi-heure à deux heures, a été mené avec l'ensemble des directions (et parfois plusieurs directeurs adjoints s'y sont associés). L'ensemble du dispositif a une fois de plus montré son intérêt et sa motivation à faire avancer la démarche que la ville porte depuis un quart de siècle.

Une large implication des services :

Rédaction du rapport : Au total, 70 personnes y ont participé, 59 directement aux entretiens, + 5 par contribution écrite./+6 personnes ont contribué indirectement à la réalisation de ce rapport de développement durable 2012



Eco responsabilité en transversalité dans certaines missions, ou délégation en lien direct avec le développement durable, ce dernier traverse à différents degrés un nombre de plus en plus important de politiques publiques mises en œuvre par la ville.

Citons au travers du budget supplémentaire, les axes concrets et représentatifs en 2012 des politiques menées par la ville:

Le budget supplémentaire de la Ville de Montpellier, qui est en fait un budget d'ajustement technique, a été voté par le Conseil municipal du 25 juillet.

Les 3 principaux postes du budget total de la Ville sont :

- Renouvellement et aménagement urbain : 17 %
- Éducation Jeunesse : 17 %
- Solidarité : 13 %.

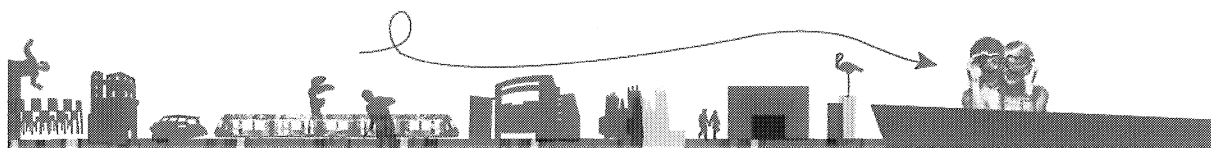
■	Renouvellement et aménagements urbains (17%)
■	Education jeunesse (17%)
■	Solidarité (13%)
■	Environnement et biodiversité (12%)
■	Administration générale (11%)
■	Culture et sports (9%)
■	Voirie (5%)
■	Services urbains (5%)
■	Annuité de la dette (4%)
■	Bâtiments communaux (3%)
■	Sécurité (2%)
■	Services de L'Etat (1%)
■	Information et communication (1%)
■	Autres (0%)

Pour 100 € dépensés :

■	Renouvellement et développement urbain 21€
■	Éducation, jeunesse 18€
■	Solidarité 17€
■	Administration générale 12€
■	Culture et sport 8€
■	Environnement et biodiversité 6€
■	Annuité de la dette 6€
■	Voirie 5€
■	Sécurité 3€
■	Bâtiments communaux 2€
■	Services de l'État 1€
■	Communication et information 1€

LA VILLE QUI MAÎTRISE

SES FLUX



Dynamiques de développement suivant les modes de production et de consommation responsables

Enjeux La production et la consommation de biens et de services sont une des causes majeures de la dégradation de notre environnement et du changement climatique. Basés sur un schéma linéaire qui épuise nos ressources naturelles d'un côté et accumule massivement les déchets de l'autre, nos modes de production et de consommation ne sont pas viables (≠ économie circulaire). Les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) nationaux appellent à leur modification profonde sans pour autant altérer notre qualité de vie. *Satisfaire nos besoins tout en veillant à avoir un impact limité sur la nature*, tel est l'objectif visé par le développement d'une production et d'une consommation responsables (source ADEME). Pour favoriser ces évolutions, la ville de Montpellier a mis en place depuis 29 ans, une politique marquée par une forte volonté de peser dans les domaines de l'énergie, d'abord par la maîtrise des consommations, puis aujourd'hui par la production à partir des réseaux de chaleur, et des énergies renouvelables.

Maîtriser la demande d'énergie, optimiser équipements, et pilotage



EcoRepères

Dans le cadre de l'actuelle préparation du Schéma Régional Climat Air Energie en Languedoc Roussillon, les enjeux socio-économiques de la transition énergétique ont été soulignés. Il s'agit de veiller à :

- Protéger la population (précarité énergétique, santé, cadre de vie...) et accompagner la modification des comportements.
- Maintenir la compétitivité des entreprises
- Maintenir les capacités de déplacement des personnes et des marchandises,

La consommation d'énergie de la Région Languedoc Roussillon est la plus faible de France, du fait de la clémence du climat, et d'une faible industrialisation. Cependant, la consommation énergétique globale de la Région est en constante augmentation, en raison d'une forte croissance démographique.

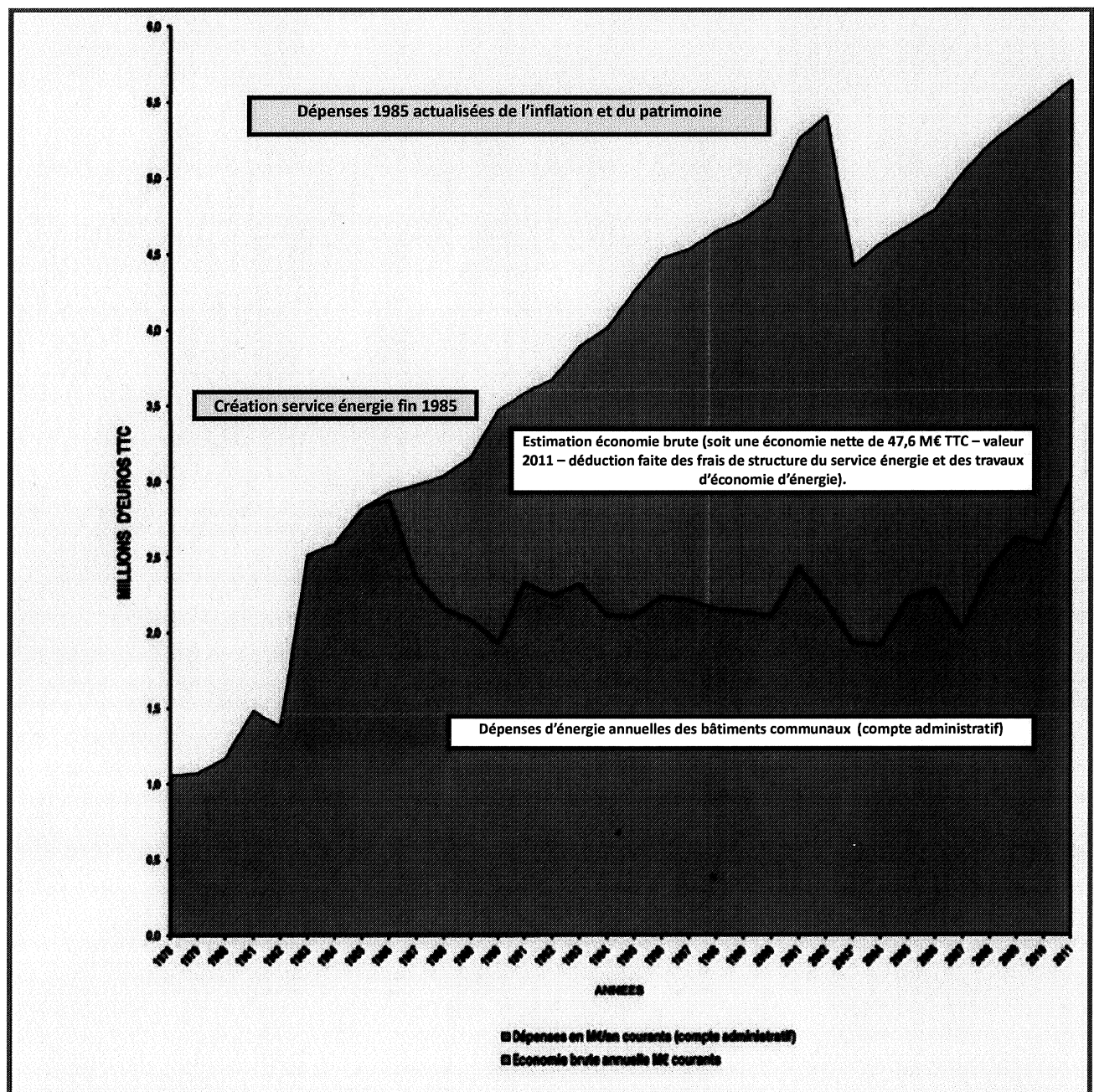
Dans ce contexte, la recherche de maîtrise des consommations résulte d'une combinaison adaptée à chaque situation. L'optimisation des équipements, la mise en œuvre d'un pilotage adapté, l'accompagnement des comportements, sont des modalités opérationnelles que la ville de Montpellier explore depuis les années 1980.

★★★★★★★★★★ La maîtrise des consommations d'énergie ★★★★★★★★★★

Résultats

La ville maîtrise les consommations d'énergie de ses bâtiments communaux

La ville maîtrise les dépenses d'énergie sur son propre patrimoine bâti
(division par deux de la facture soit **47 M€** cumulés économisés) depuis 1986.



FOCUS sur l'électricité

En 1983, la ville effectue un bilan complet de ses dépenses d'énergie dans les bâtiments communaux, ce qui a démontré que **2/3** des dépenses d'énergie correspondent aux **consommations d'électricité**. Un effort important a donc été conduit depuis cette date, pour réduire ces dépenses et se poursuit en 2012 :

- Le recrutement d'un agent chargé du suivi énergétique
- L'optimisation tarifaire des contrats de fourniture d'électricité
- La mise en place progressive d'éclairages performants dans les bâtiments (tube T5 avec ballasts électroniques, LED et détection de présence et de luminosité, contact sec pour chauffage).
- La suppression du chauffage électrique et son remplacement par un chauffage à eau chaude.
- L'optimisation de la puissance des moteurs et pompes (les puissances et consommations varient avec le cube du débit).
- La limitation de la climatisation, notamment par la diminution des surfaces vitrées et la mise en place de stores extérieurs, brise soleil, casquettes.

Une école récente coûte pratiquement 2 fois moins en énergie par m² chauffés et éclairés, qu'une école ancienne, soit une économie d'environ 8000 € TTC /an pour une école de 2000 m².

Entre 1987 et 2009, malgré une augmentation du patrimoine bâti de 18, 9 %

- La puissance souscrite à EDF a baissé de 9,9 %
- La consommation annuelle a baissé de 15,3 %
- L'économie annuelle sur les dépenses est de 10,7 %, soit 152 095 € TTC

MAITRISE DE LA DEMANDE D'ELECTRICITE DEPUIS 1986				
ELECTRICITE	1986/1987	2011	ECART	Pourcentage
Puissance souscrite à EDF (kW)	10 835	10 398	- 437	- 4,03 %
Consommation annuelle (kWh)	13 222 192	11 497 929	-1 724 263	- 13,04 %
Coût annuel (€ TTC)				
--> en € courants	1 417 815	1 479 957	62 142	4,4 %
--> coût 1987* actualisé patrimoine et inflation (en € 2011)		2 807 631	-1 327 674	- 47,3 %
*patrimoine :+20,6% et inflation : +64,2%				

L'optimisation de la conception énergétique des équipements

Assurer le confort des usagers au meilleur coût, tel est l'objectif que s'est fixé la Ville de Montpellier, par une réflexion sur le coût global des bâtiments, incluant le coût de la construction et les coûts de fonctionnement pendant toute la durée de vie du bâtiment. Pour y parvenir, la ville de Montpellier diffuse à tous les agents municipaux, et à tous les intervenants dans la conception et la réalisation des bâtiments communaux, un document résumant les prescriptions en matière d'isolation thermique, de technique de chauffage, d'éclairage naturel des locaux, et de confort d'été. Une note du Directeur Général des services informe l'ensemble de l'Institution sur les usages de l'énergie dans les bâtiments.

L'optimisation de l'entretien et du pilotage des équipements climatiques

L'entretien de toutes les chaufferies des bâtiments communaux, ainsi que par convention ceux du CCAS et de l'agglomération de Montpellier (environ 350 sites) se fait en régie. Ce choix permet une bonne réactivité et assure la maîtrise optimale des consommations d'énergie : +1°C de dérive dans les bâtiments induit + 10% de surconsommation de chauffage. L'appui de la télégestion sur 175 sites permet non seulement d'agir rapidement en cas d'anomalies, mais aussi de constater des dérives éventuelles, non seulement sur le chauffage, mais aussi sur les consommations d'électricité et d'eau.

Eclairage public

La collectivité a mené des actions d'efficacité énergétique sur son éclairage public. La suppression totale des lampes à vapeur de mercure depuis plus de 20 ans en a été le point de départ. La ville procède également à l'optimisation de ses sources lumineuses, par l'abaissement des puissances mises en œuvre, ainsi elle ajuste ses contrats énergétiques en permanence.

Eclairage de Noël

Montpellier réduit chaque année sa consommation d'énergie. Montpellier est une des rares villes françaises à supporter **l'intégralité du coût des illuminations**. Un coût qui se chiffre à **550 000 euros**. La ville a décidé de confier **l'embellissement des rues**, la Société qui installe les Illuminations adhère au programme de **Yan Arthus Bertrand**. Elle participe au **reboisement de jardins agro forestiers au Pérou**, ainsi qu'à la **protection des abeilles** via l'association « **Un toit pour les abeilles** », elle parraine ainsi deux ruchers aux couleurs de la ville de Montpellier, qui permettent de récolter **200 pots de miel de 125g**. Les illuminations de fin d'année, ont été intégrées dans une réflexion globale de **diminution de notre empreinte carbone** (principalement issues de nos consommations énergétiques). La ville utilise uniquement des **LED** ou Lampes à Diodes Electroluminescentes qui permettent de réaliser une **économie de 40%** (équivalents à 10h /d'éclairage par jour pendant 40 jours). Montpellier continue de développer sons sens de l'adaptation tout en veillant à la qualité de vie des Montpelliérains.



Illuminations de Noël



Image : Le peuple des abeilles »Eric Tourneret Photographe

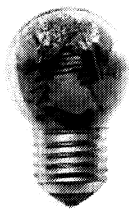
La ville valorise ses économies d'énergie

Les certificats d'économie d'énergie(CEE)

Pour sensibiliser et responsabiliser la société civile sans accroître les dépenses publiques, le législateur a créé: **les certificats d'économie d'énergie**.

Le principe ? L'Etat impose aux fournisseurs d'énergie, (électricité, gaz, GPL, Fioul, de chaleur et de froid), et de carburants pour la seconde génération de CEE, de réaliser des économies d'énergie sur une période donnée ou de les faire réaliser par leurs clients.

Les fournisseurs sont libres de choisir les actions qu'ils vont entreprendre à cette fin : ils peuvent informer leurs clients sur les moyens à mettre en œuvre pour réduire leur consommation énergétique, entreprendre des actions de promotion en relation avec des distributeurs d'équipements, etc. S'ils parviennent à remplir leurs obligations dans le temps imparti, ils recevront des certificats attestant du volume d'économies réalisé. Sinon, ils doivent s'acquitter d'une pénalité à verser au Trésor public



Certificats Economie d'énergie (services énergie et éclairage public)

Année	Dépôt en MWhcumac	Vente MWhcumac
2009	12 674	
2010	4 228	
2011	2 885	
2012		19 787
TOTAL EUROS		87 460

En 2012, la vente de 19,8 GWh de CEE a rapporté environ 87 000 € à la ville,
soit 4,42 € /MWhcumac

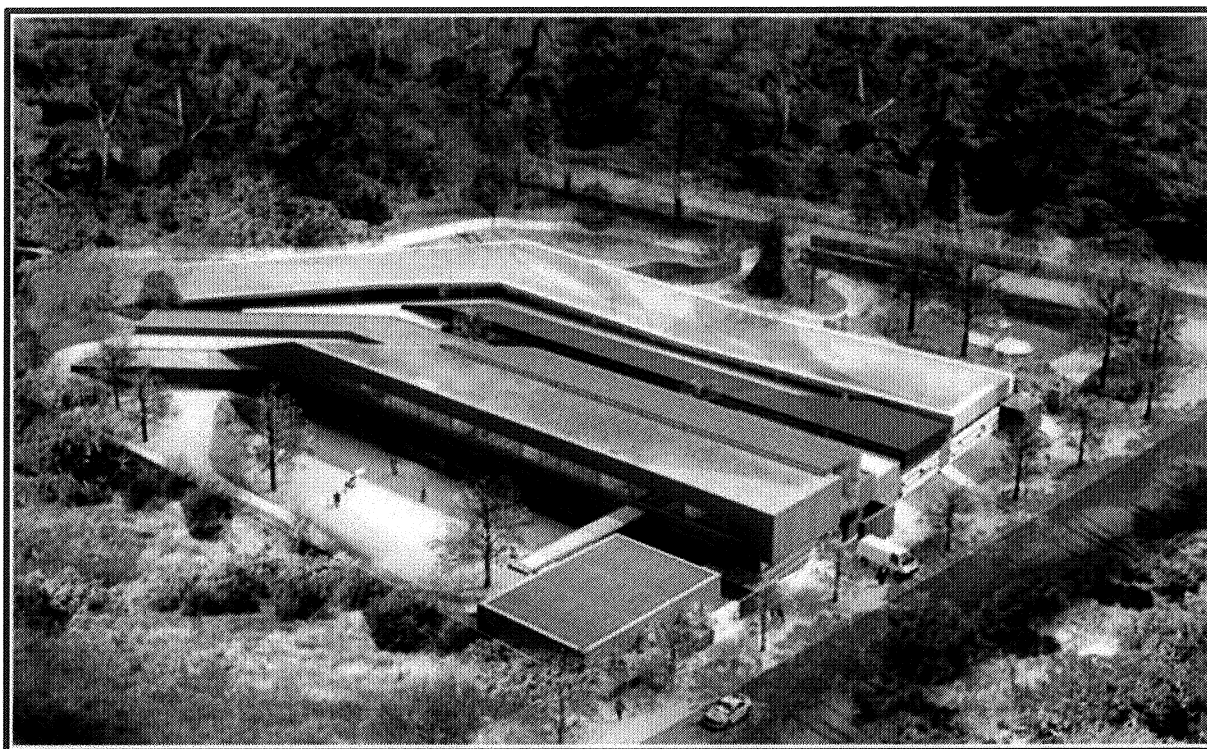
Pistes d'amélioration

1°)- Concernant les Certificats d'Economie d'Energie : poursuivre le benchmark (des villes qui mettent en œuvre des « cercles vertueux » sur le plan financier, en réattribuant les montants économisés au travers des CEE, à des fins d'investissement dans des projets d'amélioration soutenables (rénovation thermique...).

2°)- Transversalité : Entrer dans le dispositif Cit'ergie, qui est une démarche de management par la qualité et un outil intégrateur de toutes les démarches de développement durable de la ville (PCET, Rapport Développement Durable, Déplacements, Eco quartiers...).

3°)- Eclairage public : La mise en place de zones de test d'éclairage à LEDs est une prochaine étape.

La construction d'écoles BEPOS (Bâtiments à Energie Positive)

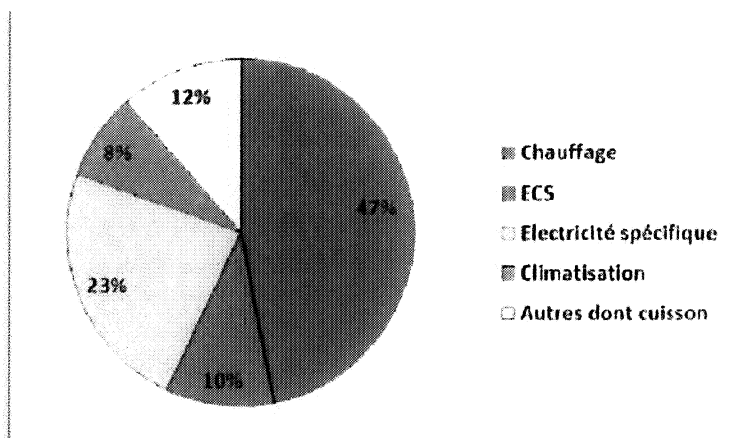


Future Ecole Beethoven

Enjeux Le contexte de la Directive européenne 2002/91/CE du 16 décembre 2002 relative à la performance énergétique des bâtiments a pour implication d'établir un cadre commun, destiné à promouvoir l'amélioration de la performance énergétique globale des bâtiments. La directive traite des énergies renouvelables d'une manière marginale. Seul l'article 5 mentionne que pour les bâtiments neufs d'une superficie supérieure à 1000 m², les Etats membres doivent veiller à ce que des mesures comme l'approvisionnement en énergies décentralisées faisant appel aux énergies renouvelables fassent l'objet d'une étude de faisabilité et qu'il en soit tenu compte avant le début de la construction. Toutes les dispositions de la directive s'articulent toutefois autour de l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments. La définition de cette dernière, précisée dans l'article 2, cite l'auto production d'énergie comme une composante permettant de la calculer. En France, les politiques publiques tendent aujourd'hui à conjuguer enjeux énergétiques et climatiques. Le secteur du bâtiment est aujourd'hui responsable de 25% des émissions de gaz à effet de serre et consomme 69 Mtep, soit 46% de la consommation totale d'énergie en France. Pour minimiser les impacts négatifs du secteur résidentiel et tertiaire, la réglementation thermique actuelle (RT 2012), impose aux nouveaux bâtiments construits dès Janvier 2013 un faible niveau de consommation, sur le modèle du label BBC appliqué à la RT2005. Si la consommation d'énergie par mètre carré diminue régulièrement au fil des décennies (- 41 % entre 1973 et 2005), cette évolution est annulée par la hausse du nombre de mètres carrés utilisés par les français, compte tenu notamment du phénomène de décohabitation.

Repères

Les bâtiments sont le poste de consommation énergétique, le plus important dans la région LR (2/3 pour le logement et 1/3 pour les commerces, les bureaux et secteur de la santé).



Répartition des usages de l'énergie pour le parc tertiaire en 2005 (source : Sogreah)

FOCUS

A partir de 2018, tout nouveau bâtiment public devra être à « zéro énergie ». La réglementation thermique 2020, imposera alors des bâtiments à énergie positive, (Plan Bâtiment Grenelle).

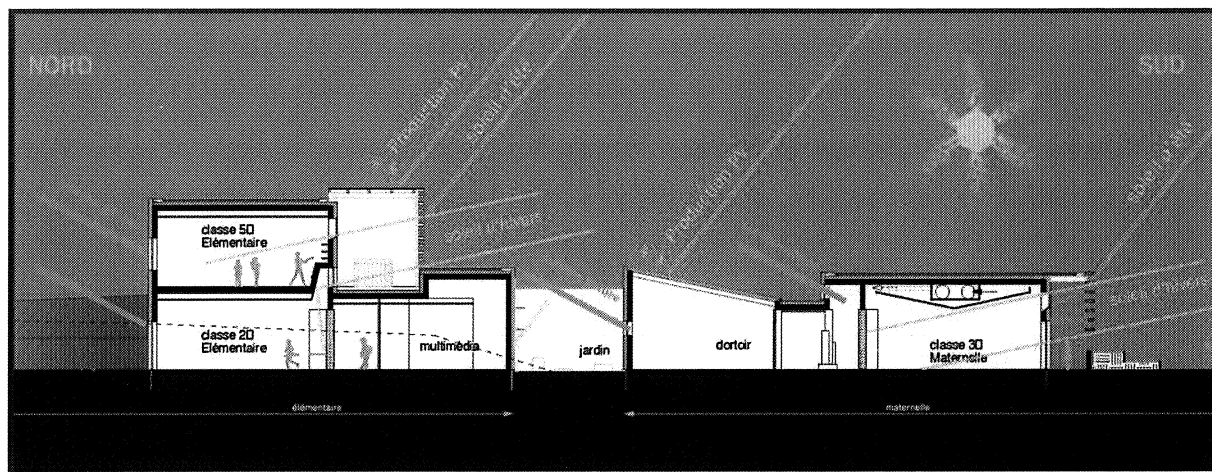
Sur le volet climatique, une étude régionale (Izuba-Ademe) fait à présent référence, il s'agit de l'« **Evaluation du comportement des bâtiments « BBC » dans les conditions climatiques prévues à échéance 2030 – 2050 en Languedoc Roussillon** ». C'est dans la droite ligne des analyses portées par cette étude que la ville de Montpellier s'est engagée dans une démarche d'anticipation de la RT2020. Dans une projection où la hausse de fréquence des épisodes caniculaires serait confirmée, les enjeux du rafraîchissement d'été (confort d'été) et de la maîtrise des consommations d'énergie des bâtiments sont, selon ces simulations, à prendre en compte. Ainsi, la thématique de la lutte contre les îlots de chaleur urbains (ICU) sera largement abordée dans le Plan Climat Energie Territorial, et la recherche de solutions naturelles pour le rafraîchissement sera, chaque fois que possible, privilégiée.

La ville de Montpellier s'est engagée depuis 7 ans dans une politique environnementale ambitieuse : Bâtiments HQE, consommation énergétique réduite, confort d'été, etc... Plusieurs réalisations sont déjà emblématiques de cette politique : Crèche Malbosc, MPT Rosa Lee Parks, agrandissement de l'école J Joyce, Gymnase Spinozi. Elle a progressé dans ses exigences en décidant en 2009 que ses nouvelles constructions répondraient au label BBC+ et **BEPOS**, c'est-à-dire qu'elles devront consommer environ **50%** d'énergie en moins par rapport aux bâtiments standard de même type et **produire autant d'énergie qu'elles en consomment**.

Principes bioclimatiques de fonctionnement

La toiture photovoltaïque proposée afin de répondre aux exigences « Bâtiment à Energie Positive » s'intègre parfaitement à la forme du bâti.

Le bâtiment ne cherche pas à suivre la pente mais s'enterre à l'arrière du terrain, il semble ainsi naître du sol et se couvre de toitures végétalisées. Servant à l'intégration, les toitures améliorent également la thermique du bâtiment, limitent l'impact sur la biodiversité et contribuent à réguler les eaux de pluie.



L'éclairage naturel est largement assuré grâce à un taux de surface vitrée maîtrisé. La présence de second jour dans les salles de classe notamment permet d'assurer un éclairage en fond de classe et une uniformité de l'éclairement.

Résultats

Des bâtiments neufs passifs et à énergie positive

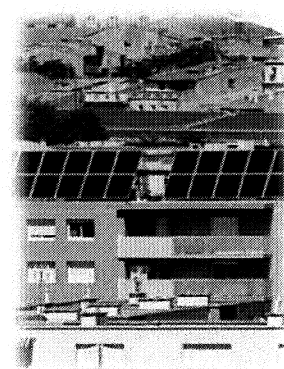
Jusqu'à présent, la ville avait réalisé un atlas des toits solarisables.

La Ville intègre à présent des prescriptions énergétiques dans les programmes de construction des nouveaux équipements et leur prise en compte est l'un des critères de sélection des maîtres d'œuvre dans les jurys de concours d'architecture. Pour les équipements Bepos, une simulation dynamique, du comportement thermique des bâtiments est réalisée, à partir d'un logiciel et des données météorologiques. Ce travail permet de déceler les points faibles du bâtiment et de voir l'incidence financière des améliorations proposées.

FOCUS Un bâtiment à énergie positive (BEPOS), est un bâtiment qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme. Pour obtenir un tel scénario il s'agit avant tout de minimiser le besoin énergétique en le ramenant à un niveau dit « passif ». Ainsi le terme de BEPAS ou Bâtiment Passif est parfois évoqué en référence au concept de **Maison passive** créée par nos voisins Allemands et Autrichiens (Passiv Haus). Un bâtiment à énergie positive est un bâtiment passif (BEPAS) qui dépasse son besoin en énergie à travers la production d'énergies renouvelables.

Pourquoi construire des écoles Bepos à Montpellier ?

Montpellier s'est engagée à contenir le réchauffement climatique, au niveau qui est le sien. Les bâtiments scolaires construits dans les prochaines années seront à énergie positive. Ils sont conçus pour limiter leurs besoins énergétiques et utiliser les énergies renouvelables. Nous n'avons pas attendu que ces standards deviennent



obligatoires, en 2020, pour les prendre en compte dans les projets de constructions publiques. Nous avons pris les devants. Les Bepos répondent à un besoin d'efficacité énergétique. C'est une ligne de conduite que la Ville suit depuis toujours.

Leurs constructions sont-elles plus chères que les autres ?

Oui. Ce qui est logique puisque nous ajoutons l'infrastructure solaire. Le surcoût s'élève à 200 000€. Il est couvert par les subventions que la Ville a reçues de l'Ademe et la Région pour les groupes scolaires Mitterrand et Beethoven. Chengdu profite de l'aide financière en tant que lauréat du projet Eco-cité.

Enfin, la vente à EDF de l'électricité produite rentabilise l'infrastructure.

Quelles retombées économiques pour Montpellier ?

La Ville permet non seulement à de nombreux professionnels du bâtiment de travailler mais elle leur donne l'opportunité d'utiliser des procédés innovants, de se spécialiser, d'acquérir de l'expérience. Désormais, à Montpellier, on sait faire des bâtiments à énergie positive.

Cette nouvelle façon de construire permet également de promouvoir le développement de nouvelles techniques. C'est stimulant !

À partir de 2020, toutes les nouvelles constructions devront respecter les prescriptions énergétiques du Grenelle de l'environnement et présenter « une consommation d'énergie primaire inférieure à la quantité d'énergie renouvelable produite dans ces constructions ». Pour le moment, la réglementation thermique ne prend en compte que les postes chauffage, éclairage, eau chaude sanitaire et ventilation. *Pourtant, un autre poste devrait devenir stratégique après 2020 : la consommation électrique des équipements informatiques et électroménagers.*

La Ville de Montpellier a anticipé car déjà, la totalité de ces consommations sont prises en compte.

L'exemple novateur des Groupes scolaires BEPOS

Construire des bâtiments neufs économes, à énergie positive

Le premier échelon d'une démarche énergétique rationnelle est la **sobriété et la réduction des besoins**, en maintenant parallèlement un confort stable pour les usagers des bâtiments publics. Avant de raisonner « chauffage », il importe de proposer une démarche de construction de type « bâtiment bioclimatique, passif... », qui en fera un bâtiment à basse consommation minimum. La réflexion pour en faire un bâtiment producteur d'énergie, n'arrive qu'après différentes étapes, où les gisements d'économie « à la source » ont été optimisés. La ville a donc anticipé la RT2020 et concrétise une approche innovante en France, de construction de bâtiments producteurs d'énergie.

Le Groupe scolaire François Mitterrand

Un premier Projet BEPOS à l'actif de la ville

Acteurs : Ville de Montpellier (MO), Christine Bridon (architecte)

Descriptif : Bâtiment à énergie positive,

2 800m² SHON, isolation extérieure, protections solaires extérieures et dispositifs de ventilation naturelle nocturne pour le confort d'été, étanchéité



Livraison en septembre 2012

Le groupe scolaire est composé de 2 bâtiments en R+1, en longueur sur un axe est/ouest (surface au sol bâtiment élémentaire 1340 m², bâtiment maternelle 850 m²), avec :

Profiter des apports solaires passifs et de la lumière naturelle

- des façades sud largement ouvertes pour profiter des apports solaires et protégées par structure bois et treilles végétales,
- des façades nord ponctuellement ouvertes pour la lumière naturelle,
- des terrasses plates végétales, équipées de panneaux photovoltaïques créateurs d'énergie,
- des cours (maternelle et élémentaire), largement plantées,
- une entrée principale par auvent, côté rue Lagattu,
- les réseaux EU, AEP, et autres sur l'intérieur de la parcelle depuis les réseaux en attente rue des Frères Bülher,
- les réseaux publics (éclairage), le long de la voie Malbosc et des cheminements piétons.

Aides de l'ADEME et de la Région Languedoc Roussillon

Les objectifs

La réalisation de ce nouveau groupe scolaire dans le quartier Malbosc doit permettre :

- d'assurer l'accueil des enfants à scolariser du quartier Malbosc, dont les derniers programmes de logements sont en cours de construction et qui comptera à terme 2100

logements. La typologie des « modes d'habiter » sur ce quartier est très diversifiée avec beaucoup de logements individuels, ce qui a permis d'accueillir une part importante de jeunes ménages avec des enfants, donnant au quartier un profil démographique atypique qui se traduit par des besoins scolaires plus importants que sur d'autres secteurs de la Ville.

- d'intégrer cet équipement dans la future zone à urbaniser : cet équipement, qui répond dans un premier temps, principalement aux besoins de la ZAC Malbosc, s'intégrera dans la future zone à urbaniser (la future ZAC du Coteau) et permettra à long terme de mutualiser cette école pour les populations des deux quartiers. Ce projet d'équipement tiendra compte des accès futurs à prévoir dans le cadre d'une ouverture à l'urbanisation de cette zone, notamment avec l'ouverture à terme à la circulation de l'intégralité de la rue de Malbosc. Une nouvelle voie la reliera par ailleurs à l'avenue du professeur Blayac.

- d'intégrer cet équipement dans l'environnement, notamment dans celui du parc public existant, en créant une **coulée verte** permettant de prolonger visuellement ce dernier au-delà de la rue de Malbosc. Dans cette perspective, des aménagements seront réalisés :

- modification du tracé de la rue de Malbosc en rompant le caractère linéaire existant, ce qui permet à la fois de lui conférer un statut plus adapté à la proximité du parc et de **réduire la vitesse**,

- aménagements de **chemins piétonniers**,

- création de talus végétaux pour la continuité paysagère, l'intégration des bâtiments, la protection des cours, protection au vent et mise en sécurité des enfants,

- **plantations importantes** dans l'emprise du projet

- façades agrémentées d'une structure bois et de treille végétale,

- maille type ombrière au-dessus du préau et du restaurant intégrant les **panneaux photovoltaïques producteurs d'électricité**,

- liaison entre l'école élémentaire et l'école maternelle par une passerelle bois à l'étage.

Pose de la première pierre du Groupe Scolaire François-Mitterrand Mardi 10 mai 2011



Le groupe scolaire Chengdu

L'Objectif est ici de produire 26% d'énergie en plus que la consommation du bâtiment

En bordure de l'avenue Nina Simone, à proximité de la future Cité du corps humain, le futur groupe scolaire à très fortes performances énergétiques Chengdu s'intègre dans l'un des nouveaux éco quartiers de la ville, récemment récompensé par l'Etat lors du **Palmarès Eco Quartier 2011 dans la catégorie "approche écologique globale"**.

Avec ses logements basse consommation (2000 au total), ses nombreux commerces et en son cœur le parc public Georges Charpak de 7 hectares, le quartier Parc Marianne, qui s'inscrit dans la continuité des ZAC de Port Marianne et s'intègre dans son schéma directeur paysager, surprend par sa capacité à **associer ville et nature, qualité de vie et centralité**.

En effet, dans le projet lauréat, dessiné par le cabinet Architecture Studio associé à Imagine et Carrés Verts, les implantations d'immeubles résultent d'une conception alliant ouverture vers le parc et constitution de façades urbaines sur les grandes voiries. En premier lieu, la conception de l'habitat autour du parc permet d'offrir aux logements le confort hygrothermique et visuel associé à cet environnement naturel en plein cœur de ville et les îlots, traversés par de larges allées et espaces verts, permettent une **aération naturelle** de l'ensemble et l'apport de l'intense luminosité méridionale.

En second lieu, la proximité de la future **rambla piétonne** sur l'avenue Raymond Dugrand et l'ensemble culturel et commercial qui l'accompagne, notamment le centre de design RBC et la Cité du corps humain, véritable "Villette du corps humain" de part et d'autre du parc, participent à l'émergence d'une nouvelle centralité métropolitaine à l'intérieur de laquelle le quartier Parc Marianne joue un rôle prépondérant.

Enfin, le quartier Parc Marianne fait aussi la part belle aux modes de transport respectueux de l'environnement, en privilégiant les **cheminements cyclables et piétons** sur son territoire, et vers le reste de la ville grâce notamment à la première et la troisième lignes du tramway.

Traversé par le ruisseau de la Lironde, le parc Georges Charpak de 7 hectares participe par son ampleur et ses aménagements au dispositif de **rétenction hydraulique général** de ce cours d'eau mais aussi, grâce à ses espaces plantés, à la **lutte contre l'îlot de chaleur urbain**.

L'école Chengdu

Nouveau groupe scolaire à Montpellier dans la ZAC Parc Marianne, regroupant l'enseignement maternel et élémentaire qui se caractérise par :

- sa taille, 10 classes avec locaux annexes ainsi que locaux périscolaires (tels que restaurants, garderie, centre de loisirs sans hébergement) pour une SHON de 2 900 m².
- par sa polyvalence des locaux pour les adapter à des usages évolutifs.
- sa **forte ambition énergétique dans un quartier urbain dense** en cours de réalisation.

Cet équipement scolaire important de 3124 m² de SHON. Il sera construit en conception réalisation en groupement avec GFC, l'agence Coste architectures, Etamine et BETOM Ingénierie et suivi par les services de la ville.

Le futur groupe scolaire Chengdu s'implantera sur une parcelle en limite sud-ouest de la ZAC, tout proche de la place Pablo Picasso (300 m) et en limite sud du parc Georges Charpak, suite à rangée d'îlots d'immeubles. Son ouverture est prévue pour septembre 2013 ;

La particularité du Groupe Scolaire Chengdu est qu'il connaît un « effet de masque » important. Pour les bâtiments équipés de panneaux solaires, la difficulté est d'éviter les ombres portées sur la surface des panneaux photovoltaïques, autrement dit « l'effet de masque ». La présence d'un arbre, d'un autre bâtiment, ou de tout autre objet situé à proximité de la toiture et qui est susceptible de créer une ombre sur les panneaux photovoltaïques, et de réduire la performance du système. Pour le GS Chengdu, techniquement, cette difficulté est un défi.

L'autre aspect nouveau, est la Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) qui rend ces opérations plus complexes.



Les principales innovations retenues pour en faire un bâtiment public exemplaire sont les suivantes :

- **Orientation nord/sud** favorisant naturellement les apports solaires en hiver, tout en facilitant les protections solaires en été.
- **Compacité faible** (<1.5) qui permet de limiter les surfaces déperditives.
- **Ratio de surface vitrée favorable** avec peu de vitrage à l'ouest (SV/SU de 19%).
- **Protections architecturales limitant l'usage systématique des protections solaires mobiles.**
- **Forte inertie** du bâtiment obtenue par l'isolation extérieure et la ventilation des plafonds favorable en été.
- Bonne **protection** de la cour par rapport aux **vents dominants.**
- **Protection solaire de la toiture** par l'ombrière photovoltaïque.
- Bonne **étanchéité à l'air** du bâtiment : <0.80m3/h.m²
- **Accessibilité par des modes de transports doux**, cheminements piétons dissociés de la voirie
- Mise en place de panneaux photovoltaïques en toitures pour **produire plus d'énergie que ce que le bâtiment en consomme.**
- **Optimisation de la conception énergétique**, tant sur l'**enveloppe** du bâti que sur les **équipements** et citons notamment :

- Isolation extérieure importante des murs, planchers et toitures

- Protections solaires et dispositifs de ventilation CTA double flux

- Valorisation maximale de l'éclairage naturel des locaux

- Dispositif d'éclairage artificiel complémentaire innovant : tubes à haut rendement avec deux zones d'éclairage (côté fenêtres et côté couloir), pilotage de

l'éclairage par détecteur de présence et de luminosité (on n'éclaire que s'il n'y a pas suffisamment de lumière naturelle, et si les élèves sont présents).

- Production et distribution de chaleur optimisée grâce à un échangeur raccordé au réseau montpelliérain de chaleur et quatre réseaux prévus dans le bâtiment :

- Un réseau de chauffage par radiateurs à eau chaude régime 40/60 régulé par vanne 3 voies.

- Un réseau de chauffage CTA 1 et 2 régime 40/60 régulé par vanne 3 voies.

- Un réseau de chauffage CTA restauration régime 40/60 régulé par vanne 3 voies.

- Une production d'eau chaude sanitaire pour les offices de restauration par échangeur intégré au ballon d'eau chaude.

- Une gestion technique centralisée intelligente pilote les installations climatiques (gestion des calendriers d'occupation, consignes de température, suivi des compteurs de gaz, d'électricité et d'eau). Chaque classe ou local est régulé indépendamment par une sonde de température (avec affichage de température) agissant sur une vanne deux voies coupant le radiateur dès 19°C. Par ailleurs, après la mise en température à 19°C le matin, ces vannes 2 voies sont pilotées par la détection de présence de l'éclairage (contact sec associé) et/ou contact feuillure : le chauffage est arrêté en cas de classe inoccupée ou d'ouverture des fenêtres.

- Une attention toute particulière portera sur l'accompagnement des agents et des élèves qui utiliseront ces locaux : présentation du bâtiment et de son fonctionnement à l'équipe enseignante et au personnel municipal par l'équipe de maîtrise d'œuvre du projet. Des interventions auprès des élèves pourront être organisées, pour expliquer le projet et permettre l'appropriation du fonctionnement du bâtiment par :

- **L'affichage en continu de la production photovoltaïque de la toiture, et des consommations des fluides de ce bâtiment (gaz, électricité, eau).**

- La notice explicative sur le fonctionnement de l'éclairage piloté par la détection de présence / luminosité.

- La formation et l'accompagnement des agents utilisateurs des locaux sur le confort d'été (utilisation des brise-soleil et des dispositifs de ventilation naturelle nocturne (cf. ce qui a été réalisé avec succès sur la crèche la Petite Sirène à Malbosq).

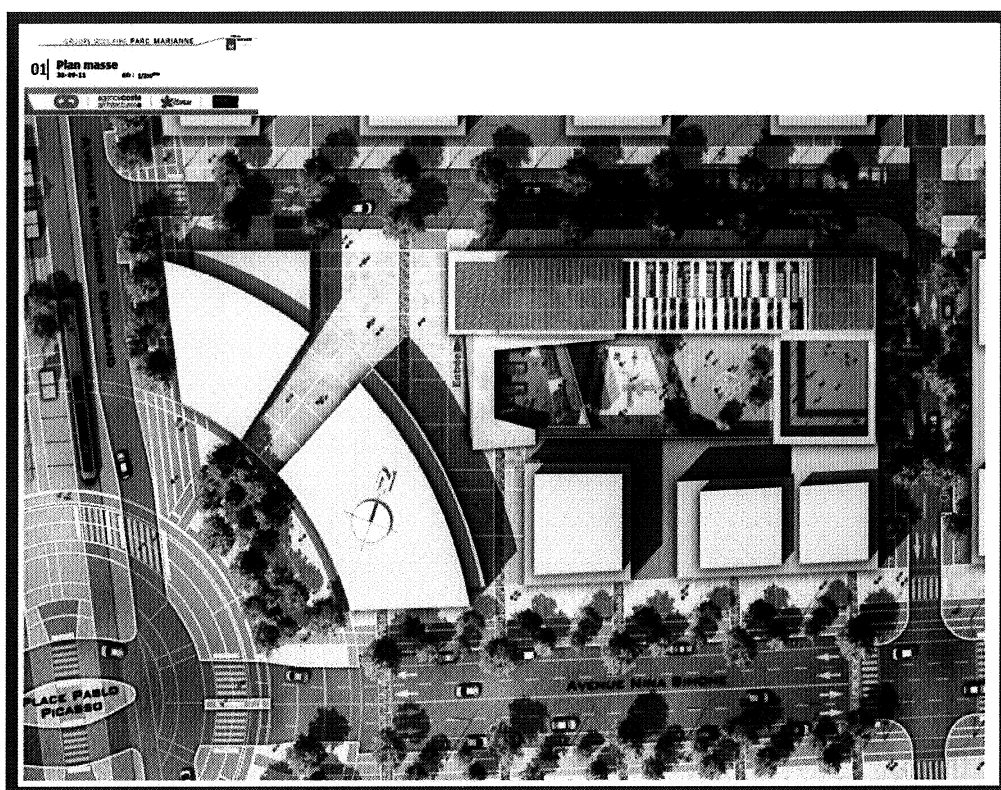
- L'association du personnel chargé de la maintenance est faite très en amont. L'encadrement de l'atelier chauffage et l'agent choisi participera à la relecture du cahier des charges, assistera à des réunions de chantier pour donner son avis sur les dispositions des matériels, l'ergonomie des équipements proposés, et sera formé par les constructeurs des matériels.

De même, l'encadrement de l'atelier école et les électriciens de la mairie seront associés à la conception et à la formation des nouveaux dispositifs d'éclairage.

Des visites de chantier seront proposées aux habitants du quartier, aux parents d'élèves, aux enseignants.

La proximité des Transports en Commun (TeC).

Cet équipement public, avec notamment les lignes 1 et 3 du tramway et les arrêts à proximité, se situe à **15 minutes** du centre-ville environ et est très bien desservi par les transports en commun et aménagé pour les modes doux. En effet, des **pistes cyclables** sont également prévues dans ce quartier en construction. La nouvelle station, nommée Pablo Picasso et desservi par la 3ème ligne de tramway est située sur l'avenue Raymond Dugrand, futur grand axe montpelliérain et à moins de **300 mètres** du futur groupe scolaire Chengdu garantissant ainsi une desserte optimale de l'équipement public.



Par ailleurs les bâtiments devront faire face demain au changement climatique notamment par rapport au confort d'été. La réglementation actuelle ne prenant pas bien en compte ce critère, il est indispensable de construire dès maintenant des bâtiments qui intègrent ce paramètre. Le négliger serait prendre le risque d'un développement non maîtrisé de la climatisation elle-même génératrice de nuisances : visuelles, sonores, environnementales,...

Même si à tous les niveaux la performance est recherchée, les produits ou systèmes employés existent déjà au stade industriel. La reproductibilité du projet est donc assurée. Elle nécessite par contre une bonne cohésion entre les différents intervenants, entreprises, architectes, bureaux d'étude depuis la phase conception jusqu'à la réalisation et l'exploitation. Toutefois la volonté et l'exigence du maître d'ouvrage sont essentielles pour réussir ce type de bâtiment.

Les autres écoles BEPOS

- Etude pour la réalisation du Groupe Scolaire Malraux dans le quartier Lironde.
- Réalisation du Groupe Scolaire Ludwig Von Beethoven/ ZAC des Grisettes (ouverture en septembre 2013).

L'amélioration des bâtiments existants



La Panacée

Enjeux Les logements et les bâtiments de type tertiaires sont à l'origine de **19 %** des émissions nationales de gaz à effet de serre et de **25 %** des émissions nationales de CO₂ soit plus d'une demi-tonne de carbone par an et par personne en France. Nous consommons 42 % de l'énergie finale, soit 1,1 tonne d'équivalent pétrole par an et par personne (source Plan Climat National 2004) dans ce secteur.

Le chauffage représente près des 2/3 de ces consommations d'énergie et la majeure partie des émissions de CO₂ en raison du contenu élevé en carbone des combustibles fossiles et de l'électricité utilisée lors des périodes très froides.

La consommation d'énergie des bâtiments a augmenté de **8 %** par an au cours des 30 dernières années du fait de l'accroissement du parc des bâtiments (+ 41 % de logements en 30 ans), de l'accroissement de la surface moyenne des logements, de l'augmentation du confort et de l'apparition de nouveaux besoins.

EcoRepères

Le grand défi énergétique de l'habitat est d'abord de réduire les consommations du parc ancien, et prioritairement sur le poste de chauffage (**47%** des consommations en Languedoc Roussillon).

Les réglementations thermiques (RT), durcies tous les 5 ans, visent à conduire le neuf à la sobriété énergétique maximale en 2050. Mais il ne s'agit que de **1%** des logements ! Bien isoler le toit et les murs, choisir des vitrages à faibles pertes et un chauffage performant, c'est la perspective d'une réduction de cette consommation de chauffage allant jusqu'à **50 %**, voire plus en cas de construction ou de rénovation très performante, visant la Basse consommation. (Source: Ademe et Ecobatp)

La rénovation thermique de l'ancien représente à ce titre un enjeu important : 65 % des logements actuels ont été bâtis avant la première RT (1975). La ville entend initier des expériences pilotes dans ce domaine.

Résultats

La rénovation des bâtiments anciens

Agir simultanément sur le bâti et les équipements : l'exemple de la Panacée

La Panacée, Ex- Ecole de Pharmacie : construction du XVII^e siècle puis ajouts jusqu'au début XX^e - avec cour intérieure de 1000 m²;

- Projet de centre d'art contemporain (Ss-sol et RDC) avec env. 60 chambres d'accueil CROUS pour les artistes résidents (1^{er}ét.)
- Surfaces chauffées : centre d'art : 4 103 m²;

CROUS : 2 344 m²

- Permis de Construire déposé en 2006, mais application de la RT2005 par éléments aux surfaces supérieures à 1000m² dans une démarche volontaire. Le projet a fait l'objet d'une Simulation thermique dynamique.

- Les Principales dispositions constructives

- Une isolation de tous les murs extérieurs, du plancher bas sur vide-sanitaire, et notamment sous le plancher chauffant.
- Les toitures et la mise en place de vitrages à isolation renforcée à lame d'Argon

- **Les résultats de la simulation thermique dynamique**

Ils ont abouti à des consommations de :

FOCUS

55 kWh/m²SHON.an

Soit

98 kWh EP/m²SHON.an

L'OPTIMISATION DES EQUIPEMENTS techniques de la Panacée

Elle réside en la mise en place d'une chaufferie commune Ville-CROUS avec une chaudière gaz à condensation, une GTC performante compatible avec le système de la Ville, et des moteurs à variation de fréquence pour les systèmes de ventilation (CTA), pompes, ascenseurs.

- Une mutualisation des besoins de froid a été faite.
- Une optimisation de l'éclairage avec des sources lumineuses à basse consommation (tube T5 à ballast électronique-, LED pour l'esthétique...).

Rénovation thermique de la crèche Galineta

La ville initie sa démarche de rénovation thermique. Un premier chantier aura lieu en 2012, sur le site de la crèche « Galineta ». Un diagnostic thermique sera effectué en amont, des objectifs de performance seront fixés.

1^{ère} étape : Changer les châssis anciens pour du matériel Haute Performance :

Verre(U1)
Menuiseries (14 Uw)
Facteur solaire (0,47)
Transmission lumineuse (71%)

Ces transformations préfigureront la suite du chantier de rénovation thermique

Budget : environ 100 000 €

Les actions d'amélioration du Patrimoine du CCAS

- Convention avec des organismes Obligés, pour l'attribution de certificats d'économie d'énergie dans le cadre du remplacement des chaudières de la Carriera par des chaudières à condensation.

- Dans le cadre de la construction d'un nouvel EHPAD – Mise en place d'un puits canadien pour le rafraîchissement des lieux de vie et de panneaux solaires pour la production d'eau chaude sanitaire.

- Remplacement des fenêtres de l'EHPAD « Les Aube » avec mise en place de double vitrage.
- Utilisation systématique de peinture BIO pour les travaux de rénovation dans les EHPADS

L'entretien des bâtiments communaux

Sur les 785 salles de classe existant à Montpellier, 187 doivent faire l'objet de travaux dans les deux ans à venir dont 80 pour des travaux de peinture.

En moyenne, une classe est repeinte une fois tous les 8 à 12 ans en y associant des travaux de réfections de sol et de plafond...

La ville rationalise l'organisation des actions transversales pour anticiper

Il est important d'avoir une approche globale et transversale, et de revoir certains préjugés, de changer les représentations ; Par exemple, la ville pense que le maître d'ouvrage, trop souvent perçu comme la personne plutôt dépensière, en raison de sa participation aux investissements de départ, ou aux investissements intermédiaires (améliorations, réparations...qui sont effectivement lourds), participe en réalité, à une chaîne d'économies. Ce sont aussi ces investissements qui peuvent accroître la performance d'un bâtiment, les autres corps de métiers viendront la confirmer tout au long du projet. Or, l'approche en coût global, outil par excellence du développement durable, nous permet de rendre visible le lien qui existe entre les investissements de départ, qui pour les bâtiments performants certes génèrent un surcoût (5 à 15%), mais favorisent ensuite des économies. Deux choses sont donc essentielles, apprendre toujours plus à travailler en lien direct avec les autres acteurs d'un même projet, et pour cela définir en amont les temps où le travail collégial s'avère porteur pour organiser la collaboration. Il s'agit de renforcer la communication tant nécessaire à l'amélioration de la performance globale (groupes de travail, comités de suivi, comités de pilotage...), et raisonner à moyen et long terme en coût global de manière plus systématique.

Pistes d'amélioration

- Perspectives : mener un travail encore plus transversal en 2013, par exemple sur les écoles (éclairages des classes avec des LED : créer des zones de test).
- Mener une réflexion sur la durée de vie des petits équipements : le constat est que certains équipements, (exemple des lave-mains), qui sont les moins chers à l'achat, ne durent pas. Comment pourrait-on progressivement intégrer la solidité et la durée de vie, aussi dans nos critères de choix. L'ADEME travaille sur ces sujets, la ville suivra l'évolution de ces travaux.
- Privilégier la prévention : tester des matériaux nouveaux, et notamment des éco matériaux, qui n'ont aucun impact sur la santé, réfléchir à la stratégie de financement des investissements de développement durable, qui par la suite vont générer des économies d'énergie. Quel système pourrait être mis en place à l'échelle de la ville ?

- Chaque fois que des travaux sont engagés (étanchéité des façades...), se demander systématiquement s'il n'est pas plus économique d'effectuer en même temps l'isolation thermique adaptée.

L'accompagnement à la gestion des chantiers du bâtiment

Qu'il s'agisse de ses constructions neuves, ou encore de la rénovation de l'ancien, la ville transmet des informations aux AMO (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage) pour les sensibiliser. Le tri se fait sur les chantiers. Ce sont les entreprises qui paient le traitement de leurs déchets. Lors de la procédure d'appel d'offre, ils sont interrogés sur leurs pratiques en matière de gestion de déchets de chantier. La ville mène ensuite un véritable travail de suivi.

Pistes d'amélioration

- Un enjeu fort de formation des professionnels du bâtiment est à souligner dans le secteur de la rénovation thermique (la CAPEB et la Fédération Française du bâtiment travaillent sur ces sujets). La ville mène une veille sur ces sujets, et participe régulièrement à des groupes de travail (Région ...), actions à poursuivre.
- La démarche « Chantiers-propres » (créée par Ecobatp LR), en tant qu'outil méthodologique, peut-elle être utile à la Ville dans sa propre démarche, la ville y trouverait-elle un accompagnement lui permettant d'alléger la charge que représente ce suivi? (En 2010, ECOBATP LR avec le soutien de l'ADEME, la FFB34, le Conseil Général et la DDTM de l'Hérault a engagé une enquête auprès des maîtres d'ouvrages privés et publics sur leurs pratiques en matière de gestion des déchets de chantier du BTP. Une douzaine de maîtres d'ouvrages pré-identifiés a répondu à l'enquête et les résultats ont révélé le besoin d'information et d'accompagnement sur les questions relatives à la gestion des déchets de chantier issus du BTP, à la propreté du chantier et de ses abords et à la qualité).

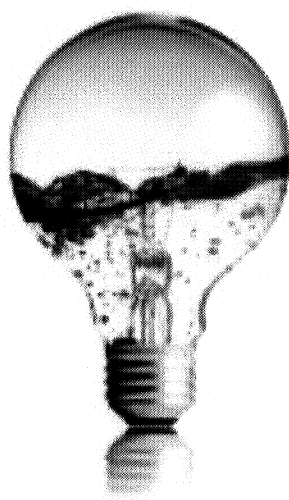
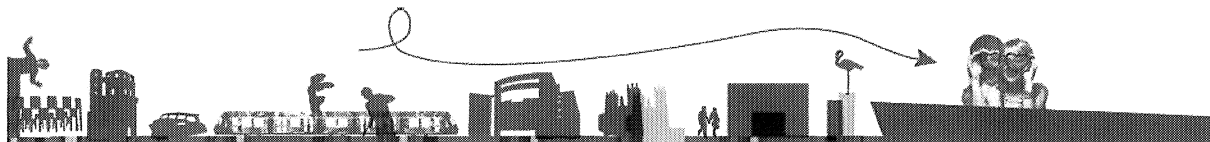
Le plan stratégique immobilier

- Un plan stratégique immobilier est en cours, et sera fléché sur la gestion du patrimoine. Il comportera un diagnostic multicritères, l'enjeu est d'avoir un vrai tableau de bord et une vraie vision des investissements dans ce secteur. En effet, dans le contexte de recherche en économies, de sobriété énergétique (isolation thermique par l'extérieur (ITE), ou en toiture de l'ancien), ce plan stratégique immobilier permettra d'effectuer les arbitrages adaptés à l'état du parc immobilier.

Pistes d'amélioration

Quelle plan d'amélioration du bâti est-il possible de planifier (isolation...) pour répondre aux enjeux territoriaux et internes (Plan Climat...)

Poursuivre les actions de maîtrise des consommations d'eau des bâtiments communaux



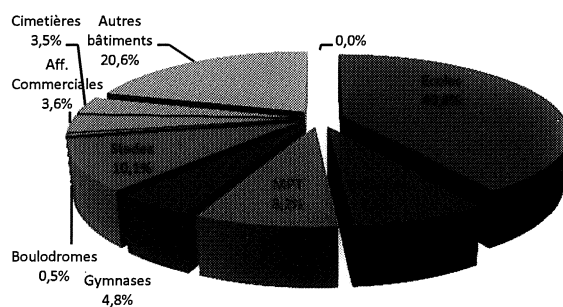
Enjeux L'eau douce ne représente que 2,5 % des ressources en eau de la planète, elle est rare et précieuse et doit être économisée.

Depuis l'approvisionnement en eau potable et en eau brute jusqu'à l'assainissement des eaux usées, en passant par la lutte contre les inondations, c'est Montpellier Agglomération qui a la compétence « Eau » à l'échelle du territoire intercommunal. Ainsi elle développe une stratégie globale de préservation et de gestion de cette ressource vitale et inestimable. Après la compétence sur « l'eau brute », Montpellier Agglomération s'est vue attribuer celle concernant la production et la distribution d'eau potable, depuis le 1er janvier 2010, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009.

EcoRepères

En 2007, la ville de Montpellier crée un poste de gestionnaire de flux, pour mener des actions d'économie d'eau dans les bâtiments communaux.

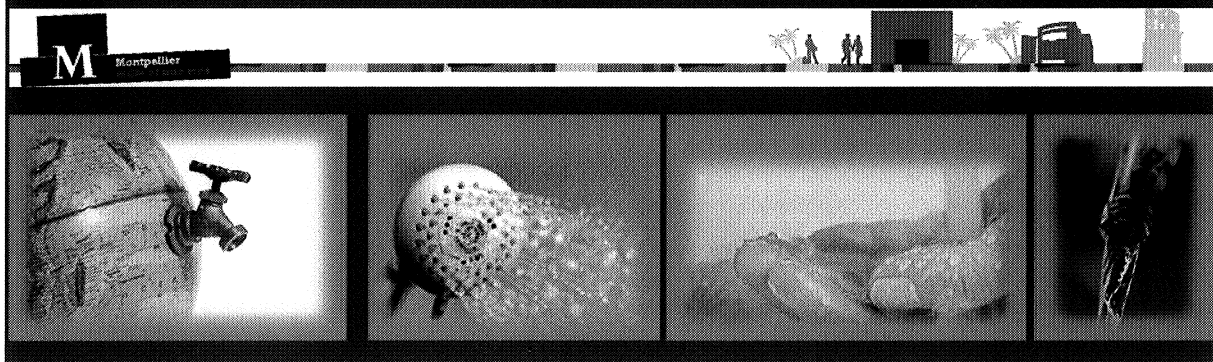
Bilans EAU 2011 des bâtiments communaux de la Ville de Montpellier



Ratio des consommations
par type de bâtiment (%)
En 2011

Résultats

Economies d'eau



Les actions menées par la Ville de Montpellier dans les bâtiments communaux :

La maîtrise des consommations d'eau

- la relève des compteurs d'eau
- le suivi GTC
- la détection, recherche et réparation des fuites
- la séparation des compteurs d'eau
- le suivi des factures VEOLIA

La mise en place des produits hydro-économes

- les produits installés
- les résultats obtenus
- les économies à l'échelle communale

Produits hydro-économes : premiers résultats sur les 5 crèches où ils sont installés depuis plus d'un an désormais. = Les économies sur ces 5 bâtiments avoisinent entre 7 et 18% d'économie.



Une gestion vigilante au quotidien

La maîtrise des consommations d'eau

La relève des compteurs d'eau


Les informations à recueillir:

- l'emplacement du compteur
- l'index (en m3 puis en litres)
- la référence (et indirectement l'année)
- la marque
- le type
- l'année (de pose ou du compteur)
- le diamètre
- le débit nominal
- le sens du passage de l'eau



FOCUS

ponctuellement le gestionnaire de flux, relève le soir l'index d'un compteur. Le matin, il le relève à nouveau. S'il a une différence, c'est qu'il vient de détecter une fuite!



La Gestion Technique Centralisée

Buïs de la GTC:

_ recueillir les consommations d'eau à distance

La maîtrise des consommations d'eau

- interpréter les résultats
- repérer les anomalies sur le bâtiment
- réparer les fuites

A ce jour, près de 80 bâtiments communaux sont reliés à la GTC
Depuis 2007, le suivi GTC a permis d'économiser près de 77 000 €

La séparation des compteurs d'eau

Buts de la séparation des compteurs:

- ne pas payer la taxe « assainissement » sur les consommations Espaces Verts

Compteur Espaces Verts

- suivre et contrôler les consommations d'eau des bâtiments et des Espaces Verts (par GTC et/ou relève)
- isoler les canalisations fuyardes éventuelles
- faire des économies

A ce jour, 10 bâtiments ont les compteurs d'eau séparés.

Les économies annuelles avoisinent les 70 000 €

Le suivi des factures VEOLIA

Buts du suivi des factures

- vérifier les index des compteurs relevés (par Veolia) et les comparer aux index relevés par nos soins.
- contrôler la différence d'index (entre les index du semestre précédent et celui en cours)
- vérifier le calcul des dégrèvements (vérifier si la part assainissement a été déduite)
- s'assurer que le service des Eaux n'a pas réalisé une « estimation » de consommation.

Résultats des économies cumulées depuis 2007 Récapitulatif

La facture annuelle a diminué de 37% (par rapport à l'année de référence 2007)

77 000 € d'économie grâce au suivi GTC **soit près de 25 000 m3 économisés**
750 000 € d'économie grâce à la détection et réparation de près de 60 fuites **soit près de 250 000 m3 économisés (ce qui représente la consommation de l'année 2010 de l'ensemble des bâtiments communaux)**
70 000 € d'économie grâce à la séparation des compteurs d'eau **soit près de 23 300 m3 économisés**

20 000 € environ d'économie grâce au suivi des factures d'eau **soit plus de 6 500 m3 économisés**

TOTAL des économies réalisées 917 000 €

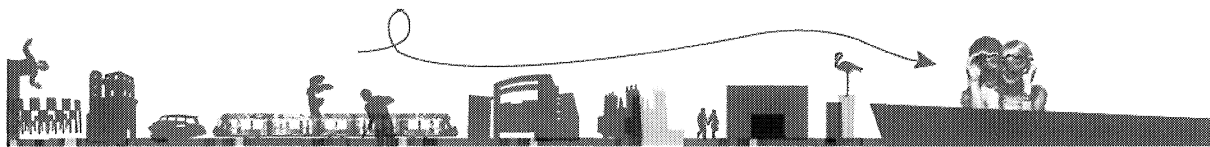
Objectifs 2012

- poursuivre les actions de maîtrise de l'eau sur les bâtiments communaux : détection précoce des fuites et réparations rapides.
- poursuivre le raccordement des compteurs d'eau à la GTC des chaufferies ; Résultats : environ 100 compteurs seront raccordés fin 2012.
- généraliser la mise en place des produits hydro-économes dans les bâtiments communaux.
- poursuivre la mise en place du système d'ouverture / fermeture de la vanne d'eau générale pilotée par la GTC.

Pistes d'amélioration

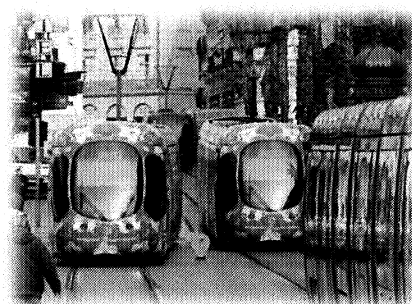
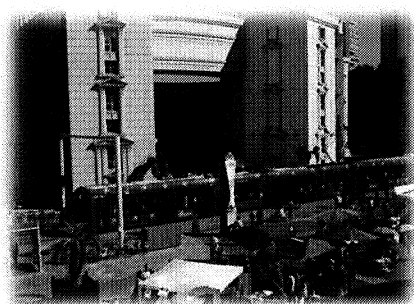
- *Début 2013 des matériaux* hydro-économes seront installés dans les crèches
- Faire connaître et informer les crèches, et ALSH des actions mises en œuvre par la ville (réunion de présentation), pour permettre à chacun de s'approprier « sa part » de préservation de cette ressource.

Encourager les mobilités douces et l'éco conduite.



- En milieu urbain, a-t-on besoin d'un véhicule de **1200 kg** pour transporter une personne de **80 kg** sur **5 km**, le tout à une moyenne de **25 km/h** ? Ce même véhicule étant également capable de transporter **5 personnes** sur **800 km** à **130 km/h** ...

...ne faudrait-il pas utiliser de nouveaux modes de transport en ville ?



Enjeux La mobilité croissante des ménages s'est conjuguée à une augmentation constante des émissions de gaz à effet de serre (GES) liées aux transports (+19,1% depuis 1990). Devenu le premier secteur émetteur en France, les transports représentent aujourd'hui 27% des émissions globales et 31% de la consommation d'énergie finale (données CITEPA 2007). Malgré la multiplication d'actions en faveur des modes de déplacements moins polluants et des progrès technologiques associés, la situation ne cesse de s'aggraver, éloignant la France des objectifs européens et internationaux en la matière. Il est clair qu'au-delà des avancées technologiques, *c'est majoritairement le changement des comportements qui permettra d'infléchir la tendance*. Dans ce contexte, les collectivités territoriales ont un rôle particulièrement important à jouer sur la problématique des transports. Par leurs politiques d'urbanisme et d'aménagement, elles organisent et répartissent les activités sur le territoire (infrastructures de transports, bâtiments, distribution d'énergie...). Ces décisions sont d'autant plus importantes qu'elles reposent sur des investissements de long terme dont les impacts s'inscriront sur les décennies à venir. Les tendances changent, les mobilités vivent aujourd'hui de profondes mutations. Le défi que la ville doit relever tient à la nécessité de maintenir et même d'accroître un niveau d'accessibilité élevé pour chacun aux ressources urbaines, emplois, équipements, services, sur lequel repose une grande part de l'efficacité économique et de l'équité sociale. Le secteur des transports représente donc un enjeu stratégique prioritaire de long terme, en matière de maîtrise de la vulnérabilité énergétique et climatique du territoire.

EcoRepères...

L'objectif environnemental, clairement fixé par la loi sur l'air en 1996, s'est vu renforcé par l'irruption de nouveaux défis, au centre desquels se trouvent les émissions des gaz à effet de serre et leur influence potentielle sur le climat. L'adoption de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) a imposé le principe d'évaluation environnementale continue des politiques publiques d'aménagement, et l'intégration de la consommation d'espace, de la protection des milieux et de la biodiversité à toutes les échelles dans cette évaluation.

L'approche environnementale constitue désormais une des questions fondamentales du Plan Local de Déplacement opéré par la ville de Montpellier.

Ces Plans de Déplacements, dont l'action vise les années 2010-2020, mais dont les effets s'étendront bien au-delà, sont placés dès aujourd'hui, en perspective des politiques énergie-climat émergentes (PCET, SCOT et PLU nouvelles générations).

A Montpellier, inverser le regard pour adopter celui du piéton, du citoyen ...

Le PDU développe un regard inversé sur les déplacements, prenant pour point d'origine et pour but du projet, non pas les circulations et leurs outils techniques, c'est-à-dire les systèmes de transport, mais bien **l'habitant** dans ses milieux de vie : un citoyen et un piéton, usager des espaces publics, avant d'être un utilisateur de systèmes techniques. C'est la **qualité de la vie** dans l'espace urbanisé, et non l'optimisation des systèmes de flux, qui est ainsi au cœur de la réflexion et qui oriente la conception du Plan Local de Déplacement.

Résultats

Le Plan Local de Déplacements : pour changer la ville, changeons nos habitudes

Objectifs

Avec le projet de Plan Local de Déplacements la Ville de Montpellier bénéficie d'une opportunité unique, en concertation avec les habitants, de repenser les déplacements en fixant des objectifs clairs :

- partager l'espace public entre piétons, vélos, transports publics et voitures ;
- redéfinir les accès au centre-ville pour que celui-ci conforte son dynamisme commerçant en écartant le trafic de transit ;
- apaiser la circulation pour une ville plus sûre et plus sereine.
- développer une éco-mobilité profitable à l'environnement

Une élaboration concertée

La concertation s'est déroulée en quatre temps :

1. Présentation du PLD aux Conseils consultatifs de quartiers (CCQ) en février 2010
2. Réunions par quartiers en mars et avril 2010

3. Réunions thématiques pendant le Printemps de la Démocratie, de mi-avril à mi-mai 2010

4. Poursuite de la concertation quartier par quartier afin d'affiner le projet rue par rue, à partir de mai 2010.

L'objectif à terme serait d'avoir, pour chaque quartier de la ville, une sorte de « plan mini local de déplacements » déclinant et ajustant le PLD en fonction des enjeux propres au quartier. Les autres quartiers suivront en fonction de l'importance des problèmes identifiés, de l'implication des acteurs du quartier et de l'avancement des études préalables nécessaires.

Partage de l'espace public

Synthèse de la concertation :

FOCUS

- > Un centre-ville sous forte pression du trafic de transit
- > Un espace public rare et souvent mal partagé, au détriment des modes doux
- > Des nuisances de plus en plus mal ressenties, un sentiment d'insécurité routière
- > Une offre de stationnement en ouvrage globalement suffisante mais perfectible
- > Des règles de stationnement sur voirie trop peu respectées
- > Un contexte propice à une profonde évolution des mentalités et des pratiques

Action 1

Dissuader les flux de transit au centre-ville tout en garantissant un accès efficace aux parkings

Action 2

Adapter le stationnement aux besoins

Action 3

Donner davantage d'espace aux piétons et faciliter le déplacement des personnes handicapées

Action 4

Donner davantage d'espaces aux vélos et aux transports en commun

Action 5

Apaiser la circulation dans les quartiers résidentiels

Action 6

Encourager les modes éco-mobiles innovants

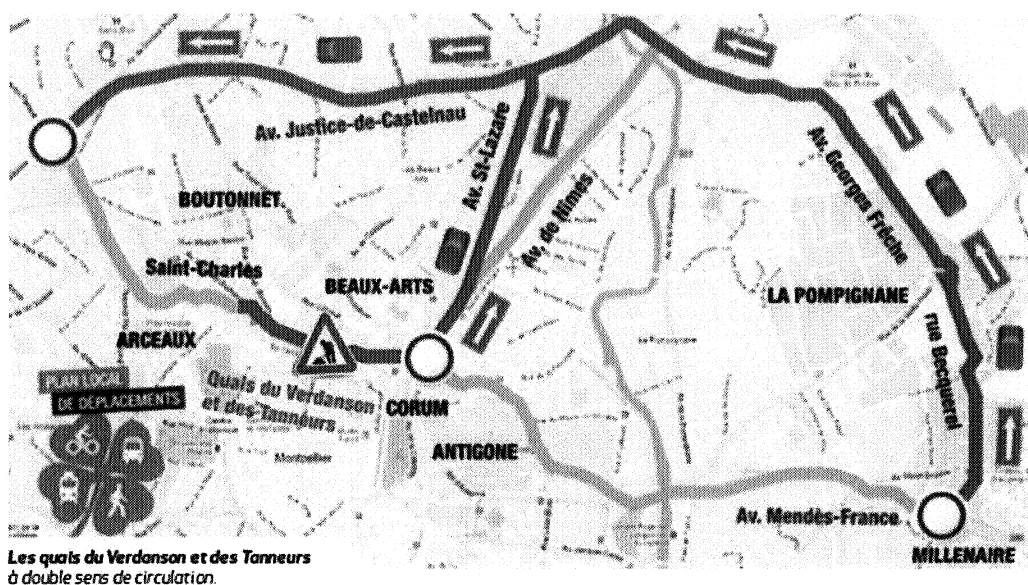
En 2012 construire et aménager la ville des proximités

Veiller à maintenir tous les services de proximité

Augmenter l'espace réservé aux zones 30

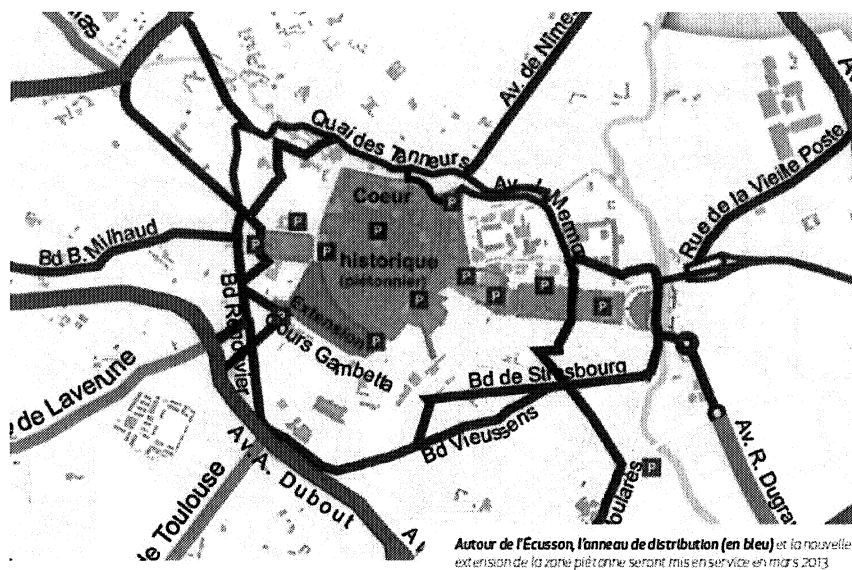
-Focus sur le développement et la généralisation à terme des zones 30, il s'agit de créer des « poches » de circulation à 30 km/h, mais de garder les grands axes et les boulevards. Une zone de rencontre a également été créée.

-Quai du Verdanson à double sens de circulation :



Développement des modes doux

- Été 2012, le quai du Verdanson sera réalisé pour assurer la continuité avec l'Ecusson, le Boulevard Buisson Bertrand et les facultés.
- Réalisation de Pistes cyclables Rue Saint Louis et Doria Girard
- Réalisation d'un anneau de distribution au centre-ville dans l'objectif d'orienter les trafics de transit, par un nouveau plan de circulation, pour donner plus de place aux modes doux et autres modes.



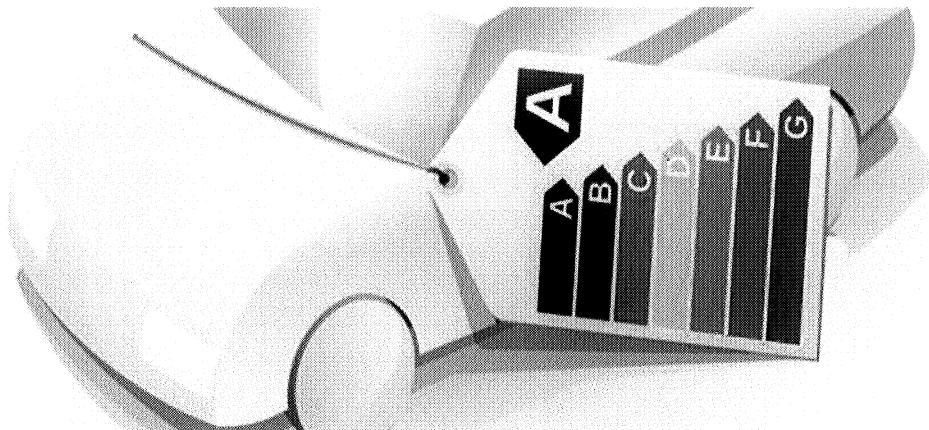
- Le Plan Piéton sera terminé en 2012 ; Il vise le maintien des cheminements piétons existants, et la création de nouveaux parcours.



Aménagement du boulevard du Jeu-de-Paume à l'horizon 2013. (MNV mars 2012)

Le PARC AUTO de la ville mutualise ses véhicules

La ville, s'est interrogée, sur la meilleure manière de renouveler sa flotte captive de véhicules légers, dans le but d'une réduction de la consommation de carburant, des émissions de polluants dans l'air et de l'impact climatique.



Les principaux critères :

- 1) La ville opte en faveur d'un raisonnement en types de déplacements, plutôt qu'en nombre de véhicules. Elle privilégie par exemple le vélo/Vélo à Assistance Electrique pour les trajets courts et tend à remplacer certains véhicules par des vélos ou des Vélos à Assistance Electrique (VAE).
- 2) Elle maximise les mutualisations entre véhicules et met les modes de transports alternatifs à égalité avec l'automobile.
- 3) Elle privilégie dans les appels d'offres les véhicules sobres (émissions de CO2, polluants, consommation et respect de l'environnement pour la fabrication, l'entretien, le recyclage).
- 4) Elle maintient une veille sur les modes d'énergie alternatifs.
- 5) Elle mène un benchmark sur le marché national concernant les véhicules électriques et hybrides dans l'objectif d'acquérir une expertise (repérer ceux qui sont à éviter (gadget) de ceux qui sont « éconologiquement » (sur le plan économique et écologique) plus performants / Le coût reste un critère également déterminant, et qui de plus en plus est appréhendé de manière globale.

Résultats

Le parc auto est composé de **215** berlines, **131** fourgonnettes, **119** fourgons, **17** poids-lourds, **97** deux-roues immatriculés et **114** vélos.

De plus, la démarche de mutualisation des véhicules municipaux qui est en cours; lorsqu'elle sera arrivée à son terme, permettra une réduction du nombre de véhicules comprise entre **20 et 30%** sur les sites concernés. La ville engagée dans une démarche de Plan Climat Energie Territorial entend ainsi répondre aux objectifs de réduction de ses Gaz à Effet de Serre.

Achats 2012

Véhicules électriques

Achat de 2 véhicules auto

Achat de 20 vélos à Assistance Electrique (VAE).

Vélos

Achat de 150 vélos

A présent, dans les Appels d'offres que lancent la ville, les véhicules électriques, ainsi que les véhicules économes et dé carbonés bénéficient de critères favorables.

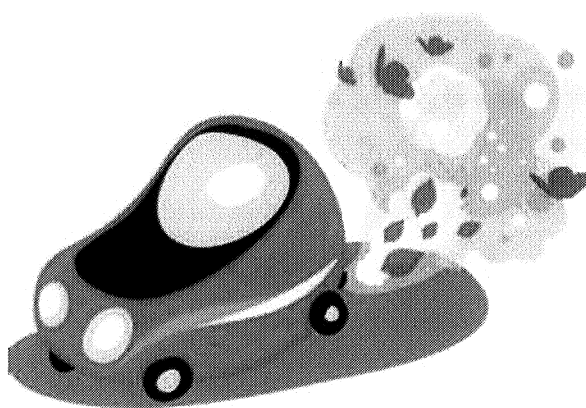


Focus sur l'impact carbone

Une attention particulière est portée sur l'impact carbone de la flotte de véhicules. En particulier, dans les appels d'offre d'achats de véhicules, les paramètres environnementaux s'octroient une part importante de la note technique, qui elle-même influence fortement le choix des fournisseurs.

Ainsi, alors que le nombre de véhicules actuel est comparable au nombre de véhicules en 2006, la consommation globale de carburant a chuté de plus de 8% entre 2006 et 2011.

L'éco conduite, un changement de comportement à la portée de tous



L'éco conduite est un exemple de changement de comportement simple à réaliser et immédiatement efficace. L'éco conduite implique différents effets positifs, d'abord en termes de sécurité routière et de réduction des risques pour les agents, puis en terme de consommation de carburant. Enfin en termes de pollution et d'émissions de Gaz à Effet de Serre, cette réduction s'inscrit bien dans la logique du Plan Climat Energie de la ville. C'est un exemple phare d'une action qui ne s'appuie pas sur de nouveaux investissements technologiques, mais bien sur du « bon sens partagé ».

FOCUS

La ville met en place à partir de 2012, une formation de 4 agents au rôle de formateurs. Ils auront pour mission de transmettre et de diffuser cette pratique, auprès des agents concernés. Cette formation entend concrètement concilier économie, écologie et dynamique sociale innovante. Le matériel est en cours d'acquisition, avec pour objectif d'organiser quelques sessions pilotes de formation. L'analyse de cette première phase (courant premier trimestre) permettra au service Formation de faire valider la mise en place d'une campagne de formation à grande échelle (« recrutement » de nouveaux formateurs internes par la démarche du service formation « Mobilisation des ressources internes » et mise en place de sessions de formation)

Un objectif compris entre une réduction de 10 à 15 % de carburant pour les véhicules utilisés en mode « éco conduite » est visée. A terme, cela donnera lieu à un vaste plan de formation des agents de la ville à l'éco conduite, action 4 x gagnante : baisse de 10% minimum des consommations de carburant, diminution significative des accidents et de l'usure des véhicules, et amélioration de l'image de la ville.

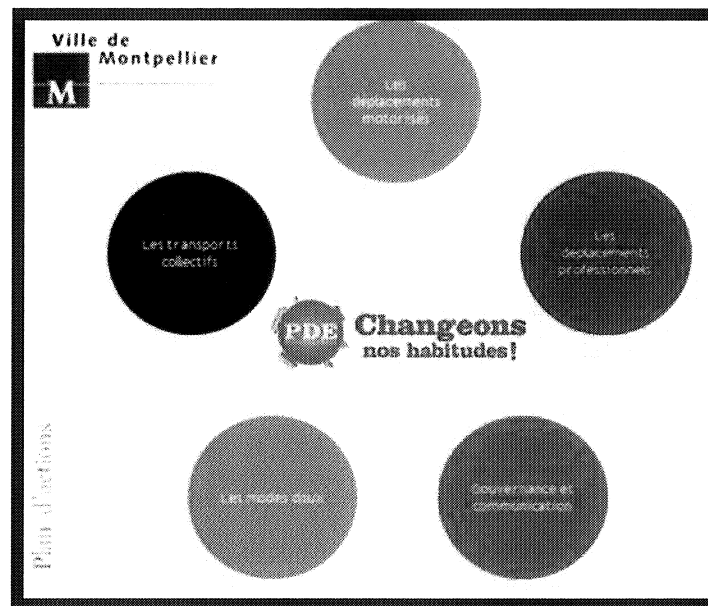
Pistes d'amélioration

Sur le long terme, c'est l'organisation de notre mobilité qui est progressivement repensée. Le véhicule électrique viendra en complément d'une refonte croissante de nos besoins et des modes de déplacements" nécessaires à notre activité.

Le PDE de 2ème génération accompagne les transferts modaux

Enjeux

Le **Plan de Déplacements Entreprise (PDE)** est un ensemble de mesures visant à **optimiser les déplacements** liés aux activités professionnelles en favorisant l'usage des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle. Sa mise en œuvre est encouragée par les autorités publiques, car il présente de nombreux avantages pour les entreprises, les salariés et la collectivité. Le PDE est un vrai projet pour une collectivité, qui peut s'inscrire dans une démarche « Qualité » ou dans un système de **management environnemental**. Il peut concerner les trajets domicile/travail, les déplacements liés aux activités professionnelles, mais aussi les déplacements professionnels des collaborateurs, des clients et des partenaires



Repères

La Ville s'est engagée dans une démarche globale de Plan de Déplacement d'Entreprise 2^{ème} génération, à l'occasion du déménagement vers le nouvel Hôtel de ville, l'évolution du Plan de Déplacements d'Entreprise, a donné lieu à une large concertation.

Son objectif : Réfléchir à la manière de mieux ou moins se déplacer; celui-ci prévoit à court terme l'essor du vélo et des transports en commun dans les déplacements professionnels des agents.

Résultats

Déplacements domicile-travail, favoriser les alternatives à « l'auto-solo ».

- Mise en œuvre d'une aide à la mobilité douce par la mise en place du service Boussole sur Montpellier Territoire Numérique, en lien avec l'association Mandarine.

Description de l'application

Cette application est une cartographie interactive de la ville de Montpellier, elle présente différents types d'informations pratiques (transports en communs, accès handicapés, établissements publics ou privés...) ou relatives à la culture (monuments, spectacles, expositions, histoire, parcs ...). Boussole s'appuie sur des données en « open-data », elle se définit sur plusieurs niveaux, permettant de trouver un itinéraire, un moyen de déplacement, de découvrir des lieux ou des activités, mais il est avant tout participatif.

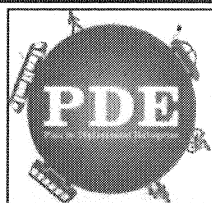
- Possibilité offerte aux agents d'utiliser les vélos de service à la pause déjeuner et à titre personnel. A midi la pause « déjeuner » devient de plus en plus l'occasion

d'un rendez-vous- santé. Un circuit sportif à vélo sur les berges du lez (voie verte), sans véhicules quatre roues motorisé est, à proximité de l'Hôtel de Ville, et accessible à tous les Montpelliérains.

- Les abonnements TaM / Hérault Transport / TER sont pris en charge à hauteur de 50% (la TaM accorde une remise de 10% sur les abonnements par le biais d'une convention. La prise en charge de l'employeur de 50% s'applique sur ce tarif remisé).
- Les vélos PDE sont affectés aux agents à titre personnel.
- L'abonnement au parking par exemple n'est pas cumulable avec le vélo ville. La mesure location longue durée pour le vélo électrique n'est, elle non plus pas cumulable, et est alignée sur le coût des abonnements de Transport en Commun.
- L'abonnement au Vélo à Assistance Electrique (VAE) ou à TaM-PDE ouvre droit à un jour de parking gratuit par semaine.
- Le Conseil d'Administration du COSC sollicité par l'Administration Municipale a souhaité s'inscrire dans le Plan de Déplacement d'Entreprise et a mis en place à La Ville de MONTPELLIER et au CCAS, un nouvel accompagnement des démarches PDE des agents. Dès le mois d'octobre 2012, le COSC apporte une aide aux personnels ayant les revenus les plus modestes. Cette participation concerne les utilisateurs des transports en commun, les utilisateurs de vélos électriques mis à disposition par la Ville et les utilisateurs des parkings en ouvrage y compris les deux roues à hauteur de **50%** des montants (47 euros ou 56 euros par an en fonction des revenus).

Les préconisations du Plan de Déplacements Urbains que pilote l'Agglomération, nous engagent à réduire de **10%** la part modale de la voiture dans nos déplacements quotidiens. La part des Transports collectifs doit s'approcher des **65%** dans les années à venir sur Montpellier. Ces objectifs répondent eux-mêmes au cap de « descente énergétique (maîtrise de nos émissions de Gaz à Effet de Serre et des coûts liés à l'évolution du marché de l'énergie), qu'il faudrait accroître pour nous adapter au **monde de l'après pétrole**. Elles doivent faire l'enjeu d'une mobilisation nouvelle et progressivement, contribuer à l'adoption de nouveaux modes de déplacements différenciés. La question de l'usage selon le contexte (besoin de déplacement spécifique) peu à peu et de manière significative donne lieu à l'inter modalité. Auto partage, covoiturage, marche à pied, vélo et transports en commun, peu à peu détrônent l'auto-solo. Un nouveau modèle qui réduit le besoin de posséder un véhicule et qui révèle aussi, dans un contexte de crise économique, la définition d'un nouveau rapport à la mobilité, à la ville, à la solidarité et à l'organisation quotidienne des Temps. Souvent accessibles, ces **reports modaux** sont également **avantageux sur le plan économique** et génèrent aussi de **nouvelles formes de sociabilité**.





Changeons nos habitudes!

Sur le volet des déplacements Domicile-Travail, le PDE a favorisé les alternatives à la voiture; PDE exemplaire avec **1200** agents qui ont pris un abonnement au réseau Tam (transports en commun), **200** qui utilisent gratuitement un vélo mis à disposition par la ville(**50** nouvelles demandes en cours), **20** vélos à assistance électrique ont été loués aux agents par la Ville, toujours au travers de la concertation et de l'implication des agents dans la démarche, des vélos à assistance électriques en pools ainsi que les premiers véhicules électriques (deux qui viennent d'être livrés), sur un total de près de **4500** agents sont livrés, . Soit une augmentation de **30%** **des acteurs du PDE.**



Par ailleurs notons enfin que le CCAS développe son propre PDE, adapté à sa spécificité.

Pistes d'amélioration

PDE

1°-Le volet **déplacements professionnels** sera abordé dans le PDE, une approche santé au travail et déplacements pourra être proposée au Comité de Pilotage pour réflexion, ainsi que l'adhésion au logiciel de covoiturage de l'Agglomération.

- 2°-Mettre en place des Indicateurs de suivi à partir des premières pistes de réflexion :

Il va s'agir d'initialiser la mise en place des indicateurs,

- Proposer des indicateurs pour lesquels les données sont directement accessibles (c'est-à-dire ne nécessitant pas une enquête systématique)
- faire apparaître les données sous forme de pourcentages ou de ratios plus que sous forme de chiffres
- proposer deux types de présentation : une présentation complète et une présentation synthétique pour la Direction (sélectionner les indicateurs essentiels pour qu'ils tiennent sur une feuille A4)

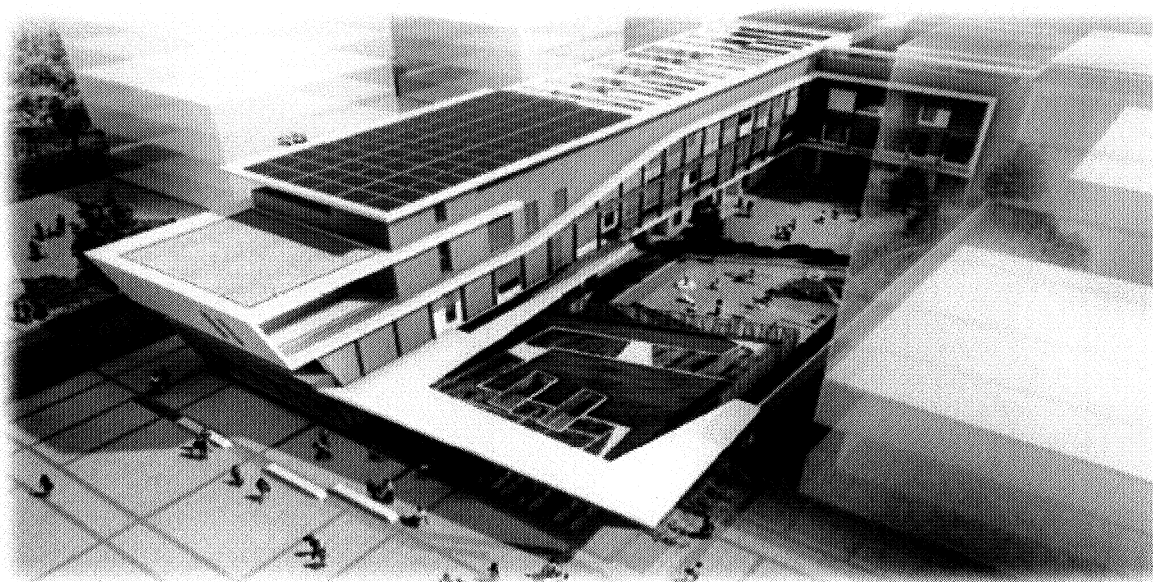
3°-- **Organiser des Animations PDE pour les semaines du Développement Durable (avril) et Européenne de l'éco mobilité (septembre)**

Ces animations seront l'occasion de :

- rappeler régulièrement les possibilités offertes par le dispositif du PDE
- zoomer sur un thème particulier (et s'insérer dans le réseau d'animations mises en place par d'autres structures)
- recueillir l'avis des usagers qui souhaitent s'exprimer

Elles seront préparées et assurées par les membres du réseau de correspondants PDE. Initialement celui-ci devait être reconstitué avec l'appui du service Formation. Pour des raisons d'organisation, la reconstitution du réseau se fera sur la base de l'ancien réseau et indépendamment du service Formation dans un premier temps. Le volet Communication assuré par la Communication interne reste à bâtir avec ces correspondants. L'objectif est de faire un point en fin d'année sur les volontaires pour intégrer le réseau. Une première réunion de lancement sera organisée avec l'AMO et les correspondants dès le début de l'année et en fonction du nombre de participants, une formation à l'Eco conduite leur sera proposée à cette occasion, l'objectif principal restant de proposer un plan d'action et un planning de travail pour préparer la semaine du Développement Durable en avril.

LA VILLE PRODUCTRICE



ET DISTRIBUTRICE D'ÉNERGIE

L'énergie la moins chère est celle que l'on ne consomme pas (inutilement)

Enjeux... "Produire des négaWatts" c'est rompre avec les déperditions thermiques, c'est éviter de consommer des Watts, de manière déconnectée de nos besoins...Rompre avec nos habitudes prises pendant la période du « fossile facile », en préférant la sobriété énergétique au gaspillage. C'est rechercher la meilleure utilisation possible de l'énergie, plutôt que de continuer d'en consommer toujours plus. Loin du "retour à la bougie ou à la lampe à pétrole", cette démarche vise à faire la chasse aux watts inutiles grâce à une utilisation plus efficace de l'énergie, et à recourir judicieusement aux énergies renouvelables. Une démarche triplement gagnante :

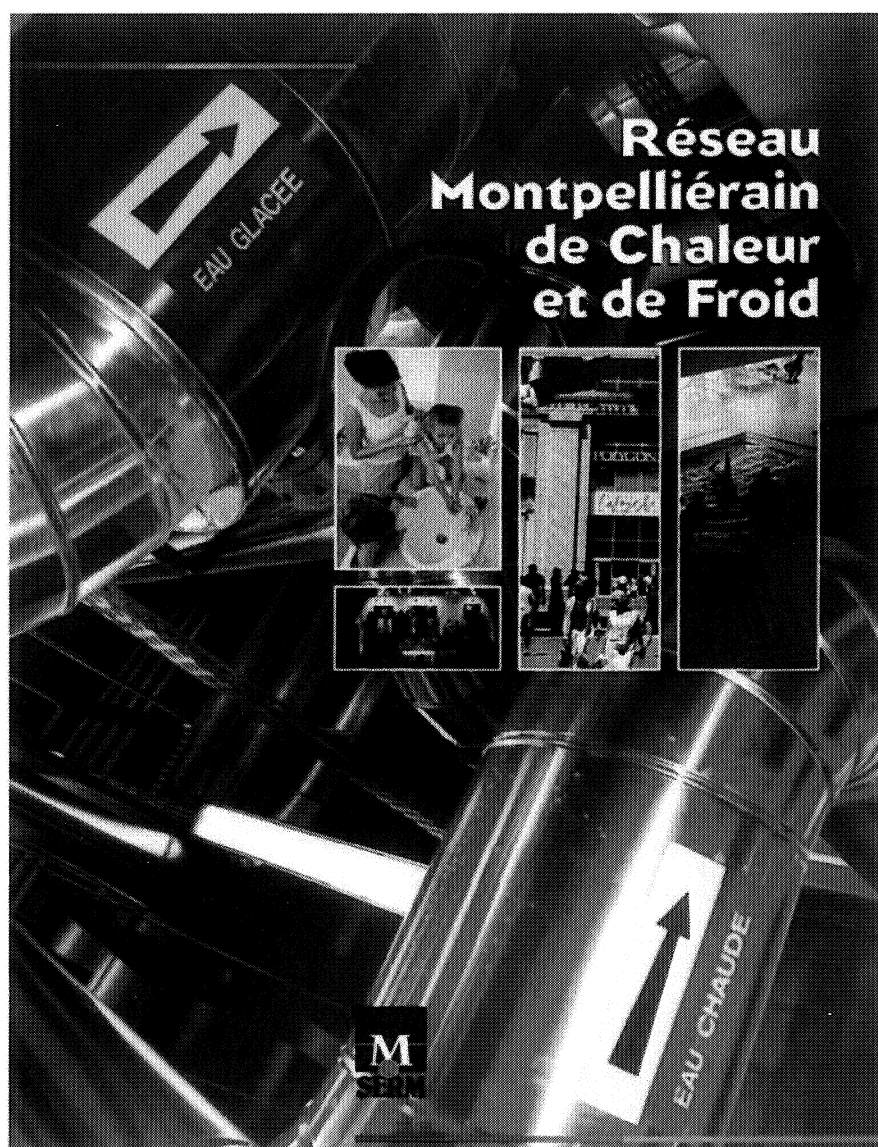
- pour le consommateur, qui voit ses factures d'énergie diminuer,
- pour l'emploi, par la diffusion de nouveaux équipements plus performants et le développement décentralisé de tous les métiers de l'énergie
- pour l'environnement, car l'énergie la moins polluante est celle que l'on n'a pas besoin de produire.

Il existe partout de véritables "gisements de négawatts." (isolation thermique...). Une fois les gaspillages énergétiques éliminés, et l'efficacité énergétique renforcée, **une production d'énergie uniquement réalisée à partir de sources renouvelables peut s'envisager après ces étapes.**

Sobriété, efficacité, énergies renouvelables, c'est le fondement de la démarche négaWatt !

Le Nouvel Hôtel de ville affiche sur ses écrans géants la production photovoltaïque du bâtiment, en direct.

Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid : chaufferie bois d'Ecocité (trigénération)



Repères

La SERM apporte sa contribution à la politique de développement durable de la Ville de Montpellier dans le cadre de sa mission de service public de distribution de chaleur et froid par réseau urbain en initiant de nombreux projets de développement d'énergies renouvelables telles que la biomasse, le biogaz ou le solaire.

De Montpellier à la mer

Montpellier Agglomération, la ville de Montpellier, la Caisse des dépôts, la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), la Société d'aménagement de l'agglomération de Montpellier (SAAM), Énergies du sud, ainsi que l'État, représenté par le préfet de la région Languedoc-Roussillon, ont signé la convention-cadre de financement du projet ÉcoCité, mardi 28 février 2012 à Montpellier. C'est la première convention de ce type signée en France dans le cadre de la démarche ÉcoCité, lancée en novembre 2009.

Le projet ÉcoCité « de Montpellier à la mer » a été retenu parmi les 13 premiers projets au plan national dans le cadre du programme d'Investissements d'avenir (Grand Emprunt).

Le montant global des investissements des partenaires publics et privés est de près de 18 M€, dont plus de 4,4 M€ pour l'État qui seront financés grâce au fonds « Ville de demain » doté d'1 Md€ et porté par la Caisse des dépôts. 7,8 M€ sont attribués à Montpellier Agglomération.

Le projet Ecocité relie « Montpellier à la mer ». Il s'étend sur huit kilomètres, le long de la route historique qui conduit vers la Méditerranée. Situé sur le territoire des quatre communes celles de Castelnau-le-Lez, de Montpellier, de Lattes et de Pérols. L'arrivée du tramway donne l'occasion de requalifier en profondeur les abords de cet axe. Cette « avenue de la Mer » constituera ainsi, pour les prochaines décennies, l'axe privilégié du développement urbain de l'agglomération montpelliéraine vers le littoral, conformément au SCOT en vigueur qui définit le cadre de développement durable du projet d'EcoCité. Le projet ambitionne de transformer l'actuelle route commerciale, datée et sujette à l'implantation anarchique des grands commerces de périphérie, en une structure urbaine, démontrant une capacité à placer **l'homme et la nature au cœur des enjeux d'aménagement**. Des pistes de travail par séquences sont proposées, qui permettront d'améliorer les secteurs déjà urbanisés : **« intensification » des quartiers résidentiels, création de bâtiments durables exemplaires, mixité fonctionnelle et sociale, réciprocité ville/agriculture et ville/nature, système de déplacement multimodal**, etc. Ce mode de réflexion spatial intégrera également des réponses aux problèmes de la **préservation de la biodiversité et des continuités écologiques** : milieu humide de saules et de joncs le long du nouvel hôtel de ville, plage urbaine au cœur du quartier Rive Gauche... « De Montpellier à la mer » constitue le cœur opérationnel d'un projet fortement ambitieux en matière de développement urbain durable : il se veut un véritable manifeste de l'EcoCité.

Résultats

Parallèlement, le Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable a retenu le projet de **trigénération au bois** proposé dans le cadre du concours national Ecocité-ville de demain, en lui octroyant une subvention d'équipement de 4 962 044 euros

Cette opération de trigénération à l'échelle d'un morceau de ville est **unique en Europe**. Elle consiste en la production centralisée de chaleur et d'électricité par cogénération alimentée au bois et par production décentralisée de froid par absorbeur alimenté par le réseau de chaleur pour les immeubles de bureaux et de commerces.

L'unité de cogénération sera alimentée en plaquette de bois issue de forêts gérées durablement de l'Hérault et de la Région Languedoc Roussillon.

Ce projet innovant et démonstrateur va permettre dès fin 2013 d'atteindre des performances exceptionnelles avec un **rendement de cogénération de 84%**, une **chaleur renouvelable à plus de 95%**.



L'EcoCité crée un îlot démonstrateur sur le plan énergétique : la Mantilla



La Mantilla



Ecocité

Résultats

Montpellier - de Montpellier à la mer

* Réalisation d'un îlot démonstrateur sur le plan énergétique (Port Marianne / la Mantilla /îlot H)

Réalisation d'un réseau énergétique permettant d'optimiser à l'échelle de l'îlot les ressources et les besoins énergétiques entre les différentes fonctions du programme, en ayant largement recours aux énergies renouvelables, notamment en période de canicule estivale.
/ Sélection pour investissement.

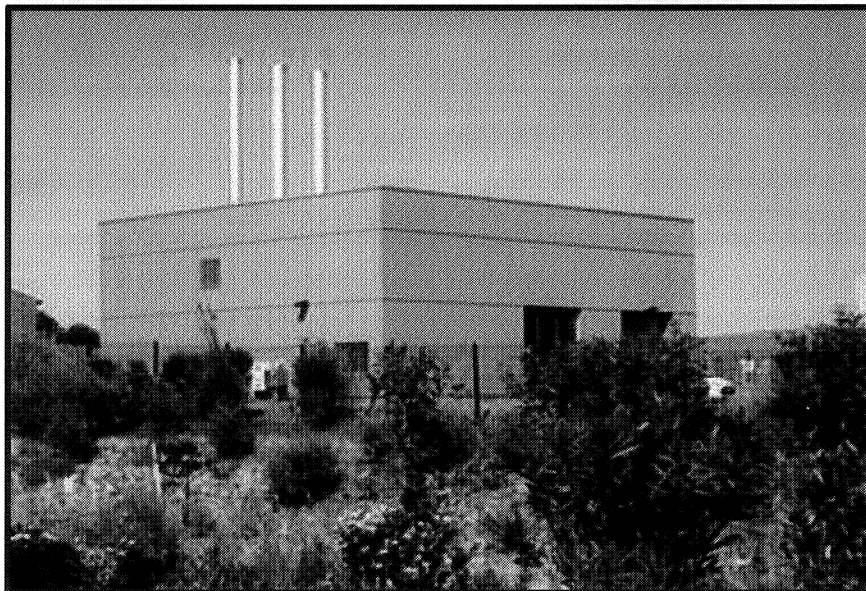
Certes, ce nouveau pan du quartier et ses 32 000 m² devraient bénéficier d'un bâti performant "allant au-delà de la réglementation thermique avec un confort d'été exceptionnel", d'un raccordement, fin 2013, à l'unité de cogénération au bois (avec production simultanée de chaleur et d'électricité) de Parc-Marianne et s'est vu labellisé d'un prix Écocité de bon aloi. Mais c'est surtout le geste architectural de Jacques Ferrier et d'A + Architecture qui crée l'événement. "Dans l'imaginaire des gens, une ville se résume souvent à des monuments (musées, églises...), a déclaré Jacques Ferrier.

Mais la ville au quotidien est faite par le reste et il faut trouver une architecture appropriée, qui donne une image forte, sans bâtiments autistes, isolés les uns des autres." La mantille blanche, "réalisée dans un béton armé de microfibres et non de métal", se déploiera sur toutes les façades, jamais tout à fait pareille "pour créer une architecture qui ne s'épuise pas au premier regard." Et c'est bien le Sud, ses jeux d'ombres et de lumières, qui ont guidé l'homme de l'art pour créer cet ensemble à l'accent méditerranéen prononcé.

Plus de 50% d'énergies renouvelables sur le réseau de chaleur




ZAC des Grisettes



Chaudière d'appoint secours


Résultats

Quartier des Grisettes :

Le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable a agréé le réseau de chaleur des **Grisettes**  selon la procédure dite de **Titre V RT 2012** qui valide l'excellence d'un des réseaux urbains français les plus vertueux en matière de développement durable avec **un taux d'énergie renouvelable supérieur à 85%** (un réseau de chaleur est dit renouvelable à partir de 50%) et une **baisse des émissions de dioxyde de carbone de 85%** par rapport au gaz naturel.

A fin 2012 ce sont déjà 600 logements qui sont alimentés en chauffage et eau chaude sanitaire par ce nouveau réseau de chaleur alimenté principalement par de la chaleur récupérée sur AMETYST. A terme ce seront 1500 logements et 20 000 m2 d'activité tertiaire médicale qui bénéficieront de cette chaleur renouvelable en **diminuant les rejets de CO2 de 2000 tonnes par an**.

I. Quartiers de Port Marianne

Le réseau de chaleur de **Port Marianne** desservira à terme les ZAC d'Odysseum, d'Hippocrate, de **Parc Marianne** , de **Rive Gauche** et de **République** ainsi que **La Mantilla** sur **Jacques Cœur** totalisant plus de 5200 logements et 300 000 m2 de bureaux, commerces et équipements publics.

Le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable a agréé la réseau de chaleur de **Port Marianne** selon la procédure dite de **Titre V RT 2012** qui valide l'excellence d'un des réseaux urbains français les plus vertueux en matière de développement durable avec **un taux d'énergie renouvelable supérieur à 70%** et une **baisse des émissions de dioxyde de carbone de 63%** par rapport au gaz naturel.

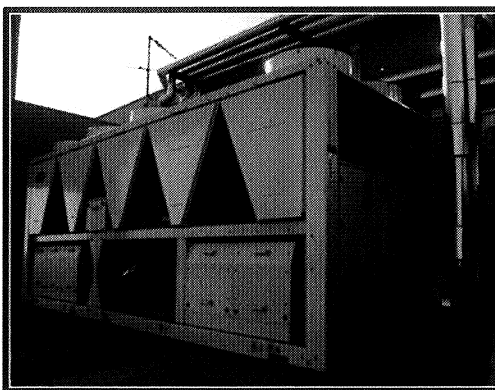
Ilot d'immeubles d'E.Granier du quartier Richter:

A l'occasion du raccordement d'un futur immeuble du CNFPT à ce réseau de chaleur et froid d'ilot d'immeuble Ernest Granier sur la ZAC Richter, un nouveau groupe de production d'eau glacée avec récupération de chaleur a été installé en 2011.

Il devrait assurer plus d'un tiers des besoins de chaleur de l'ilot d'immeuble ce qui représente **une économie de carbone de l'ordre de 100 tonnes par an**.



Ilot Granier sur Richter



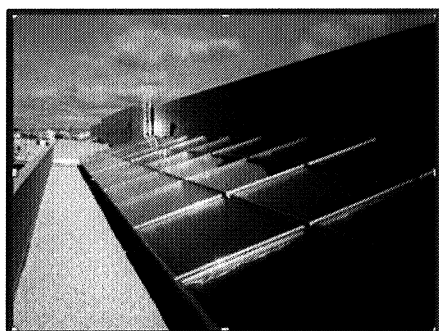
Groupe frigorifique avec récupération

I. Arche J Cœur

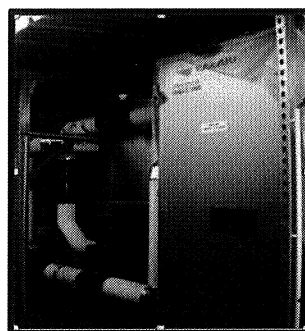
La SERM est lauréate du concours EMERGENCE lancé par l'ADEME et ENERPLAN pour le développement de la climatisation solaire en France. Ce programme de travaux particulièrement novateur, nous a permis d'obtenir aussi le soutien de la Région Languedoc Roussillon, et suscite déjà un vif intérêt au niveau régional et national des professionnels de l'énergie.

L'installation de la centrale de climatisation solaire a été réalisée au 1^{er} semestre 2012 et mise en service en juin. La chaleur produite par les 240 m² de capteurs solaires double vitrages alimente un groupe frigorifique à absorption de 35 kW et produit 50 % de l'eau chaude sanitaire des bâtiments de 170 logements.

Cette opération va permettre **une économie de carbone de l'ordre de 40 tonnes par an.**



Panneaux solaires en terrasse de l'Arche J. Cœur



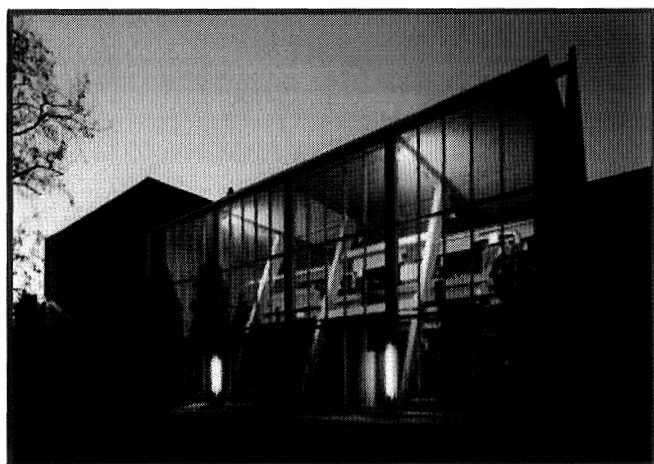
Machine frigorifique à absorption

II. Quartier des Universités

Le CHU de Montpellier a signé le 1^{er} juin 2012 le contrat de fourniture de la SERM par le réseau de chaleur au bois des Universités pour alimenter ses établissements Gui de Chauliac et St Eloi du CHU.

Alimenté jusqu'au début des années 90 par l'ancienne chaufferie charbon des Universités, le CHU sera à nouveau raccordé à la chaufferie de la Motte Rouge convertie au bois en 2007 via le réseau de distribution qui chemine à travers UM2 et qui a été conservé en très bon état.

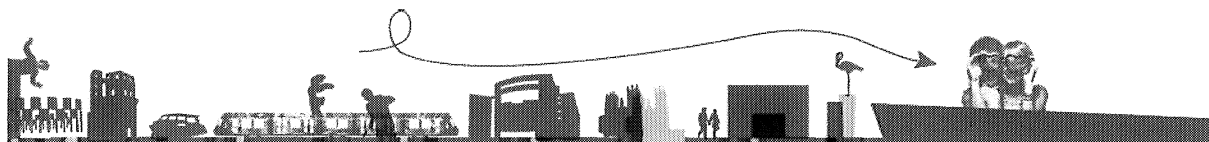
Grâce à ce projet le CHRU bénéficiera dès début novembre 2012 d'une chaleur renouvelable à plus de 80% avec **une économie de carbone de l'ordre de 3 300 tonnes par an.**



Chaudière bois de la Motte Rouge

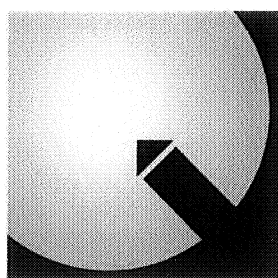
La ville autorité organisatrice des réseaux de distribution d'énergie a signée depuis la rentrée de septembre 2012 une DCM permettant la bascule du réseau de chaleur à plus de 50 % d'énergie renouvelable – avec à la clé une baisse de la facture des consommations énergétiques de la ville, et un pas de plus dans la lutte contre la précarité énergétique engagée.

LA VILLE INCITATRICE, PROTÈGE SES RESSOURCES ET LA BIODIVERSITE



Economie des ressources

Valorisation de la biodiversité



Agence
Locale de
l'Energie
Montpellier



Enjeux Les économies d'énergie, avec la RT2012, sont une réalité pratique et quotidienne. La montée en puissance des préoccupations sur la « précarité énergétique » dans les politiques publiques, a mis en évidence la nécessité d'introduire la réflexion sur la « rénovation thermique », l'efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables, et bien entendu la participation des habitants, au cœur de la lutte contre les changements climatiques, avec l'ambition sociétale d'un accès sécurisé à l'énergie pour tous.

Enjeux La biodiversité est la diversité des organismes vivants, elle est constituée de la diversité des espèces, de la diversité génétique et de la diversité des écosystèmes. Cette biodiversité biologique au-delà de sa valeur propre, fournit de nombreux biens et services indispensables à l'humanité. L'extinction des espèces fait partie du cours naturel de l'histoire de la planète. Cependant, au cours des 100 dernières années, les êtres humains ont fortement accéléré le rythme de ces extinctions (taux 100 fois plus important par rapport au rythme d'extinction naturel).

Les actions de l'Agence Locale de l'Energie (ALE)

La ville incitatrice est à l'origine de la création de l'ALE, elle anticipe ainsi les réglementations. Une première action phare menée avec l'ALE, a été l'opération de thermographie aérienne, permettant de mettre en évidence les déperditions des toitures (Action menée conjointement avec l'agglomération). L'ALE a également participé à la mise en ligne sur le site internet de la Ville, d'un atlas des toits de la ville solarisables.

La création d'une agence locale de l'énergie à Montpellier (ALE)

A la demande du Maire, des visites ont été organisées dans différentes villes pour rencontrer des élus et techniciens ayant mis en place des structures de conseil aux particuliers et aux entreprises dans le domaine de l'énergie (Clermont-Ferrand, Grenoble, Martigny, Rennes), afin de connaître les actions menées dans le domaine, l'organisation mise en place et les financements possibles. Un dossier européen a été monté avec l'aide d'Energy Cities, et cette agence a été ouverte en décembre 2007 au cœur de Montpellier. L'Agence Locale de l'Energie est une structure associative fondée par la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Conseil Régional Languedoc Roussillon et soutenue par l'ADEME et l'Union Européenne. Elle a pour but de favoriser et d'entreprendre sous l'impulsion et le contrôle de ses membres, et en complémentarité avec eux, des opérations visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie, au développement des énergies renouvelables dans un souci de développement durable notamment dans les domaines de l'aménagement, de l'habitat et des transports.

Résultats

Missions

Information et sensibilisation de différents publics à la maîtrise de l'énergie et au développement des énergies renouvelables et accompagnement technique des porteurs de projets.

Elle propose aujourd'hui notamment des conseils auprès du grand public et des communes de l'agglomération et est composée de 6 personnes. Ses nouveaux locaux plus fonctionnels pour le personnel, permettent à la structure de rester très accessible et visible (Echelles de la Ville).

2012

Accompagnement technique des collectivités

L'Agence Locale de l'Energie de Montpellier accompagne les collectivités de l'agglomération de Montpellier dans des actions d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables.

L'ALE les accompagne dans cette démarche notamment par l'établissement d'un diagnostic (COE – Conseil d'Orientation Energétique) ; un document qui dresse l'inventaire des consommations de fluides pour chacun des bâtiments communaux (services administratifs, écoles, installations sportives, crèches, centres de loisirs...).

Vers une optimisation de l'utilisation des ressources

A partir de cet état des lieux initial, les communes définissent et hiérarchisent des pistes

d'actions destinées à améliorer l'existant.

Certaines d'entre elles peuvent être mise en œuvre rapidement : généralisation des ampoules basse consommation, mise en place de systèmes de régulation de chauffage, pose de réducteurs de débit de chasses d'eau et de mousseurs réducteurs de débit...

D'autres, plus coûteuses mais considérées comme prioritaires, font l'objet d'une programmation pluriannuelle.

Mise en place d'un suivi régulier des consommations

Parallèlement à ces actions que l'on pourrait qualifier de correctives, L'ALE apporte les compétences de deux conseillers CEP (Conseil en Energie Partagé), impulsé notamment par l'ADEME ce service de proximité a pour objectif de :

- **Gérer l'énergie par un suivi régulier des factures,**
- **Réduire la consommation à confort identique,**
- **Accompagner les communes dans leurs projets de bâtiment pour optimiser les choix,**
- **Animer des actions de sensibilisation.**

D'ores et déjà, l'ensemble des mesures prises par certaines communes ont eu un impact non négligeable sur l'évolution des consommations énergétiques des bâtiments. Elles n'obèrent en rien le maintien de la qualité du service rendu. Bien au contraire, puisqu'au-delà de préoccupations d'ordre économique, des autres gains sont attendus : une amélioration du confort d'usage et la diminution de l'empreinte écologique générée par le fonctionnement des services municipaux.

Bilan **2012** :

Réalisation de 2 ateliers techniques, d'une visite de sites et d'un atelier pratique. Tout l'historique des manifestations professionnelles organisées par l'ALE est téléchargeable sur le [site de l'ALE](#).

Dans le but de tenir informés les élus et techniciens des collectivités ou les professionnels du bâtiment, l'ALE a mis en place la diffusion informatique d'une newsletter PRO. Celle-ci est envoyée 3 ou 4 fois dans l'année à environ 1 500 contacts.

Les thèmes abordés en 2012 étaient les suivants :

- dossier sur la RT 2012 (mars 2012) ;
- point réglementaire sur la qualité de l'air intérieur (septembre 2012).
- point sur l'éclairage public (décembre 2012).

L'historique des newsletters est téléchargeable sur le [site de l'ALE](#).

Les Cafés climat

Avant même l'obligation de mettre en œuvre son Plan Climat Energie Territorial, l'ALE, en partenariat avec la Ville de Montpellier, avait mis en œuvre des « Café Climat ».

Ces rencontres qui ont lieu tous les deux mois, ont pour but la diffusion d'informations concrètes et utiles dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, des énergies renouvelables, de l'habitat et des transports à destination du grand public. Ces rencontres sont des temps d'échanges conviviaux et pragmatiques entre professionnels, institutionnels et particuliers.

Gratuit et ouvert à tous.

Focus

Pour aller plus loin dans l'échange et répondre à une demande croissante des particuliers, la café climat de septembre s'est transformé en atelier pratique pour avoir des conseils concrets et faciles à mettre en œuvre.

Mardi 11 septembre de 18h30 à 20h - ALE Montpellier.

Petites astuces, grosses économies.

Ateliers pratiques de bricolage. - Réduire le débit de mon robinet et de ma douche.

- Modifier le volume de mon réservoir de chasse d'eau.
- Trouver les bonnes infos sur ma facture d'énergie.
- Réparer une fuite.
- Calfeutrer une fenêtre en vue de l'hiver.
- Configurer mon ordinateur en mode économie d'énergie...

Locataire ou propriétaire, en maison ou en appartement, bricoleur ou pas du tout, ce Café Climat permettra de faire le plein d'astuces pratiques pour faire des économies d'énergie et d'eau chez soi.

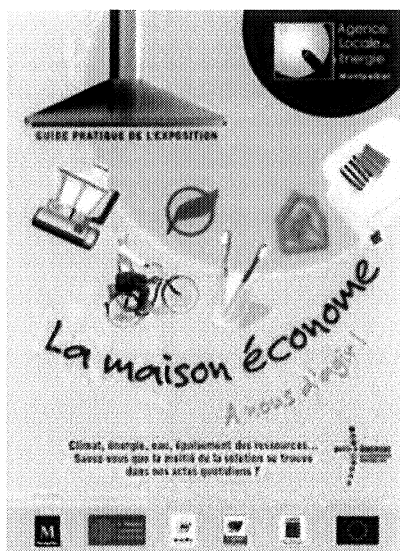
En partenariat avec l'association CLCV



Type d'action et fréquence	Partenaire(s)	Nbre de personnes touchées	Lieux
1 participation au Salon de l'Habitat	Ademe, Région LR	58	Parc des Expos Montpellier
1 participation atelier Logement organisé pour les 60 ans de la CLCV Montpellier	CLCV Montpellier	15	Montpellier
1 visite de site – jardins secs	Pépinieriste Eric Dubois	35	Mas de Saporta Lattes
1 visite de site – Maisons neuves BBC	Constructeur	21	Grabels
1 visite de site - Fabrègues	Entreprise ITE	12	Fabrègues
1 soirée Film Débat – Enjeux Energétiques	MJC Castelnau le Lez	38	Castelnau le Lez
1 Café Climat – Chauffage au Bois		35	Montpellier ALE

1 Café Climat – Récupération eau de pluie		30	Montpellier ALE
1 Café Climat – Cesi ou Cet		25	Montpellier ALE
1 Café Climat – Atelier pratique	CLCV - ERCA	29	Montpellier ALE
1 visite de logements collectifs rénovés BBC	Hérault Habitat	25	Montpellier
1 visite de jardins secs communaux	Service Espaces Verts Ville de Montpellier	31	Montpellier
1 visite de jardins secs communaux	Service Espaces Verts Ville de Montpellier	31	Montpellier
1 Visite à vélo Montpellier - semaine allemande	Maison de Heidelberg	15	Montpellier
1 conférence Négawatt	Association Negawatt - Gefosat - Maison de Heidelberg, Ville de Montpellier	200	Montpellier
1 Visite de site - Maison rénovée BBC	Architecte Duffour	15	Montpellier
1 Apéro Quizz Impro	Gefosat – Compagnie BAO	40	Montpellier
1 Animation atelier kit maîtrise consommation eau électricité	Commune de Castelnau le LEZ	7	Castelnau le LEZ
1 Café Climat - conception bioclimatique	Xavier Belhomme Architecte - CAUE 34	20	Montpellier

Ces actions ont permis de sensibiliser près de **700 personnes sur 19 actions** et de distribuer près de 1 000 documents sur le thème de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables.



Exposition « La Maison Econome »

« La Maison Econome » est une exposition ludique et interactive grandeur nature, composée de 4 pièces de maison à taille humaine dans laquelle le public peut découvrir les gestes, comportements et petits achats au quotidien qui permettent d'économiser jusqu'à 40% l'énergie chez soi.

Cette exposition, réalisée par l'Agence Locale de l'Energie Montpellier grâce au financement de ses partenaires a pour vocation d'aller au plus près du public, elle se déplace aujourd'hui prioritairement dans les médiathèques, maisons de quartier et communes de l'Agglomération de Montpellier.

Depuis janvier 2012 la Maison Econome a été accueillie dans **différents lieux d'exposition** :

A la MJC de Castelnau le Lez (2 800 personnes sensibilisées)

Au Collège des Aiguerelles (1 300 personnes sensibilisées)

A Clermont l'Hérault en partenariat avec l'association Demain la Terre (390 personnes sensibilisées).

A Monséret (11) en partenariat avec le PNR de la Narbonnaise en Méditerranée et le Pays Corbière Minervois.

A Lattes en partenariat avec la Ville de Lattes.

A Montpellier, quartier Mosson, en partenariat avec la CAF de l'Hérault.

Elle a permis au total de sensibiliser près de **4 500 personnes pour le premier semestre 2012, la fréquentation à fin 2012 est en attente.**

Public jeune

3 animations pédagogiques ont été proposées aux enseignants des circonscriptions de Montpellier, de Castelnau, de Lattes et de Baillargues. 57 enseignants ont été formés lors de ces animations pédagogiques.

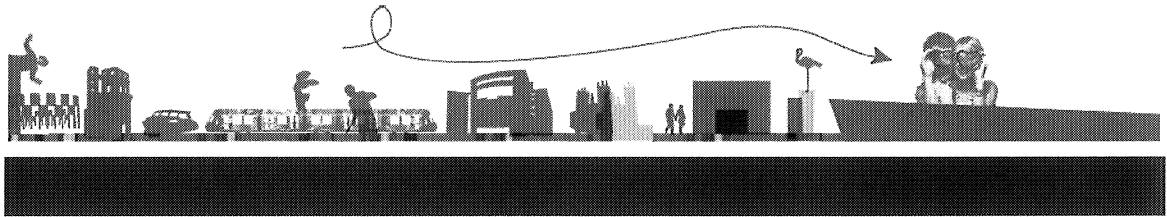
80 lots d'affiches ont été distribués dans les écoles maternelles et élémentaires de l'Agglomération de Montpellier.

Mobilisation citoyenne

Pistes d'amélioration

Dans toutes les animations, s'interroger sur « comment susciter plus de participation et de passage à l'acte ? ».

La prospective au service du Plan Climat Energie Territorial et du projet urbain 2040

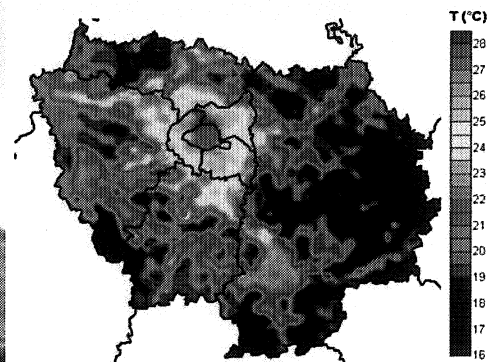


La lutte contre les changements climatiques et la protection de l'atmosphère



© F. Latreille / Septième Continent

Îlot de chaleur urbain nocturne



Températures simulées le 12 août 2003 à 5 UTC

METEO FRANCE
Toujours un temps d'avance

Enjeux Près du pôle Sud, les glaciologues européens ont extrait des carottes de glace de plus de 3 km de long. Leur analyse a permis de reconstituer l'évolution « naturelle » du climat de ces 800 000 dernières années. Ces travaux ont confirmé la corrélation existant entre la concentration de gaz à effet de serre (CO₂ et CH₄ notamment) dans l'atmosphère et la température moyenne sur Terre et dans les mers (Source ADEME). Même si la hausse des températures et les perturbations climatiques à venir ne peuvent être prévues avec exactitude, nous savons que leurs conséquences sur nos modes de vie à court, moyen et long terme seront importantes. Le secteur énergétique représente environ 40% des émissions de CO₂. La voie des 2° C est déterminée par cette question des scénarios énergétiques, et, selon l'Agence Internationale de l'Energie, offre une fenêtre d'intervention de 5 ans en jouant simultanément sur l'efficacité énergétique, l'intensité carbone de l'énergie, et une évolution du mix énergétique. C'est dans ce contexte global que le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'énergie (SRCAE) a mené des

travaux d'exploration, afin de définir un cadre local pertinent pour la mise en œuvre des Plans Climat

Energie Territoriaux. Ces derniers devront, comme l'a décidé le législateur, être compatibles avec les SRCAE;

EcoRepères...

Évolution de la température moyenne à Montpellier (période 1874-2009)

Source ADEME / Météo France

- Hausse des T° printemps / étés : +1, 5° en 30 ans
- Observation des hivers de plus en plus doux
- Évolution de l'ETP (Hausse de la demande en eau des végétaux)
- Évolution des cumuls de précipitations, mais pas de tendances affirmées : modification des répartitions saisonnières

Un plan climat à Montpellier pour quoi faire ?

Décliner et territorialiser les engagements de la France :

Atténuer le changement climatique

- Diminuer les émissions de gaz à effet de serre : - 20% d'ici 2020 par rapport à 1990, division par 4 d'ici 2050 ;
- Diminuer les consommations d'énergie : - 20% d'ici 2020 ;
- Porter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale à 23 % en 2020 ;



Adapter le territoire au changement climatique

- Anticiper les impacts du changement climatique, intégrer cette dimension dans les politiques publiques.

C'est construire un plan d'actions global pour le territoire engageant chaque collectivité dans ses domaines de compétences.

Au-delà, c'est engager une démarche pour que chacun soit acteur du changement

Résultats

La ville de Montpellier a mutualisé son Plan Climat Energie Territorial avec l'Agglomération et les villes de Lattes, Baillargues, et Pérols. Ainsi, un diagnostic à l'échelle du territoire de

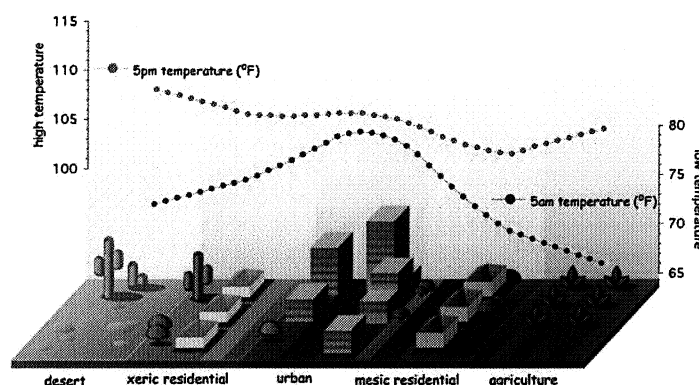
l'Agglomération permet aujourd'hui d'identifier les priorités à définir dans le plan d'action. De plus, un diagnostic par collectivité sur le Patrimoine et les compétences a été également réalisé.

Les différents plans d'action seront définis au premier semestre 2013, alimentés à la fois par les différentes concertations et par l'expertise des élus.

Le diagnostic met en évidence des axes d'intervention spécifiques en milieu urbain méditerranéen

-La lutte contre les îlots de chaleur urbain (ICU)

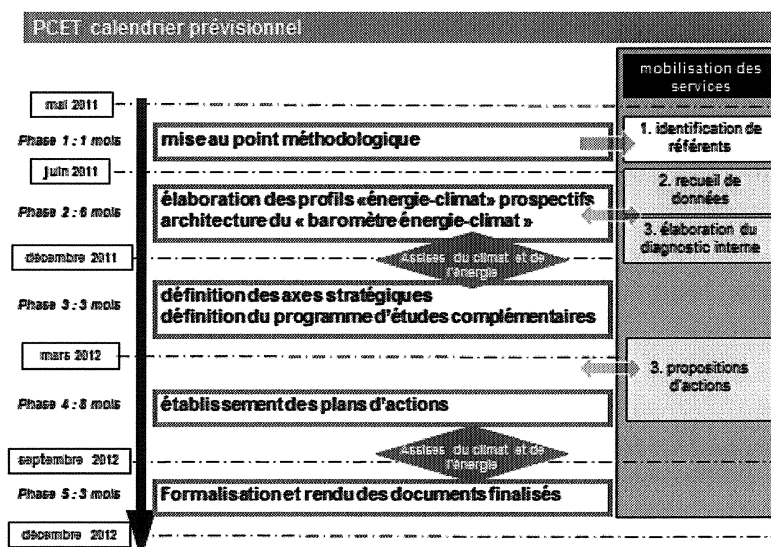
L'îlot de chaleur urbain est un effet de dôme thermique, créant une sorte de microclimat urbain où les températures sont significativement plus élevées : plus on s'approche du centre de la ville, plus il est dense et haut, et plus le thermomètre grimpe.



- Le confort d'été dans les bâtiments

(...)

Temps forts du Plan Climat Energie Territorial 2012



Acte 1 - Assises du Plan Climat Energie Territorial le 12 janvier 2012 au Corum

BILAN des ASSISES des PCET Janvier 2012

Nombre de participants : 259 participants



Une forte mobilisation, avec une bonne représentation de la diversité des acteurs du territoire

259 participants

Dont

109 appartenant à une collectivité locale

44 appartenant à une entreprise

- 18 « immobilier bâtiment construction »
- 8 « distributeur gestionnaire énergie »
- 6 « entreprises énergies renouvelables »
- 2 « éducation environnement, formation »
- 10 autres

42 appartenant à une association

25 appartenant à une institution publique

11 appartenant à un laboratoire de recherche

27 autres (collectif de citoyen, organismes consulaires, étudiants...)

Pour les ateliers

Les ateliers ont fortement mobilisés, avec

64 émargements à l'atelier 1: atténuer localement le changement climatique : quelles exigences ? Quels gains ?

81 émargements à l'atelier 2 : adapter le territoire au changement climatique : quelle réalité ?
Quels impacts ? Quelles potentialités ?
(Mais certainement un peu plus de participants que d'émargements)

2) Un retour très positif des participants, une attente forte concernant la concertation

82 questionnaires de satisfaction déposés en fin de journée.

On retiendra :

- Les participants ayant répondu à l'enquête ont été principalement informés de la journée via le mail d'invitation et/ ou par réseau.
- Pour 30%, la perception du changement climatique et de ses conséquences a changé. 31 personnes sur 38 ayant qualifié leur perception, trouvent cela stimulant (31 sur 38). 5 d'entre elles déclarent « inquiétant ».
- 77 % des participants ayant répondu à l'enquête déclarent avoir le sentiment de repartir avec de nouvelles connaissances ou questionnements sur les solutions face au changement climatique et 71 % avoir rencontré un partenaire qu'ils ne connaissaient pas.
- 48% envisagent à l'issue de la journée un partenariat avec un autre participant contre 44% qui ne l'envisagent pas. En revanche, 43% envisagent un changement dans la manière de mener leur activité contre 49% qui ne l'envisagent pas.
- Une appréciation qualitative de la journée globalement très bonne, avec un bémol sur les ateliers (essentiellement problème du manque de place, du fait d'une affluence non prévue:
 - o 78 % ont coté la plénière 4 et 5 (sur une échelle allant de 0 à 5)
 - o 47 % ont coté les ateliers 4 et 5, 43% ont coté 3
 - o Convivialité, organisation de la journée et repas ont été largement appréciés (85% cotés 4 et 5)
- Pour autant 29% ont signalé avoir repéré un dysfonctionnement dans la journée :
 - o taille des salles d'atelier
 - o atelier 2, « trop de participants », « trop ouverts pas de réel débat » ou encore « non-respect de l'ordre du jour, manque d'un intervenant urbaniste »
 - o souhait de sous-groupes, ateliers plus spécialisés
 - o ateliers manque d'indications
 - o absence de confirmation par mail de l'inscription
 - o difficulté à faire remonter les avis de chacun
 - o en plénière, utiliser des papiers pour les personnes qui n'osent pas prendre la parole
 - o Absence, l'après-midi des grands enjeux identifiés le matin (urbanisme, logement, déplacements)
- Une expression globalement satisfaisante des attentes : 68 % disent avoir pu exprimer leurs attentes (contre 32% déclarent le contraire). 75 personnes déclarent d'ores et déjà vouloir participer aux ateliers de concertation (95% des personnes ayant répondu à cette question).

Acte 2-Ateliers de concertation Territoire / Juin 2012

PROGRAMME DES ATELIERS du 19 /06/12 au 22/06/12

1. Vers un territoire plus économe : agir sur le bâtiment et son environnement

Quelles priorités pour diminuer les consommations d'énergie et améliorer le confort d'été dans l'habitat existant et la construction neuve ?
Comment lutter contre la précarité énergétique ?

Comment faciliter l'éco-construction localement ?

2. Vers un territoire plus économe : miser sur les mobilités post-carbone

Comment agir sur le transport des marchandises en ville ?

Comment promouvoir les nouvelles formes d'« électro mobilité » ?

Comment lutter contre la précarité énergétique liée au transport ?

3. Amplifier le recours aux énergies renouvelables sur le territoire

Quelle place pour la biomasse dans l'aménagement urbain ?

Comment concilier production photovoltaïque au sol et agriculture locale ?

Comment accompagner les filières solaires thermique et photovoltaïque ?

4. Accélérer localement les changements de modes de consommation

Comment favoriser les filières courtes dans les modes de consommation du territoire ?

Comment susciter une gestion économe de la ressource en eau ? Comment réduire la production de déchets ?

5. S'adapter localement au changement climatique

Comment rafraîchir la ville sans consommer d'énergie ?

Comment lutter contre l'aggravation des risques inondation et submersion marine ?

Comment prendre en compte l'évolution des risques (retrait gonflement d'argile, inondation, feux de forêt, gestion du trait de côte) dans les documents d'urbanisme ?

Les objectifs de l'atelier:

- l'étude approfondie par les participants des pistes d'actions pressenties et mises en débat par les collectivités. Les pistes d'actions proposées aux participants sont le fruit du travail des élus et des services des collectivités, appuyés par leur prestataire, à partir du diagnostic, des assises et de leur cohérence avec les projets en cours.
- recueillir des propositions d'actions complémentaires à étudier par les services des collectivités.

Le déroulement de l'atelier

Plénière :

Introduction et présentation de la méthode et des pistes d'actions proposées à la réflexion des participants.

Production en sous-groupe : des groupes de 5 personnes + un rapporteur ont eu à traiter pendant deux fois une demi-heure une action à partir d'une grille de questionnaire faite de 2 questions pour guider leurs réflexions: quel est l'objectif? Comment mettre l'action en œuvre?

Un mur d'idées est par ailleurs disponible pour recueillir tout au long de l'atelier les idées d'actions complémentaires des participants.

Retour en plénière :

Les rapporteurs ont fait une restitution des productions de 5 minutes en plénière.

Chaque rapport a été suivi d'un débat en plénière.

Acte 3-Ateliers de concertation(inter)collectivités / octobre 2012

Communauté d'agglomération de Montpellier, villes de Baillargues, Lattes, Montpellier et Pérols

VERS DES COLLECTIVITES EXEMPLAIRES

DESCRIPTION DE L'ATELIER

Nombres de participants : **80**

1.1 Les objectifs de l'atelier

Présentation synthétique des résultats du PCET interne
Echanges sur les actions engagées, les projets, les propositions d'actions des agents pour élaborer une première plateforme de propositions.

1.2 Le déroulement de l'atelier

Production en sous-groupes : des groupes de 5 personnes + un rapporteur ont échangé pendant deux fois une demi-heure sur une piste d'action parmi les 6 pistes d'actions proposées. Les échanges ont été guidés autour de deux questions : quel est l'objectif de la proposition ? Comment la mettre en œuvre ?

Un mur d'idées a été mis à disposition des participants pour recueillir tout au long de l'atelier les idées d'actions complémentaires des participants.

Certaines des propositions exprimées via le mur d'idées ont été débattues dans les sous-groupes.

Certains participants ont peut être ici souhaité appuyer leurs propositions.

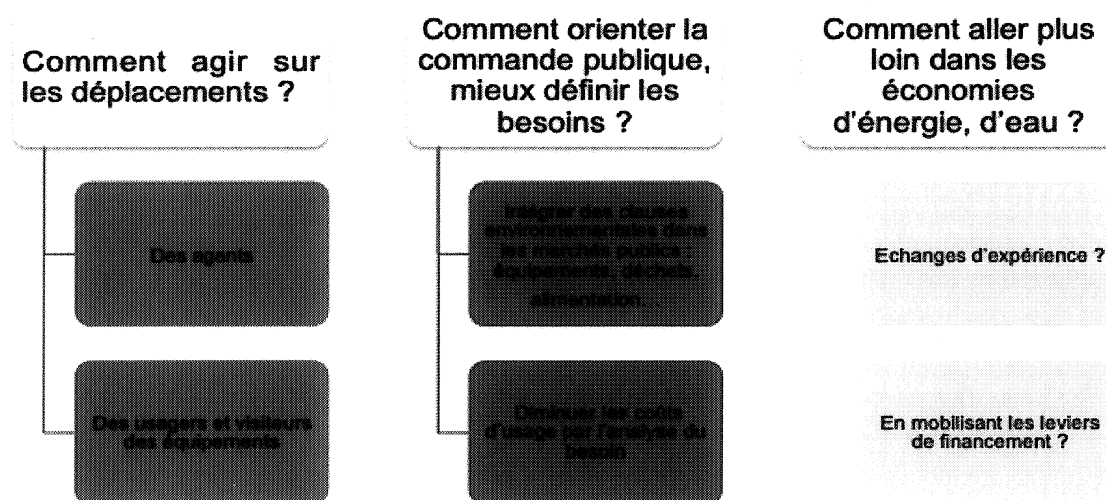
Retour en plénière :

Les rapporteurs ont fait une restitution des productions de quelques minutes en plénière.

Les participants n'ont pas émis de remarques suite à la restitution des rapporteurs.

1.3 Liste des pistes d'actions mises en débat

Structurées autour de trois orientations – la mobilité, la commande publique, les économies sur les flux (et process), 6 pistes d'actions ont mises en débat.



Nombre de sous-groupes par piste d'action, 1^{ère} demi-heure + 2^{ème} demi-heure :

Déplacements des agents domicile-travail : 1

Déplacements professionnels des agents dans le cadre de leurs missions : 1 + 1

Déplacements des visiteurs et usagers des équipements : 1 + 1

Clauses environnementales dans les marchés publics : 2 + 2

Diminution des coûts d'usage par analyse du besoin : 2 + 2

Echanges d'expériences : 2 + 3

Mobilisation des leviers de financement : 1

En synthèse, une forte participation des services est à noter.

Une représentation des communes périphériques émergente, mais qui reste à consolider

Des propositions nombreuses, foisonnantes, qui révèlent une prise de conscience des services, mais – peut être aussi - une difficulté pour les rapporteurs à cadrer les échanges, certaines propositions sortant du cadre de la concertation, et du périmètre de ce plan climat interne.

Cela dénote en tous cas d'un désir d'implication des participants qui mérite d'être souligné.

Pistes d'amélioration

Les prochaines étapes

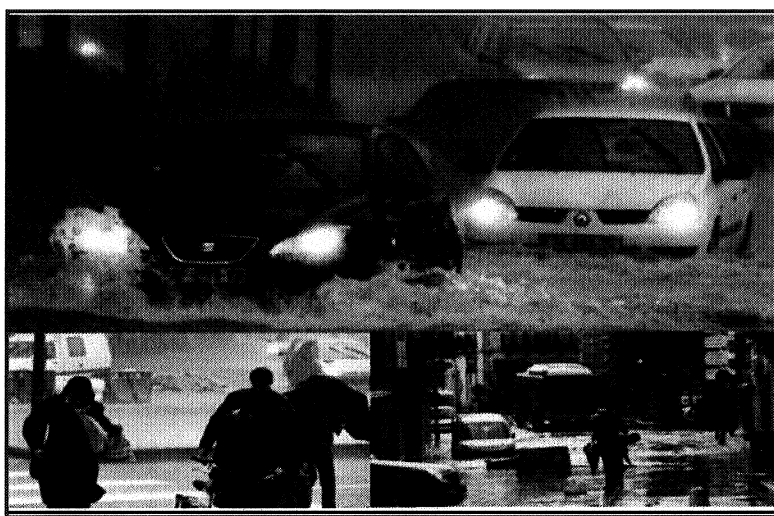
Il reste maintenant à déterminer au sein de ses propositions, les propositions qui sont en capacité de mettre en mouvement de manière concrète les services en lien avec les compétences des différentes collectivités. Les principes permettant d'opérer une sélection des actions sont à débattre au sein du Comité de Suivi Technique. Ces principes pourraient être l'efficacité carbone, mais aussi l'adhésion des agents, le périmètre, la facilité de mise en œuvre, le coût, la cohérence avec le bilan carbone territorial, l'impact en terme de mutualisations et de montée en compétences, la lisibilité et l'exemplarité vis à vis des administrés pour favoriser un effet d'entraînement.

Une des finalités de cette démarche pourrait être de transformer le plan climat interne en un projet de services largement soutenu par les agents.

En conclusion, La possibilité d'une « grande transition » vers une nouvelle économie décarbonée entre, au travers des Plans Climat Energie Territoriaux, progressivement dans les politiques publiques, notamment dans le prochain Plan Local d'Urbanisme. Mais dans un tel

contexte peut-on penser cette mutation sans une adhésion des citoyens. Cela demande de la part des porteurs de projet, de la pédagogie et de la communication, des projets participatifs vers ce changement de modes de vie. Il est important que les enjeux en soient mieux compris et que les citoyens puissent découvrir les nouvelles opportunités offertes par la transition énergétique. Ainsi l'acceptabilité sociale des projets est-elle aujourd'hui une composante majeure, au même titre que la concertation et la réflexion collégiale en amont des projets liés à la ville décarbonée...La part que jouent ces contraintes sociales dans la vraisemblance et l'efficacité politique des projections des scénarios innovants est bien présente, la ville en a pris la mesure, et poursuit sa réflexion méthodologique. L'efficacité énergétique pour répondre à l'augmentation de la précarité énergétique, doit être accompagnée d'une nouvelle implication et formation des habitants, le plus tôt possible dans les projets.

La Gestion des risques : l'approche de la prévention



Enjeux et EcoRepères

En affirmant que le changement climatique est en cours ce rapport induit la nécessité d'améliorer la capacité à résister aux dommages causés par ces modifications. Cela concerne les moyens matériels à protéger mais surtout les personnes à informer, sensibiliser au risque et bien sûr protéger et mettre à l'abri en cas de crise.

Depuis plusieurs années la Ville a développé une politique de prévention et de gestion des risques. Elle a en juillet 2011 passé un palier supérieur en confiant à deux professionnels du risque la gestion d'une Cellule de prévention et de gestion des risques rattachée à la Direction de la réglementation de la sécurité publique.

Il n'est d'ailleurs pas anodin que l'élu responsable de la prévention et la gestion des risques soit le 1^{er} adjoint. Il a délégué à un autre élu le volet Plan communal de sauvegarde. C'est donc un sujet important dont la Ville a bien mesuré l'ampleur.

La Cellule de prévention et de gestion des risques (CPGR) est à la croisée entre l'objectif de conciliation des problématiques locales et des problématiques planétaires. Cette Cellule gère la problématique des impacts sur le territoire communal des dérèglements climatiques. Ceux-ci sont de plusieurs ordres : canicule, grand froid, inondation.... Mais Montpellier, huitième ville de France, est aussi sensible aux événements de sécurité civile technologique (industriel, transport de matières dangereuses, chute d'avion...), sociale (manifestation importante...), ou encore, terroriste. La CPGR travaille aussi sur ces questions avec l'appui des services de l'Etat et plus particulièrement du SIDPC (Service interministériel de défense et

de protection civile).

Résultats

La Ville de Montpellier en ayant créé la Cellule de Prévention et de Gestion des Risques (CPGR), en juillet 2011 prolonge sa volonté de cohésion territoriale. Quel que soit le quartier ou la population touché par les conséquences d'une crise la Ville déploie les moyens matériels et humains pour leur porter assistance dans les meilleures conditions avant, pendant et après la crise.

En outre cette Cellule a pour mission la réactualisation des procédures en cas de risques, la préparation du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et la rédaction du Document d'Informations communales sur les risques majeurs (DICRIM) à destination du public.

Cette cellule travaille en transversalité avec d'autres services de la Ville pour une efficacité avant, pendant et après la crise. Par exemple les Plans de prévention du risque inondation (PPRI), comme les plans de prévention des risques incendie (PPRIF), permettent de limiter les impacts de ces deux types de risques. Mais si malgré tout, ce risque intervient les procédures élaborées et le Poste de commandement communal permettent de réagir très vite en impliquant le maximum de services municipaux et de partenaires extérieurs.

La simulation régulière de crises (inondation, incendie, attentat terroriste...) comme l'activation du PCC pour le grand froid durant l'hiver 2012 permettent une mise à jour régulière des procédures comme une mobilisation permanente des personnes référents.

La Ville, en mettant en œuvre une politique concernant les risques, poursuit plusieurs objectifs liés au développement durable :

- En cas d'événement de sécurité civile survenant sur le territoire communal la population doit être prioritairement protégée. Il ne doit pas y avoir d'atteinte aux biens et équipements tout en maintenant la continuité des services publics (transports, écoles, hôpitaux, crèches...)
- Tout le long de l'année la Ville sensibilise à la culture du risque le personnel municipal et les populations par l'information préventive et l'élaboration de procédures adaptées pour faire face aux risques majeurs pouvant toucher le territoire.
- La Ville et les services communaux préparent une organisation communale de sécurité civile, réactive et adaptée (préparation de la mobilisation des services communaux et des partenaires), pour faire face à la survenue d'un risque sur le territoire mais aussi par la mise en place de procédures et d'outils opérationnels, nécessaires aux actions communales de sauvegarde qui consistent à alerter, informer, protéger, interdire, évacuer, accueillir, accompagner, soutenir ...

Les services de la Ville en réalisant régulièrement des exercices de simulation de crise (simulation inondation en avril 2012, simulation accident tunnel Comédie en octobre 2012, simulation accident NRBC(Gestion du risque radio nucléaire (NR) ; Gestion du risque biologique (B),Gestion du risque chimique (C)), en partenariat avec la Préfecture en novembre 2012...) mobilisent et forment les agents de la collectivité et les services partenaires à la gestion d'une crise.

- Le Plan Communal de Sauvegarde élaboré en 2007 sera réactualisé en 2013

Cette stratégie de la Ville a pour objectif primordial la protection des populations, la protection des biens et des équipements et la continuité des services et des moyens de transports. Elle participe activement au développement durable.

La gestion des risques: un travail transversal

Dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan communal de sauvegarde et de son volet ultime l'ouverture du Poste de Commandement Communal, situé physiquement au niveau - 1 de l'hôtel de ville, les services municipaux et les partenaires de la Ville sont amenés à travailler de manière transversale pour rendre plus efficace le travail de défense et de protection des populations et des biens. Un exemple est le travail engagé durant l'été 2012 entre différents services dont le Parc Darwin, la Direction Paysage et Biodiversité, la CPGR, les pompiers, la police municipale et nationale pour le risque incendie. Cette transversalité permet la mise en oeuvre des pouvoirs de police du maire qui jouent un rôle important en matière de prévention des risques avec l'appui de la Police municipale et de la vidéo protection utilisée à cette occasion. En réunissant différents services liés à la prévention et la sécurité au sein d'une même direction le Maire a donné plus d'efficacité à la prévention et la gestion des risques pour protéger durablement le territoire communal.

Etude des risques et de vulnérabilité de la ville de Montpellier.

La Ville a souhaité dans le cadre de la révision de son Plan Communal de Sauvegarde (PCS) s'appuyer sur une étude globale des risques pouvant survenir sur le territoire communal. Du feu de forêt au risque chimique, de l'accident d'aéronef au risque de verglas, l'étude montre les points de vulnérabilité du territoire. Le Plan Communal de Sauvegarde va tenir compte lors de sa révision en 2013 de tous ces aspects pour y apporter des solutions et s'inscrire dans le cadre d'un plan de continuité des services et la protection des biens et des personnes, cela sans attendre une éventuelle crise. Si la crise devait intervenir la Ville aurait les moyens de réagir de manière plus efficace grâce aux procédures élaborées pour y faire face. Mais sans attendre la Ville organise régulièrement des simulations de crise permettant d'affiner ce travail

LE PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE (PCS)

EcoRepères

Le code de la sécurité intérieure du 1er mai 2012 reprend les anciens textes concernant les principes généraux et d'organisation de la sécurité intérieure ainsi que de la sécurité civile (ex : loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile). Sur les risques majeurs, il répertorie :

Les acteurs de sécurité civile
La protection générale de la population
L'organisation des secours et gestion des crises

Résultats

La réponse aux situations d'urgence exige la mobilisation rapide de tous les moyens publics et privés et leur coordination efficace sous une direction unique. Le **directeur des opérations de secours (d.o.s)** est dans le cas le général, le plus fréquent, le maire au titre de ses pouvoirs de police. En cas d'événement grave sur le territoire, la mairie de Montpellier alerte le préfet et active son **plan communal de sauvegarde (pcs)**. Cet outil organisationnel « regroupe l'ensemble des documents de compétence communale contribuant à l'information préventive, à la protection et au soutien ». Au Regard des risques connus. Pour Cela, Il :

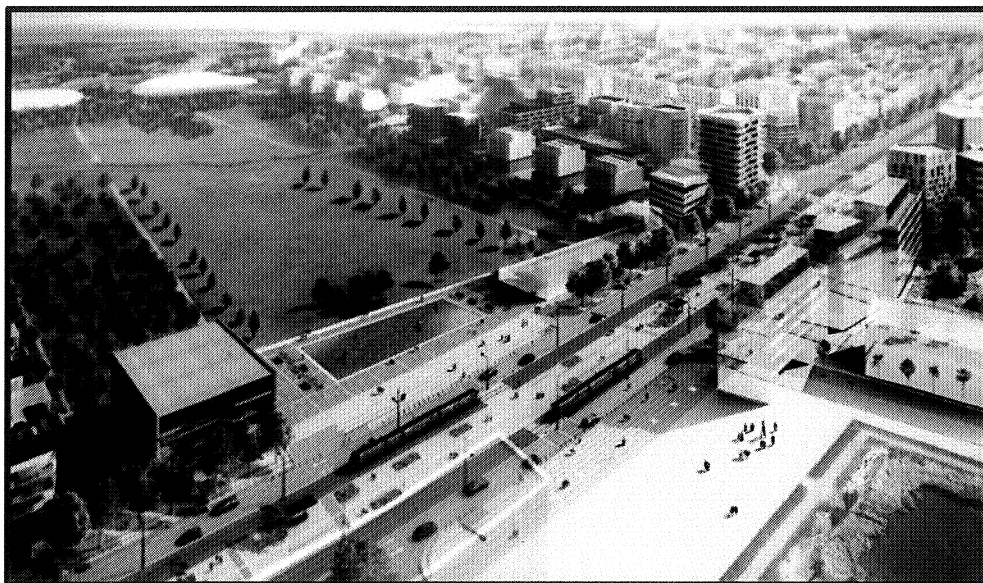
- détermine les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes
- fixe l'organisation communale nécessaire a la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité
- définit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population
- recense les moyens disponibles sur le territoire

Le plan communal de sauvegarde (PCS) de la ville de Montpellier se veut une réponse de proximité à l'événement. Il permet de préparer et d'organiser les différents services communaux, opérateurs publics et associations agréés de sécurité civile de notre ville, a la survenue d'un événement majeur. Le PCS place le citoyen au cœur de sa démarche. Avec pour objectif que chaque montpelliéraine et montpelliérain soit capable de faire face aux risques grâce à une bonne connaissance des consignes de prévention et de participer ainsi, à son niveau, a la « sécurité civile".

Néanmoins, si la gravité de l'événement est de nature à annihiler ou à dépasser les capacités locales d'intervention, la gestion des opérations relève alors de l'autorité préfectorale qui agit dans le cadre d'un plan d'urgence (plan ORSEC, plan particulier d'intervention...). Les principes d'action du PCS restent toutefois valables puisqu'ils s'intègrent dans la structure départementale mise en œuvre.

PISTES D'AMELIORATION

Poursuivre l'information grand public



Le prochain projet urbain 2040

En décembre 2012, la Ville de Montpellier a engagé une démarche de prospective urbaine afin de renouveler sa stratégie, et son projet à l'horizon 2040.

Pour l'accompagner dans ce travail, elle a sélectionné, à l'issue d'une procédure de concours, une équipe pluridisciplinaire conduite par un duo d'architectes-urbanistes italiens : Mme Paola Viganò et M. Bernardo Secchi. Pour autant, dessiner le futur de notre ville ne doit **pas** être une **affaire de spécialistes**. C'est éminemment l'affaire de tous. L'expertise des habitants est très utile. C'est pourquoi, la Ville de Montpellier souhaite que cette démarche soit l'occasion d'un débat citoyen, d'une confrontation d'idées qui enrichissent l'élaboration du projet. Dans cet esprit, Mme le Maire de Montpellier, et M. l'Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme, ont invité le public à participer à la conférence inaugurale organisée le mardi 4 décembre 2012 en présence de : M. Bernardo Secchi, architecte urbaniste (Studio Secchi & Viganò), M. Hervé Nadal, économiste (Cabinet Mensia Conseil, associé au Studio Secchi & Viganò) avec la participation de M. Emmanuel Négrier, enseignant chercheur en sciences politiques (CEPEL Université Montpellier 1) et du Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'urbanisme et à la politique foncière. Des passerelles permettront de mettre en cohérence les actions menées par la ville en matière de prospective, qu'il s'agisse de la prévention des risques, du Plan Climat Energie Territorial ou encore du présent projet urbain pour 2040.

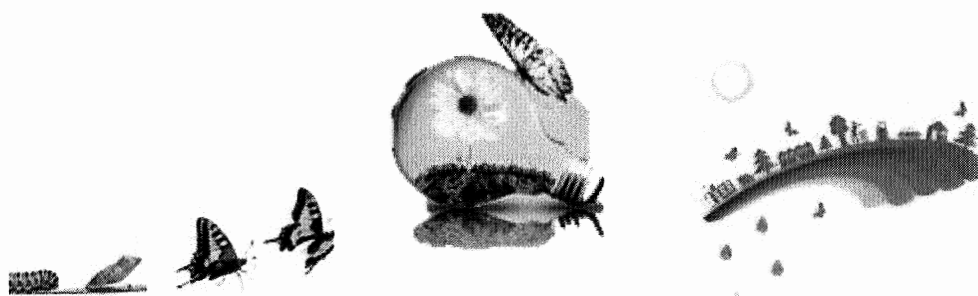


L'architecture contemporaine se marie avec des formes et fonctionnements d'antan. Et notamment la réappropriation de la rue ; pour retrouver la rue d'avant, qui ne soit pas sacrifiée à la présence de la voiture, mais le prolongement de la maison ou de l'appartement (Projet Avenue Clémenceau)

Agir pour la biodiversité et la nature en ville



La préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources



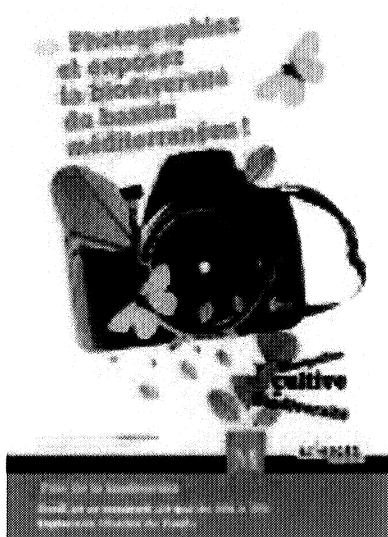
Enjeux...

Les atteintes à la biodiversité sont principalement dues à la destruction d'habitats, la pollution et la fragmentation des écosystèmes, l'exploitation des ressources et l'introduction d'espèces exotiques. Le changement climatique lié aux activités humaines a également un impact très fort sur la perte de biodiversité généralisée à l'échelle planétaire. Il a une incidence sur la répartition des espèces, la taille des populations et la période de reproduction ou de migration... A la fin du siècle, le changement climatique pourrait devenir le principal facteur de perte de biodiversité à l'échelle mondiale. (Source : Millenium Ecosystem Assesment).

EcoRepères

Selon le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat (GIEC), si le réchauffement moyen de la planète excédait **1,5 à 2,5 °C** par rapport à 1980-1999, le risque d'extinction de **20 à 30 %** des espèces recensées à ce jour serait probablement accru. Si la température s'élevait de plus de **3,5 °C**, les modèles prévoient que **40 à 70 % des espèces recensées pourraient disparaître** de la surface du globe.

Pour freiner cette érosion de la biodiversité, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a décidé de créer une convention internationale sur la diversité biologique dès 1992. La **Convention sur la Diversité Biologique** (CBD) est un traité adopté lors du sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, avec trois buts principaux : la **conservation de la biodiversité** ; l'**utilisation durable** de ses éléments ; et le **partage juste et équitable** des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques.



La dixième conférence des Parties de la CBD de Nagoya au Japon en 2010 (COP 10), a fixé de nouveaux objectifs et stratégies pour stopper la perte de biodiversité.

Au niveau national, la **stratégie nationale pour la biodiversité** 2011-2020 est la déclinaison française des engagements internationaux actés à Nagoya en 2010. Elle s'intègre à toutes les politiques publiques et à tous les secteurs d'activités – eau, sols, climat, énergie, agriculture, forêt, urbanisme, infrastructures...

Le premier **Sommet sur les villes et la biodiversité**, s'est également tenu à Nagoya, avec la participation de 650 représentants municipaux, dont 200 maires. Les participants à ce sommet ont alerté la communauté internationale sur l'importance de l'action locale pour la biodiversité, contribuant ainsi à l'adoption de la décision X/22 par la Conférence des Parties en octobre 2010. Cette décision et son annexe « le Plan

d'action sur les gouvernements infranationaux, villes et autres collectivités locales pour la biodiversité », a permis de mettre en avant le rôle des autorités locales dans la protection de la biodiversité.

Le bassin méditerranéen est une zone géographique présentant une biodiversité particulièrement riche, elle est à ce titre un **Hot-Spot** de biodiversité au niveau international. Cette zone est aussi très vulnérable, soumise à une urbanisation forte, l'exploitation non durable des ressources et la dégradation des écosystèmes.

La Ville de Montpellier s'est engagée depuis 2010 dans un **plan Biodiversité**, outil visant à mieux gérer la biodiversité urbaine, et s'intégrant dans les stratégies nationales, européennes et internationales de protection de la biodiversité.

En reconnaissance de son implication la ville a reçu deux distinctions prestigieuses en 2011 : « **Capitale française de la biodiversité 2011** », décernée par Natureparif, sur le thème « Biodiversité et planification urbaine » et « **Capitale européenne de la biodiversité** » décernée par la Commission Européenne.

Montpellier fait partie du comité de pilotage de la CBD sur l'Initiative pour les villes et la biodiversité, tout comme les villes de Bonn, Montréal, Mexico, Curitiba, Nagoya et Hyderabad.

Les activités et projets de la ville en faveur de la biodiversité...

La ville développe la mission « Biodiversité »

Un service Biodiversité et Patrimoine a été constitué au sein de la direction Patrimoine et Biodiversité, début 2012. Ce nouveau service accompagné par la création d'un poste technicien biodiversité aura comme principaux projets : la mise en œuvre du plan biodiversité 2010-2014, l'évaluation de l'avancement du projet et de ses mesures, ainsi que la valorisation et l'amélioration de la démarche menée au niveau local grâce au développement de réseaux d'échanges internationaux.

Le Plan Biodiversité de la Ville

Le plan biodiversité de la Ville, établi pour la période 2010-2014, présente plus de 70 actions en faveur de la biodiversité. Ces actions sont orientées en trois grandes thématiques « Observer et connaître », « Conserver et restaurer », « Sensibiliser et éduquer ». Le comité de pilotage se compose des techniciens des services de la Ville, des élus concernés, et s'appuie sur un comité de suivi scientifique et associatif : partenaires universitaires, Agropolis, association Tela Botanica, les Ecologistes de l'Euzières, le Conseil Consultatif des quartiers... Un comité de pilotage a lieu tous les 6 mois.

Afin d'évaluer l'état de la biodiversité montpelliéraine, un travail de fond est mené sur la création d'indicateurs de suivi selon l'Index de Biodiversité Urbaine, également appelé Index de Singapour. Cet indice établi au niveau international est composé de trois grands groupes d'indicateurs : **Biodiversité urbaine native**, **Services écosystémiques rendus par la biodiversité native** et **Gouvernance et management de la Biodiversité urbaine**. Comportant au total 25 indices de pression, état et réponse de la biodiversité urbaine et sa gestion, cet indice permettra d'évaluer l'état de la biodiversité au niveau local ainsi que les politiques de gestion mises en œuvre. Certains de ces indicateurs ont notamment été pris en compte dans la réalisation du guide Aura, référentiel en urbanisme durable réalisé par la Ville.

Dans le cadre du Plan Biodiversité, des programmes d'études scientifiques ont été menés en 2012 en collaboration avec le CEF (Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive)/CNRS concernant le suivi des mésanges et avec le Muséum d'Histoire Naturelle pour l'étude des chauves-souris présentes sur la Ville de Montpellier.



Fig. : Suivi de la nidification des mésanges

Les événements majeurs « Biodiversité » organisés par la DPB en 2012

La 4ème Fête de la Biodiversité a été organisée en 2012 par la Ville, du 24 au 25 mai, sur le thème de « La Biodiversité Méditerranéenne ». Cette manifestation qui regroupe de nombreux partenaires œuvrant à la connaissance et à la protection de la biodiversité sur le territoire montpelliérain, propose des stands (35 stands en 2012) et des animations thématiques. Cette année, la manifestation a attiré plus de 800 scolaires sur 2 jours.

Un atelier « Stratégie de protection de la biodiversité en région méditerranéenne », a été organisé du 17 au 20/01/2012, en collaboration avec le secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) et l'ICLEI-Gouvernements locaux pour le développement durable.

Cet atelier visait à coordonner l'action locale et nationale dans la région du bassin méditerranéen, à mettre en œuvre le Plan stratégique Biodiversité 2011-2020 de la CBD mais aussi à aider les gouvernements locaux dans la réalisation des 20 objectifs d'Aichi pour la région méditerranéenne. Au total dix-sept pays méditerranéens y étaient représentés. Ces rencontres ont initié la création du réseau MediverCities.

L'implication pour la Biodiversité à l'international

Le réseau MediverCities rassemble des collectivités et institutions méditerranéennes impliquées dans la gestion de la biodiversité. Ce projet à l'échelle de la région méditerranéenne a pour objectif le partage d'expérience en matière de gestion de la biodiversité et vise à améliorer la mise en œuvre des objectifs et recommandations de la Convention sur la Diversité biologique (CBD) en renforçant la coopération régionale.

Le développement du réseau est actuellement en cours. La Ville de Montpellier en collaboration avec le Secrétariat de la CBD, l'ICLEI (Gouvernements locaux pour le Développement durable) et les membres du comité directeur de MediverCities, œuvre à la définition des objectifs, statuts et futurs outils du réseau. La Ville de Montpellier doit accueillir à terme son secrétariat et la conférence de lancement du réseau est prévue pour le mois d'avril 2013 à Sarajevo.

Trame verte et bleue

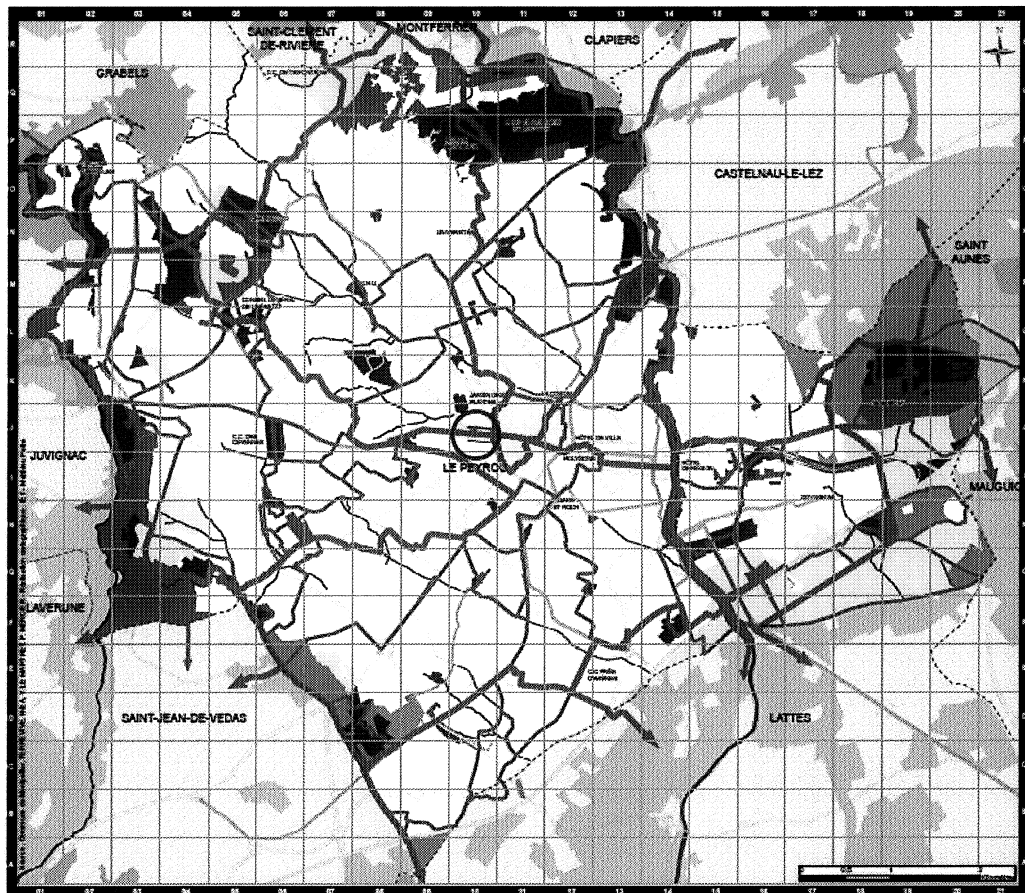
La Trame verte et bleue (TVB) est une mesure phare du Grenelle de l'Environnement qui vise à enrayer le déclin de la biodiversité par la préservation et la restauration des continuités écologiques. Cet outil d'aménagement du territoire a pour objectif la reconstitution d'un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales de circuler, s'alimenter, se reproduire...

La candidature de Montpellier a été retenue lors de l'appel à projet lancé par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, visant à la préservation et la restauration des continuités écologiques : « Elaboration de trames vertes et bleues urbaines et valorisation de friches ». Le projet TVB porte sur la mise en œuvre, la promotion et le développement des continuités biologiques sur la frange sud-est de la Ville de Montpellier, entre le domaine de Grammont et l'Agriparc du Mas Nouguier.

Cette trame poursuit les objectifs du schéma directeur des réseaux verts (cf. carte ci-

dessous) et de la Marathonienne en reliant les différents espaces verts urbains entre eux, qu'il s'agisse de parcs aménagés, de bordures de voiries ou encore de friches. Le but n'est pas de créer un biotope unique et homogène mais justement d'appuyer les particularités biologiques de chaque lieu et d'encourager les interactions entre les milieux.

Fig. : Carte des futures continuités écologiques de la Ville



Cinq sites majeurs sont privilégiés : le parc des Pastourelles, les berges de la Lironde, les rives du Lez, la plaine de Combemale et la voie ferrée de Provence. Concernant la Marathonienne, le tronçon sur l'Aqueduc Saint-Clément compris entre les rues Croix de Lavit et Saint-Priest est à l'étude et sera réalisé au plus vite.

Le budget alloué par le Ministère pour aider la Ville à mettre en œuvre ce projet est de 200 000 euros.

Labellisation « EcoJardin »

La Ville de Montpellier s'inscrit dans une démarche de labellisation écologique dans le cadre de son plan d'action pluriannuel en faveur de la biodiversité. La labellisation écologique se base sur la mise en place d'une gestion des espaces verts respectueuse de l'environnement.

Un label de gestion écologique tel que le label «EcoJardin» permet d'améliorer continuellement la gestion écologique conduite par le service gestionnaire des espaces verts, de valoriser le travail effectué au quotidien par les jardiniers et de sensibiliser le public à la gestion écologique.

L'association Plante & Cité a créé ce label en collaboration avec les gestionnaires d'espaces verts publics afin de récompenser les pratiques de jardinage respectueuses de l'environnement. Le label EcoJardin® permet de labelliser un espace vert pour une durée de trois ans. Il est accompagné d'un référentiel de gestion écologique des espaces verts qui définit les différents critères que le gestionnaire doit respecter, afin d'obtenir le label, dans une optique de développement durable : gestion de l'eau, de la biodiversité spontanée et plantée, du sol, sensibilisation du public et évolution des modalités d'entretien...

L'objectif de la Ville pour 2012 est de proposer à la labellisation 3 parcs et jardins municipaux : le domaine de Méric, le parc Font-Colombe et le parc Clemenceau. A terme ce sont 12 parcs que la Ville souhaite pouvoir labelliser dans les années à venir.



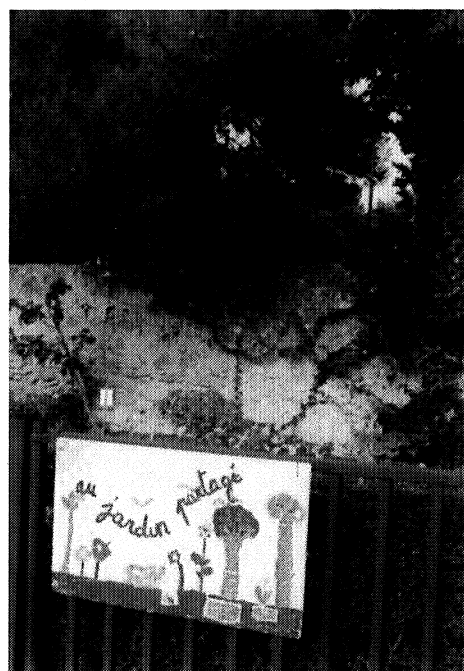
Fig. : Le parc Font-Colombe proposé à la labellisation en 2012

Elaboration du document d'objectifs du site Natura 2000 « Le Lez »

L'ensemble des formations boisées, buissonnantes et herbacées présentes sur les rives du Lez constituent une ripisylve. Cet écosystème possède une biodiversité importante ainsi qu'un intérêt patrimonial fort. Il est essentiel de préserver et de gérer ces milieux afin de maintenir un état de conservation satisfaisant.

Le lez est inclus dans le réseau européen de sites Natura 2000. Le document décrivant les modalités de sa gestion : le document d'objectifs du site, indispensable sur chaque site Natura 2000, est en cours d'élaboration.

Les groupes de travail auxquels la direction participe œuvrent à la définition de ce document. Ces groupes de travail sont repartis en trois thématiques : gestion de l'eau et des milieux aquatiques, activités de pleine nature et activités agricoles. Les réunions de ces groupes de travail permettent de définir les objectifs de développement durable du site qui seront ensuite déclinés en actions afin de préserver la biodiversité du Lez.



Les jardins partagés et l'opération Jardin DeMain

Le jardin partagé de Clemenceau

Tab. : Les jardins partagés de la Ville en 2012 et leurs surfaces respectives

Jardin partagé	Surface m²
Clemenceau	250
La Cavalerie	400
Bagatelle	240
Rimbaud	230
Saint Martin	210
Carré Jupiter	260
La Carriera	1 160
La Pompignane	800
Mélina Mercouri	700
Jardi Demain	1 160
Sainte Odile	260
Magnol	120
Verger partagé	2 153
Total	7 943

La Ville compte actuellement **13 jardins partagés** qui représentent une surface de presque **8000 m²**. Ces jardins gérés par les associations locales, ont entre autres pour objectif la sensibilisation des citoyens à la biodiversité. La direction poursuit le développement de ces jardins partagés avec une création prévue prochainement au Mas Nougier, au sein de l'Agriparc.

Le dispositif Jardin DeMain vise à créer en 24h de nouveaux jardins en collaboration étroite avec les habitants du quartier et les associations locales. Suite à la réussite de la création réalisée précédemment la DPB prévoit de renouveler l'expérience pour 2013 et certainement en 2014.



Dispositif Jardin DeMain

Pistes d'amélioration

- En 2013
 - *Présentation de trois nouveaux parcs de la Ville pour l'obtention de la labellisation « EcoJardin »*
 - *Lancement des inventaires naturalistes dans le cadre du projet « trame verte et bleue urbaine »*
 - *Prolongement du cheminement de la Marathonienne (secteur nord-ouest de la ville)*
 - *Amélioration des pratiques de gestion :*
 - *utilisation de vivaces méditerranéennes adaptées pour limiter l'arrosage des espaces verts de la ville,*
 - *identification de secteurs privilégiés au sein des espaces verts pouvant être gérés de manière plus libre afin de favoriser l'installation d'une biodiversité spontanée et locale,*
 - *prise en compte accrue de la problématique des plantes invasives,*
 - *pré-étude de nouvelles méthodologies pour la réalisation de toitures végétalisées en climat méditerranéen (...)*
 - *amélioration de la connaissance de la biodiversité montpelliéraine (inventaires naturalistes et compilation de données existantes)*

- Lancement officiel du réseau MediverCities, réseau international de collectivités locales méditerranéennes accompagnées de leurs partenaires scientifiques et d'institutions internationales. Réseau visant à favoriser le partage d'expériences entre les acteurs en vue d'améliorer la gestion de la biodiversité au niveau local.
- Inventaire des potentialités de création de jardins familiaux et partagés ainsi que l'installation de nouvelles formes d'agriculture urbaine
- Structuration de la gestion des jardins familiaux sous la forme associative.
- Réactualisation de la Charte de l'Arbre rédigée en 1996, présentant les principes de bonne gestion et de respect du patrimoine arboré urbain
- Labellisation AOC Grès de Montpellier pour une partie du vignoble du Mas Nouguier, suite à la conversion en agriculture biologique

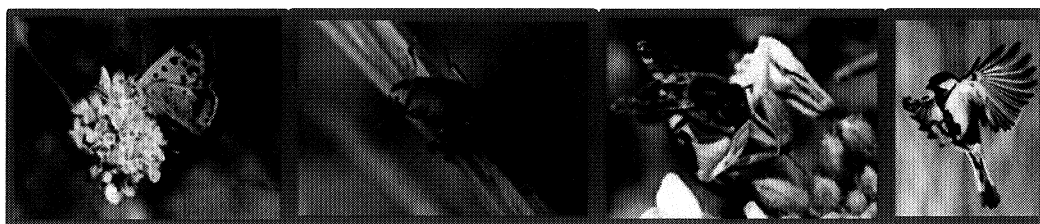
Le CCAS et l'écojardinage

- Utilisation d'engrais BIO pour l'ensemble des travaux de jardinage réalisé en 2010.

FOCUS



Valoriser les espèces locales du PARC DARWIN



Enjeux Pour que des espèces animales et végétales s'installent spontanément en ville ou l'empruntent dans leurs déplacements, il faut qu'elles puissent y accéder, d'où l'intérêt de maintenir des corridors écologiques et des espaces dédiés à la préservation de la biodiversité.

Dans un contexte méditerranéen révélateur des défis de notre temps en matière de gestion de la biodiversité, de changement climatique, d'aménagement du territoire et de pression démographique, puisque la méditerranée est l'un des « hotspots » de biodiversité mondiale (MYERS *et al.*, 2000), la biodiversité en ville est de plus en plus sollicitée (LUGINBUHL, 2001).

De plus, la prise en compte des aspects environnementaux dans les aménagements aujourd'hui répond à une demande pressante d'assurer une meilleure qualité de vie à tous.





EcoRepères

Situé dans un contexte urbain et méditerranéen, le parc Darwin de Montpellier représente l'espace vert le plus étendu de la ville et constitue un lieu de promenade, de détente et de loisir pour les citoyens. Quatre rôles théoriques des parcs zoologiques (conservation, éducation, accueil du public et recherche) ont été définis par l'Association Européenne des Zoos et Aquariums (EAZA). Une réflexion sur la place du parc Darwin dans la ville de Montpellier incluant : (1) la réalisation d'un état des lieux écologique et paysager du site essentiellement basé sur un diagnostic de sa végétation et de sa dynamique ; (2) l'analyse des représentations sociales liées au parc Darwin et portées par ses visiteurs et (3) la compréhension du système d'action associatif montpelliérain d'éducation à l'environnement et l'insertion du parc Darwin dans ses missions et projets, a été menée en 2011.

Ce travail s'est appuyé sur des enquêtes de terrain auprès des visiteurs, des associations et des gestionnaires du parc Darwin, des observations de terrain ainsi que sur des recherches bibliographiques. Différents résultats montrent l'importance sociale et écologique du parc Darwin comme un site doté d'une richesse de milieu. La dynamique végétale combinée à l'activité anthropique a entraîné une modification du paysage au fil des ans. Le maintien d'une garrigue en ville est aujourd'hui l'un des enjeux du parc zoologique. Cet aspect est propre au Parc Darwin de Montpellier et fait partie des réflexions de développement, que ce soit en termes de communication, de partenariats, de pédagogie, d'aménagements ou de paysage.

Résultats

2012

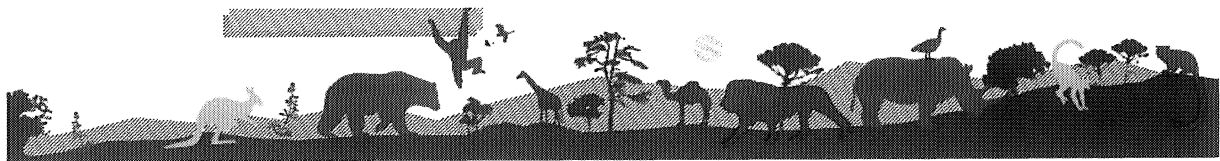
Jusqu'à aujourd'hui, concernant le parc Darwin, les animaux exotiques, occupaient plutôt le devant de la scène. Au XX^e siècle, une réelle prise de conscience de la dégradation accélérée des milieux naturels et de la faune qui y habite, en particulier certains écosystèmes (forêts tropicales...) emblématiques, a progressé dans les esprits. Aujourd'hui, nous voulons aussi parler de notre biodiversité locale, ce qui permettra une vision globale et locale à la fois. Le projet qui arrive vise à expliciter et à interpréter la faune et la flore locale, en complément de la diversité des espèces habitant le parc Darwin.

Le bois de Montmaur, la Réserve du Lez et le parc Darwin vont devenir une réserve de la biodiversité (végétale et animale).

Le parc Darwin va récupérer le rucher du Mas Nouguier, et le projet d'installer un troupeau de moutons et de chèvres pour effectuer un débroussaillage naturel, est en cours (peu d'émissions de CO₂, pas de bruit, pas de carburant...).

Situé à côté du complexe Agropolis, Sup Agro, Institut de Recherche et de Développement...l'ancien verger de la Ferme pédagogique sera dédié à l'éco jardinage et autres techniques respectueuses du milieu naturel.

Que deviennent donc les déchets verts du parc Darwin? Ils ne sont à ce jour pas recyclés sur place (les moyens à ce jour ne sont pas disponibles : machines...), mais sont récupérés par une entreprise locale qui les transforme en plaquettes de bois.



Risque d'incendie : fermetures de sites

En présence d'un fort risque d'incendie, les sites du massif forestier de Montmaur et la réserve naturelle du Lez sont fermés au public.



Serre amazonienne

Un endroit unique à Montpellier pour l'animation grand public aux questions de développement durable.

Développement des visites pédagogiques pour les scolaires. Une sensibilisation à l'environnement au travers de supports exposés (déforestation à travers une vision animalière, certification des bois, érosion des sols, orpaillage et mercure ...).

Un prompteur sur la surface totale des forêts tropicales du monde (arrêté à la date du 05/12/2012 à 12h 00) indique le rythme de la déforestation :

9 914 448 730 hectares

(Nous mettrons en place un tableau de suivi année après année)

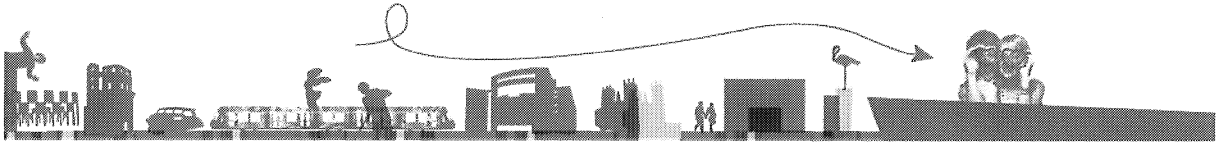
- Un audit en cours doit amener des préconisations sur la sécurité, le développement durable (eau et assainissement...) du site.

Pistes d'amélioration

- Réfléchir au report modal de certains véhicules vers les Vélos à Assistance Electrique.
- Le constat est que pour l'instant, aucune des cabanes abritant les animaux du parc zoologique, n'est isolée, mais une réflexion sur ce point est en cours.

Elle pourrait être suivie d'une réflexion sur les modes de chauffage utilisés pour ces mêmes abris. Pour l'instant le mode de chauffage est soit électrique, soit au gaz. Celui des girafes fonctionne au bois.

LA VILLE AMÉNAGEUSE SUR LE LONG TERME



Enjeux En 1994, la conférence d'Aalborg définit ce qu'est une ville durable (en reprenant les critères de définition du développement durable, définis en 1987 dans le rapport Brundtland et adoptés en 1992 au Sommet de la Terre à Rio. La notion de "ville durable" invite les acteurs territoriaux à repenser la ville dans une approche intégrée, prenant en compte les principes de cohérence, d'amélioration continue et de gouvernance partagée et respectant l'interdépendance des exigences environnementales, économiques et sociales. Les différents usages d'une ville : déplacements, habitat, activités économiques, loisirs, etc. doivent être envisagés selon la prise en compte des finalités du développement durable comme la lutte contre le changement climatique, la préservation des ressources, l'économie sociale et environnementale, la santé et le bien-être de tous, la coopération internationale, l'éducation au développement durable (Comité 21. <http://www.comite21.org>). La ville de Montpellier participe régulièrement aux événements organisés par le Comité 21 ; le 19 juin les élus représentants de la ville de Montpellier sur le thème : « la ville durable, une utopie concrète » ont participé, lors de la conférence Rio+20 : sous formes de retours d'expériences, et de recommandations opérationnelles à cette rencontre. En présence de 200 personnes, les stratégies urbaines et humaines durables des collectivités européennes présentes ont été source de réflexion.

Aménager à long terme et Innover



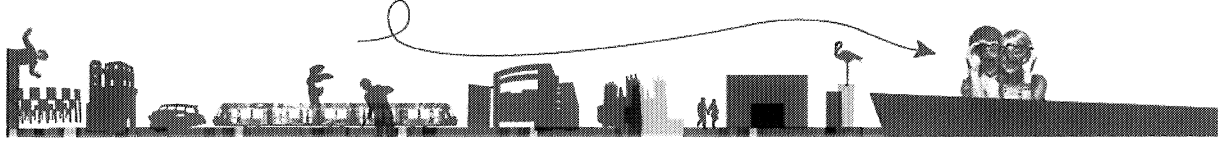
Enjeux Avec 300 000 habitants à l'horizon 2040, Montpellier doit désormais penser son développement par un réinvestissement de ses quartiers. La Ville a ainsi engagé en 2011 une démarche de prospective pour les trois décennies à venir, afin d'orienter et d'encadrer la croissance urbaine à venir. Une croissance qu'il convient de conjuguer avec l'ambition écologique d'une ville économe en espace et en énergie, mais aussi porteuse de valeurs de bien-être et de qualité de vie. Il sera demandé aux architectes-urbanistes, de proposer plusieurs opérations emblématiques, à l'échelle des quartiers. Ainsi, autour de l'avenue du Père-Soulas, traversé par le Verdanson, invisible et inaccessible, le duo a déjà imaginé un projet de reconquête du ruisseau avec la création d'un parc et d'une promenade urbaine jusqu'au Château d'O. Le travail confié à l'équipe Secchi - Vigano pour dessiner le Montpellier de **2040** se déclinera au travers des différentes politiques publiques, notamment la prochaine révision du Plan local d'urbanisme. Ce projet sera développé en 2013 en étroite concertation avec les habitants par des ateliers citoyens et des réunions publiques.



**« Faire de Montpellier
une ville nature, pour que
chacun soit à moins de
500m d'un espace vert et à
moins de 500m d'un arrêt
de tramway ».**

Le parc public Georges-Charpak de 7 hectares, dans le quartier Parc Marianne.

Le Génie Urbain priorise les besoins



Enjeux et repères

Les objectifs généraux des missions de Génie Urbain

- La maîtrise patrimoniale
- La maîtrise des coûts globaux de fonctionnement
- La maîtrise de l'exploitation
- La maîtrise des savoir faire

La stratégie

- La responsabilisation
 - Individuelle
 - Collective
- La généralisation de la gestion patrimoniale
 - L'administration des métiers et du patrimoine
 - Les référents métiers
 - La mise en place des indicateurs de gestion
 - Le principe de l'évolution permanente
 - Collective
 - Individuelle

Résultats

En 2012

L'éclairage public : La ville compte 35000 points lumineux.

A terme, les amorces électroniques devront remplacer les balastres. Actuellement sont mises en place des zones de test sur une durée de 4 à 5 ans afin de vérifier la fiabilité technologique et de capitaliser des retours d'expérience, notamment en ce qui concerne les éclairages avec LED (Diode Electroluminescente. Un LED est également appelé une diode légère. C'est un semi-conducteur électronique qui ne nécessite qu'un très faible apport énergétique pour émettre de la lumière).

Les tests de contrôle se font à distance depuis. Cela génère une rationalisation du fonctionnement et évite des déplacements inutiles. Le planning des tournées d'astreinte a ainsi été modifié.

L'eau et l'urbanisme: depuis que la ville a repris en gestion les Fontaines, elle réalise des économies.

Le dispositif alerte crûes: il est en cours de rénovation et sera opérationnel en octobre 2012 (transmission satellitaire par le système de satellites Iridium, parfois appelé simplement Iridium, est un système global de communications utilisant une constellation de satellites défilants. Il permet de communiquer sur toute la Terre entre des terminaux mobiles, terrestres ou maritimes, et des fournisseurs d'accès). Ainsi, en cas de défection du système GSM (Système cellulaire numérique de communication avec des mobiles ou entre mobiles, destiné principalement aux communications téléphoniques) on basculera sur ces satellites. Cela va augmenter la sécurité, et en principe, la rapidité d'intervention (même système d'alerte qu'à Haïti).

- Le schéma hydraulique du Verdanson va être réactualisé. La question qui a généré cette

adaptation : « qu'est-ce qu'une crue centennale, et quel impact cela peut avoir ? ».

- *Entretien des cours d'eau : gestion au quotidien de la qualité de l'eau des cours d'eau qu'il importe de garantir.*

- *Gestion du patrimoine : 80 à 90% du Système d'Information Géographique est appliqué à la description et à la gestion du patrimoine. Cela permet de hiérarchiser les besoins, selon par exemple l'état de toutes les chaussées, des trottoirs de la ville, l'état de l'accessibilité, de l'éclairage, de l'hydraulique. C'est une aide à la décision pour rationaliser les choix et prescrire des actions.*

- **Sur le plan de l'exploitation :**

Mission coordination des travaux : sur extranet, on propose ces programmations à discussion, elles sont alors confortées ou pas, puis cela permet de voir comment les ordonner dans le temps. Résultat : cela permet des économies financières, on boulesverse moins la matière, donc on réduit notre impact sur l'environnement pour faire le même travail. Les gênes à l'usager sont ainsi réduites, les émissions de CO2 aussi.

- **Gestion des voies et routes :** La peinture à l'eau est utilisée pour des raisons environnementales. Cela nécessite de bien maîtriser la fréquence des applications en fonction des conditions météorologiques). Objectif : économies raisonnées de ressources et de matières premières(inspiré de la démarche Qualité Sécurité Environnement).

- **Étude sur les panneaux de signalisation :** Il est possible de réduire le nombre de panneaux, tout en rationalisant la signalétique afin de maintenir le même niveau de sécurité.

- **Hydraulique :** tonte des berges. Objectif : afin d'éviter l'obstruction visuelle de certains équipements et de la rivière, et de permettre les accès aux piétons.

Pistes d'amélioration

-**Réflexion avant l'action sur l'éco conception** et étude en cours, pour établir un point zéro, évaluer les pratiques et travailler sur le thème au niveau du génie urbain.

Puis une étude pratique sur un dispositif sera menée, pour une recherche d'économies globales (énergie, matériaux pour construire l'espace public ou l'équiper...). Des zones de test sur 4 à 5 ans afin de vérifier la fiabilité technologique...).

Exemple : Utilisation d'enrobé à basse température (comme la ville l'a déjà mis en œuvre, Etant donné le surcoût, il faudrait envisager des économies ailleurs. Mais dans tous les cas, une approche globale permet de voir toutes les phases, investissement et fonctionnement.

-**Lutte contre les inondations** : Suite à la création de la taxe pluviale par la loi sur l'eau du 30 décembre 2006, une des pistes pour dégager de nouvelles ressources en faveur de la lutte contre les inondations, pourrait-être la mise en place de la taxe pluviale. Cela pourrait nous permettre aussi de mener des études sur chaque bassin versant pour mieux mesurer encore les risques.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 prévoit l'instauration, optionnelle, d'une taxe qui permettrait d'établir un financement spécifique pour la gestion des eaux pluviales, se substituant aux budgets généraux des collectivités (texte de loi disponible en annexe 1).

Dans la continuité de la loi sur l'eau, les articles L. 2333-97 et suivants du code général des collectivités territoriales, résultant de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, permettent aux communes ou à leurs groupements d'instituer une taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines.

Une taxe modulable pour la collecte des eaux pluviales ?

La loi offre ainsi aux collectivités la possibilité de créer une nouvelle taxe pour la collecte des eaux pluviales d'un montant maximum de 20 centimes d'euro par m³.

Cependant, les propriétaires qui réalisent des travaux pour diminuer leurs rejets vers le réseau peuvent bénéficier d'un abattement compris entre 10% et 90%. Ils peuvent être totalement exonérés si ces travaux empêchent tout déversement.

Seuls les immeubles d'une superficie supérieure à 600 m² seront assujettis.

OPPORTUNITES : Celle-ci permettrait d'une part de générer des recettes proportionnelles aux surfaces imperméabilisées, et d'autre part, d'inciter les propriétaires, grâce aux abattements prévus, à éviter ou limiter de déverser des eaux pluviales hors de leur terrain

RISQUES : Le risque que les eaux pluviales et de ruissellement puissent polluer le milieu aquatique, et nuire à l'efficacité des dispositifs d'assainissement est entre autre bien présent.

NB : Il existe d'autres pistes concernant l'utilisation et la gestion des eaux pluviales en milieu urbain : recherche de solutions pour stocker, infiltrer, réguler, traiter, valoriser et réutiliser.

L'éclairage public :

Mettre en place des zones de test sur 4 à 5 ans, afin de vérifier la fiabilité technologique des amorces électroniques pour remplacer les balastres.

ZAC et Ecoquartiers impulsent les mutations de la ville durable



Résultats

Deux prix EcoQuartier pour Montpellier en 2011

Dans le cadre du palmarès national Eco Quartier 2011, la Ville de Montpellier a reçu deux prix Eco Quartier récompensant deux projets d'urbanisme lancés à son initiative :

- la ZAC Parc-Marianne, lauréate dans la catégorie « *Approche écologique globale* »
- la ZAC des Grisettes, lauréate dans la catégorie « *Nature en ville* ».

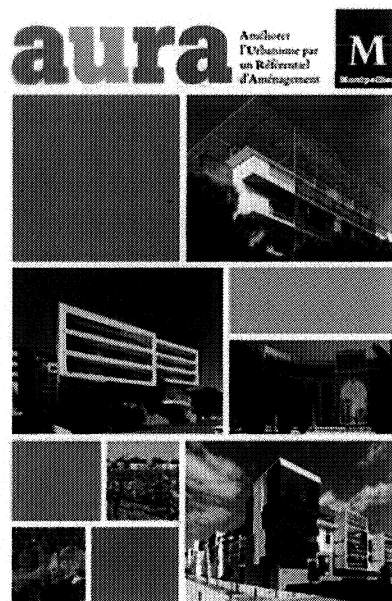


Zac des Grisettes

Ces deux prix témoignent de la volonté de la municipalité de développer son action de façon durable, écologique et de son ambition architecturale avec des cabinets architectes de renom.

Les Grisettes, à l'ouest de la ville constitue un cadre de vie durable, déploie un habitat dense entre ville et campagne, organisé de part et d'autre d'une large Ramla et en lisière d'un agri parc public de 18 hectares, le mas Nouguier où la municipalité produit à la fois du vin, du miel et de l'huile d'olive.

La ville exemplaire crée un référentiel pour une approche environnementale de l'urbanisme



Du fait de leurs compétences dans ces domaines, les collectivités locales ont un rôle essentiel à jouer et sont à même d'apporter une réponse rapide et concrète à ces enjeux. La Ville de Montpellier, impliquée de longue date dans une politique éco-responsable, en particulier dans le domaine de l'énergie, entend être exemplaire en la matière. Cela passe par une intervention sur tous les leviers propres à limiter l'empreinte écologique de son action. Dans une ville en forte croissance démographique et économique, les actions d'aménagement et de construction, dont les incidences sur les indicateurs planétaires sont parmi les plus fortes (réchauffement climatique, consommations énergétiques, gestion de l'eau, pollutions...), sont essentielles.

Néanmoins, si le développement durable est désormais entré dans tous les discours, la définition précise d'un niveau d'exigence pour chaque type d'actions reste le meilleur moyen de passer de la parole aux actes. C'est pourquoi, soucieuse d'innover et d'expérimenter de nouvelles méthodes, la Ville, assisté du bureau d'études Tekhné, a souhaité se doter d'un **référentiel en aménagement urbain dénommé AURA (Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel d'Aménagement)**, accompagné d'objectifs chiffrés et de sa grille d'indicateurs. Ces objectifs ont bien évidemment été adaptés au contexte méditerranéen et urbain propres à Montpellier et deux enjeux ont ainsi été identifiés comme primordiaux : **la maîtrise des consommations énergétiques et la préservation de la ressource en eau.**

La publication de ce guide vient consacrer deux ans de travail concerté avec l'ensemble des services municipaux et des praticiens de l'urbanisme à Montpellier. Par cet outil, **Montpellier** a fait le choix de l'action pour **réduire** efficacement **les consommations énergétiques**, les émissions de **gaz à effet de serre**, **préserver** la ressource en **eau** et assurer le confort d'été **sans climatisation**, sujets particulièrement sensibles sous notre climat.

N'en doutons pas, toutes ces actions ne constituent qu'une première étape et demanderont à être améliorées au fil du temps, en fonction des progrès technologiques, des avancées législatives ou encore des changements de mentalités. C'est un premier pas, important, vers la ville durable que nous cherchons et que nous entendons léguer aux générations futures.

FOCUS

L'acte d'aménager et de construire est loin d'être neutre sur le plan environnemental : le secteur résidentiel et tertiaire (commerces et bureaux) est le plus gros consommateur d'énergie avec **44%** de l'énergie totale consommée en France et est à l'origine de **23 %** de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre.

Sans attendre le Grenelle de l'environnement, la Ville de Montpellier a adopté depuis trois décennies une **politique urbaine volontariste qui s'appuie sur des principes d'aménagement reconnus aujourd'hui comme les plus vertueux**, en matière de développement social, environnemental et économique : densification et compacité des formes urbaines, mixité fonctionnelle et sociale, utilisation d'énergies renouvelables, développement d'un réseau de chaleur, de la fibre optique, mais aussi de modes de transports doux et notamment du tramway, en lien avec l'Agglomération.

Reconnue pour sa politique urbaine volontariste depuis trois décennies, Montpellier souhaite aussi confirmer son engagement dans une politique éco-responsable exemplaire en limitant l'empreinte écologique de son action.

La grille d'évaluation AURA est un outil novateur en Europe. Plusieurs collectivités ont mis en place leur référentiel mais la démarche de coproduction mise en œuvre à Montpellier entre les services municipaux et les praticiens de l'urbanisme est unique.

Concrètement, le guide Aura évalue les projets de plus de dix logements selon une grille de trente indicateurs notés sur un total de mille points maximum. Une opération d'urbanisme est considérée comme performante d'un point de vue développement durable à partir de 750 points.

Désormais, cette grille d'évaluation AURA est la feuille de route de tous les intervenants dans la réalisation des 2700 logements construits par an sur la commune, autant dans le cadre d'opérations public encadrées que dans le diffusi. Même s'il n'est pas réglementaire, la déclinaison de ce guide est fortement incitative à l'instruction du permis de construire.

Il indique les clés pour construire la ville durable de demain.

Cet outil d'aide à la décision est aussi un outil de progression qui se veut évolutif face aux nouvelles réglementations techniques, aux nouveaux matériaux, ou encore les changements de mentalités.

C'est pourquoi la Ville a présenté en octobre 2011 le guide AURA (Améliorer l'urbanisme par un référentiel d'aménagement) qui vise l'amélioration continue de la qualité environnementale et sociale d'une opération d'urbanisme.

Les Avants-Projets (APS) : outils qui œuvrent à la transversalité entre deux services, la DAP (Direction Aménagement Programmation) et la DUOP (Direction Urbanisme Opérationnel).

Les projets de quartiers durables 2012

Port Marianne - Parc Marianne

Port Marianne Rive Gauche, plein soleil sur un quartier durable

Pour sa treizième Zone d'aménagement concerté (ZAC), la Ville de Montpellier fait du développement durable.

Ce nouveau quartier dénommé « Port Marianne - Rive gauche » est situé au Sud de la ville dans le prolongement du quartier Jacques Cœur, le long du Lez et s'étend sur 9 hectares environ.

Sa particularité est d'avoir été entièrement conçu selon les principes du développement durable. Des priorités environnementales, économiques et sociales à l'échelle de la ZAC sont définies par des choix urbanistiques, architecturaux et techniques en accord avec le site. Ce quartier utilise à son avantage les éléments naturels comme l'humidité du Lez, les vents dominants, le soleil afin d'optimiser le confort du quartier et des logements et réduire les consommations énergétiques.

Pierre Tourre, l'architecte en chef de la ZAC va à l'inverse des pratiques, il s'oppose à la minéralisation systématique des quartiers.

Vivre et habiter la ZAC Port Marianne - Rive gauche, c'est bénéficier de l'éclairage naturel, avoir un logement avec une ventilation naturelle en été, bénéficier de capteurs photovoltaïques, d'éoliennes et d'une chaufferie bois pour ses besoins électriques et d'eau chaude sanitaire...

C'est aussi 2,5 hectares d'espaces verts dans lesquels prennent place plus de 1 000 logements qui plongent vers le Lez avec, sur ses berges, une plage aménagée les pieds dans l'eau.

Montpellier prolonge avec la ZAC Port Marianne - Rive Gauche son extension vers la mer de manière raisonnée et durable avec notamment la 3^e ligne de tramway d'ici 2012. Montpellier veut faire de ce quartier un quartier durable, esthétique et fonctionnel à forte dimension environnementale.

Qualité de vie et centralité à Parc Marianne

Véritable poumon vert du nouveau centre-ville de Montpellier, le futur quartier Parc Marianne surprendra par sa capacité à associer ville et nature, qualité de vie et centralité, et transports commun

L'habitat est conçu autour d'un grand parc boisé de quelque huit hectares, le parc Georges-Charpak, traversé de bout en bout par la rivière La Lironde. De larges allées orientées au sud viendront ajouter à la fraîcheur de l'eau, aération naturelle et luminosité méridionale. Et la présence de pergolas optimisera l'interaction entre un intérieur douillettement organisé par chacun, et un environnement exceptionnel permettant de profiter pleinement de notre climat privilégié.

A l'ouest, le bassin Jacques Cœur (futur port de plaisance) et le Lez renforcent l'attrait et l'originalité de ce quartier urbain, réalisé autour d'un patrimoine naturel originellement agricole.

Les immeubles de logements (2 000 logements) de 9 à 5 étages disposés en gradins orientés vers le parc offrent aux habitants un confort paisible. La proximité de nombreux équipements publics offrira un confort supplémentaire aux habitants du quartier.

Liste des intervenants

Maîtrise d'Ouvrage :	Ville de Montpellier
Aménageur :	SERM
Définition urbaine :	Architecture Studio (mandataire), Imagine, Carrés Verts (Paysagiste)

Vision de l'architecte

« La démarche du projet est une composition urbaine où la ville est structurée par des espaces publics et des équipements de proximité. Elle confirme l'orientation de l'urbanisation vers la mer tout en préservant la mixité de la cité. La structure des îlots permet de constituer des espaces bâtis et de donner à la ville une lisibilité. Des couloirs permettent d'apporter une part de nature au centre de la ville. »

Equipements publics du quartier

Equipements des quartiers de Port Marianne (Odysseum, Richter, etc...)

- Collège franco-chinois
- Centre d'arts contemporain
- Proximité des équipements des quartiers de Port Marianne (Odysseum, Richter, etc...)

Accès et transports

Parc Marianne jouit d'une situation stratégique. Le quartier offre le confort d'un réseau de circulation particulièrement efficace avec :

- De grands axes routiers paysagés desservis par l'avenue Pierre Mendès France : autoroute, aéroport international...
- La ligne de tramway n°1 sur l'avenue du Mondial 98 (arrêts : Port Marianne et Millénaire)
- La ligne n°3 entrée en service en avril 2012
- La création au sud d'un nouveau boulevard urbain et la transformation de l'avenue de la Mer en un axe majeur, l'avenue Raymond Dugrand (depuis 4 ans).
- Un réseau de pistes cyclables sécurisé, allées piétonnes et larges trottoirs

Programme de l'opération

Un quartier de 80 ha dont une ZAC de 7 ha au nord du parc étendu au sud sur 8 ha, avec 1 500 logements sur les 13 ha, des commerces en front d'avenue, un hôtel*** sur la place Ernest Granier, un collège, et la cité du corps humain.

Mise en chantier : 2006

Développement durable

La maîtrise des énergies est également un point fort du quartier. Les logements sont conçus avec un objectif de faible consommation énergétique. Ils sont équipés de panneaux solaires pour la production d'eau chaude, de panneaux photovoltaïques pour l'apport d'électricité et pour certain d'isolation extérieure.

En complément de ces équipements, le quartier sera desservi par un réseau de chauffage urbain alimenté à base d'énergie renouvelable : le bois.

Parc Marianne

Le vaste parc aménagé par la Ville constitue le poumon du quartier. Prolongeant le bassin Jacques Cœur, il crée un axe de transparence entre les projets de l'Hôtel de Ville et la Cité du Corps humain. L'urbanisation du quartier s'organise autour de cet axe...

Liste des intervenants

Maîtrise d'Ouvrage : Ville de Montpellier

Maître d'oeuvre : Michel Desvigne et Christine Dalnoky

Vision du **paysagiste**

« Des parcelles agricoles s'organiseront autour d'une grande prairie et chaque parcelle sera abondamment plantée d'arbres. Chênes verts et blancs, amandiers et fruitiers ornementaux seront plantés sur les parcelles sèches selon un alignement strict, cependant perturbé par des bosquets de pins parasols ».

Michel Desvigne. **Programme**
un parc public de 8 hectares.

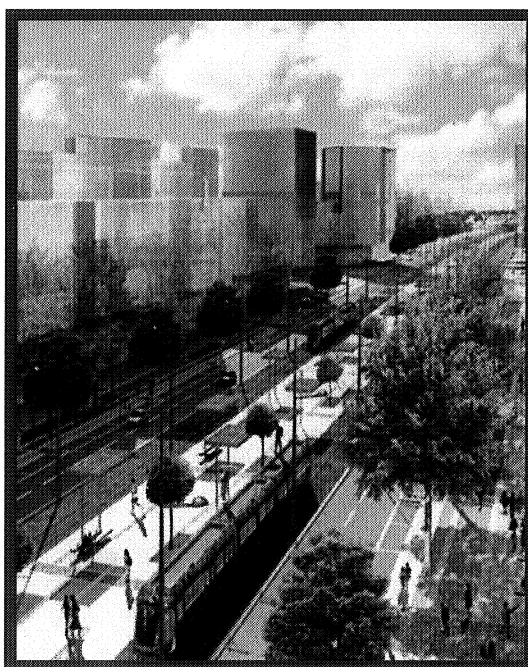
Lieu : Port Marianne.

Ecocité : la ville Méditerranéenne, l'homme et la nature au cœur de l'aménagement



Montpellier, EcoCité La Mantilla

(ZAC Jacques Cœur) – Périmètre d'EcoCité- Rive Gauche. Avec le dossier « De Montpellier à la Mer », Montpellier figure au rang des 13 premières EcoCités labellisée par l'Etat. Ce label permet de financer trois opérations majeures situées sur le territoire de Montpellier :- la réalisation d'un réseau énergétique innovant ayant recours à des énergies renouvelables (cf. chapitre Energie) et des aménagements spécifiques au sein du parking ouvert au public offrant ainsi des alternatives à la voiture, sur le dernier îlot du quartier Jacques Cœur dont le chantier va démarrer mi-novembre prochain , l'îlot H ou Mantilla signé par les architectes Jacques FERRIER et A+architecture. La première étape a consisté en 2012 à la dépollution du site en contenus hydrocarbures (Cf. chapitre « la ville productrice et distributrice d'énergie »)



Ecocité

Pistes d'amélioration

Une application quotidienne du guide AURA en cours de création en 2012 sortira en version A3

La déclinaison du guide Aura appliquée aux permis de construire entre en vigueur début 2013

Elle permettra une déclinaison opérationnelle des principes du guide dans l'instruction du permis de construire. Fruit d'un partenariat entre l'élus, les services de la ville, des promoteurs et des architectes.

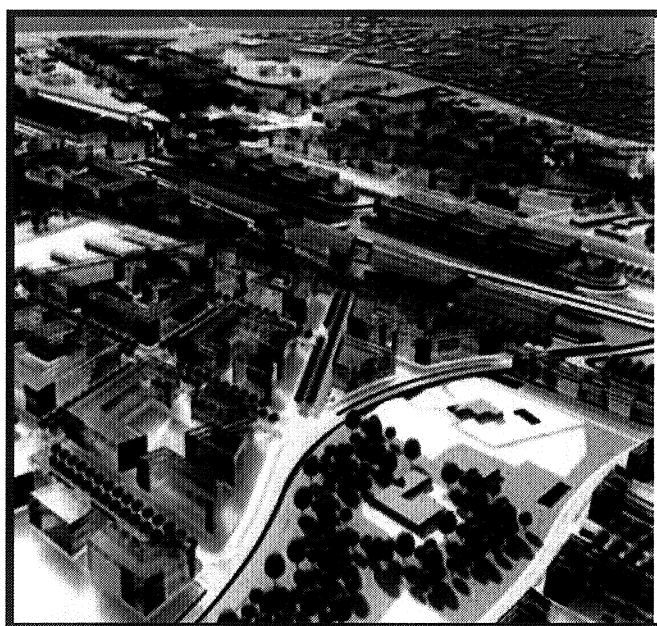
Par souci de simplification, la fiche comprend 16 indicateurs au lieu de 30 dans le guide.

La future gare TGV et le pôle d'échange multi modal St Roch



À l'horizon 2017, Montpellier aura sa gare TGV. Elle sera située à proximité du lycée Pierre-Mendes-France, dans la continuité d'Odysseum. L'Agglomération mène en 2012, en collaboration avec la Ville, une étude de définition d'un nouveau quartier mixte de plus de 300 hectares, constitué de bureaux, de logements et de commerces, qui se développera autour de cette nouvelle gare. Ainsi la Ville accompagne la réalisation des projets de grands équipements en lien avec l'Agglomération, le Département et la Région : la rénovation extension de la gare Saint- Roch et la construction de la future ligne à grande vitesse (LGV) et de la gare TGV. À Montpellier, la LGV qui contournera la ville pour desservir, à horizon 2017 Montpellier,. Permettra d'alléger le trafic ferroviaire dans le centre-ville, tout en évitant aux 2/3 des marchandises et des voyageurs (quelque 6 millions/an) de passer par la gare Saint-Roch. Elle sera connectée au centre-ville, au moyen de la ligne 1 du tramway rallongée. Et elle devrait également à terme être renforcée par des liaisons TER et TEOZ Intercités. L'échéance reste néanmoins lointaine. C'est la raison pour laquelle les villes traversées ont décidé de s'unir afin d'accélérer la planification de l'interconnexion de ce réseau à grande vitesse.

La Ville de Montpellier procède actuellement à la vente à Réseau Ferré de France (RFF) de 14,41 ha de terrains, qui comprennent notamment les emprises nécessaires à la création de la future gare TGV à Port-Marianne. Ce projet s'inscrit dans le cadre du contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier qui devrait être mis en chantier en 2013, afin d'être opérationnel en 2017. Il prolongera la LGV Paris-Lyon-Nîmes et sera raccordé au réseau ferroviaire espagnol, après la réalisation de la section Montpellier-Perpignan. Ce contournement ferroviaire va favoriser les liaisons rapides régionales et interrégionales. Il permettra de renforcer jusqu'à 50 % les dessertes TER entre Nîmes et Montpellier, aujourd'hui saturées. En évitant ces zones urbaines, les transports européens de fret pourront se développer vers l'Espagne.



MNV Image

Le Pôle d'Échange Multimodal de Montpellier Saint-Roch

Restructuration de la gare actuelle en vue d'aménager un Pôle d'Echanges Multimodal

Piloté par la Région LR, le projet du pôle d'échanges multimodal Montpellier St Roch consiste à transformer la gare ferroviaire actuelle pour réaliser d'ici septembre 2014, un pôle d'échanges intégré dans un vaste projet intermodal et urbain. Ce projet s'inscrit dans l'opération de réalisation de la ZAC Quartier Nouveau St Roch à dominante d'habitat collectif (1500 logements) accueillant bureaux et commerces (50 000 m² SHON), bénéficiant d'une accessibilité routière réorganisée et de capacités de stationnement adaptées. Il est desservi par un réseau de transports collectifs en plein développement dont quatre lignes de tramway depuis le 6 avril 2012.

Afin de maintenir la gare Montpellier St Roch en activité pendant le chantier, les travaux vont se dérouler en deux tranches pour une livraison complète à l'automne 2014. Ainsi, depuis le 3 octobre et jusqu'à mi-2013, le chantier a pris place sur la zone de stationnement courte durée, impliquant par conséquent la fermeture de l'accès à la gare Montpellier St Roch par le Pont de Sète pour les automobilistes et les piétons.

Un investissement de 56 millions d'euros.

Autres aménagements structurants

Nouveau contournement à l'Est

Une route à 2x2 voies sera construite dans le quartier du Millénaire, entre la rue de la Vieille-Poste et l'autoroute. Elle sera raccordée à l'A9. Maillon essentiel du réseau routier de l'est de Montpellier, cette artère aura pour but de limiter le trafic en centre-ville. La Ville de Montpellier, comme les quatre autres communes concernées par ce contournement (Castelnau-le-Lez, Le Crès, Saint-Aunès et Mauguio), a été sollicitée par le Département, maître d'ouvrage du projet, pour donner son avis. Elle s'associera aussi aux concertations publiques à venir afin d'informer les usagers, les habitants et les associations locales sur les enjeux et les variantes d'aménagement.

L'imagerie urbaine pour visualiser la ville



Enjeux et Repères

- Dans le cadre de projets pluriannuels, le service municipal d'informations géographiques (SIG) conçoit et développe des solutions innovantes de visualisation de la ville et de ses environs en 2D, 3D et à travers le temps (4D).
- L'imagerie urbaine ainsi produite répond à des critères stricts de qualité et de précision lui permettant de servir à la fois de vecteur de communication auprès du grand public, et de référentiel fiable aux projets élaborés par les services techniques.

Résultats

- Les représentations tridimensionnelles offrent une vision partagée du territoire que chacun peut observer depuis tout point de vue et sous tous les angles.
- Les mises à jour en bloc et à dates régulières constituent autant d'instantanés jalonnant l'histoire du territoire, dont sont dérivées des cartes exhaustives d'évolution (constructions/destructions survenues entre prises de vues). La lisibilité qui en résulte pour les opérations d'aménagement permet d'en mieux maîtriser l'impact, tandis que s'amorce le film de la vie du tissu urbain, à poursuivre de génération en génération.



Pistes d'amélioration

Jusqu'à présent, l'imagerie aérienne servie par le SIG s'est concentrée sur le territoire communal. La prise en compte de l'urbanisation et de son impact sur l'environnement nécessite une vision élargie, régulièrement actualisée, devant porter sur le bassin de vie des citoyens. C'est pourquoi, l'application DELTA de visualisation du territoire, conçue et développée au SIG, permettra d'observer en ligne dès janvier 2013 des données aérospatiales récentes couvrant très largement le Montpelliérain. La cartographie d'hier et d'aujourd'hui y sera aussi progressivement étendue.

LA VILLE DE « L'AGIR ENSEMBLE » ET DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

Cohésion sociale et solidarité entre les territoires et entre les générations



EAI

Enjeux ... Le thème du développement durable est au cœur des lois qui encadrent l'organisation et le développement des territoires : la loi d'orientation sur l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADDT), la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) et son prolongement la loi Urbanisme et habitat, la loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale (dite loi Chevènement)... Aujourd'hui les lois de décentralisation, et les plus récentes, à savoir celles accompagnant le renouvellement urbain et la cohésion sociale, poursuivent et renforcent cette orientation. La stratégie nationale de développement durable est désormais portée par un ministère éponyme, tandis qu'une Charte de l'environnement a été adossée à la constitution de la Ve république depuis le 1er mars 2005. Cette charte précise notamment dans son article 6 : « Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. À cet effet, elles prennent en compte la protection et la mise en valeur de l'environnement et les concilient avec le développement économique et social ».

La démocratie, une question de proximité

Le législateur, à travers la loi du 27/2/2002 (dite loi de démocratie de proximité) crée les Conseils

de quartiers pour les villes > 80 000 habitants et renforce le rôle des commissions consultatives pour les services publics locaux (eau, équipements sportifs, assainissement...).



La maison de la démocratie, outil de proximité et de participation

Enjeux La Ville de Montpellier tient à consolider ses liens avec les citoyens. Elle organise des réunions de quartier avec l'ensemble des adjoints et des fonctionnaires municipaux des principaux services.

Animée par l'adjoint délégué à la démocratie de proximité, la commission Montpellier au Quotidien, permet avec la participation de Montpelliérains, des associations, des comités de quartier de faire aboutir de nombreux projets, de faire se réaliser diverses propositions.

La Maison de la démocratie a été créée pour faciliter le débat citoyen. La Maison de la Démocratie est une structure mise au service des citoyennes et citoyens de la ville. Elle abrite la Direction de l'Action Territoriale, le service de la Démocratie participative et de la vie associative, le service des Maisons pour tous, le service de la Coordination territoriale, le CLSPD, les services de Montpellier au quotidien et le secrétariat permanent des conseils consultatifs de quartier, ainsi que les bureaux d'adjoints au maire pour Montpellier centre. La Maison de la démocratie présente l'avantage d'offrir dans un seul lieu, les moyens techniques, médiatiques et des salles de réunions pour permettre aux membres bénévoles des conseils consultatifs de quartier de mieux faire vivre la démocratie de proximité.

EcoRepères

Le pôle de la Démocratie participative

Des Conseils citoyens de secteur aux Conseils consultatifs de quartier : une nouvelle étape pour la démocratie de proximité à Montpellier

- **1986**: mise en place des **réunions de quartiers**, pour améliorer la proximité avec les Montpelliérains
- **2001**: mise en place des **7 Conseils de quartier**
- **2002**: Ouverture de la **Maison de la Démocratie**
- 5 novembre **2005** - Assises des conseils de quartier
- 10 juin **2006** - Assemblée générale des conseils citoyens de secteur
- **2006-2007**: Charte propreté, charte terrasse, charte anti-bruit... : le **partenariat avec les comités et les conseils consultatifs se pérennise**.
- **2008-2011** : Un nouvel engagement des Conseils Consultatifs et un nouveau règlement de fonctionnement (voté au Conseil Municipal du 25/07/11).

Axe fort de son programme municipal, la Ville franchit une nouvelle étape de la **démocratie de proximité**. A travers les nouveaux **Conseils consultatifs de quartier**, l'objectif est notamment de développer des échanges plus importants, plus fréquents et plus étroits avec la population afin de se donner ensuite les moyens d'agir au plus près des réalités quotidiennes des Montpelliérains. Successeurs des Conseils citoyens de secteur, les Conseils consultatifs de quartier sont consultatifs comme leur nom l'indique. Aux côtés des élus et dans le respect de leurs responsabilités, ils ont vocation à co-produire la ville. Ils seront à partir de 2009 associés à l'organisation de différentes initiatives, comme le **Printemps de la Démocratie**.

Montpellier, une ville précurseur en matière de démocratie de proximité

A l'initiative au début des années 80 d'une réflexion pour améliorer la proximité avec les Montpelliérains, la Ville de Montpellier a mis en place dès 1986 **des réunions de quartier**, invitant l'ensemble des habitants à rencontrer les élus de la municipalité. En 1987, la municipalité a mis en place le service **« Montpellier au quotidien »**, dont l'objectif est de mettre à disposition des habitants les moyens nécessaires pour exprimer un besoin, une attente, ou signaler une dégradation ou un problème. En juillet 2001, huit mois avant la loi instituant, le dispositif de démocratie de proximité a été renforcé par la mise en place de 7 Conseils de quartier. Un principe fortement soutenu par le Maire.

Riche de cette expérience, Montpellier compte aujourd'hui 27 Maisons pour tous, plus de 300 locaux associatifs et quelques 3 000 associations qui contribuent à la cohésion sociale.

Résultats

Les sept conseils consultatifs de quartier

7 conseils consultatifs de quartier

Ces conseils consultatifs de quartier sont répartis sur le territoire de la commune (selon le découpage par quartiers et sous-quartiers référence de l'Insee, établi en mars 1998 et repris dans la délibération du 27 juin 2002) :

Fonctionnement des conseils consultatifs de quartiers

Les missions :

Sa mission :

Le Conseil consultatif est une instance permettant aux acteurs d'un même territoire de se retrouver afin d'échanger et de dialoguer sur des sujets qui les concernent tous et réaliser des propositions collectives.

- Il a pour rôle de fédérer les actions des comités de quartier, du monde associatif sur des projets transversaux.
- Il est une instance consultative, un relais auprès des citoyens et auprès des collectivités.
- Il est associé aux opérations de renouvellement urbain (transport, déplacement, urbanisme) et aux groupes territoriaux et au contrat urbain de cohésion sociale.
- Il contribue à créer du lien social.

Le conseil consultatif de quartier est un lieu d'échange, de dialogue, de concertation et d'information. Il est une instance consultative entre les habitants des quartiers et la municipalité et ses services. Chaque conseil consultatif de quartier peut être consulté par le Maire et peut lui faire des propositions sur toute question concernant le quartier ou la ville. Le Maire peut associer chaque conseil consultatif de quartier à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions intéressant le quartier, en particulier celles menées au titre de la politique de la ville. Le conseil consultatif de quartier formule des avis ou des propositions, soit à la demande des

autorités municipales, soit de sa propre initiative. Il saisit le Maire de toute proposition concernant le quartier, notamment, en vue du débat d'orientation budgétaire. Une fois par an, le conseil consultatif de quartier présente un rapport au Maire qui en informe le bureau municipal.

La composition des conseils de quartier

□□□« Collège des services municipaux »

Il est composé du directeur de la direction de l'Action Territoriale ou de son représentant, du coordonnateur de territoire. Le Maire et l'Adjoint délégué à la démocratie participative sont membres de droit.

□□□« Collège associatif »

Il est composé au maximum de 20 membres issus des présidents ou autres membres du bureau des associations domiciliées ou intervenant sur le territoire du quartier concerné.

Ils sont désignés par le Maire sur proposition du Président du conseil consultatif.

□□□« Collège des habitants »

Il est composé au maximum de 20 membres tirés au sort par le président du conseil consultatif de quartier parmi les habitants du quartier ayant fait acte de candidature.

Chaque conseil consultatif de quartier est composé de membres qui, au titre de leur résidence, de leur activité professionnelle ou associative concourent à la vie du quartier : présidents ou représentants de comités de quartiers, associations de quartier à vocation culturelle, éducative, sportive, professionnelle, environnementale ou sociale, étudiants, élus du Conseil municipal des enfants... Les membres des conseils consultatifs de quartier sont désignés pour une durée de 6 ans maximum. La durée sera de cinq ans pour les actuels conseils.

Le Conseil consultatif de quartier se compose de :

- 1 président**, qui représente de façon permanente le conseil de quartier,
- 1 bureau**, qui assiste le président dans ses fonctions,
- 1 assemblée** qui réunit l'ensemble **des associations membres** du conseil de quartier.

L'adjoint délégué à la cohésion sociale, aux Sports, et à la Démocratie participative est l'interlocuteur privilégié de ces instances consultatives. Dans le cadre de ses missions, il est assisté de huit adjoints au Maire de quartier.

Moyens de fonctionnement

- ☐ Chaque conseil possède une adresse postale
- ☐ Il dispose d'une salle pour ses réunions de bureau, notamment dans une Maison pour tous de son secteur ou à la Maison de la Démocratie de proximité, 16 rue de la République.
- ☐ Chaque conseil peut être doté d'un budget pour ses dépenses de fonctionnement. Les Services de la Ville étudieront les conditions de cette dotation.
- ☐ Une équipe d'animation des Conseils de quartier est mis à disposition par la Mairie. Localisée à la Maison de la démocratie de proximité, au 16 rue de la République, elle

assure le secrétariat commun des 7 conseils consultatifs de quartier. Il est chargé de réaliser le compte-rendu des assemblées générales, de transmettre les convocations, les ordres du jour et le compte rendu des différentes séances.

- Chaque président est doté d'un PC portable lui permettant d'être en lien direct avec les services de la Ville.

La méthode de travail en matière de démocratie participative de la ville est de trouver l'équilibre entre la demande des habitants et l'expertise scientifique, technique...

Il existe d'autres formes de consultation à Montpellier :

- La Direction Aménagement Programmation (ZAC)
 - Montpellier Grand Cœur
 - Education pour l'école Beethoven
 - Concertations autour des Jardins Partagés (en attente)
 - Nombre de projets de concertation urbanisme en 2012
 - Réunions PLD : pistes cyclables déplacements (en attente)
- (...)

Les Conseils Consultatifs de Quartier

Il existe un règlement des CCQ ;

En 2012, ont été créés :

- un Collège des Habitants
- un collège des Associations

Créés en 2012 pour plus de représentativité.

Le Conseil Consultatif est une sorte d'Assemblée Générale des associations du quartier qui discute et se met d'accord sur les projets des commissions.

Il y a environ 40 participants/ CCQ (20 habitants et 20 associations)

Appels à Projets

Dans le cadre des crédits participatifs, la procédure des appels à projets a pour but de recenser les demandes émanant des instances de démocratie participative que sont les Conseils Consultatifs et les comités de quartiers. Elle permet à la Ville d'assurer un meilleur suivi

et une meilleure valorisation de l'action des citoyens membres de ces instances au travers d'une démarche de partenariat et de concertation avec les services de la Ville.

Les crédits participatifs ont pour vocation première de financer des projets d'aménagement de lieux de vie portés par les instances de démocratie participative et les habitants, en coproduction avec la Ville et dans le cadre d'une concertation. Pour l'année 2012, leur montant est de 600 000 €.

Source : **Blog Citoyen site ville** : www.ville-montpellier.fr

www.blogcitoyen.montpellier.fr

Concertation de tous les montpelliérains pour le site de l'EAI

Dans le cadre de l'aménagement du site de l'EAI en 2012, Madame le Maire souhaite associer l'ensemble des forces vives de Montpellier à ce projet structurant. L'aménagement de ce site absolument remarquable de 38 ha à proximité du centre-ville doit faire l'objet d'une attention particulière. Montpellier porte l'ambition de la réalisation d'un projet extrêmement innovant, s'inscrivant dans la démarche de développement durable initiée par la Ville et ayant vocation à faire référence à l'échelle nationale, voire européenne.

Ce futur quartier se voudra exemplaire en tous points, à commencer par son mode de conception qui marquera une évolution significative dans la façon dont on veut construire la ville à Montpellier en associant la population de l'ensemble des quartiers. En effet, l'importance et l'ambition de ce projet pour Montpellier ne peut être circonscrit qu'au quartier le plus proche. **C'est un projet de ville qui associera tous les montpelliérains** comme l'a souhaité Madame le Maire et l'équipe municipale. Dans cette logique, la conduite de ce projet devra se dérouler dans l'exigence de mise en partage avec les citoyens, tout en se gardant des freins à un aménagement dynamique.

L'Adjoint au Maire délégué à l'Urbanisme est chargé d'animer des réunions avec les associations et les habitants dans chaque quartier. La Ville a arrêté un certain nombre d'invariants qui fixent les grands choix politiques qui seront présentés à chaque réunion en laissant place à une large expression des citoyens. (Invariants : **Présence de parcs / Logements / Tramway**).

La ville implique dans les Jury (EAI / ZAC du Côteau...) des Présidents de Conseils Consultatifs.

Source : **Blog Citoyen site ville** : www.ville-montpellier.fr

www.blogcitoyen.montpellier.fr

Autres consultations ayant lieu sur la ville :

- La Direction Aménagement Programmation organise en moyenne deux **réunions publiques de consultation, de concertation ou d'information** par semaine.

Soit environ **100** réunions publiques / an

- La Ville de Montpellier lance un débat citoyen sur le devenir urbain de Montpellier à l'horizon 2040 (cf. ; partie « La prospective au service du Plan Climat Energie Territorial et du projet urbain 2040) ;

La Ville de Montpellier a engagé cette démarche de prospective urbaine afin de renouveler sa stratégie, son projet à l'horizon 2040. Elle souhaite que cette démarche soit l'occasion d'un débat citoyen, d'une confrontation d'idées qui enrichissent l'élaboration du projet.

Cette conférence a été retransmise en direct sur le site www.montpellier.fr.

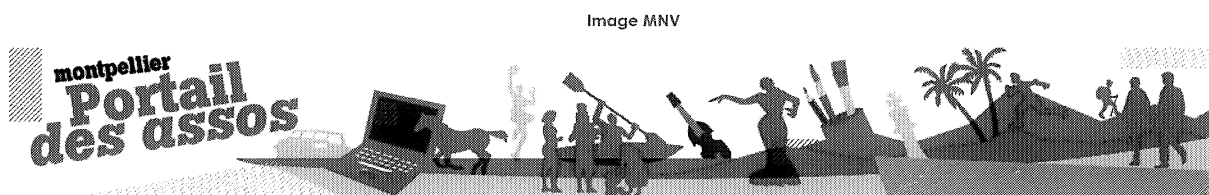
Pistes d'amélioration

Une charte de la concertation

- Un partenariat avec l'**Institut Paul Lazarsfeld** a pour objet en 2012 l'élaboration d'une charte de la concertation, qui en est à sa phase 1 de réflexion et d'échanges.

Il s'agit de profiter de l'expertise des universitaires du centre d'études politiques (Cepel) de l'université Montpellier 1. Elle concernera élus, services de la ville et citoyens., « Le débat démocratique est vital, pour permettre aux habitants de prendre part à la vie de la cité. Notre ambition est d'inscrire Montpellier comme un laboratoire d'idées pour la démocratie de proximité."

Le partenariat avec le monde associatif



Le pôle de la Vie Associative, situé à la Maison de la Démocratie a pour principaux buts d'informer, d'assister les associations et le public. Il organise, chaque année le 2e dimanche de septembre, l'Antigone des Associations.

Il édite l'Annuaire des associations qui recense les associations en activité sur la ville dans 17 domaines : culture, éducation, loisirs, sciences...

Montpellier connaît une activité associative dense, intense. Elle est aussi la ville qui offre à travers son imposant patrimoine associatif, mille et une possibilités. Ses habitants et tous ceux qui le souhaitent, peuvent, se rendre utile, se dépasser, aider à l'intégration, à la

socialisation.....en résumé contribuer à l'harmonie dans la cité.
Rien de tout cela ne serait possible, sans le travail de fond qu'effectuent sans relâche
et avec dévouement, les associations.En chiffres

Plus de 2230 associations inscrites sur l'annuaire des associations

La ville a également mis en ligne un Guide pratique pour les associations

- ☐ Statuts
- ☐ Fonctionnement
- ☐ Dissolution
- ☐ Constitution de partie civile

Responsabilité pénale

Une formation en partenariat avec les CEMEA sur le « Responsabilisation de
l'Association, ou ce qu'est une association mature »(mixité entre quartiers)

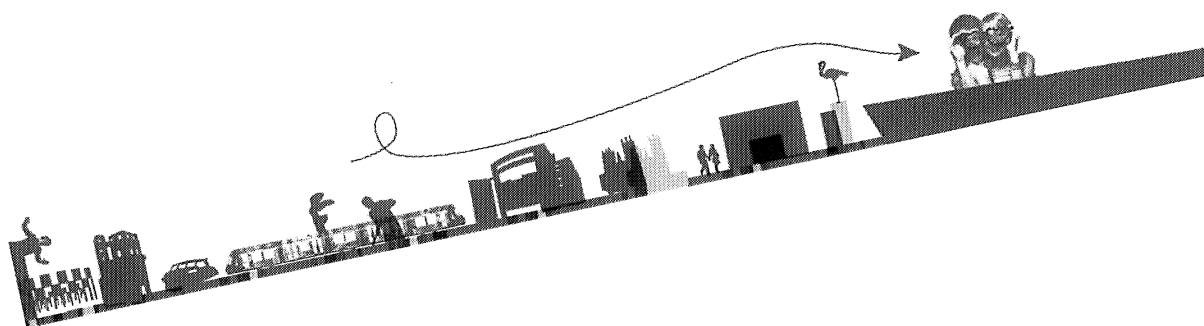
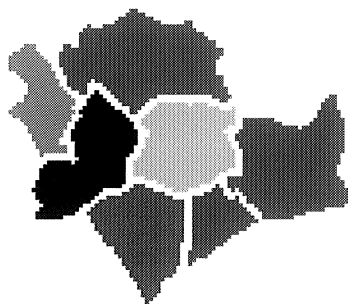
Source : <http://www.montpellier.fr/261-associations-montpellier.htm>

Pistes d'amélioration

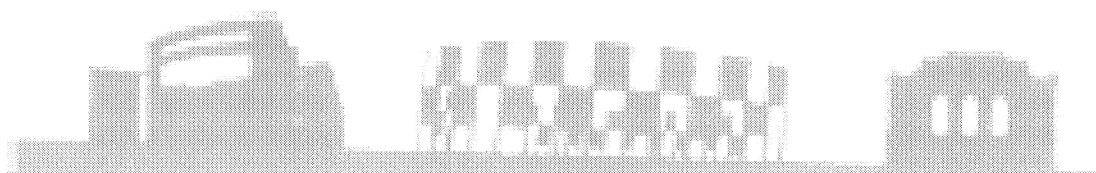
Il existe un fort dynamisme, un fort potentiel pour développer des projets éco responsables
multi acteurs.



L'Action Territoriale pour une vision plus transversale



Enjeux... Aucune politique publique ne peut se concevoir sans action territoriale. La ville concilie les approches globales permettant une vision stratégique du développement de la ville, et les approches depuis « la source », c'est-à-dire le quartier. Prendre en compte la diversité et la complexité des processus de transformation en cours dans les sociétés urbaines est une nécessité. Tous les programmes imaginés dans le cadre de ces approches (revitalisation économique, amélioration de l'habitat, valorisation des ressources humaines et culturelles) doivent être mis en synergie pour produire plus d'effets que celle qui résulterait de leur mise en œuvre isolément, qui permettent à la fois de relier l'ensemble des quartiers au sein d'un projet cohérent, mais aussi de tenir compte des habitants, de la géographie des lieux, et de l'existant. Les actions de la ville sont de ce point de vue de plus en plus « territorialisées ». Par son approche sociale et culturelle, l'action territoriale de la ville vient compléter les politiques d'aménagement et de développement durable jusqu'ici menées. A terme, elle positionne l'habitant au cœur du projet urbain. Ce que le développement durable préconise, c'est la mise en action d'une « pédagogie de la complexité » pour tous. Comment rendre encore plus lisible la « partition de la ville durable », au point que chacun sente à quel point il en fait partie intégrante et qu'il peut y interagir.



EcoRepères

La ville agit depuis des années en faveur de la cohésion sociale. L'amélioration du cadre de vie dans les quartiers « sensibles » est au cœur de la Politique de la Ville. Les Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) ont succédé aux Contrats de ville. Le Contrat urbain de cohésion sociale est un des cadres de mise en œuvre du projet de développement social et urbain en faveur des habitants de quartiers en difficulté reconnus comme prioritaires. Le CUCS a été signé pour la période 2007-2009 et prolongé tacitement une première fois en 2010. En 2011, un avenant a été signé pour prorogé le CUCS jusqu'au 31 décembre 2014, conformément à la recommandation formulée par le Conseil national des villes « de faire correspondre l'élaboration, et la conclusion des CUCS ou autres contrats ? au mandat municipal ». Sur Montpellier, le CUCS est mis en œuvre et animé par le Groupement d'intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA). Les principaux partenaires et financeurs du CUCS sont la Ville, l'Etat via l'ACSE, le Conseil Général, la Communauté d'Agglomération et la CAF.

Trois niveaux de territoire caractérisent la géographie prioritaire du CUCS de Montpellier :

- **en catégorie 1** : des territoires qui nécessitent une intervention massive et coordonnée et qui bénéficient de moyens financiers spécifiques. Il s'agit des territoires **Mosson** (ZFU de la Paillade et Hauts de Massane), **Cévennes** (ZUS Petit Bard - Pergola, ZUS des Cévennes), **Centre** (ZUS Gély-Figuerolles, Gambetta, Nord Ecusson),
- **en catégorie 2** : des territoires ayant des difficultés moindres mais pour lesquels des moyens spécifiques doivent être octroyés au-delà des crédits de droit commun. Il s'agit de la **ZUS Pas du Loup – Paul Valéry – Val de Croze**,
- **en catégorie 3** : des quartiers où il convient d'avoir la meilleure vigilance et des actions préventives: c'est le cas de **Saint Martin et de Tournezy**.

Les territoires concernés en catégorie 1 font également l'objet d'un Programme de Rénovation Urbaine actuellement en cours de réalisation. Ceux des catégories 2 et 3 relèvent uniquement du CUCS.

Les axes prioritaires d'intervention du CUCS de Montpellier sont les suivants :

- **l'éducation et la scolarité (dont le Programme de Réussite Educative)**,
- l'accès à l'emploi et le développement économique,
- l'habitat et le cadre de vie,
- l'accès à la prévention et aux soins,
- la citoyenneté et la prévention de la délinquance.

FOCUS

En ce qui concerne plus particulièrement la thématique de l'habitat et du cadre de vie, il a par exemple été développé une action sur le quartier du Petit-Bard en partenariat avec GRDF et l'association Face Hérault autour de la maîtrise des énergies. L'opération de rénovation urbaine engagée dans le quartier du Petit-Bard sur les bâtiments C1, C2 et C3 a confronté les habitants à un changement de mode chauffage qu'il fallait accompagner. Dans ce cadre, un partenariat a été noué avec GRDF pour :

- informer les familles sur l'utilisation du gaz naturel en mode chauffage, eau chaude et utilisation cuisine,
- sensibiliser aux règles de sécurité dans une habitation raccordée au réseau gaz naturel.

Cette action, développée par Face Hérault auprès de 120 occupants de logement (propriétaires ou locataires), comprenait :

- une information sur l'énergie gaz naturel et les consignes de sécurité, des conseils d'entretien et de fonctionnement des appareils fonctionnant au gaz naturel ainsi que des conseils pour maîtriser sa consommation par une utilisation éco-

Un territoire, des habitants, une coordination...

Dans le cadre de ses politiques publiques, la ville mène une action de coordination territoriale à travers la Direction de l'Action Territoriale (DAT). Service fonctionnel, son rôle est de garantir l'adéquation entre les besoins et attentes des habitants et la politique municipale à l'échelle des différents quartiers de la ville. L'optimisation du service public municipal est son objectif final. Cela passe par une connaissance fine des quartiers, des usages des habitants et de la vie sociale des territoires.

FOCUS

Historique de la Coordination territoriale :

Le service a été créé au 1^{er} janvier 2011, lors de l'intégration de la Régie des Maisons pour tous au sein de la Ville. 11 coordonnateurs ont été nommés afin de couvrir l'ensemble du territoire municipal. 2/ Un diagnostic territorial a été réalisé en 2011 à partir de données froides (INSEE ...), croisées avec les réflexions des partenaires associatifs et leur ressenti. 3/ Ces diagnostics, préparés avec les acteurs associatifs de Montpellier, ont été présentés et partagés avec ces derniers lors de réunions présidées par l'adjoint délégué à l'action territoriale et l'adjoint de quartier.

Résultats

Objectif à court terme : lors du Budget Prévisionnel : faire en sorte que la coordination territoriale invite à réfléchir sur les priorités à venir.

Objectif à moyen terme : Etablir un projet de territoire, non plus par thématique, mais par territoire, dans l'idée entre autre d'améliorer la relation de proximité entre élus et citoyens.

Sur le volet opérationnel, « Montpellier au quotidien » est un pôle du service dont la mission est d'assurer un service public de proximité, très réactif et en lien direct avec les Montpelliérains. Ainsi, trois outils sont à la disposition des habitants : le numéro vert, l'envoi de mails ou de courriers. Ces vecteurs permettent aux usagers d'alerter la Ville de Montpellier sur les difficultés rencontrées par chacun, qu'il s'agisse de problème de propreté, de collecte des déchets, de voirie, ou d'entretien des espaces verts. Selon la problématique posée, l'intervention des services municipaux peut être réalisée dans les 24h.

En 2012

En 2012 ont été mises en place des réunions de coordination dans les 7 quartiers de la ville, présidées par l'adjoint délégué à l'action territoriale et l'adjoint de quartier, réunissant l'ensemble des élus et services concernés par les problématiques abordées dans l'ordre du jour. Elles ont permis de cibler à chaque fois 2 ou 3 problématiques très concrètes et permettant donc d'y répondre.

Une évaluation de la qualité du service public rendu est envisagée, dans l'idée d'améliorer la qualité du service rendu aux habitants. Cette observation sera le versant territorial de la démarche d'amélioration « Qualiville » menée autour du fonctionnement de l'administration.

La volonté d'associer de manière constructive, les habitants aux projets, notamment au travers des Conseils Consultatifs s'affirme.

Trois pistes de travail à moyen terme ont déjà été identifiées :

- Le monde associatif
- L'accompagnement Jeunesse
- L'offre culturelle

Pistes d'amélioration



La ville encourage les expériences innovantes de participation citoyenne

La Ville de Montpellier lance en 2012 une première expérience d'habitat participatif sur son territoire

La pratique de l'habitat participatif naît d'une idée simple. Des particuliers se regroupent pour concevoir, financer et réaliser un projet immobilier dans lequel ils résideront.

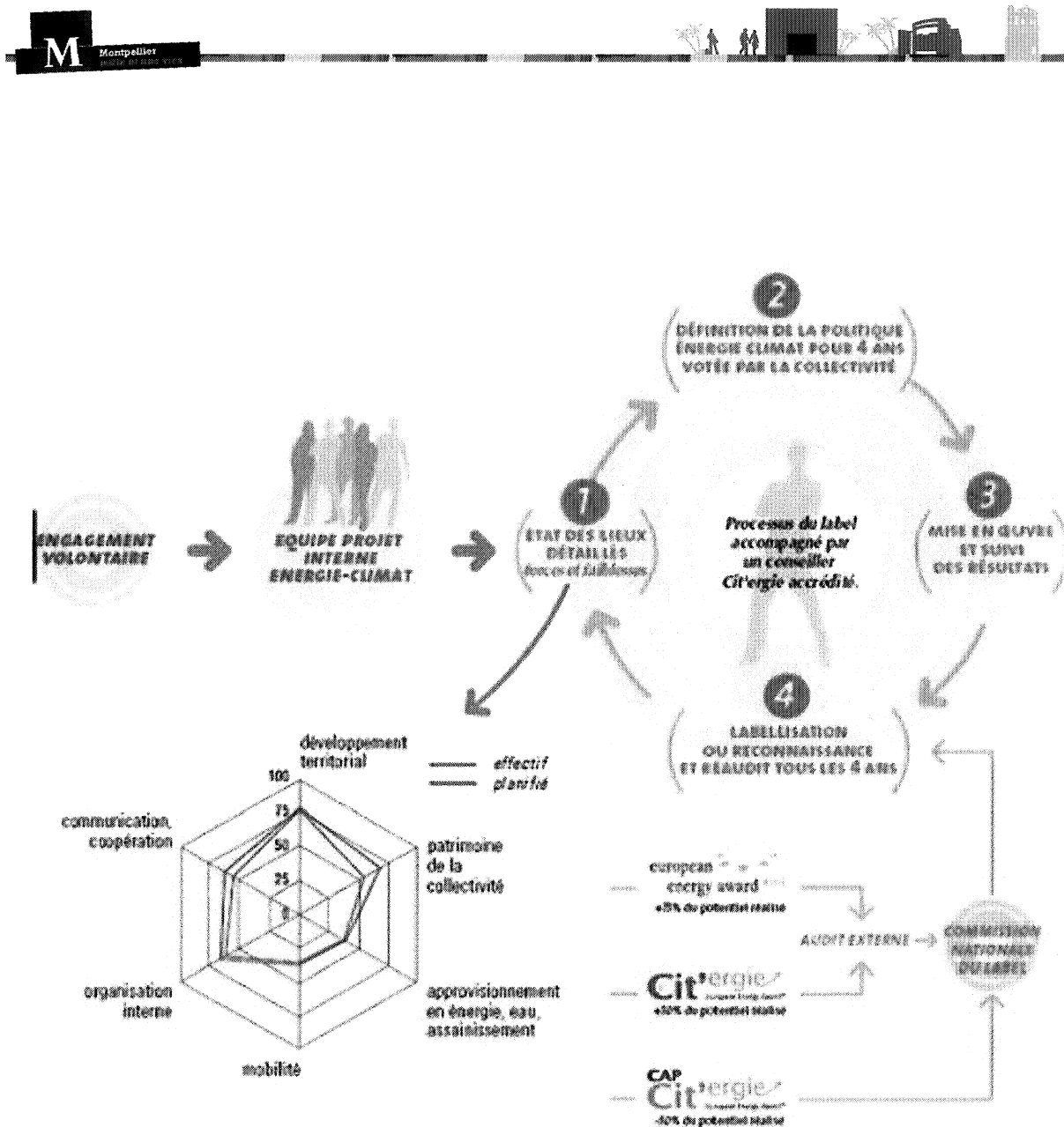
Les valeurs de solidarité, d'entraide intergénérationnelle, de mixité sociale, de mutualisation des espaces, de non spéculation inspirent ces initiatives de démocratie participative et d'habitat citoyen. Car cette nouvelle manière d'habiter ensemble, en se réappropriant l'acte de concevoir son logement, témoigne du désir de renouveler le lien social et de la volonté de participer à la fabrication de la ville au sens large.

L'habitat participatif, qui se développe depuis plus de 15 ans dans les pays d'Europe du Nord, s'inscrit dans une politique globale de construction de la ville durable impulsée et encouragée par la Ville de Montpellier.

Consciente que ces opérations sont complexes et longues à monter, la Ville a souhaité proposer en 2012 un site d'expérimentation de la démarche dans un secteur où le développement est encadré par une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) : la ZAC des Grisettes, desservie par la 2^e ligne du tramway et lauréate Eco quartier 2011 au titre de la « nature en ville ».

La Ville a réservé en collaboration avec la SERM, aménageur, 2 lots situés dans la tranche 4 qui représentent environ 24 logements. Cette démarche se poursuivra ensuite sur le site de l'ancien lycée Mendès France qui fera prochainement l'objet d'une consultation.

Développer l'évaluation partagée



Enjeux... Quel que soit le niveau de collectivité, les élus doivent sans cesse arbitrer entre les missions de service public et les moyens dont ils disposent. Cette nécessité est d'autant plus forte que le contexte socio-économique pèse sur leurs marges de manœuvre et oblige les élus à prioriser leurs interventions. En permettant d'apprécier de manière objective et transparente les différents aspects d'une politique, l'évaluation des politiques publiques locales se positionne comme un outil indispensable d'aide à la décision. Partie intégrante des pratiques de bonne gouvernance, elle contribue à l'amélioration de l'action publique au niveau stratégique et opérationnel. L'évaluation est une démarche ambitieuse qui vise à comprendre l'ensemble des maillons d'une politique publique, de la définition des objectifs jusqu'aux impacts finaux, afin d'en apprécier son efficacité, son efficience, son utilité, sa cohérence et sa pertinence. En cela elle dépasse la simple description des ressources et réalisations de l'action publique. Elle constitue donc un outil irremplaçable au service des différents acteurs des politiques publiques dans l'aide à la décision, mais également un outil démocratique au service des citoyens. C'est pourquoi elle se doit de respecter une méthode et une déontologie à même de garantir l'impartialité et la qualité de son jugement : indépendance, transparence, pluralité des points de vue, compétences. La nécessité d'évaluer les politiques publiques locales s'impose donc plus que jamais.

Repères

A travers l'axe de sa politique liée à l'Organisation et à l'évaluation », la ville réalise des études organisationnelles et accompagne les directions dans leurs projets structurants

Résultats

En 2012, le service dédié à cette mission de service public, a formalisé les politiques publiques évaluées en 2011. Il s'est agi de « la réussite éducative », et du « programme territoire ».

-Qualiville : certification par l'AFNOR / Comme la certification est remise en jeu chaque année, la réponse parviendra à la ville cette année dans la 2nde quinzaine d'octobre. L'évaluation se fait toujours à périmètre constant, dans la même perspective d'amélioration continue.

-Organisation d'une Agora de l'évaluation le 19 juin 2012, Place Dionysos

Pistes d'amélioration

1°-**Fin 2012** : un élargissement du périmètre d'observation aux postes de police, à la fourrière, au service qui délivre des places de parking sera mis en œuvre.

2°- 2013 : L'entrée de la ville dans la recherche d'une labellisation Cit'ergie va impliquer une présence clé des compétences liées à l'organisation et à l'évaluation dans un comité de pilotage transversal.

3°- La ville va se mettre en réseau avec sept autres collectivités territoriales du sud de la France.

C'est pour développer ces pratiques d'évaluation que le projet de réseau méditerranéen de collectivités pour l'évaluation des politiques publiques a vu le jour. Leur mise en œuvre requiert en effet, une expertise et des moyens qu'il apparaît judicieux de mettre en commun. REVMED (Réseau d'EValuation MEDiterranéen), un réseau de collectivités engagées dans le développement de la démarche d'évaluation. Le réseau qui se constitue aujourd'hui, autour des collectivités fondatrices a pour ambition de répondre à plusieurs préoccupations et besoins :

- Améliorer le management de nos politiques avec le souci d'une économie de moyens
- Développer une culture et une expertise communes
- Echanger sur des pratiques qui peuvent être différentes
- S'enrichir de regards extérieurs

Concrètement le réseau fonctionnera grâce aux ressources et compétences mobilisées par chaque collectivité et ce sans contrepartie financière.

C'est volontairement que les membres fondateurs ont choisi de commencer ce travail en commun sans créer de nouvelle structure juridique, mais en se dotant d'une charte qui

précise les principes et l'éthique mis en œuvre au sein du réseau et de règles pour un fonctionnement clair et optimisé.

Ces deux documents sont annexés à la présente délibération.

Les collectivités fondatrices sont :

le conseil général de l'Aude

le conseil général du Gard

le conseil général des Pyrénées Orientales

le conseil général du Vaucluse

la Ville de Montpellier

la communauté d'agglomération Béziers Méditerranée

la communauté d'agglomération d'Alès

la communauté de communes de la Vallée de l'Hérault

La démarche Qualiville au service de la stratégie d'amélioration continue



Enjeux

Renforcer l'implication du personnel municipal dans la qualité de service et valoriser son savoir-faire

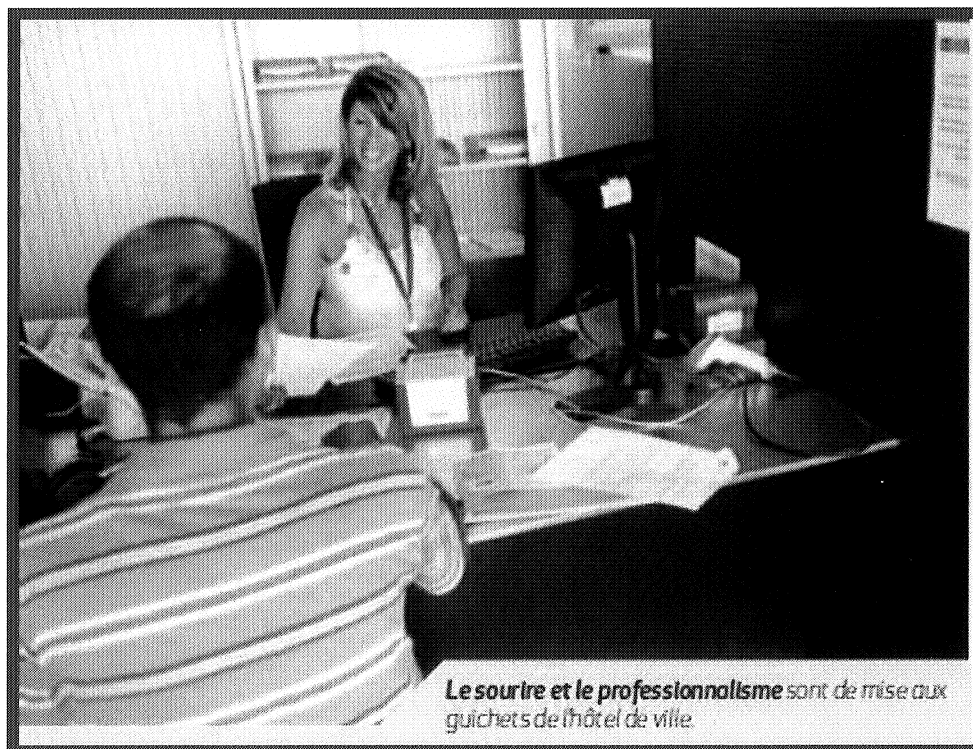
Fiabiliser et conforter l'efficacité de l'organisation

Engager la municipalité dans une démarche de progrès

Améliorer l'organisation et l'efficacité des services

Qualiville ® : Les enjeux externes

- Répondre de façon optimale aux attentes des administrés et renforcer leur satisfaction
- Valoriser le niveau de service de la commune et rendre lisible sa démarche qualité
- Véhiculer une image dynamique de la gestion de la mairie
- Garantir la qualité de service dans la durée et améliorer la relation avec les usagers



Le sourire et le professionnalisme sont de mise aux guichets de l'hôtel de ville.

Image MNV

Repères

Le Maire de la ville de Montpellier, a reçu le certificat Qualiville délivré par AFNOR Certification le 19 janvier 2011

Depuis plusieurs années, la Mairie de Montpellier s'est engagée dans une démarche de modernisation des services pour valoriser l'image de l'administration municipale et replacer l'usager au cœur du service public. 18 mois de travail, sans accompagnement extérieur, ont permis de mettre en place et de faire reconnaître une organisation rigoureuse et pérenne. Qualiville est un label de qualité délivré par l'AFNOR. Il concerne les directions en contact avec les usagers au sein de la mairie

La première année, 210 agents sont impliqués dans la démarche Qualiville à travers 9 services : accueil et standard de l'Hôtel de Ville, les services vie quotidienne, population, état civil, administration des cimetières, droit des sols, éducation et enfance.

Résultats

En 2011 Qualiville a évalué les engagements concrets de la ville vis-à-vis de ses administrés.

□□□□□□□□□□ la formation du personnel d'accueil

□□□□□□□□□□ l'adaptation des horaires aux attentes des administrés

□□□□□□□□□□ le respect des délais pour la délivrance des actes administratifs

• La dernière enquête menée s'inscrit dans le contexte particulier de l'inauguration de la nouvelle mairie.

Méthodologie de l'enquête

- Les questionnaires ont été administrés de janvier à mars.
- Deux phases distinctes :
 - janvier: les questionnaires ont été laissés en libre-service ;
 - A partir de février, ils ont été auto-administrés par quatre enquêteurs répartis dans les services précités ;
- Au total : 617 questionnaires recueillis ;

Qualiville est une démarche sur mesure qui prend en compte les services que vous souhaitez certifier. En plus des modules de base (Accueil, Orientation, Information, Etat Civil, Evaluation de la Satisfaction des clients et Gestion des réclamations) elle vous propose des modules facultatifs qui vous permettent de délimiter le champ de la certification (Petite Enfance, Vie Scolaire, Urbanisme, Vie Quotidienne).

En 2012 : Une enquête annuelle pour mieux connaître le public permet de poursuivre la démarche de progrès .

Une enquête pour mieux connaître les déplacements du public a été menée par le service Relations au Public:

Méthodologie : Des questionnaires disponibles à l'accueil pendant une semaine à l'Hôtel de ville, 2 mois sur les autres sites, ainsi que des questionnaires distribués par des étudiants (700 questionnaires).

FOCUS 41 % des personnes viennent en voiture

Objectif : avoir une lisibilité dans le temps des déplacements de notre public

Les pistes d'améliorations demandées par le public :

- Nombre de places vélos sur le parvis de l'Hôtel de ville = demande fréquente...

-La démarche Qualiville est un outil de l'amélioration continue

- Démarche pas contrainte, mais accompagnée
- Management qualité
- Professionnalisation
- Homogénéisation des procédures

Ce qui a été vu l'année précédente est acquis, donc on peut aller plus loin

Dématérialisation = transversalité

- Information du public : Les notices réalisées sur l'extranet sont de + en + utilisées = réduit les déplacements.

Autres : Cimetières / désherbage biologique (espèces protégées :perdreaux, renards, oiseaux, écureuils... sur le site du cimetière paysager Saint Etienne où 60% de la superficie est consacrée aux espaces végétalisés et aux circulations) : 2 personnes du service administratif des cimetières ont été formées / Des échanges sur le sujet ont lieu avec d'autres collectivités territoriales.

Deux surveillants des cimetières sont équipés de Vélos à Assistance Electrique qui ont remplacé des scooters.(baisse des émissions de CO2 / Elimination des nuisances sonores / Elimination du risque incendie par les pots d'échappement).

Pistes d'amélioration

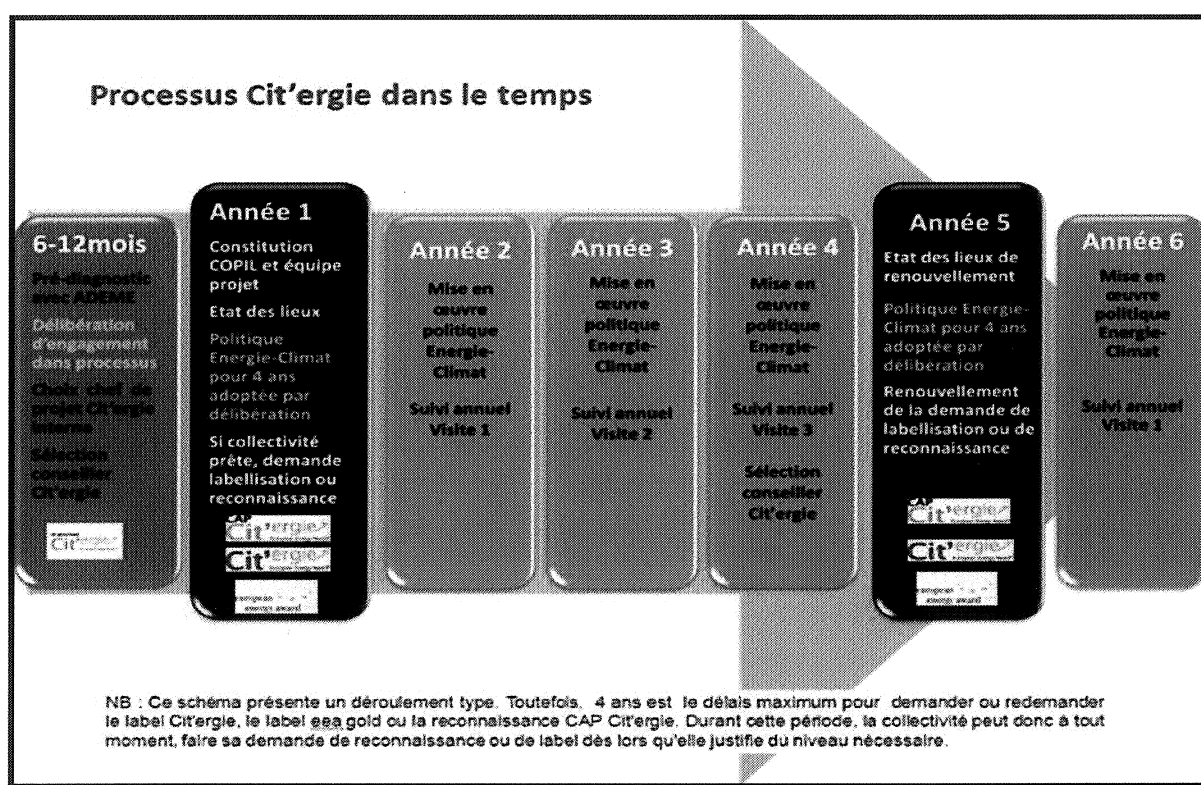
Suivre les prochaines préconisations de l'évaluation en cours.

LA VILLE ÉCO RESPONSABLE

LE PROJET CIT'ERGIE



Dynamiques de développement suivant les modes de production et de consommation responsables



Enjeux ... Agir sur les consommations d'eau, d'énergie, de papier, réduire la production de déchets, mieux gérer les déplacements ou mettre en place des politiques d'achats responsables et durables : la voie de l'action concrète est à chaque fois balisée. C'est ainsi que l'institution et ses agents apporteront une contribution la plus efficace possible, au titre de l'exemplarité et de l'efficacité nécessaire à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et le changement climatique. Les collectivités doivent, en participant de façon effective à l'avènement d'un développement plus durable, permettre que l'ensemble du territoire soit associé à cette dynamique. Afin de manager au sein d'un seul et unique outil l'ensemble de ses projets de développement durable, la ville entre dans le processus Cit'ergie.

EcoRepères

Dans éco responsable, se trouvent déclinés autant les aspects économiques qu'écologiques de la responsabilité nouvelle qui progresse dans l'ensemble des politiques publiques des collectivités territoriales. Mais l'approche « éconologique » apparaît aussi dans la culture de compétitivité qui conditionne le quotidien des entreprises. De nouveaux espaces de réflexions autour de l'innovation, de l'approche analyse de cycle de vie des produits, de bilan carbone, témoignent d'une volonté forte de réorienter les activités économiques dans les limites de ce que les systèmes écologiques peuvent produire, digérer et recycler (cf. économie circulaire). C'est un premier pas vers une économie rééquilibrée autour des enjeux sociaux et écologiques.

Attractivité

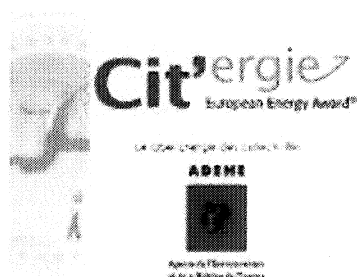
Montpellier, 2è dans le Top-20 des villes françaises les plus dynamiques

Montpellier se situe au 2è rang du TOP-20 des villes françaises les plus dynamiques (source : Challenges). Montpellier reçoit la note de 16,1/20 et y est notamment plébiscitée pour sa démographie, l'évolution du nombre d'emplois, la population arrivée depuis 5 ans dans la région, la part de la population diplômée du supérieur, la part des logements datant de moins de 18 ans.

Pour établir ce classement du dynamisme des métropoles françaises, Challenges s'est associé au Journal des entreprises. Outre le PIB par habitant, neuf autres critères ont été retenus concernant notamment le marché du travail, les logements neufs, la démographie ou l'âge du tissu entrepreneurial. Des séries statistiques d'organismes officielles, comme l'INSEE, ont été utilisées pour établir ces indicateurs de dynamisme économique. Des grilles de notation de 0 à 20 ont été attribuées par critères, puis la moyenne a donné une note globale pour mettre en valeur un palmarès unique. Il va de soi que la collectivité doit continuer à initier et accompagner l'attractivité de son territoire ». **Et l'attractivité du territoire de plus en plus repose aujourd'hui sur les stratégies de développement durable et l'éco responsabilité.** C'est pourquoi, la ville s'efforce de répondre progressivement, de façon pragmatique et argumentée aux questions que se posent inmanquablement les agents et responsables des administrations, mais aussi les citoyens, lorsqu'ils s'engagent dans une démarche d'éco-responsabilité. Chacun ayant besoin de comprendre pourquoi ces changements sont utiles et nécessaires, et en quoi, ils pourraient avoir un rôle à jouer. Ils ont également besoin de pouvoir exprimer leur créativité dans ce projet.

Ainsi, une ville qui s'adapte au changement d'époque, favorise-t-elle l'utilisation des ressources issues du recyclage, l'écoconception, dans des circuits courts de livraison, avec un impact « bas carbone ». Consommer autrement, pour que les acteurs économiques continuent de produire de plus en plus écoresponsable, au point d'optimiser ainsi leurs coûts de production...

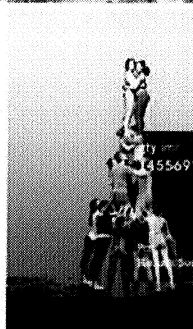
Former les cadres élus et agents aux enjeux du développement durable



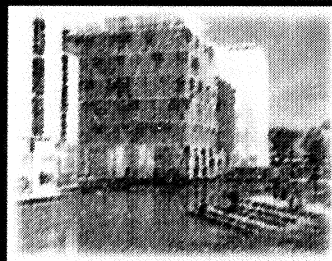
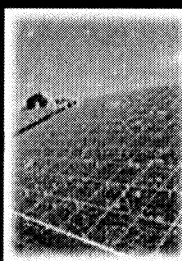
Enjeux ...Pour répondre au défi que constitue le changement climatique, les collectivités locales ont un rôle déterminant à jouer dans la définition et la mise en œuvre d'actions visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à l'amélioration de l'efficacité énergétique, au développement des énergies renouvelables et à l'adaptation du territoire aux effets du changement climatique. Cit'ergie est un label destiné aux collectivités (communes et intercommunalités) qui souhaitent contribuer activement à améliorer leur politique énergie en cohérence avec des objectifs climatiques. C'est un label de "bonne conduite" qui récompense pour 4 ans le processus de management de la qualité de la politique énergétique et climatique de la collectivité. Le processus de labellisation Cit'ergie constitue un atout pour les collectivités qui s'engagent dans un Plan Climat nergie Territorial (PCET), ont signé la Convention des Maires pour la lutte contre le changement climatique, construisent le volet énergie de leur Agenda 21 ou s'engagent dans une nouvelle démarche structurante de leur politique énergétique.

Rapport de

D é v e l o p p e m e n t D u r a b l e 2012



Montpellier, La Cité à énergie positive!



Repères

Ainsi l'enjeu de la formation pour une amélioration-partagée est au cœur de la réflexion.

Plusieurs pistes sont à l'étude :

- Prochain plan de formation 2014 -16 Objectif : anticiper un plan de formation au développement durable : 2 options en réflexion pour avis.
1^{ère} : une formation (catalogue CNFPT) au développement durable et à l'éco responsabilité (partenariat entre la Dified et le CNFPT) pour tous les agents.
Objectif : créer une culture commune interne.

2^{ème} : Organiser une formation intra au développement durable et à l'éco responsabilité, pour commencer cela pourrait concerner un agent « éco référent(s) » volontaire par service qui le souhaite, cela permettrait d'accroître l'efficacité des actions, de relayer, informer, suivre les actions de Développement Durable et assurer le lien dans leur service. Cette formation pourrait alors s'articuler autour du label Cit'ergie qui suscite aujourd'hui un réel intérêt de la part des collectivités : plus de 400 collectivités labellisées en Europe, 20 collectivités labellisées en France et une trentaine en cours de processus. La ville a été admise à entrer dans ce processus lancé par l'ADEME LR.

FOCUS Cit'ergie :

3 niveaux de performance récompensés par 2 labels et une reconnaissance

Cap Cit'ergie
Cit'ergie
Cit'ergie Gold

Résultats

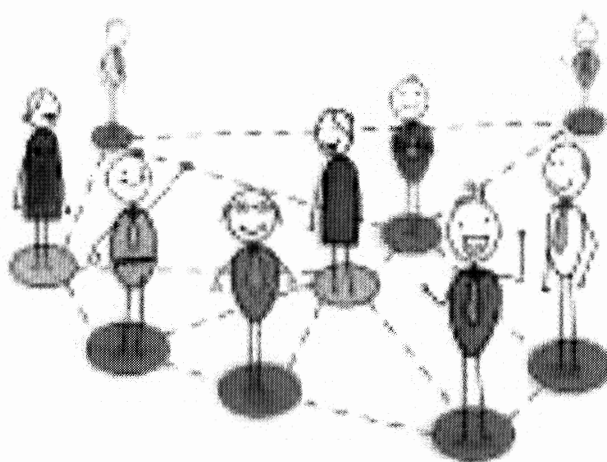
-Un pré-diagnostic a été effectué le 8 novembre, à l'issu duquel, la candidature de la ville a été retenue pour suivre le processus de labellisation.

Pistes d'amélioration

La ville réfléchit à la manière d'organiser des temps de participation d'information et de formation au sein de cet outil intégrateur de l'ensemble des actions de développement durable menées. Cela pourrait s'articuler autour des 6 thèmes de la démarche Cit'ergie :

- Développement territorial
- Patrimoine de la collectivité
- Approvisionnement en énergie, eau et assainissement
- Mobilité
- Organisation interne
- Communication, coopération

Accompagner la dématérialisation



Enjeux ...

Ce sigle « TIC » se désigne les technologies de l'information et de la communication, que nous sommes de plus en plus nombreux à utiliser chaque jour, au travail ou à la maison. Courriels, réseaux sociaux, recherches d'informations sur Internet, commerce en ligne, conférences vidéo ou audio... Ces nouvelles pratiques ont considérablement amélioré les échanges, elles facilitent le partage de l'information et sont très rapides. Elles contribuent potentiellement à éviter les déplacements et permettent de favoriser le télétravail. Elles peuvent donc participer à la limitation de nos émissions de gaz à effet de serre. Ces dernières années, elles se sont imposées aussi bien dans notre vie professionnelle que dans nos maisons. L'analyse de leur cycle de vie montre cependant qu'elles génèrent bien sûr des impacts spécifiques (consommation de matières premières et d'énergie, gestion de déchets souvent dangereux...); comme toute activité, la consommation électrique due aux TIC augmente de 10 % par an environ depuis 10 ans et les connections ADSL, souvent allumées 24 heures sur 24, se généralisent. De plus, les bénéfices environnementaux qu'elles faisaient espérer doivent être nuancés : la consommation de papier et les déplacements ne semblent pas diminuer autant qu'on aurait pu l'espérer. L'enjeu est de rendre clairement compréhensible cette situation parfois complexe, pour donner à chacun les clés pour agir.

(Source : Etude ADEME sur les TICs)

Résultats

Le déménagement du service informatique de Garosud, vers le nouvel hôtel de ville a permis au service d'économiser ses déplacements Soit une économie de 8000 km en voiture

Le traitement de la salle informatique a changé

Un ensemble d'opérations techniques a été mené sur les serveurs centraux pour en réduire considérablement le nombre. Le système de climatisation du nouvel hôtel de ville est beaucoup plus efficace (cf Philippe LI Yu HO).

La mise en veille automatique des ordinateurs en cours

Remplacement de tous les écrans cathodiques par des écrans plats. Les derniers ont été remplacés à l'occasion du déménagement (150 écrans)

En cours et réalisé

Impressions :

Déjà de nombreuses imprimantes étaient en réseau en 2011 ; En arrivant à la nouvelle Mairie, ce principe a été multiplié.

Photocopies

Les fonctions qui ont été mutualisées :

Scan et fax

Impressions

Avantages : Evite de multiplier le matériel. De plus les fax transitent par la messagerie, donc, ne sont pas systématiquement imprimés. Les utilisateurs bénéficient des options étendues « Recto-verso »/ Impression couleur. Le matériel est relativement économe en consommable (≠ système à jet d'encre).

Inconvénients : Aujourd'hui la consommation de papier ne diminue pas autant que nous le souhaiterions, d'abord, parce-que le périmètre s'est étendu (nouvelles écoles et de manière générale + 1,3 % d'augmentation des effectifs des élèves du 1^{er} degré dans l'Hérault en 2011 par rapport à la rentrée 2010. Nous suivrons l'évolution en 2012). Globalement ce que nous avons réussi à réduire pour l'instant, c'est la circulation papier.

- Passage aux multifonctions : de 600 appareils (fax, imprimantes, photocopieurs) à 300.

Nouvelles pistes de travail transversales en cours:

- Doter les directions d'IPAD.
- Gestion du courrier par la numérisation des courriers entrants : sauf certains courriers (les permis de construire,...). La circulation se fera sous forme numérique. Ce projet sera opérationnel et en vitesse de croisière d'ici fin 2012. Il s'inscrit dans la continuité d'une démarche de dématérialisation entreprise il y a 5 ans (appels d'offre...). Pour diminuer les impressions papier, chaque direction dispose de sa ligne budgétaire propre sur ce volet. Cela avait été testé depuis 2010, et s'est généralisé depuis l'arrivée dans le nouvel hôtel de

ville. Les premiers effets, on va les voir fin 2012, quand on arrivera à l'exercice budgétaire de fin d'année. (cf. pour en savoir plus, volet « Dématérialisation »).

- Une solution de visioconférence mise en place à partir d'octobre-novembre 2012. Les sites équipés sont le nouvel hôtel de ville, l'Hôtel de Sully

Pistes d'amélioration

L'éco responsabilité s'observe dans notre collectivité au travers des photocopieuses partagées, du pilotage de l'énergie, et nous allons à présent le voir, les achats responsables. La collectivité a apporté un cadre technique très favorable. Les pistes d'amélioration semblent à présent se trouver dans un ensemble d'éco gestes complémentaires à ce cadre, et qui viendront confirmer l'engagement de la ville dans ce sens. Dans la phase de transition, il est normal que des pratiques se superposent un temps, ensuite il importe de consolider les nouvelles pratiques, et d'abandonner les anciennes. Un nouveau volet dans la réflexion-sensibilisation sur la réduction des consommations de papier pourrait être ouvert en 2013. Il existe encore des questions de pratiques et d'habitudes à interroger et à accompagner.

Il faut sans doute raisonner de manière différenciée pour mieux tenir compte des contraintes de chaque service, en parallèle de la recherche de nouvelles solutions. Chaque service doit être associé à la recherche de solution et pouvoir proposer ses propres solutions. Néanmoins la tendance doit rester globalement à l'harmonisation des pratiques. La nécessité d'indicateurs de suivi affinés, prenant en compte le périmètre actuel, son évolution et le suivi différencié de la consommation annuelle par service pourrait être un moyen pour chacun de s'approprier toujours plus la démarche éco responsable de la ville.

Le traitement du courrier

En 2012, une des deux navettes extérieures de livraison du courrier est effectuée à partir de novembre 2012 par un véhicule électrique, le nombre de Km effectué par l'agent entre 15 et 40 km/jour

- En 2012 : Dématérialisation progressive du courrier avec certaines directions, puis à partir de décembre, toute la mairie sera concernée.

Cheminement du courrier :

Le courrier est trié, lu, analysé, orienté, scanné et pour certains indexés par le service courrier sur ACROPOLIS. Il est envoyé sur la boîte aux lettres virtuelle d'ACROPOLIS de chaque direction

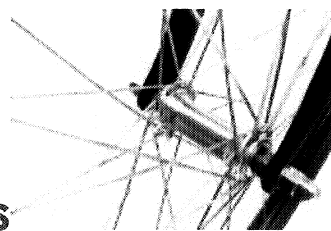
Objectifs:

- Traçabilité des courriers
- Disposer d'une meilleure sécurité, éviter les doublons.
- Temps de réponse amélioré
- Faire baisser la consommation de photocopies

Pistes d'amélioration

En 2013 la généralisation de la dématérialisation devrait être opérationnelle, une écoute particulière et une veille seront mises en œuvre, pour conduire cette transition de la manière la plus écoresponsable possible (papier // consommations énergétiques).

Poursuivre les achats durables



EnJeux

La « Responsabilité sociale des organismes publics : une approche responsable du capital humain » organisé dans le cadre du Club Développement Durable des Etablissements et Entreprises Publics par les ministères de l'Écologie, du Développement durable, en partenariat avec l'Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale, fait notamment suite à la publication et la mise en ligne du « Guide de la responsabilité sociale interne des organismes publics ». Le Club Développement Durable des Etablissements et Entreprises Publics a été créé en octobre 2006 dans le but de favoriser la réflexion stratégique et la mise en œuvre du développement durable dans les organismes publics. Il compte aujourd'hui plus d'une soixantaine d'adhérents. Ses membres sont signataires de la Charte du Développement Durable, l'expression de cette démarche volontaire. Traversé par diverses préoccupations, cette réflexion, la ville souhaite l'accroître au cœur de ses pistes d'amélioration continue.

Une illustration de cette volonté est l'entrée progressive de l'Analyse de Cycle de Vie dont s'inspire la ville. L'enjeu est d'identifier les principales sources d'impacts environnementaux et d'éviter ou, le cas échéant, d'arbitrer les déplacements de pollutions liés aux différentes alternatives envisagées. Cette meilleure connaissance des impacts associés aux produits peut permettre de hiérarchiser les priorités d'amélioration et éclairer les choix techniques et organisationnels dans une démarche d'éco-conception par exemple. Favorisant une vision globale des impacts générés par les produits ou procédés, déclinée selon différentes simulations, l'ACV fournit ainsi des éléments d'aide à la décision aux politiques industrielles (choix de conception, d'amélioration de produits, choix de procédés?) ou publiques (choix de filières de valorisation, critères d'éco labellisation de produits?). (Source : Ademe).

Repères

Achats publics responsables

Selon l'Observatoire de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (ORSE), « Lors de ses décisions d'achat, il convient qu'une organisation tienne compte des performances environnementales, sociales et éthiques des produits ou services acquis, tout au long de leur cycle de vie » (extrait de l'ISO 26000).

Le Club Achats et Développement Durable de l'ORSE permet de formaliser des guides pratiques qui présentent les initiatives dans ce domaine.

L'évolution juridique du code des marchés publics, l'initiation de démarches d'éco-responsabilité au niveau des entités publiques, et leur fort potentiel économique en matière d'effet levier (environ 15 % du PIB National) poussent à investir tout particulièrement le champ de l'achat public.

Résultats

Dans le cadre de son nouveau Marché habillement, la ville introduit des critères qui concernent les clauses sociales des entreprises. En effet la logique de Responsabilité sociale des organismes publics est également un sujet pris en compte dans le cadre des achats publics de la ville. Ce prochain Marché habillement, a introduit dans son mémoire environnement, une incitation à disposer d'offres de vêtements avec un critère : « coton le plus biologique possible ». De manière générale, Il n'est à ce jour pas possible d'exiger des performances inaccessibles pour les fournisseurs, mais bien plutôt de leur indiquer nos attentes, de positionner des critères de qualité environnementale (labels...), afin qu'ils puissent adapter leur offre progressivement.

La ville de Montpellier oriente sa politique d'achats durables en s'inspirant de la logique d'analyse de cycle de vie (ACV).

Qu'est-ce que l'Analyse de CYCLE de Vie (ACV).

C'est une meilleure prise en compte des problématiques environnementales qui passe par une connaissance de plus en plus fine des impacts sur l'environnement et la santé humaine liés à la composition, la fabrication, l'utilisation et la fin de vie des produits.

L'ACV est une méthode d'évaluation environnementale multi critère qui permet de quantifier les impacts d'un produit (qu'il s'agisse d'un bien, d'un service voire d'un procédé) sur l'ensemble de son cycle de vie, depuis l'extraction des matières premières qui le composent jusqu'à son élimination en fin de vie, en passant par les phases de distribution et d'utilisation.

Concernant la prise en compte de l'achat durable dans les dossiers d'achat de fournitures et matériels à la ville de Montpellier on peut dire trois choses :

- Chaque dossier intègre systématiquement des éléments avec un pourcentage plus ou moins élevé (entre 5 % et 20 %) selon la maturité du secteur d'activité et la connaissance que nous avons du secteur et des acteurs (inutile de faire des dossiers sur lesquels personne ne pourra répondre).

- Les éléments (label, caractéristiques techniques, qualités, durabilité ...) sont obligatoires dans les cahiers des charges pour des secteurs matures (papier, véhicules, mobilier scolaire, peinture ..)
- Les mêmes éléments sont des critères soumis à appréciation et à notation dans les secteurs moins matures (textile, outillage ...)

L'habillement

Nouveau marché habillement pour les agents : la ville demande le « coton le plus biologique possible »

Exemple du MEMOIRE ENVIRONNEMENTAL - lot 4 /10 points

Ce qui est demandé aux candidats :

Attestation sur l'honneur du candidat, qui certifie que son processus de fabrication respecte les normes Oeko-Tex Standard 100, et que les métaux lourds et les produits contenant du Formaldéhyde ne sont utilisés à aucun moment dans l'élaboration des vêtements qu'il propose. Notation : / 2,00

Certification ou classification en termes de développement durable concernant les unités de fabrication des produits (références à des normes, des écolabels récents ou tous moyens de preuve appropriée); Notation : / 2,00

Prise en compte du développement durable au stade de la conception et de la fabrication

Notation : / 2,00

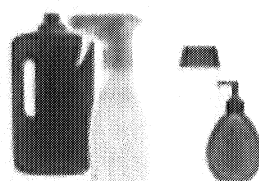
Prise en compte du développement durable durant le cycle de vie du produit (jusqu'à son élimination finale). Notation :

/ 2,00

Prise en compte du développement durable au stade de la logistique (circuit logistique : approvisionnement, transport). Notation : / 2,00

Les produits d'entretien

- Dans le cadre du marché général de nettoyage, la ville impose aux candidats, des produits labellisés écologiques. Le cahier des charges imposait, sous peine de non validé de l'offre, que les produits demandés soient éco certifiés. Toutes les entreprises ont répondu avec des produits conformes à cette exigence:



Le mobilier

Le marché d'achats de mobiliers neufs prévoit la reprise / mise en filière de reconditionnement des mobiliers usagés. Pour ce qui est des mobiliers neufs, les entreprises doivent attester que les essences de bois servant à la fabrication des meubles qu'ils commercialisent, sont issues de forêts gérées durablement (PEFC, en français : **Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières** : Apposé sur un produit en bois ou à base de bois, le logo garantit que ce produit est constitué d'au moins 70 % de bois issu de forêts répondant pour leurs gestions aux recommandations des entités nationales et régionales). (CCTP Marchés).



Pour les terrains de sport

Le volet environnement est systématiquement instruit dans le mémoire technique lors des travaux menés pour l'ensemble de l'action solidaire (déchets (recyclage des moquettes...), poussières, matériaux, bilan carbone (à titre incitatif).

Matériaux

Sur les aménagements sportifs des terrains en gazon synthétique certains granulats de remplissage de couleur verte, sont préférés à d'autres granulats noirs, permettant ainsi d'éviter les arrosages obligatoires en été pour réduire la température au niveau du sol

OBJECTIFS REALISES

- Achat de copieurs Multi- fonctions : possibilité de programmer des impressions par défaut en noir et blanc recto-verso

La consommation papier

Année	2006	2007	2008 *	2009	2010 **	2011 ***
Consomma- tion Totale de ramettes A4	14 911	14 480	17 451	22 610	22 248	22 853
Dont Ecoles			3 609	4 301	4 183	4 615
Consomma- tion Totale de ramettes A3	619	1 400	6 523	7 344	6 251	6 484
Dont Ecoles			5 374	5 725	5 735	5 866

* Intégration des consommations écoles (ex caisses des écoles) en gestion de stock centralisée.

** Tous les services paient leur papier avec leurs crédits fournitures administratives.

*** Intégration des Maisons Pour Tous et des activités accueils périscolaires en gestion de stock centralisée.

Le coût de la ramette est quasi stable depuis 5 ans aux alentours de 2 € HT la ramette de A4, et 4 € HT la ramette de A3.

Optimiser l'usage des clauses sociales et environnementales

En 2012 / Un accompagnement a été mis en place pour la rédaction des clauses sociales et environnementales.

Cf. : note de service Clauses sociales et environnementales (en annexes)

Nb : *Le plus fréquemment, ces clauses sociales ou et environnementales, sont utilisées dans les domaines liées à des actions en lien direct avec le développement durable, il s'intègre donc dans le besoin de certaines directions, sans qu'il n'y ait pour autant encore de dynamique suffisamment transversale.*

- Insertion des clauses sociales et environnementales

Il est vrai que ces procédures demandent un peu plus de temps, et d'assurer un suivi. Pourtant, il devient essentiel que ces clauses sociales et environnementales puissent être intégrées aussi systématiquement que possible, dans l'ensemble des services (maîtres d'ouvrages...), au point de faire évoluer les pratiques, de manière adaptée. Elles ont une valeur ajoutée sociale et environnementale et concernent dès aujourd'hui, la démarche de Responsabilité Sociale de notre Organisme.

Pistes d'amélioration

- Créer un groupe de travail sur ce thème, pour sensibiliser tous les services et lever les freins par de l'accompagnement. Car l'autre enjeu est ici de développer cette culture du développement durable et d'en partager la responsabilité entre tous les services, pour que ces leviers d'action, loin d'être des contraintes en plus, deviennent la norme adaptée aux nouvelles réalités sociales, environnementales et économiques. Il s'agit simplement d'agir à la hauteur des enjeux et de participer collégialement à une valeur ajoutée environnementale interne et externe.

- Groupement

La perspective du groupement d'achats avec l'Agglomération ou et d'autres communes, sera d'actualité en 2014, notamment pour les services organiques.

Echanges de « bonnes pratiques » en partenariat avec l'ADEME

La ville de Montpellier participe régulièrement à un groupe de travail départemental, piloté par l'ADEME, afin de mutualiser les réflexions et de dessiner de nouvelles approches partagées de l'achat public..

Pistes d'amélioration

- *La ville de Montpellier dans le cadre de sa démarche de dématérialisation soutiendra auprès de ses services, l'ensemble des actions permettant de réduire l'usage inapproprié du papier, par exemple en veillant à ce que les services privilégient le scannage, l'usage des mails, chaque fois que cela sera possible, plutôt que le papier . Nous verrons qu'il existe des gestes qui peuvent également permettre de réduire notre consommation d'énergie, lors de l'utilisation d'un ordinateur, et du fait de l'évolution de nos comportements. L'enjeu étant là aussi de garder une maîtrise de nos consommations..*

- OBJECTIFS CONSO PAPIER

- Réduire les éventuels gaspillages, et le volume et mobiliser les services autour de l'ensemble des petits gestes permettant de maîtriser notre consommation de papier.

- Mettre en place une Charte sur l'engagement Eco responsable

Objectif: que la ville devienne une référence de tout ce qui se fait de mieux en termes d'Achats Publics Responsables

Selon la Commission Européenne la RSE est définie comme **« l'intégration volontaire des préoccupations sociales et écologique des organismes à leurs activités d'achatss et leurs relations avec leur parties prenantes »**.

La ville, en encourageant les entreprises dans des démarches vertueuses, développe sa politique , RSO, son action dans le domaine de la Responsabilité Sociale des Organismes,

Le CCAS utilise les clauses environnementales comme une norme

Clauses environnementales systématiques dans les marchés publics passés depuis 2007

- Démarche environnementale "contractuelle" d'une valeur de 10 points conjointement aux variables prix et qualités techniques sur l'ensemble des marchés. Cette démarche souhaitée par le CCAS est attentive non seulement aux produits proposés par les soumissionnaires et leur mode de fabrication mais également aux démarches internes des entreprises candidates pour la protection de l'environnement.
- Mobilier de bureaux : demande ferme du CCAS que le prestataire retenu n'utilise que des bois en provenance de forêts gérées (sur le principe arbre coupé/arbre replanté, forêts labellisées développement durable) – Label PEFC.
- Vêtements de travail : vêtements labellisés "fibre citoyenne" de l'ONG "YAMANA" ainsi que le label "confiance textile" pour l'utilisation de matériaux biologiques (pas de fibres issues de l'industrie pétrolière). Enfin directive REACH (responsabilité étendue au producteur) appliquée sur le présent marché. A ceci s'ajoute l'obligation pour le prestataire d'être conforme aux réglementations de L'OIT pour interdire que les fournitures proviennent du travail des enfants de moins de 15 ans.
- Fournitures administratives :

Recyclage intégral du papier blanc (1 million de copies par an) soit 5.4 tonnes de papier recyclé à 90% via l'entreprise d'insertion "la feuille d'érable" (gérée par Montpellier Agglomération) – bac de collecte dans chaque bureau.

Recyclage intégral des toners d'impression usagés par l'entreprise agréée "PROXL" : compte rendu des recyclages et de la réutilisation des cartouches. Tableau de suivi fourni par le prestataire.

Commande des agendas et calendriers recyclés et recours fréquent à la gamme citoyenne du fournisseur LYRECO
- Photocopieurs : Mutualisation globale des services sur copieurs et non sur imprimantes individuelles, baisse des coûts et option « scan to mail » exigée pour faciliter la dématérialisation numérique des documents et ne pas recourir à l'impression systématique.
- Entretien des locaux : Utilisation de gamme de produits "éco-responsable" (Ecover) de notre fournisseur actuel tant sur les produits d'hygiène que de buanderie.

Nettoyage des vitres sur des solutions écologique à base d'eau osmosée.

-Politique d'achat : le CCAS appartient au groupement d'achats de la ville pour les ampoules, le carburant...

Gestions diverses et préoccupations écologiques et solidaires au sein des pratiques internes au CCAS:

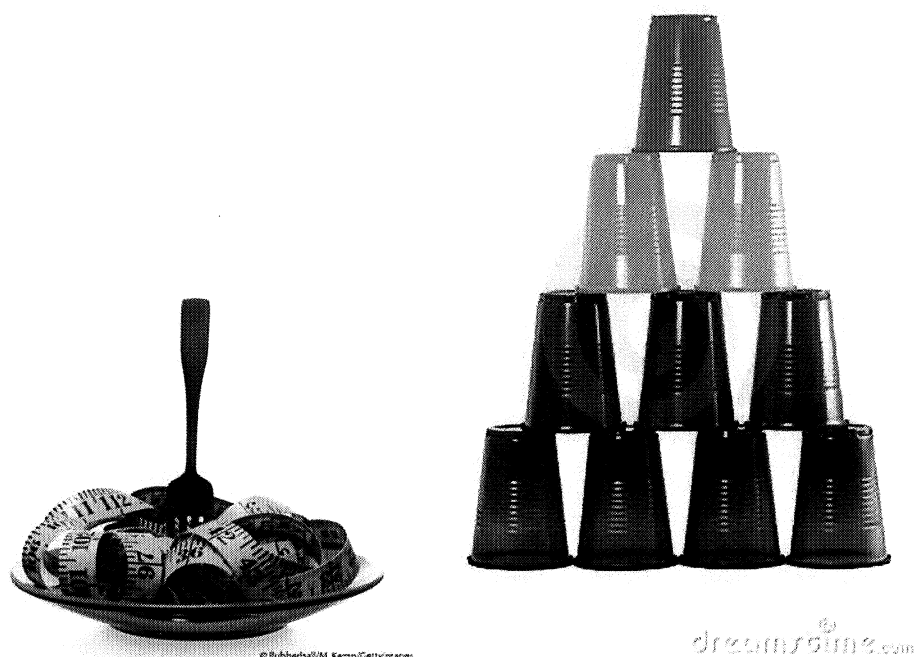
- Réflexion en cours sur l'achat ou la location de véhicules électriques : démonstration organisée le 23 mars 2011 dans nos locaux, sensibilisation de l'ensemble du personnel sur ces nouveaux modes de déplacements. Achat de véhicule électrique prévu sur l'exercice 2013.
- Fête et cérémonie : recours aux prestataires d'ateliers d'insertion traiteur pour 80% des manifestations du CCAS de Montpellier – Prestation exclusive sur produits BIO.
- Attribution du marché auprès du CAT Adage/SAPORTA, CAT d'insertion pour l'entretien de l'ensemble des sols du CCAS siège.
- Contrat des fontaines à eau expressément sans bonbonnes plastiques mais reliées directement sur les réseaux d'eau courante.
- Don des ordinateurs réformés à l'association INFORMATIQUE PLUS, chantier d'insertion, qui recycle et redistribue le matériel. (Accompagnement des publics en grande difficulté)
- Contrat machine à café avec prestations issues du "commerce équitable" (café BIO)
- Don des mobiliers de bureau usagés à nos partenaires de l'insertion; (ex : Face Hérault)
- Trois soutiens de 500 euros TTC soit 1500euros/an (5% du budget fournitures) pour les CAT de France. Cette année : soutien apporté à AFLPH, Le Chataigner, La Mothe...

Pistes d'amélioration

Les pistes d'amélioration ne sont pas vraiment différentes si ce n'est de continuer à dématérialiser et numériser le plus de documents possibles.

En terme de marchés, le CCAS n'a pas beaucoup de renouvellements à effectuer en 2013 et c'est surtout en 2014 qu'il projette d'agir encore, faire plus dans les CCTP avec les clauses environnementales....(renouvellements = tous les 4ans)

Encourager la réduction des déchets à la source et systématiser le recyclage



Mettre les déchets au régime (Campagne de l'Ademe)

Enjeux

Le contexte Global en Europe La directive 94/62/CE fixe aux états membres des objectifs de recyclage et de valorisation des déchets d'emballages, tout en leur laissant le choix des dispositions à mettre en œuvre. Certains états ont établi des objectifs plus ambitieux, prenant principalement la forme d'échéances anticipées par rapport aux dates butoirs du texte européen. (source : Evaluation des résultats de la réutilisation et du recyclage des emballages en Europe Etude réalisée pour le compte de l'ADEME par Ernst et Young).

Réduire les déchets à la source, réutiliser, recycler

La moyenne nationale est de : 590 kg, dont 390 kilos d'ordures ménagères et assimilées (ordures ménagères résiduelles + collectes sélectives). 590 kilos en ajoutant les 200 kilos que chaque Français dépose en moyenne en déchèteries. (Source : le guide pratique de l'Agglo « Réduire et valoriser nos déchets »).

Le premier objectif de la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 est de "prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets". La réduction des flux de déchets est un moyen de maîtriser l'augmentation des charges financières et de réduire l'impact des déchets sur l'environnement et les ressources naturelles. **La prévention s'applique à l'ensemble du cycle de vie d'un produit**, de sa conception jusqu'à son traitement en fin de vie. La réduction à la source relève de deux axes d'intervention principaux, **l'un vers l'industrie, l'autre vers le grand public** :

- ❑ **la conception et le mode de distribution de produits** engendrant moins de déchets et / ou des déchets plus facilement recyclables et / ou contenant moins d'éléments toxiques,
- ❑ **la sensibilisation, la formation et l'information du citoyen pour orienter :**
 - > ses choix lors de l'achat et de l'utilisation des produits, afin d'éviter ou au moins de limiter la production de déchets,
 - > ses déchets vers des filières spécifiques qui leur donneront une seconde vie.

www.ademe.fr
www.afnor.fr

EcoRepères

La quantité de déchets produits en un an par tous les habitants de l'Agglomération pourrait recouvrir

230 terrains de foot sur une hauteur de 1 mètre

Source : Le guide pratique « Réduire et valoriser nos déchets »

FOCUS

Pourquoi réduire nos déchets ?

Le déchet le plus neutre, est celui que l'on ne produit pas

La quantité de déchets a été multipliée par 2 en 40 ans.

Chaque habitant produit à l'échelle de l'Agglomération, 604 kg de déchets par an

Agir local

Le Programme Local de Prévention des Déchets. vise à réduire la production d'ordures ménagères et assimilées collectée par habitant, d'au moins **7%**, sur une durée de 5 ans, et à stabiliser, sur la même période, les dépôts en déchèterie.

Résultats

Montpellier ville propre

La Ville de Montpellier a mis en place depuis plusieurs années une politique globale de collecte et de nettoyage de la ville qui privilégie la collecte sélective.

Des containers verts, des points de propreté pour apport volontaire sont à votre disposition et la collecte des encombrants devant votre domicile se fait sur simple appel téléphonique.

Demeter

Avec le programme Demeter, Montpellier Agglomération favorise le traitement et la valorisation des déchets ménagers. Le tri sélectif est composé de plusieurs volets.

- **Les poubelles vertes,**
destinées aux emballages ménagers, vides propres et sans bouchons, équiperont un tiers des foyers de l'agglomération.
- **Les points verts**
sont constitués de conteneurs à verre et à papier : la ville de Montpellier en compte quatre cents.
- **Les points propreté.**
Il s'agit de dix-neuf centres de collecte répartis sur l'agglomération (quatre à Montpellier), pouvant recevoir des objets encombrants, des végétaux, des gravats, des batteries et huiles de vidange... Depuis juin 2005, la carte Pass'Agglo est nécessaire pour accéder aux 19 points propreté de l'agglomération.

Les composteurs individuels.

Les usagers qui le souhaitent peuvent disposer d'un composteur individuel destiné à la transformation des déchets organiques (feuilles, branchages, pelures de fruits...) en compost.

Montpellier Agglomération distribue également des sacs-cabas dans les maisons de l'agglomération pour contribuer à l'élimination progressive des sacs plastiques.

Pour votre information des brochures très utiles peuvent être téléchargées directement sur le site web de Montpellier Agglomération.

Pour tout savoir sur le tri sélectif ou demander votre composteur individuel.

Diffuser l'information en interne

- Dans le cadre du respect de l'environnement une note à l'attention de tous les services de la ville précise que chacun doit conserver et remettre aux livreurs du Service Achats les piles, consommables informatiques et bureautiques, lampes et tubes Fluo compacts (lampes basses consommation et tubes néon) usagés lors des livraisons.

AVANTAGE / Economie d'un déplacement de récupération spécifique.

Pistes d'amélioration

Harmoniser le tri et remplacer les bannettes « feuilles d'érable » usagées dans tous les services :

- Poursuivre le tri des papiers, déchets d'emballage, fournitures.

- Une astuce facile pour progresser : fini les déchets à la pause café !

Gobelets de machine à café : les nouvelles machines à café permettent d'éviter la consommation plastique d'un gobelet, chaque fois que l'on vient à la machine avec son propre Mug, elles sont équipées d'un détecteur, et ne distribuent pas de gobelet quand un mug est détecté sur le socle (on considère l'hypothèse que seulement 3000 agents utilisent la machine, seulement en moyenne x 2 gobelets x jour), on peut rapidement arriver à une réduction d'un ordre de grandeur intéressant : **1272000 gobelets par an** qui ne finiront pas en déchets inutilement.

Empilement de gobelets plastique par Josua

http://www.gentside.com/insolite/il-empile-10-000-gobelets-en-plastique-dans-une-piece_art32876.html

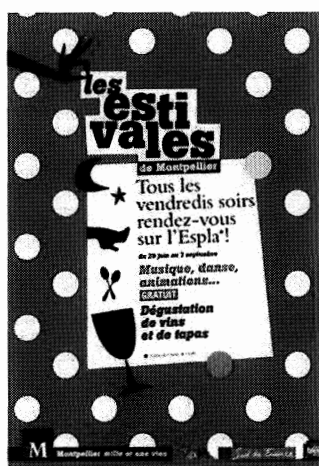
- **Sensibiliser à l'éco- consommation et à la " réduction des déchets"**, en lien avec les écoles et les Restaurants scolaires et l'ensemble des services. Cette action viserait à sensibiliser les enfants aux alternatives de consommation qui permettent de réduire la production de déchets.

Vers des manifestations éco-responsables



La Panacée

Enjeux Plusieurs événements de tous types (festivals, conférences, congrès, compétitions sportives, foires, etc.) sont organisés chaque année à Montpellier. Ces événements dans leur ensemble adoptent tous des pratiques éco responsables, c'est-à-dire agissent pour réduire leurs impacts négatifs sur la consommation des ressources, leurs émissions de GES et leur production de déchets. Ils cherchent en général à augmenter leurs effets positifs sur la société et l'économie.



Repères

C'est parce qu'aujourd'hui des échanges pourraient être renforcés et permettre d'aller plus loin que la réflexion autour de manifestations éco-responsables s'organise.

La rédaction d'une charte, pourrait répondre à ce besoin d'échange et d'optimisation des savoir-faire.

Objectif :

- **Réduire** l'impact environnemental des événements et rester attentif aux innovations en la matière;
- **Favoriser** la production et la consommation responsables;
- **Stimuler** les retombées locales et les bénéfices socio-économiques des événements;
- **Soutenir** le développement des connaissances et le partage de l'expertise en matière de gestion responsable d'événements

Les activités économiques

La ville poursuit sa démarche de manifestations éco responsable, autour de politiques publiques clés, différents acteurs à terme pourraient participer à ce groupe de travail à créer, voici l'état actuel de la réflexion (transversal):

- les affaires économiques
- le secteur Patrimoine et Culture
- le Protocole
- le service jeunesse (cf. La dynamique inter génération)
- la brigade propreté et citoyenneté
- le service Education
- le service Enfance

Les affaires économiques et le développement local

Parmi les différentes politiques menées par la ville, en lien avec l'organisation d'évènements culturels ou et commerciaux, les affaires économiques gèrent le suivi des autorisations liées aux activités commerciales à l'échelle de la ville.

La ville gère :

Les autorisations liées aux commerces

- Les déclarations de licences de débit de boissons auprès des bars et restaurants, points de ventes à emporter
- Les autorisations de stationnement des taxis
- Les concessions commerciales (Kiosques, boutiques du Parc Darwin...).
- Les autorisations de transferts de tabacs
- **Les** ouvertures tardives exceptionnelles (et permanentes pour avis)
- Ouvertures dominicales

Résultats

4 Halles couvertes

Montpellier Centre

Halles Castellane	26 commerçants
Halles Jacques Cœur	29 étals
Halles Laissac	24 commerçants

Mosson

Halles des quatre saisons 38 commerçants

19 marchés de plein-air qui se décomposent en :

- Les Grands marchés (4)
- Les marchés thématiques (6)
- Les marchés de quartier (9)

La ville envisage de mettre en place des marchés de terroir

Dans une logique de gastronomie de qualité (circuits-courts), et en lien avec le Conseil de Quartier de Celleneuve, la ville ambitionne de mettre en place des marchés de terroir.

Des manifestations organisées en régie :

- Estivales
- Hivernales (Marché de Noël)
- Antigone de l'artisanat
- Grand Bazar de printemps et d'automne

Les Estivales

- Participation de 40 vignerons
- Tri sur site du carton et du verre
- Dégustation dans d'authentiques verres non jetables.
- Visites régulières de l'Hygiène et de la sécurité (idem sur Hivernales)

Manifestations :

Lors de l'organisation de manifestations, les créateurs, les producteurs et les produits locaux sont prioritaires, dans le périmètre réglementaire, dans un esprit de diversité.

Les Grés de Montpellier

Le terme grés est communément employé dans notre région pour désigner les meilleures terres à vigne. Il faut savoir que Montpellier bénéficie d'une grande notoriété mondiale et d'une double image, celle d'une production viticole aux racines Etrusques et Romaines, d'une recherche viticole ancienne et durable associée à l'Ecole de Médecine.

Montpellier, c'est la ville de la découverte de l'alambic, des moyens de lutte contre l'oidium, contre le phylloxéra, et qui possède aujourd'hui de nombreux services agronomiques spécialisés dans de multiples domaines.

(Source : site de l'office du tourisme)



Montpellier : 1^{ère} ville française à posséder des vignes

Soutien à la viticulture locale :

Une convention de partenariat a été signée avec les Grés de Montpellier ainsi qu'avec le Syndicat des Coteaux du Languedoc.

L'objectif de la ville concernant les appellations « Les Grés de Montpellier » est de faire se rencontrer les viticulteurs, les soutenir, les vigneron aident la ville en apportant un savoir-faire pour la vinification : aller sur l'axe qualitatif du développement de ces vins, puis de masse et valoriser nos traditions vis-à-vis des touristes.

Institut National de Recherche Agronomique

Le Centre INRA de Montpellier conduit des recherches sur la vigne et le vin autour de trois champs d'activité : l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

Montpellier SupAgro

Montpellier SupAgro, accueille en son sein, l'Institut des Hautes Etudes de la Vigne et du Vin (IHEV)

L'espace public soutient la création d'emploi

L'occupation du domaine public à caractère commercial

L'enjeu social de ce projet est de développer le mieux vivre ensemble.

L'enjeu économique pour la ville est double, soutenir l'économie locale et dégager des recettes (Terrasses, bars, restaurants...), même si cela n'est pas dans un esprit de profit..

Pistes d'amélioration

Explorer d'autres pistes de développement des « circuits-courts »

Les acteurs du protocole déjà engagés

EcoRepères

Depuis le Congrès Mondial de l'eau qu'elle a organisé, la ville n'utilise plus de bouteilles plastiques d'eau minérale, lors des manifestations qu'elle organise. Ce simple choix permet d'éviter la consommation d'énergie et le transport nécessaires au recyclage et vise à l'exemplarité. Le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas.

Résultats-

4000 bouteilles d'eau économisées dans l'HDV (environ) en 2012

Des événements Eco organisés

Vins d'honneur et verres de l'amitié

- Utilisation de vaisselle en dur privilégiée.
- Les agents du protocole très mobilisés sur le tri-sélectif
- Utilisation de vins de producteurs locaux ou ultra locaux, cuvées produites par la ville :
- La Ville de Montpellier, située au cœur de ce vignoble, a engagé depuis plusieurs années une action originale et innovante, autour de la promotion du vin et de son propre vignoble.
- Cette démarche globale entre une grande ville et un syndicat de qualité, reconnu Grand Cru du Languedoc, est unique en France et témoigne d'une volonté commune de promouvoir le terroir et d'accompagner une filière économique. Par ailleurs la Direction Patrimoine et Biodiversité contribue à la production de jus de raisin

Cartons d'invitations du protocole

- En 2011 la location d'une machine de mise sous pli a permis d'améliorer l'organisation autour de la distribution des cartons d'invitation. Aujourd'hui, toute la mise sous pli se fait sur le site de Garosud.

Autres actions marquantes

- Passage sur logiciel GMA (depuis un an) pour la location de salles, de matériel et les réservations de vins d'honneur.
- Dématérialisation des dossiers de manifestation.

Economie totale de papier de 50% sur ce segment de l'activité de la ville.

Pistes d'amélioration

- Consommer uniquement du vin produit par la ville dans le cadre des manifestations gérées par le protocole
- Elargir à l'ensemble des services qui organisent des événements (culturels et sportifs) sur la ville, et par extension, à tous les partenaires de ces manifestations, y compris le public (implication en qualité d'acteur par des techniques innovantes et ludiques) .

*La ville pourrait créer son LABEL « **Ecolabelleville** » et estampiller ainsi les événements éco responsables organisés sur son territoire afin de les rendre visibles et reproductibles.*

Objectif : que la ville devienne une référence de tout ce qui se fait de mieux en termes d'événements éco responsables.

La culture dans la dynamique éco responsable

Enjeux

Dans la réflexion sur le développement durable, la culture prend, depuis quelques années, une place de plus en plus importante. Son affirmation comme quatrième pilier du développement durable, la Convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, l'affirmation des droits culturels,...tout un ensemble de réflexions et de textes ont ouvert une nouvelle voie qui confère à la culture une dimension transversale dans les politiques publiques.

Repères

Les missions que mènent la ville de Montpellier, dans le domaine de la Culture sont :

1. Partenariat culturel
2. Manifestations culturelles
3. Lieux d'Art et d'Histoire :

- Pavillon Populaire : Photographies
- Espace Bagouet : artistes Régionaux
- Saint Anne : Art contemporain
- Saint Ravy : Jeunes Artistes
- Parcours Muséographique :Musée du Vieux Montpellier ; Pharmacie et Chapelle de la Miséricorde ; Musée de l'histoire de Montpellier (Crypte Notre dame des tables).

4. Archives
5. Administration

Etablissements Culturels gérés par la ville:

Théâtre Jean Vilar (rattachement en 2011)

Cinéma Nestor Burma (ouverture en février 2011)

Centre d'Art et de culture contemporaine, La Panacée (ouverture prévue en juin 2013)

Résultats

En 2012

- Manifestations : lancement des Zones Artistiques Temporaires en 2010, la communication, à des fins d'invitation éco responsable du public , a été volontairement liée à ces évènements une indication clé pour le public : « Découvrir la ville grâce au Tramway ».
Il avait été demandé au restaurateur partenaire d'utiliser pour la partie « catering » (restauration), des assiettes et des verres réutilisables.
- Agora des savoirs : Si les personnes ne peuvent pas se déplacer (jauge de la salle limitée à 400 personnes), elles trouvent les informations sur, soit le site de la ville, soit sur celui de la Maison des Sciences de l'Homme. La radio Divergences diffuse également l'Agora des Savoirs en direct. Ces innovations dans l'organisation et la diversification des modes de diffusion, proposent ainsi d'autres modes d'accès au public, et parfois permettent à un public qui ne peut se déplacer de pouvoir participer à cet événement populaire à l'échelle de la ville. De plus ces différentes offres permettent de réduire le nombre de déplacements.
- Cinéma Nestor Burma : pratique l'Education à l'image en direction des écoles, collèges, lycées. Objectif de l'opération : rééquilibrer le territoire en faisant participer des publics éloignés de ce loisir culturel.

Pistes d'amélioration

Compte tenu de la diversité des acteurs qui œuvrent dans ce domaine de compétences, proposer une approche différenciée, par thème et par champ artistique.

- Concernant les subventions, il pourrait y avoir des clauses incitatives, cela représente 600 dossiers par an.
- Lieux d'Art et d'Histoire : sensibiliser les publics (scolaires...) sur les lieux où la ville organise des événements
- Manifestations : ZAT et autres, l'idée serait de généraliser les bonnes pratiques, par la création d'un « label Événement éco responsable » (à travailler, pour trouver un intitulé qui convienne largement). Pour les Festivals et manifestations généraliser les bonnes pratiques éco responsables en impliquant toute la chaîne d'acteurs (artistes, commerçants, associations...). Par une communication appropriée faire participer un large public, notamment les jeunes. Etre exemplaire.
- Comédie du Livre : cet événement accueille 100 000 personnes sur 3 jours : Il sera intéressant de réfléchir à la manière à la fois d'éco concevoir l'événement, d'impliquer les artistes et le public.
- Cinéma Nestor Burma : Il serait possible d'y créer un événement sur le développement durable (un jour, une semaine...).

Une communication qui réduit son impact



Enjeux L'utilisation de l'argument écologique et de développement durable est aujourd'hui régie par différents textes, plus ou moins contraignants : la loi (dont L 121-1 et suivants du Code de la consommation, sur la publicité de nature à induire en erreur), mais aussi les recommandations déontologiques de l'ARPP, la norme ISO 14021 et les avis du CNC (non contraignants).

L'enjeu est d'avoir des repères, notamment pour identifier les messages de « greenwashing » utilisées par certains messages publicitaires, comme le souligne l'ADEME.

Source Ademe : <http://anflgreenwashing.ademe.fr/>

**13^{ème} Congrès
Société Internationale
d'Ethnobiologie**

Un congrès participatif ouvert à tous

Forum des peuples autochtones
Conférences-débats
Tables rondes
Forum associatif et stands
Spectacles et musiques
Expositions
Films
Animations scolaires
Colloque scientifique

Montpellier centre
20-25 mai 2012

**Rencontrer les peuples autochtones
autour des enjeux environnementaux**

<http://congress-ise2012.agropolis.fr>

Logos of partner organizations: Agropolis International, IRD, CNRS, etc.

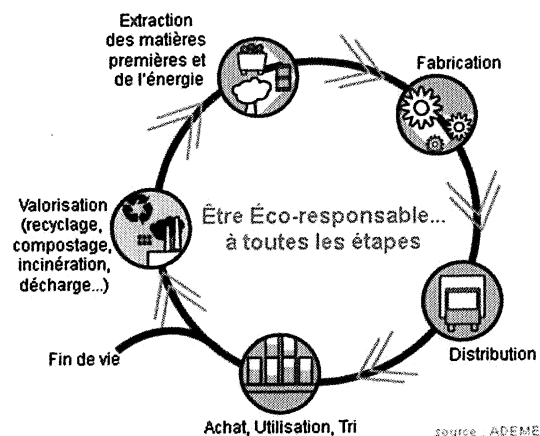
EcoRepères

Accompagner le changement

Éco-communiquer, c'est réduire les impacts sur l'environnement des métiers de la communication.

Les actions de communication qu'il s'agisse de campagnes, de publications, ou d'organisation d'événements ont potentiellement un impact significatif sur l'environnement tout au long de leur cycle de vie.

- consommation de ressources naturelles (énergie, papiers, emballages...),
- utilisation de produits dangereux (encres, solvants...),
- production de déchets,
- pollutions liées aux transports...



Eco-communiquer c'est aussi concevoir des **messages éco-responsables**.

Résultats

La Communication

La ville dynamique dans les 5 étapes clés:

- le papier
- les encres
- l'impression
- la conception
- la valorisation

La ville suit les préconisations ADEME :

- Choisir du papier recyclé éco-labellisé
- Imprimer avec des encres végétales

- Choisir un imprimeur Imprim'Vert
- Dématérialiser quand c'est possible
- Limiter les aplats et les vernis
- La ville a opté pour une réduction de son format pour tendre vers un format standard.
- Calculer au plus juste les quantités

Service de presse :

- Revue de presse par mail, seules 3 sorties papier quotidienne contre 35 auparavant.
- Diminution de l'impression de chaque dossier de presse et fiche de presse : de 30 en 2011 à 10.
- Dématérialisation totale des dossiers d'informations en direction des journalistes.

Service Editions-Manifestations

- Impression des docs sur « imprim'vert » (origine PEFC du papier)
- Utilisation d'encre végétales
- Utilisation de papier recyclé, aussi souvent que possible
- Actions de sensibilisation
- Campagne 4200 tonnes de déchets
- Désencombrer la Ville
- Fête de la Biodiversité
- Les 6 prix « verts »
- Le 13^{ème} congrès Ethnobiologie
- Gulli
- Le PLD

NB : L'entreprise qui réalise les banderoles est également dans une démarche éco responsable :

Impression écologique

Elle est partenaire depuis 4 ans de la fondation de Yann Arthus Bertrand : www.actioncarbone.org. Cet organisme réalise des projets écologiques à travers le monde: pose de sphères biogaz, reboisement de forêts...

Elle reverse une partie de ses bénéfices à cet organisme et propose à ses prestataires, de participer librement à ces projets.

D'autre part, leurs imprimeries sont en cours de certification ISO 14001. Cette démarche coûteuse, impose des procédures très rigoureuses dans le management environnemental (choix de machines moins énergivores, recyclage des déchets, recherches de matières

premières plus propres, aspiration des COV - Composés Organiques Volatils -, formation interne et responsabilisation face au développement durable...).

Les usines sont également agréées pour le recyclage des bâches et proposent, moyennant une participation au coût de transport, de récupérer les bâches et de les préparer pour pouvoir les recycler. Un procès-verbal de recyclage est ensuite délivré pour preuve de ce recyclage.

Service des Journaux municipaux

- Réduction du format du journal Montpellier Notre Ville : de 27 x 36 cm le MNV passe à 27 x 33 cm, d'autre part le nombre de pages passe de 48 à 40 pages, soit une économie de 8 pages x 145 000 exemplaires x 11 numéros annuels = 12 760 000 pages non mises en pages, non imprimées et non distribuées. L'économie s'élève à 86 798 € pour 5 N° en 2012, elle sera de 190 956 € en année pleine (11 N°)
- Utilisation d'encre végétale et de papier recyclé pour les 3 publications municipales : MNV, Tip-Top et Tempo. Label Ecocert. **Cela était déjà valable en 2011.**

Service de la communication interne

- A compter du mois de juin, utilisation d'un papier recyclé pour le Communoscope
- Actions envisagées pour le 2nd semestre :
- Relayer par mails les bons réflexes sur les éco-gestes
- Amorcer une communication interne autour du PCET en lien avec le PDE

Service Multimédia

En partenariat avec l'association « Mandarine », réalisation du prototype Boussole, en cours de prototypage, pour visualiser les ressources du territoire et pour comparer les modes de transport, en privilégiant les moyens de transport doux en favorisant les pratiques d'éco-conduite...à poursuivre en 2013...

Pistes d'amélioration

.Consciente des enjeux, la ville met progressivement au service des montpelliérains, une pédagogie du changement : Expliquer la démarche d'amélioration, sensibiliser, faire participer les citoyens au projet et à la démarche de progrès. La communication de la ville va donc poursuivre son accompagnement de la politique de développement durable largement en marche à Montpellier.

- Eco communication : clauses d'insertion dans les marchés publics de communication
- Développer et être attentif à l'accessibilité des documents
- Réfléchir à la manière de prendre en compte les déplacements dans les livraisons en lien avec la réglementation de la commande publique

L'imprimerie municipale

- Dans le CTP / la machine servant à faire des plaques fonctionne sans chimie
- . Utilisation de Plaques en aluminium
- **Les produits d'imprimerie** : utilisation d'encre bio à l'eau / Agent mouillant (addition d'eau)
- **Lavage de la machine** : s'effectue avec des produits miscibles à l'eau. Utilisation de lessive bio à l'eau, sans Composés Organiques Volatiles (COV).

La récupération des liquides de lavage est de 100 %

Le recyclage des encres est de 100 %

Le recyclage des bidons, boîtes, bombes et des chiffons est de 100 %

- **Utilisation d'enveloppes en papier recyclé (exception faite lors de problèmes de délais).**

Les enveloppes sont mises sous pli par la machine de mise sous pli en location, en parallèle, assez rapidement, le volume des enveloppes devrait être réduit par la dématérialisation.

- **Utilisation de papier recyclé pour le Communoscope**

Pistes d'amélioration

- *Faire des tirages différents sur des papiers différents*

Sur le secteur OFFSET /

- 2013 : Faire livrer les gros volumes en palettes-cube, pour limiter l'emballage et les chutes de papier. Ce sera également un gain de temps pour le façonnage (préparation du papier machine).
- PAO/ Reprographie (procédé à la cire
- 2013 : changement de matériel pour une presse numérique qui améliore la qualité et le rendement, et qui diminue les effluents polluants d'encre.

La ville des échanges, à l'international comme au local



www.montpellier.fr

Enjeux

Capitale du Languedoc Roussillon, à moins de 3h de Barcelone et de l'Italie, et à peine à 11 km de la Méditerranée, Montpellier est le lieu de séjour idéal pour découvrir une ville en pleine ébullition et des sites figurant parmi les plus prestigieux du patrimoine mondial.

Symbole de la dimension internationale de la ville, l'Hôtel de Sully accueille depuis le 24 juin 2000 une Maison des Relations Internationales sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle. Elle joue un rôle d'information pour les Montpelliérains, abrite des permanences de consulats et l'association la Maison de l'Europe de Montpellier. Une annexe, l'Espace Martin-Luther-King, a été inaugurée en juin 2003—preuve de son succès, elle sert de siège à de nombreuses associations à vocation internationale. Une bonne façon pour les Montpelliérains de mieux se sentir citoyens du Monde, et d'appartenir à une tradition millénaire. A son apogée médiévale, Montpellier entretenait des comptoirs à Tyr, Saint-Jean d'Acre, Tripoli et même en Arménie. Elle accueillait aussi beaucoup de maîtres et d'étudiants étrangers. A tel point qu'au milieu du XIV^e siècle, les étudiants en médecine venus d'Espagne, du Portugal, d'Allemagne, des Pays-Bas et de Belgique (la Flandre, à l'époque) étaient deux fois plus nombreux que les Français. Aujourd'hui, ils sont toujours des milliers, venant de tous les continents, à fréquenter les établissements d'enseignement supérieur montpelliérains. Parmi eux, beaucoup viennent des villes jumelées avec la capitale du Languedoc-Roussillon. Ils représentent 17.6% environ du nombre total des étudiants. Montpellier avait su en son temps, de manière tout à fait exceptionnelle pour l'Europe méditerranéenne, conjuguer ville marchande et ville savante. Cette double vocation-là perdure aussi. Les liens tissés ne sont pas seulement universitaires. Car à l'heure de l'Europe et de la décentralisation, les villes doivent affirmer leur stratégie internationale

Repères

La compensation carbone

La compensation carbone est un mécanisme de financement permettant à une entité (administration, entreprise, association, individu) de substituer (pour tout ou partie) à ses propres émissions de gaz à effet de serre (GES) une quantité équivalente de "droits carbone" en les achetant auprès d'un tiers. Ceci implique de pouvoir mesurer les émissions de GES d'activités productives ou de service public, celles issues du transport, de chauffage etc. Puis, si possible après avoir réduit ces émissions, il s'agit de financer un projet de séquestration ou de réduction des GES. C'est un des moyens et exemples de remboursement d'une dette écologique.

Cette approche, à son terme, permet une non-augmentation des émissions de GES quand elle atteint la neutralité carbone, elle s'inscrit dans une logique de progressivité des actions vers une division, nécessaire pour répondre aux objectifs climatiques(2050). Elle peut être combinée avec une réflexion sur la limitation de certains déplacements (visioconférences...) et peut voir naître des mécanismes de compensation in situ, qui au départ présentent un intérêt essentiellement pédagogique, mais marquent l'entrée dans une démarche de progrès et d'intégration des dimensions « énergie » et « climat » dans les politiques publiques. C'est le cas à Montpellier, qui en est à ce jour au stade de la recherche-action, et des premières initiatives.

La neutralité carbone

Le principe de **neutralité carbone** consiste à compenser les émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère d'une activité utilisant des énergies fossiles. Par exemple, compenser ses déplacements en avion, liés à des déplacements qui ne peuvent être effectués en utilisant un autre mode de transport.

Progressivement, ce principe s'inscrit dans le cadre du marché des crédits carbone (cf. Protocole de Kyoto) ou encore relève de la compensation volontaire.

RESULTATS

Logistique des événements

Concernant la logistique d'accueil des délégations des villes jumelles partenaires, il existe soit une gestion en direct, en effet les événements sont organisés, directement en lien avec le protocole et permettent de garantir le suivi notamment du recyclage du verre, l'intégration de produits locaux...sinon, un partenariat avec un traiteur (commande groupée) est adopté, chaque fois que cela est possible, des critères éco responsables sont intégrés dans l'appel d'offre.

La mission Relations internationales expérimente la compensation carbone



L'exemple d'Unicité 2012

Lors de la rencontre UNICITES 2012, deux espaces de forêts éphémères ont été installés sur l'Esplanade, un espace Méditerranéen, et un espace regroupant des essences originaires des villes jumelles partenaires de Montpellier.

17% des Gaz à Effet de Serre générés par l'évènement seront compensés dans le cadre du reboisement annuel qui intégrera ces forêts qui passeront du statut d'éphémères, à celui de pérennes (en raison d'une gestion durable).

Les autres actions lors des échanges internationaux

Jouer la carte de l'Eco mobilité « à domicile »

« Dans le cadre des échanges internationaux développés par la ville de Montpellier au travers de la Maison des Relations Internationales, tous les déplacements avec les délégations accueillies se font en transports en commun (pas plus de 20 personnes). Sur le plan des déplacements professionnels, le tramway ainsi que le Vélo à Assistance Electrique sont utilisés prioritairement. Il s'agit avant tout de réduire les émissions de GES liées aux déplacements professionnels.

Le rayonnement de la ville de Montpellier à l'international

Les villes partagent leur expérience

Les rapprochements que la ville opère avec les villes jumelles à l'international, sont source d'inspirations réciproques. Les concepts et pratiques volontaristes que la ville applique dans ses politiques publiques font régulièrement « valeur d'exemple » auprès des villes amies, la réciproque étant également au cœur des relations d'échange. Ce positionnement partenarial et coopératif propose, au-delà de la nécessaire compétition, l'auto – dépassement individuel et collectif des élus, des habitants, des associations, des entreprises, qui tissent ainsi de nouvelles alliances et renforcent collectivement leur capacité, à inventer le modèle urbain du XXIème siècle, une belle opportunité ! Une collaboration positive et

d'intérêt général élargie réinvente la relation entre les villes jumelles et humanise les décisions, tout en mutualisant des savoir-faire, des compétences et des valeurs ajoutées telles que la valeur écologique, l'enjeu du « bien commun ». Par exemple, lors de sa visite à Montpellier, le Maire de Chengdu a décidé de faire un bâtiment performant s'inspirant de la future école Chengdu Bâtiment à Energie Positive (Bepos), qui sera implantée dans le quartier République.

Montpellier, la contribution d'une Ville Française au Sommet International de la Terre Rio+20

193 Etats membres des Nations Unies se sont rendus à Rio de Janeiro pour ce cinquième sommet de la Terre. Parmi eux, plus d'une centaine d'élus locaux français ont fait le déplacement pour témoigner de leur expérience.

La Ville de Montpellier a apporté sa contribution à ce rendez-vous international au travers de la participation de son maire, , membre de la délégation officielle Française conduite par le Président de la République et d'une délégation d'élus composée notamment de l'adjoint au maire délégué à la biodiversité et à la prévention, environnement et santé, adjoint au maire délégué à la gestion active et durable du patrimoine et à l'économie des ressources et énergies et l' adjointe au maire déléguée à l'action internationale et aux jumelages.

La première présentation de la politique urbaine durable de Montpellier au Sommet de la Terre par le Maire de la ville, a permis une nouvelle fois de valoriser l'action de la ville, qui a pris là aussi une valeur d'exemple au niveau International. Cette reconnaissance participe à la visibilité de la Ville et à son rayonnement dans le monde. Les interventions d'Agropolis International, de l'INRA et du CIRAD ont pleinement contribué à cette connaissance au travers de la présentation des travaux de la recherche en agro-sciences menés à Montpellier. Enfin, la lecture de la Déclaration de Montpellier en soutien aux Peuples Autochtones et aux populations locales (formulée lors du 13^{ème} Congrès de la Société Internationale d'Ethnobiologie qui s'est tenu en 2012 à Montpellier) a rencontré un réel impact auprès des autres collectivités territoriales, dont certaines ont souhaité relayer le message.

Les temps forts

Plusieurs temps forts ont marqué ce déplacement, certains permettant à la Ville d'exprimer ses positions et de valoriser sa politique :

1. La participation au Sommet de la Terre avec deux interventions du Maire à deux conférences accréditées par l'ONU les 19 et le 22 juin,
 - conférence Club France Rio+20 « la ville durable : une utopie concrète, gouverner et gérer les villes de demain »
 - conférence ICLEI « Influence de la gestion locale sur le changement global ».
2. La lecture par le Maire, de la Déclaration de Montpellier en soutien aux peuples autochtones et aux populations locales au Pavillon France le 19 juin.
3. La rencontre avec Bráulio DIAS, nouveau Secrétaire Général de la Convention pour la Diversité Biologique, dont la Ville de Montpellier est membre.
4. La participation du Maire au Sommet des Villes C40 Cities for climate, (CGLU, UN-Habitat, Banque Mondiale) le 19 juin (Table-ronde Gouvernance, Défense des Intérêts et Cadre Institutionnel sur Développement Durable).

Le bilan de la participation de la Ville à la Conférence internationale des Nations Unies sur le développement durable. Malgré la déception partagée autour du texte final adopté par les

Etats à Rio+20, la Ville de Montpellier tire un bilan positif de sa mission à Rio, dans différentes domaines.

Rio a permis d'enclencher des collaborations entre les collectivités territoriales françaises qui vont continuer d'œuvrer ensemble à leur niveau, pour la préservation de la planète. La ville a également identifié de nouvelles capacités de financement de développement durable au cours du sommet.

L'attractivité d'une ville innovante

Les engagements environnementaux de l'Office du tourisme

Nous aimons notre environnement, nous le respectons et nous le faisons savoir !

1. Inciter nos partenaires et visiteurs à utiliser au maximum les transports en commun.
2. Gérer nos stocks de documentation au mieux.
3. Limiter notre consommation de papier, fluides et énergies.
4. Recycler les déchets.
5. Sensibiliser nos clients et partenaires à télécharger la documentation, à n'imprimer ou ne prendre que la documentation réellement utile aux besoins.

Emergence d'un tourisme tourné vers le développement durable?

Le Centre d'Echanges et de Ressources pour la qualité Environnementale des bâtiments et des Aménagements en Rhône Alpes VAD, organise , des voyages d'études, pour venir découvrir les constructions et les aménagements durables de Montpellier les 13 et 14 septembre 2012. Au programme :

1/ Bâtiments à énergie positive

2/ Réhabilitation passive

3/ Aménagements dont un lauréat de l'appel à projet Eco quartier

4/ Politique de la Ville (Agenda 21, guide pour un urbanisme durable)

5/ Echanges entre professionnels (MO, MOE, Collectivités) *Partez à la découverte de Montpellier, ville à forte croissance misant sur le développement durable en intégrant l'environnement, le progrès social et le dynamisme économique dans sa stratégie urbaine.*

PISTES D'AMÉLIORATIONS

Objectif : que la ville devienne une référence de tout ce qui se fait de mieux en termes de réduction de ses émissions de Gaz à Effet de Serre liés notamment à ses activités internationales.

- Création d'un groupe de travail sur la compensation carbone avec la Direction Patrimoine et Biodiversité, la Maison des relations Internationales, le Plan Climat Energie Territorial...

La ville au service de la qualité de vie



Cohésion sociale et solidarité entre les territoires et entre les générations

Enjeux Face à la l'urgence et la complexité des enjeux urbains, aux contraintes financières et à l'émergence de nouveaux défis (écologique mais aussi lien social et dynamisme économique), les villes ont l'obligation d'innover : transformer la relation des habitants au territoire, repenser l'information et les services urbains, inventer de nouvelles formes d'espace public ou de proximité, etc. Inventer avec les habitants, de nouveaux modes de vie...

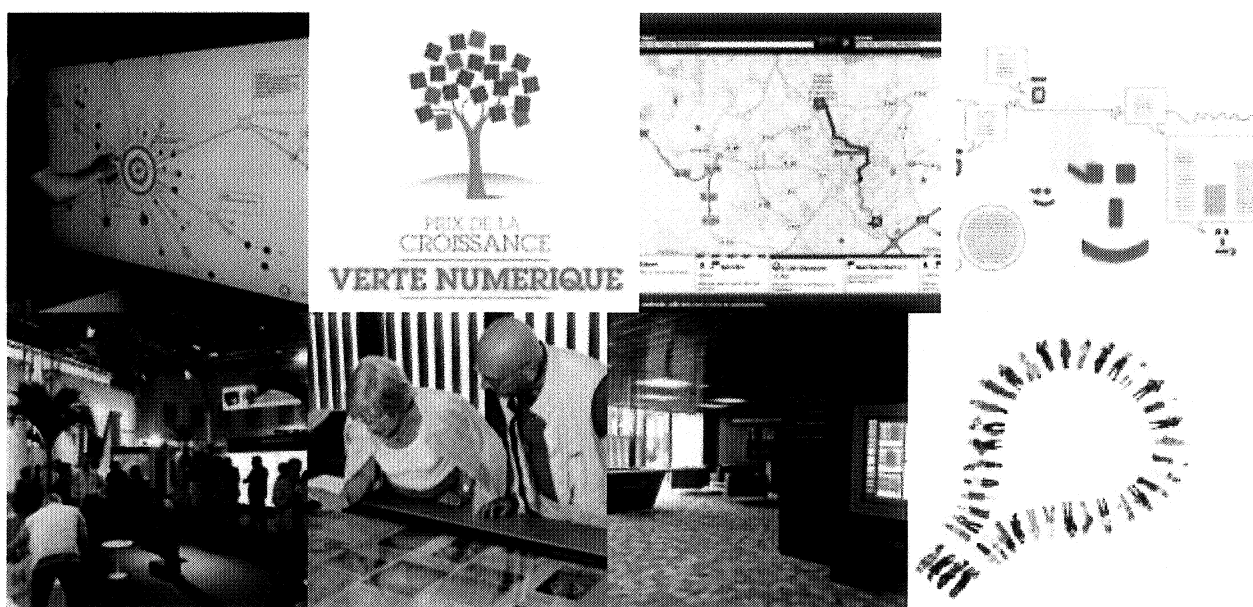


Opération La Cantine ça vitamine

Une ville numérique, Haut débit et solidaire



Enjeux Les entreprises proposent sans cesse de nouveaux services et de nouvelles manières de les produire, n'hésitant pas à sortir de leurs métiers traditionnels. Les citoyens se saisissent, en particulier, du numérique pour inventer de nouvelles pratiques de la ville, pour en discuter autrement le devenir, pour produire eux-mêmes des cartes, des informations, des services. Aucun acteur ne peut plus prétendre répondre seul à la complexité des questions urbaines. Il faut décroisonner, faire venir et associer en permanence des idées et des énergies neuves. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) viennent appuyer cette transformation, dès lors qu'elles ne visent pas uniquement à automatiser et contrôler l'existant. Grâce à de nouvelles formes d'implication des acteurs du territoire, des services urbains innovants peuvent naître et nombre d'entre-eux, parce qu'ils répondent à une demande sociale, sont respectueux de l'environnement, de l'espace urbain et de la qualité de vie collective.



Repères

La ville de Montpellier est depuis longtemps pionnière en matière d'équipements numériques, elle l'a démontré en déployant un réseau très haut débit, PEGASE, unique en France, et en s'engageant sur une couverture rapide de fibre optique à domicile (FTTH) en partenariat avec de grands opérateurs.

Dans la continuité de son action volontariste, et après une étape de réflexion qui s'est déroulée en début 2010, la ville de Montpellier a lancé le programme *Montpellier Territoire Numérique* pour affirmer son engagement dans l'innovation sociale, en tirant parti de la puissance du numérique et en s'appuyant sur de nouvelles formes de coproduction, ascendante et participative.

Dans le cadre d'un engagement politique fort, le projet *Montpellier Territoire Numérique* participe d'un vaste projet d'aménagement, adressant à la fois l'espace public, la relation des habitants à leur territoire, les projets de vie et d'intelligence collective.

Il s'agit donc de favoriser la création de services innovants, de partager les connaissances, de valoriser l'espace collectif, de proposer enfin de nouveaux modèles de croissance et d'implication des citoyens.

La ville de Montpellier engage cette démarche d'innovation ouverte sur des thèmes fédérateurs simples : une ville durable, ville conviviale et ville prospère.

La ville souhaite accompagner les changements par une implication, une écoute et la participation des acteurs concernés par le changement (appropriation des éléments de connaissance).

La démarche d'**accompagnement au changement** permet d'expliquer les enjeux du projet, de partager les bénéfices avec chacun des acteurs, de diffuser les nouvelles pratiques et d'aboutir le plus rapidement et dans des conditions optimales aux résultats escomptés pour chaque projet considéré dans le cadre de la ville bas carbone.

Résultats

Le projet Montpellier Territoire Numérique de la Ville de Montpellier

Objectif : Innover avec les citoyens dans les services urbains pour une ville durable, conviviale et prospère.

Engagé depuis 2010, le programme **Montpellier Territoire Numérique** représente un levier essentiel : au-delà d'un appui significatif aux projets actuels, il permet l'implication des citoyens grâce à :

- ☐ des systèmes d'information ouverts ;
- ☐ des projets transversaux relatifs à la mobilité, la conception participative de l'espace urbain, la participation au débat démocratique ;

- ❑ des ressources permettant à tous de devenir acteur du changement et de la transformation par des actions concrètes ;
- ❑ des méthodes favorisant la collaboration entre les acteurs économiques, institutionnels et associatifs.

Cela se traduit concrètement par :

L'ouverture des données publiques (Opendata) qui augmente la transparence de l'action publique et favorise la création de services innovants :

- ❑ co-production de connaissances relatives à l'environnement
- ❑ des outils de calcul d'itinéraires alternatifs à la voiture : transport en commun ou mobilité douce -vélo, circuits piétons- (application Boussole) ;
- ❑ des aides à la mobilité pour les personnes « empêchées » (handicap, vieillesse, ...) ;
- ❑ information et sensibilisation à la dégradation ou la valorisation de l'espace public ;
- ❑ ...

Des équipements publics, gratuits et interactifs de communication :

- ❑ Ecrans de visualisation de l'impact écologique de nos activités, de la richesse humaine et naturelle du territoire, de l'offre culturelle de la ville (CityMédia) ;
- ❑ Plate-forme mobile de participation au design de l'espace urbain (VSL) ;
- ❑ Outils de débat et de concertation sur les enjeux publics citoyens ;
- ❑ ...

L'animation d'un écosystème d'innovation

- ❑ Réunissant les entreprises, les associations engagées et les laboratoires de recherche ;
- ❑ L'introduction de méthodes de design axées sur les usages et non sur la technologie ;
- ❑ La mise en commun des contributions par des dispositifs numériques ;
- ❑ Lieux ouverts de partage et de production collective
- ❑ Le soutien financier aux projets innovants ayant une dimension sociale ;

Les TIC sont un support idéal pour apprendre à faire autrement, c'est une clé d'accès à un mode de vie plus dématérialisé, et si possible plus écologique. Outils d'information par excellence, les TIC offrent également des possibilités pour favoriser la concertation.

Montpellier Territoire Numérique poursuit trois objectifs :

- La participation des habitants
- La ville durable
- Un soutien aux acteurs du champ économique

MTN c'est : - Le guide cartopartie : production de données « publiques » par les citoyens

<http://montpellier.territoirenumerique.org/opendata/cartoparty/>

<http://wheelmap.org/fr/?a=b&lat=43.60858705&lon=3.881822264&q=montpellier&zoom=13>

- Boussole : service de mobilité douce à Montpellier

<http://boussole.mandarine34.fr>

- Handimap : services de mobilité pour les personnes handicapées moteur
<http://www.handimap.org/index.html>
- Open Data : publication des données municipales
<http://opendata.montpelliernumerique.fr>
- La cité des écrans géants : accès à l'information et à la connaissance dans l'espace public
<http://montpellier.territoirenumerique.org/cite-des-ecrans/applications-de-base/>
- Le Carto'clac : carte sensible et interactive des points d'intérêt du territoire (nature, culture, ...)
<http://arbres.cartoclic.org/site/demo/Arbres>
- Jeu de Débat « Ville de demain » : organisation de débat avec les habitants sur les enjeux urbains
<http://montpellier.territoirenumerique.org/projets/jeux2debat/>
- Biozoom : accès et enrichissement des informations sur la biodiversité à Montpellier
<http://montpellier.territoirenumerique.org/projets/biozoom/>
- Villes sans limite : Construire la ville avec ses habitants
http://www.planete-plus-intelligente.lemonde.fr/villes/les-villes-sans-limite-de-l-urbanisme-collaboratif_a-13-716.html

Pistes d'amélioration

Objectif : Permettre à chacun de s'approprier les solutions

Il ne s'agit pas de se sentir coupable, mais d'acquérir des points de connaissance qui permettent de se repérer, de pouvoir agir en nuancant son approche individuelle, et d'agir avec responsabilité, chaque fois que possible. Car ces nouvelles pratiques ont considérablement amélioré les échanges, elles facilitent le partage de l'information et sont très rapides. Elles contribuent potentiellement à éviter les déplacements et permettent de favoriser les télé activités. Elles peuvent donc **participer à la limitation de nos émissions de gaz à effet de serre, à certaines conditions. (choix de matériel écoconçu et recyclage 100% du matériel, pratiques raisonnées et écoresponsables des courriels, et des pratiques intelligentes à la portée de chacun...).**

Réussie éducative pour tous

M

Montpellier
ville de l'éducation



MNV mars 12

Enjeux Montpellier, ville d'études La Ville de Montpellier accueille, plus de 18 000 élèves dans quelques 800 classes réparties sur les 117 écoles maternelles et élémentaires publiques. La Ville de Montpellier est dotée d'un Service de l'Education, dont la mission pleine et entière est, la gestion, l'entretien et l'animation des établissements scolaires de l'enseignement primaire et plus généralement l'offre éducative destinées aux jeunes et aux familles. Les adolescents montpelliérains sont quant à eux accueillis dans 15 collèges et 11 lycées publics. Ces établissements sont gérés respectivement par le Département de l'Hérault (Conseil Général) et la région Languedoc-Roussillon (Conseil régional).

1- Les crèches

Focus / Les crèches

33 structures d'accueils des tout-petits

4 000 enfants accueillis

600 agents **23 M_** de budget

Les missions d'accueil du jeune enfant

Près de 4 000 enfants peuvent être accueillis chaque jour à Montpellier en accueil municipal ou extra-municipal.

Au total 24,3 M€ par an sont consacrés à l'accueil du jeune enfant par la Ville de Montpellier.

Le service Enfance informe et oriente au quotidien les familles montpelliéraines en recherche d'un accueil régulier ou occasionnel pour leur enfant.

Accueillir les jeunes enfants de moins de 6 ans et leurs familles

Le service enfance informe et oriente au quotidien les familles montpelliéraines en recherche d'un accueil régulier ou occasionnel pour leur enfant.

C'est au total 17,4 M€ par an qui sont consacrés à l'accueil des jeunes enfants par la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de sa mission Enfance, la Ville de Montpellier apporte une attention particulière à :

- soutenir les structures à vocation d'accueil d'enfants de la commune, le tissu associatif et les lieux d'accueil parents/enfants
- favoriser l'émergence de nouveaux projets à gestion publique et privée en accord avec ses partenaires : Caisse d'Allocations Familiales, Conseil Général de l'Hérault
- gérer le parc municipal d'accueil d'enfants en établissements, accueil régulier collectif, service d'accueil régulier familial, multi-accueils, jardin d'enfants
- animer un travail de réflexion sur l'enfance et nouer des partenariats sur divers thèmes liés à l'enfance avec la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Général de l'Hérault.
-

Résultats



Fabrication des repas livrés dans les crèches, les options :

-Pratique de fabrication sur place, à partir de produits frais, et pour certaines denrées, de qualité biologique (pains, laitages/ transformation sur place dans les 16 crèches municipales.

-Marché avec un prestataire global qui livre quotidiennement les produits non transformés/ Approvisionnement dans un périmètre régional (essentiellement Sète, produits labellisés Sud de France)= cette pratique est généralisée pour 7 crèches.

-Crèches multi-accueil : pas de fourniture repas.

Crèche bâtiments écologiques : Equipements Cambon et La petite Sirène

Ces deux établissements ont été construits dans une démarche Basse consommation d'énergie.

Déchets papier :

Peu de déchets papier, les dessins sont donnés aux familles

Jardinage

Selon les projets d'établissements. Cette pratique est en développement.

Intergénérationnel

Plusieurs projets en 2012 associant des « résidences foyers, des crèches (plutôt des assistantes maternelles et des crèches familiales).

En retour, des personnes âgées reçoivent les enfants dans leurs résidences pour partager des activités de chant, de lectures d'histoires et de contes, de goûters partagés.

Bourse aux jouets

Echange de jouets, de petit mobilier entre établissements municipaux.

Echanges pédagogiques

Echanges pédagogiques, ou et de pratiques entre éducateurs/ puéricultrices des Etablissements municipaux, intérêt de tel ou tel jeu...

Découverte du monde naturel

Régulières visites au parc Darwin ou à l'Aquarium « Mare Nostrum ».



Un projet en cours d'acquisition d'un aquarium dans la Crèche l'île au trésor.

-Projet d'élevage de vers à soie = concerne 8 crèches municipales : découverte d'un cycle de vie (cf Photo).



Le « Babycar »

c'est un minibus géré par l'Association (?), il accueille des enfants sur plusieurs sites de la ville (MPT François Villon et Fanfonne Guillaume, Ecole Louis Armstrong). Sur ces sites, leurs mamans en parcours d'insertion, reçoivent des cours. Pendant ce temps, leurs enfants sont complètement pris en charge par l'Association.

Partenaires : Une ' Association/La ville/La CAF/Le Conseil Général

Pistes d'amélioration :

- Produits d'entretien : possibilité de préférer la commande de produits ménagers écologiques, selon l'enveloppe budgétaire disponible/ structure.
- Remplacer le jetable par du réutilisable quand cela est possible (chaussons cf. Crèche de Castelnau-Le-Lez).

- *Eclairage des nouvelles crèches : attendre les retours d'expérience sur le type de LED adapté aux enfants.*

2-Les générations écoles maternelle, élémentaires et Accueils de Loisirs

Repères

Le Projet éducatif local de Montpellier

La Ville de Montpellier ne se contente pas d'investir et de faire fonctionner des écoles primaires. Elle se veut clairement ville éducative. Son projet éducatif local (Pel) intègre non seulement les outils (accueil du matin, du temps méridien, études surveillées, accueil du soir et Samedis malins), mais il élargit le nombre des acteurs éducatifs. Aux enseignants s'ajoutent par exemple les animateurs socioculturels ou sportifs, les différents intervenants non éducatifs dans les espaces scolaires, de loisirs ou culturels, ainsi que les professionnels chargés de la restauration scolaire...

Tous ceux qui permettent à l'enfant et aux jeunes de se socialiser et d'apprendre dans la ville. Il s'agit de faire de l'école (pendant et hors temps scolaire) non seulement un lieu d'apprentissage, mais également un lieu de vie et d'épanouissement.

Résultats

En 2012, notons qu'une nouvelle organisation du pôle animation a eu lieu et qu'elle se traduit par une autre répartition des missions pour encadrer les actions de terrain :

- 7 personnes au niveau de l'animation et 10 sur la conception de projets
- 17 personnes pour coordonner

Les samedis malins

Les enfants âgés de 4 à 11 ans peuvent participer à un projet éducatif au sein de 5 différents pôles. Une équipe d'animateurs qualifiés et d'éducateurs sportifs sont présents pour mener des activités sportives, culturelles, des sorties éducatives.

« Chaque pôle éducatif organise des ateliers thématiques, par groupes de 10 enfants maximum. Ils peuvent ainsi tourner sur les cinq cycles d'ateliers, afin de profiter de toutes les activités proposées tout au long de l'année ». Depuis leur création en 2007, les Samedis malins connaissent un succès considérable. Le pôle Armstrong / Delteil, dans le quartier Cévennes, est, avec Bolivar / Balard à la Mosson, le plus fréquenté. Chaque semaine, une centaine d'enfants s'y rendent.

Sortir du « tout jetable »

Une distribution de gobelets durables globalisée à l'ensemble des enfants de toutes les écoles (élémentaires et maternelles), à la demande de certaines écoles pilotes (Sévigné) a été réalisée par le service Education fin 2011

Pistes d'amélioration :

- Positionner un référent Développement Durable coordinateur (la même personne qui pilote le CME) / Le Conseil Municipal des Enfants a un rôle important à jouer dans la transition des comportements vers plus d'éco responsabilité, ce sont des Ambassadeurs péris et extras scolaires, ils sont motivés, ils pourraient être moteur dans cette dynamique
- Positionner un référent parmi les 10 managers de projet pour insuffler ces dynamiques dans les projets.
- L'éco conditionnalité, ou du moins la bonification lors de l'attribution des subventions, des associations fonctionnant « éco responsable » est une piste à explorer.
- Soutenir les initiatives d'Eco école (créer une dynamique avec le rectorat, les directeurs(trices) d'écoles, les coordinateurs du service Education de la ville. L'objectif étant d'étudier les pistes, permettant, en s'inspirant des collèges durables, ou des Lycées 21, d'initier un outil local permettant une meilleure visibilité, pour leur déploiement, des Eco-écoles. La perspective est que la ville et le rectorat, initient leur propre boîte à outils « EcoEcoles » et accompagnent ainsi le développement de ces pratiques. Première piste : lancer un appel à projet EcoEcoles.
- Prévoir une présentation du rapport de Développement Durable aux 7 responsables d'Accueils de Loisirs Municipaux en décembre ou janvier 13. Au préalable, avoir rencontré le rectorat pour co définir le cadre possible des actions conjointes.
- Réduire les déchets alimentaires dans les Restaurants Scolaires : tester un nouveau mode d'inscription (au niveau du badge), afin de limiter les inscriptions erronées.
- La ville a une veille sur les écoles investies dans le cadre des classes de découverte, sur les offres DRAC autour des jardins pédagogiques. C'est un indicateur des démarches DD, il est peut-être possible de mener nos projets selon les écoles –pilotes et investies dans de tels projets ;
- En octobre-novembre, se tient la réunion annuelle des directeurs d'école, où nous pourrions peut-être déjà présenter les pistes pouvant être explorées.
- Créer un comité de pilotage (cuisine centrale, service éducation, tri-agglomération) pour organiser le tri dans les Restaurants Scolaires, en lien avec les équipes d'animation. Poursuivre ainsi la démarche de tri des barquettes engagée en 2012 ; Démarrer en octobre ou novembre 2012.
- Ce serait bien aussi qu'il y ait un référent produits, plus technique : pour générer des économies et un dosage adapté des produits d'entretien, il pourrait suivre le recyclage et tout ce qui concerne l'éco responsabilité (éco gestes et accompagnement des bonnes pratiques).
- La formation « Cahiers de l'Energie » donnée par l'ALE a intéressé. La Réussite Educative » est intéressée à la fois pour connaître les évolutions de cette animation, et par la recherche de complémentarités entre écoles et équipes d'animation, chaque fois que possible, cela sera encouragé.
- Valoriser les projets et les accompagner sur les quartiers Petit Bard, Mosson, Croix d'Argent, là où le Développement Durable n'est souvent pas la priorité, ce qui se comprend très bien par ailleurs.

Une restauration scolaire écomobile

FOCUS

30 % environ des émissions de GES en France sont issus de la chaîne alimentaire.

20 % du trafic routier en France est imputable au transport de produits alimentaires.

Production agricole, transformation des aliments, transports... L'alimentation est au cœur de problématiques multiples liées à l'environnement, la santé, l'économie. Les implications sociales et sociétales, dépassant les frontières, font de l'alimentation durable et de la sécurité alimentaire un enjeu majeur pour l'avenir de l'humanité. Repenser nos systèmes de production, mais également nos régimes alimentaires, est aujourd'hui une priorité pour améliorer la durabilité de notre société de consommation. Les impacts environnementaux de notre alimentation dépendent, en effet, beaucoup de nos choix et de nos habitudes alimentaires.

Néanmoins, l'alimentation est un sujet complexe qui ne peut se réduire aux questions environnementales. Les réflexions conduites sur l'alimentation renvoient en effet aux enjeux sur la santé, la sécurité alimentaire, la précarité de certaines populations, l'évolution de nos modes de vie, les traditions culinaires et l'économie des filières.

EcoRepères

La Ville de Montpellier défend avec constance des valeurs fortes pour la restauration scolaire. Dans le cadre plus global d'un projet éducatif, celle-ci doit répondre à **des critères de qualité nutritionnelle et gustative**, de sécurité, de prévention santé. Sur plus de **18 000** enfants scolarisés dans les écoles publiques de la ville, **9 000** d'entre eux déjeunent régulièrement dans les restaurants scolaires. « Depuis toujours, la cuisine centrale et la ville sont attachées à promouvoir un service de qualité pour les enfants. Une démarche de sa part qui va bien au-delà de ce que la réglementation impose en termes de diététique et de qualité »

A travers sa politique sociale, le Conseil Municipal a voté la mise en place de plusieurs mesures qui apportent un large soutien aux familles afin que les enfants puissent bénéficier de la restauration scolaire.

La Ville prend en charge 70% du coût total du repas et de l'animation de la période interclasse, permettant ainsi de maintenir les tarifs à un niveau acceptable pour tous les concitoyens.

Cette disposition peut être complétée par l'attribution d'une réduction supplémentaire accordée en fonction de leur situation familiale spécifique aux familles montpelliéraines qui en font la demande.

FOCUS

Sur 10 véhicules de livraison, 9 GNV + 1 diesel (depuis plusieurs années)



Résultats

Les cuisines centrales un partenaire transversal à l'action éducative

Actions phares

- Le pain non consommé est redistribué au pain de l'Espoir sur certaines écoles
- Le surplus des repas est réorienté vers la banque alimentaire

Actions 2012

- En 2012 : remplacement de 4 fours de 1993 par des fours dernière génération fonctionnant au gaz (programmation électronique avec sonde cuisson à cœur pour gain de temps et d'énergie et diminution des pertes à la cuisson, nettoyage automatique pour économie d'eau et de produits)

Projet Alimen terre, un partenariat durable

La Ville propose chaque année, de faire entrer des composants bio dans les repas (par exemple yaourt bio, fruits bio ou de proximité ,1500 pains bio / jour...). Cette mesure n'a aucune incidence sur le prix du repas facturé aux familles.

Puis dans le cadre du projet "AlimenTerre", un menu entièrement bio ou et équitable est mis en place une fois dans l'année.

Les restaurants scolaires des écoles Voltaire, Simenon, Savary, Péricles, Jaurès, Prévert, Spinoza, Curie et Garibaldi ont participé toute l'année au projet "AlimenTerre".

- Une étude, réalisée durant l'été 2012 par une stagiaire, nous a permis de :

- nous rapprocher de l'Agglo et de faire ainsi un point sur la situation, et les éventuelles actions que nous pourrions mener ensemble (tri sélectif, sensibilisation...)
- transmettre un échantillon de nos barquettes afin de connaître le devenir possible de nos barquettes (recyclage ? méthanisation ?)

Pistes d'amélioration :

Se rapprocher de l'association Pain de l'Espoir qui est une association qui lutte contre le gaspillage en collectant le pain non consommé sur les écoles qui ne le font pas encore. Quatre écoles de la ville ayant déjà mis en place un partenariat avec cette association, nous avons étudié la possibilité d'étendre ce projet.

Que des écoles pilotes participent au projet d'amélioration du TRI SELECTIF dans les restaurants scolaires, mais il faudrait pour cela une collecte quotidienne des déchets organiques, le dialogue avec l'Agglomération sur ce sujet sera mené.

Les barquettes utilisées actuellement étant recyclables, en 2013, un vaste projet dont l'objectif sera de toutes les recycler va progressivement et dans la concertation, se mettre en place. Il faudra comprendre les freins rencontrés par les agents et voir à étalonner le nombre de containers nécessaires à cette amélioration.

Clé Montpellier Logement

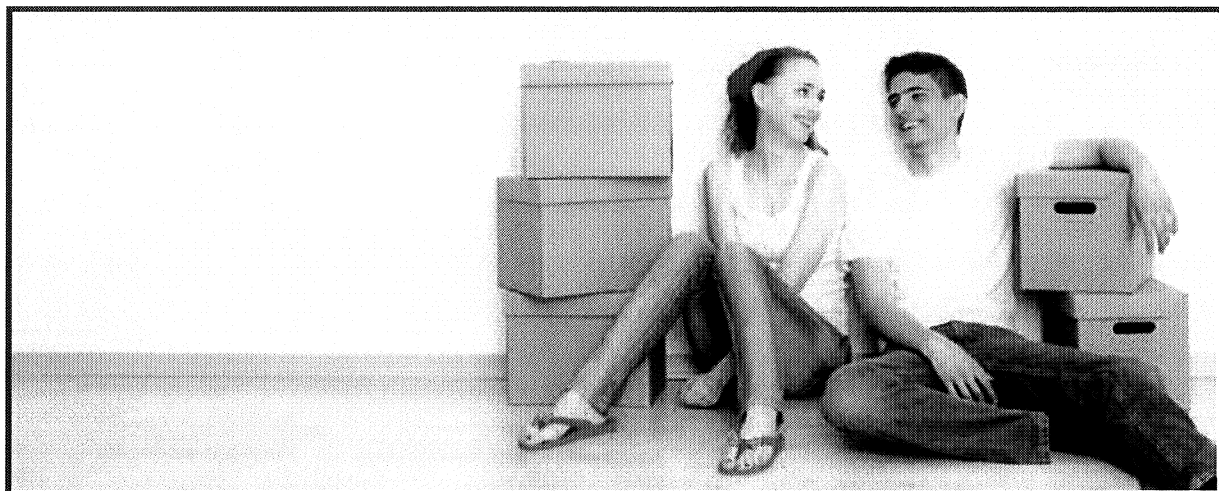


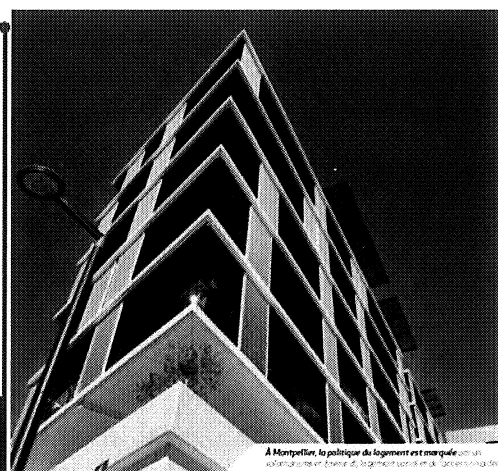
Image MNV



Enjeux Il y a dix-sept ans, lors de la publication du premier rapport sur l'État du mal-logement en France, la Fondation Abbé Pierre n'imaginait pas qu'un phénomène - alors relativement limité - puisse prendre l'ampleur qu'il connaît aujourd'hui. En France, 3,6 millions de personnes sont non ou très mal logées, mais si l'on y adjoint tous ceux qui se trouvent en situation de fragilité de logement à court ou moyen terme, ce sont au total 10 millions de personnes qui sont touchées par la crise du logement à l'échelle nationale.

Pour favoriser la mixité sociale dans les nouveaux quartiers, la Ville a décidé d'imposer à tous les constructeurs, une règle de répartition simple dans tous les programmes : 1/3 de logements privés sans plafond de revenu, 1/3 de logements intermédiaires (locatifs ou en accession aidée) et 1/3 de logements destinés aux logements sociaux.

La règle des trois tiers



À Montpellier, la politique du logement est marquée par un volontarisme en faveur du logement social et de l'accession à la propriété.

Repères

La ville a bien mesuré ce risque sociétal. L'enjeu du logement est au cœur de son action. La Ville réalise des nouveaux quartiers, sans pour autant délaisser les plus anciens qu'elle réhabilite. Par cette politique, elle vise à favoriser, notamment, l'accession à la propriété des ménages dont les ressources ne permettent pas, ou difficilement, l'acquisition d'un logement dans le secteur privé. D'ici 2015, 10 000 nouveaux logements seront construits, dont 2 500 logements sociaux.

En 2012 Mobili jeune est complémentaire du dispositif Montpellier clé logement, proposé par la Ville, qui est une aide financière. Elle sert soit à financer le premier mois de loyer (charges comprises) dans la limite de 1 000€, soit à financer l'installation (meubles, électroménager...) dans la limite de 800€. À titre exceptionnel, elle sert au financement du dépôt de garantie, dans la limite de 1 000€. « Uniquement réservé aux titulaires d'un bail, il a été étendu en juillet aux jeunes résidants dans des structures collectives de type foyers de jeunes travailleurs ».

Résultats

LE LOGEMENT : « PERMETTRE L'ACCES A UN LOGEMENT DECENT, DIGNE ET ADAPTE AUX BESOINS DE CHACUN »

Quatre grands axes d'intervention se déclinent autour de :

- **Accompagner l'accès au logement des ménages modestes et des jeunes actifs.**

La **Clé Montpellier Logement « Jeunes »** : des aides à l'installation dans le logement pour les jeunes actifs de moins de 30 ans sous forme d'avance remboursable permettant de financer le premier mois de loyer ou l'achat des premiers équipements.

La promotion et le développement du **dispositif « Mobili-jeune ® »** : le 21 septembre 2012, une convention de partenariat entre la Ville et trois Comités Interprofessionnels du Logement (CIL Méditerranée, CILEO et Astria) a été signée afin de développer un partenariat en faveur du logement des jeunes, en particulier autour du Mobili-Jeunes ® qui est une avance non remboursable à destination des jeunes en formation professionnelle, financée par Action Logement (1% logement).

Le soutien à la réalisation de logements en accession aidée pour des ménages dont les ressources ne permettent pas ou difficilement l'acquisition d'un logement dans le secteur privé : la **Clé Montpellier Logement « Accession »** : 200 logements environ en accession aidée par la Ville en 2011.

Le soutien au développement du **logement intergénérationnel** par l'association Concorda Logis.

- **Développer et améliorer l'offre de logements en complémentarité de la production de logement neufs.**

La **Clé Montpellier Logement « Propriétaires »** : un Numéro Vert et un lieu d'accueil et d'information unique en direction des propriétaires privés sur l'ensemble des dispositifs existants en matière de sécurisation des rapports locatifs et de location « solidaire ».

5^{ème} rencontre **Clé** montpellier logement

**Vous êtes
propriétaire ?
Des solutions
pour louer votre
logement en
toute sérénité.**

Des stands d'information.
Conférence à 18h en
présence de spécialistes
du logement
(Salle des Rencontres).



Renseignements :
Ville de Montpellier
Service Ressources Logement Emploi Insertion
missionlogement@ville-montpellier.fr
04 67 34 87 83

montpellier.fr

Un partenariat engagé avec l'association ADAGES – Maison du Logement et les acteurs locaux de l'habitat et du logement.

La création d'un **groupe de coordination municipal de lutte contre l'habitat indigne** autour de deux grands objectifs :

- Coordonner et mettre en œuvre les procédures de lutte contre l'habitat indigne, en particulier pour les situations les plus complexes impliquant des travaux d'office.
- Placer l'occupant au cœur des processus de traitement des situations (dispositifs spécifiques d'hébergement temporaire, de relogement et d'accompagnement social mis en œuvre).

Favoriser le parcours d'insertion dans le logement de la « rue au logement autonome ».

La Ville de Montpellier accompagne les acteurs de l'hébergement et du logement adapté (Maisons relais, Foyers de jeunes travailleurs, résidences sociales, etc.) dans la mise en œuvre de leurs actions et de leurs projets de développement.

• **Renforcer la coordination et l'information sur le logement.**

La mise en place d'outils d'information (guides pratiques, site Internet, etc.) visant à faciliter l'accès à l'information sur l'ensemble des questions liées au logement.

Pistes d'amélioration

Etude du développement d'une action « solidaire » spécifique autour de la sécurisation des rapports locatifs (Garantie des Risques Locatifs) en faveur des jeunes actifs.

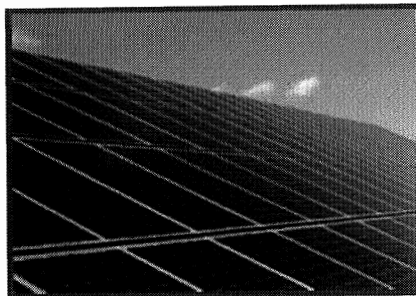
L'emploi



Enjeux Jamais ces dernières années, l'économie n'avait connu autant de crises à résonance internationale et mondiale. L'accès à l'emploi est au cœur de ces enjeux. Plus de 200 000 emplois à créer. Pour répondre aux objectifs fixés par l'Union Européenne et concrétiser ceux qui ont été définis lors du Grenelle de l'environnement en matière d'énergies renouvelables, la France va devoir mettre les bouchées doubles. "Aujourd'hui, la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie est de 10 %, constate le Syndicat des énergies renouvelables. En 2020, elle devra atteindre 23 %". Traduction en termes de recrutement : l'effectif du secteur, qui est de 75 000 personnes aujourd'hui, devrait, d'après les professionnels, atteindre près de 300 000 personnes en 2020.

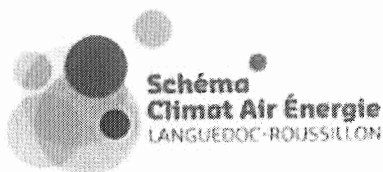
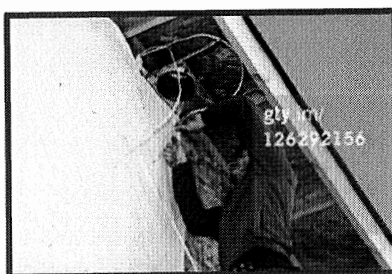
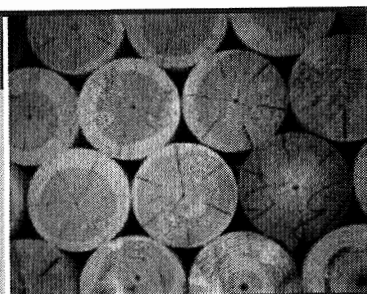
LOCALEMENT

Accompagner les entreprises de la filière du bâtiment et des énergies renouvelables dans la transition énergétique



Investissements et emplois dans les énergies renouvelables

Le développement des énergies renouvelables prévu par le SRCAE représente, sur la période 2012-2020, près de 10 milliards d'euros d'investissement et 3000 emplois à créer. Il représente également 45 millions d'euros par an de retombées fiscales pour les collectivités en 2020.



Créer des emplois liés aux nouvelles technologies associées à la transition énergétique et au développement de l'éco-construction Les chantiers de rénovation de logements pourraient permettre de créer 10 000 emplois en région à l'horizon 2020.

Repères

La Région Languedoc Roussillon considère que les filières économiques seront quasiment toutes impactées par l'augmentation des coûts de l'énergie et par les effets du changement climatique et devront s'adapter. Cette évolution ne doit pas être considérée comme une contrainte car elle aura pour effet de stimuler la compétitivité des entreprises de la région.

Œuvrer pour la création d'emplois locaux, c'est ce que la ville essaie de faire.

Résultats

L'emploi et l'insertion :

« Œuvrer en faveur de l'emploi local afin de créer les conditions pour que chacun ait accès à un emploi, conforme à son expérience et ses qualifications ».

La Ville de Montpellier s'est engagée de manière volontariste en faveur du développement économique et de l'emploi qui constitue un des piliers du projet global de Cohésion sociale et du « Vivre Ensemble ».

En matière d'emploi et d'insertion, différents axes d'intervention structurent cette démarche :

- **Le soutien à l'emploi par la commande publique et la mise en œuvre de clauses sociales dans les marchés publics**

A travers les opportunités qu'offre le code des marchés publics, la Ville de Montpellier a adopté le principe de la mise en œuvre d'un dispositif d'insertion en demandant aux entreprises soumissionnaires, de différents marchés de réserver 10% des heures travaillées à des publics en insertion professionnelle.

En 2011, différents marchés incluant des clauses sociales (espaces verts, construction de groupes scolaires, etc.) ont permis de **mobiliser plus de 10 000 heures d'insertion en faveur de publics éloignés de l'emploi**, dont les jeunes.

- **Le soutien au développement de l'offre d'insertion par l'activité économique**

La Ville de Montpellier soutient depuis plusieurs années la réalisation de chantiers d'insertion sur son territoire avec comme objectifs l'insertion professionnelle et la valorisation patrimoniale.

L'objectif est d'accompagner un chantier annuellement en proposant des supports d'intervention (comme le stade Philippides en 2012 autour de la création de vestiaires « Joggers »), en lien avec les acteurs de l'insertion par l'activité économique du territoire, Montpellier Agglomération, le Conseil Général de l'Hérault et l'Etat.

Véritables lieux d'apprentissage par le biais de mise en situation professionnelle, ces chantiers permettent à des personnes en précarité et éloignées de l'emploi de se réinsérer professionnellement et durablement.

- **Le soutien à la mise en œuvre d'actions d'information et de rapprochement en matière d'emploi**

La Ville soutient le développement d'actions favorisant les lieux de rencontre entre les acteurs économiques et les personnes en recherche d'emploi :

- Participation et accompagnement de projet de Forums « emploi » organisés sur le territoire par des acteurs associatifs ou par la Communauté d'Agglomération (comme les Rencontres pour l'emploi organisées à la Mosson le 13 décembre 2011).
 - Appui au développement d'actions « pro-actives » de recherche d'emploi comme le Markethon avec le COMIDER.
 - Appui au développement de « cafés des Métiers » organisés par le service Jeunesse de la Ville.
 - Valorisation et soutien ciblé à la communication et au développement des services à la personne.
- **Renforcer le rayonnement et développer l'offre de service partenariale en matière d'accueil, d'information et d'orientation liés à l'emploi.**

La Ville de Montpellier a engagé une dynamique, aux côtés des partenaires locaux de l'emploi et du développement économique (plus de quarante acteurs locaux associés), autour d'un **projet de création d'une Cité des Métiers**.

Une Cité des Métiers est **un lieu multipartenarial, ouvert à tous les publics** (Jeunes, scolaires, étudiants, salariés, demandeurs d'emploi, seniors, etc.) en recherche d'information pour la construction de leur avenir professionnel, respectant des principes de libre accès, d'anonymat et de gratuité.

Celle-ci a vocation à **associer l'ensemble des acteurs locaux** institutionnels, économiques, de l'emploi et de l'insertion et apporte une valeur ajoutée sur un territoire et ne substitue pas aux actions déjà menées par les acteurs locaux.

Le projet montpelliérain associe donc différents acteurs dont Pôle Emploi, l'Etat (Rectorat, Direccte), la Région, le Département, la Communauté d'Agglomération, les Chambres consulaires, la Mission Locale Jeunes d'Agglomération, les trois Universités, FACE Hérault, etc.

Le concept de « Cité des Métiers » fait l'objet d'un **label international attribué par Universcience (la Cité des Sciences et de l'Industrie de Paris)** qui a été obtenu pour le projet montpelliérain, sous sa forme « Projet », le 23 octobre 2012 auprès du Comité de Labellisation d'Universcience.

Pistes d'amélioration

Différentes perspectives autour d'initiatives liées à l'emploi et l'insertion :

- La poursuite du projet de Cité des Métiers en vue de son ouverture au public.
- Le développement de nouvelles actions d'insertion en lien avec la Commande publique : étude de l'intégration d'un critère d'insertion et de « performance sociale » (article 53 du code des marchés publics) comme critère d'appréciation des offres de certains marchés publics.

Etude de nouveaux supports d'intervention pour des chantiers d'insertion autour de la biodiversité.

Une ville santé



Enjeux Dans le cadre de son PROJET de Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie Languedoc-Roussillon, la prise en compte du risque d'apparition de maladies à vecteurs est soulignée. L'augmentation des températures pourrait créer des conditions propices à la survie et au développement de certains vecteurs de maladies infectieuses dont la répartition spatiale remonterait vers le nord et dont l'apparition dans la région serait favorisée par les flux de transport internationaux. Elle pourrait également modifier la densité de vecteurs déjà présents dans la région et leur survie d'une saison à l'autre. Le changement climatique peut aussi influencer sur l'occurrence de maladies vectorielles en allongeant ou en raccourcissant l'incubation extrinsèque des virus et en modifiant le développement, la longévité ou la reproduction des vecteurs. Ces évolutions concerneraient en particulier : la fièvre à virus West Nile dont des cas ont été observés ces dernières années dans le sud de la France et qui pourrait faire l'objet de nouveaux épisodes épidémiques ou épidémiques, le Paludisme qui pourrait réapparaître dans la région, la Dengue et le virus Chikungunya pour lesquels la période de contamination par le moustique tigre pourrait augmenter dans la région avec une maturation accélérée du moustique, la Leishmaniose qui est déjà présente dans le Gard et l'Hérault et qui pourrait toucher d'autres départements (54)...Le changement climatique pourrait aussi influencer sur les parasites et maladies qui s'attaquent aux cultures ainsi que sur la santé animale. C'est le cas par exemple de la fièvre catarrhale ovine dont le vecteur (un moucheron hématophage) a progressé ces dernières années sur le pourtour méditerranéen avec l'augmentation de température.



Repères

La ville au travers de la Maison de la Santé, mène une veille sur les recherches, études et stratégies d'approches sur ces nouveaux risques.

Montpellier : membre actif du réseau "Villes Santé" OMS

Montpellier sera présente au colloque "Villes, parentalité et santé", organisé par le Réseau Français des Villes-Santé de l'OMS, le 24 octobre à Villeurbanne. Membre de ce réseau depuis sa création en 1987, elle a été une des premières villes à adhérer à cette association. Cette journée est un temps de réflexion sur les impacts des politiques de parentalité sur la santé des enfants, et plus particulièrement sur les modalités d'articulation entre les politiques touchant à la petite enfance, la jeunesse, l'éducation et la santé.

« À l'initiative de Montpellier, nous avons créé le réseau régional Grand Sud ».

Comment la Ville aborde-t-elle les questions relatives à la santé ?

En Occident, nous pensons à tort que la santé se résume au traitement des maladies et des organes malades.

Travailler pour la santé, c'est d'abord une stratégie et nous avons beaucoup à apprendre de la médecine traditionnelle chinoise, basée sur la prévention. La Ville de Montpellier a fait le choix de mettre l'accent sur l'information en matière de santé et de prévention. Elle soutient pour cela les associations et travaille en synergie avec elles. Cela va dans le sens de ce que devrait être la médecine. Pas seulement une médecine curative, mais une médecine préventive.

Quelles sont les actions "santé" menées par la Ville ?

Un des axes majeurs de la politique de la Ville est l'action que nous menons directement sur la santé du citoyen, à travers de nombreuses initiatives.

La Ville installe des défibrillateurs, vaccine gratuitement, informe sur le don d'organes, propose avec l'EFS des collectes de sang et de plasma.

Sans oublier, les deux fleurons de notre politique santé : la Maison de la prévention santé, ouverte en 2007 et la Comédie de la santé, dont nous organisons la 7e édition. Nous nous basons sur la terminologie de l'OMS, qui définit la santé comme le bien-être physique, psychologique et social.

Comment la santé s'inscrit-elle dans le cadre plus général des politiques de la Ville ?

Une des missions de la municipalité est d'assurer le bien-être de ses habitants. Cela passe par des politiques touchant à l'urbanisme, au logement, à la préservation de la biodiversité, à l'environnement, à la mise à disposition de moyens de transports doux... Toutes ces actions plurimodales, coordonnées par la Ville, contribuent indirectement, mais sûrement, à la santé de tous les Montpelliérains.

La Maison de la prévention et de la Santé

Actions de la Maison de la Prévention Santé sur la thématique du développement durable en 2012.

La Maison de la prévention santé, espace municipal permanent d'information, d'orientation et de réflexion sur la promotion de la santé ouvert à tous en plein cœur de ville, développe chaque mois des thématiques de santé publique. La structure, qui accueille plus de 1 000 personnes par mois autour de ces thèmes (sexualité, alimentation, sommeil, environnement, recherche...), a développé depuis 2009 de nombreuses actions de sensibilisation sur le développement durable. Celles-ci ont pris la forme de :

- **Journées Grand Public : « Education, environnement, santé »**

De 9 h à 17 h : Animation de Stands à la maison de la Prévention Santé avec des ateliers, des animations ludiques, tests, échanges en présence des partenaires suivants :

- « **14^{ème} journée nationale de dépistage gratuit des cancers de la peau** » en partenariat avec le Syndicat des Dermatologues de l'Hérault qui a réalisé des dépistages gratuits et anonymes.
- « **L'esplanade du soleil** », en partenariat avec :
 - o Service des sports – Ville Montpellier : parcours activité physique et prévention du soleil
 - o Le département de prévention Epidaure –CRLC :
 - **L'atelier « le soleil brille, le soleil brûle »** : les enfants ont enflammé divers matériaux en focalisant les rayons du soleil à l'aide d'une loupe,
 - **L'atelier « A chacun sa chaleur »** : les élèves ont effectué des relevés de température sur des thermomètres placés sous des teeshirts de couleur différente afin de constater la différence...
 - **Puzzle phototype avec test** : a permis aux élèves de mieux connaître leur peau (le phototype caractérise la sensibilité de la peau aux UV)
 - **Mon beau chapeau** : les élèves ont choisi le chapeau qui les protégera efficacement du soleil (bonnet en laine, bonnet de bain, casquette, chapeau de paille,...)
 - **Mon produit solaire** : les élèves ont classé différentes crèmes (crème hydratante, crème solaire et crème fraîche) selon leur indice de protection.
 - o Maison de la Prévention Santé : **Jeu de l'oie géant sur le soleil**

- **Des conférences grand public :**

- « **Les accidents domestiques chez l'enfant : comment les prévenir ?**

Animée par le Dr Michel Maestracci, pédiatre au service des urgences pédiatriques du CHU de Montpellier.

- o Les accidents domestiques représentent la première cause de mortalité infantile.
- o Brûlures, intoxications, chutes ou noyades sont autant d'accidents de la vie courante qui pourraient, le plus souvent, être évités. De bons réflexes et des gestes simples permettent de limiter les risques.

- **Un ciné-débat :**

« **Influences de l'environnement sur notre santé** » - Ciné-débat à travers la projection du documentaire « La grande invasion » de Stéphane Horel.

Partie Questions réponses assurée par le professeur **Charles Sultan** (Unité d'Endocrinologie Pédiatrique, Hôpital Arnaud de Villeneuve, CHU Montpellier - Service d'Hormonologie, Hôpital Lapeyronie, CHU Montpellier et Membre du Comité du Plan National Santé

Environnement 2 Enfant) qui a proposé un éclairage sur les travaux scientifiques sur la santé et l'environnement, et des solutions pratiques au quotidien.

Et une interview pour la radio Terra one sur ce documentaire diffusé à la Salle Rabelais « la grande invasion » de Stéphane Horel relatif à l'intoxication de notre vie quotidienne.

- **Un Café des Parents :**

« Allergies, refus alimentaire, effets de mode, coût des aliments : comment tout concilier pour bien nourrir sa famille ? »

Dans le cadre de ses thématiques mensuelles, la Maison de la Prévention Santé et l'Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault, se sont associés afin de proposer un espace de rencontres et d'échanges, ouvert à tous les parents. Animé par l'Ecole des Parents et des Educateurs (EPE 34).

« Comment bien préparer l'été des enfants et des parents ? »

Dans le cadre de ses thématiques mensuelles, la Maison de la Prévention Santé et l'Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault, se sont associés afin de proposer un espace de rencontres et d'échanges, ouvert à tous les parents. Animé par l'Ecole des Parents et des Educateurs (EPE 34).

- **Des expositions**

- Exposition « Avec l'enfant, vivons la sécurité ! » (INPES, en partenariat avec le Codes 30).
- Exposition « Les bons gestes pour un bon air » (Observatoire de la qualité de l'air intérieur OQAI)
- Exposition « Comment se protéger efficacement du soleil ? » (Syndicat national des dermatologues)

- **Des ouvrages à disposition du public et des professionnels** sur la thématique de la santé et du développement durable

La 7e Comédie de la santé, pour informer et sensibiliser à la prévention

«La ville a choisi d'organiser la Comédie de la santé en octobre, de manière à la faire coïncider avec la date de la journée mondiale du don d'organes. Montpellier étant très engagée dans ce combat ! ». Ces journées à destination du grand public, qui réunissent sous l'égide de la Ville, une centaine de partenaires associatifs et institutionnels, sont l'occasion d'informer et de sensibiliser les Montpelliérains.

« Cette année, la Comédie de la santé a pour thématique "Une ville en bonne santé". La ville souhaite conjuguer la participation de ses partenaires sur les thèmes de la prévention du risque et de la santé, des thématiques diverses qui s'insèrent totalement dans la définition que nous avons de la santé "un état de complet bien-être physique, mental et social, qui ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité". Pour cela, nous développons des actions de prévention pour prévenir les risques médicaux, ainsi que des actions solidaires et sociales pour le bien-être de tous. Nous touchons à la qualité de vie des habitants,

notamment sur le logement, la réussite éducative et de nombreux autres domaines transversaux... »).

La Ville de Montpellier informe du passage du Mammobile en mars, avril et mai 2012 sur la commune

Tout au long de l'année, dépistages 34, structure de gestion du dépistage des cancers du département, adresse une invitation aux femmes de 50 à 74 ans qui leur permet de réaliser le test de dépistage du cancer du sein.

Le Pôle Technique d'Inspection Sanitaire :

Les missions principales des inspecteurs de salubrité assermentés du SCHS concernent notamment les thématiques suivantes:

- ▶ Hygiène du milieu
- ▶ Lutte contre l'habitat indigne
- ▶ Lutte contre le bruit
- ▶ Inspections au titre de la sécurité sanitaire des aliments.
- ▶ Vaccinations - Prévention santé
- ▶ Lutte anti-vectorielle et salubrité ; désinfection, dératisation, désinsectisation
- ▶ Maîtrise de la population animale dans la ville en matière sanitaire (propreté canine, pigeons)...

Mais le service intervient également dans le domaine des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) avec la présentation des dossiers d'autorisation au Conseil Municipal, de la qualité de l'air ou des enquêtes sanitaires en cas de maladie à déclaration obligatoire telle que la légionellose, les intoxications au CO, la lutte contre le saturnisme...

Transfert des pouvoirs de police en matière d'assainissement :

Suite à la parution de la loi du 16 décembre 2010 relative à la réforme des collectivités territoriales, les pouvoirs de police en matière d'assainissement ont été transférés le 1^{er} janvier 2012 à l'EPCI qui en a la compétence : la CAM.

Concernant le « focus » sur **l'Habitat** :

L'objectif premier de ces contrôles est d'encourager la population à réhabiliter l'habitat ancien.

Lorsque le logement est vétuste, un courrier est envoyé au plaignant et au propriétaire, indiquant les infractions au Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault (R.S.D.) relevées, et afin d'y mettre fin les travaux urgents à effectuer.

En cas de présence de critères d'insalubrité, le technicien en charge du dossier prépare un rapport technique, transmis à l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon (A.R.S.), et demande le classement en insalubrité remédiable ou irrémédiable, ou en interdiction d'habiter par Arrêté Préfectoral.

Garantir Hygiène et salubrité publique

Par délibérations des 12 juillet et 22 septembre 1893 (erreur de frappe, ou pas? À voir avec le service), la Ville de Montpellier s'est dotée d'un Bureau Municipal d'Hygiène.

Le Service Communal d'Hygiène et de Santé exerce au nom de l'Etat les missions de prévention santé/vaccinations obligatoires, contrôle du respect des règles d'hygiène dans la cadre de la protection de la santé publique (salubrité de l'habitat, hygiène des commerces de bouche, prélèvement d'eau potable ...) et les missions de salubrité (dératissage, désinfection).

A ce titre, la Ville reçoit une Dotation Générale de Décentralisation (DGD) (décret n° 84-1105 du 10 décembre 1984 et arrêté du 9 septembre 1985).

En plus des missions déléguées d'Etat, le SCHS applique les pouvoirs de police du Maire en matière d'hygiène et de salubrité publiques.

Synthèse pour l'année 2011

- Rapports transmis à l'Agence Régionale Santé : **16** dossiers
- Nombre de dossiers en insalubrité remédiable : **10**
- Nombre d'impropre à l'habitation : **4**
- Procédure d'urgence pour danger imminent (L 1311-4) : **2**
- Nombre d'arrêtés pris par l'ARS : **16**
- Nombre de levée d'insalubrité pris par l'ARS : **2**
- Nombre de travaux d'office réalisés par le SCHS : travaux d'office sur un logement, au titre du L 1311-4 du Code de la Santé Publique.

A noter : 2 cas d'accumulations d'objets dans les appartements (syndrome de type « Diogène ») qui ont pu être suivis par conciliation en 2011 et n'ont pas nécessité d'intervention d'office.

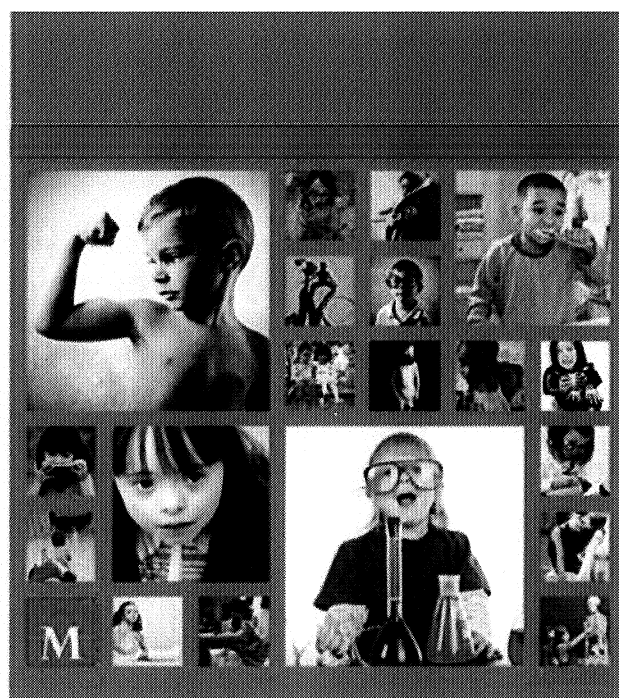
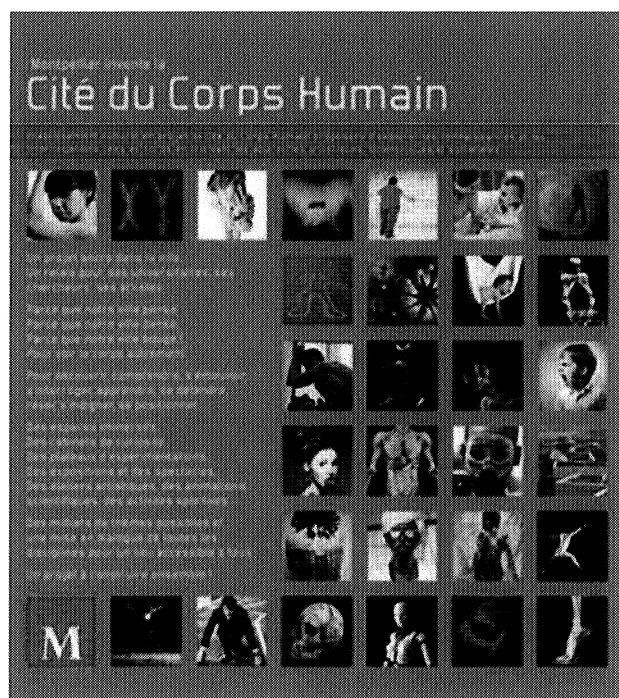
- Assainissement **17** enquêtes et **9** mises en demeure pour non-conformité et raccordement.

Il convient également de noter l'investissement du service dans le traitement des dossiers présentés au titre du Droit au Logement Opposable (loi DALO n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant un Droit Au Logement Opposable) : en 2011, 98 **logements** ont fait l'objet d'une inspection pour constater notamment les éventuelles infractions au Règlement Sanitaire Départemental et définir si le logement respecte l'ensemble des critères de décence fixés par le Décret 2002-120 du 30 janvier 2002. (Contre 63 en 2010, soit une hausse de 55.55%.)

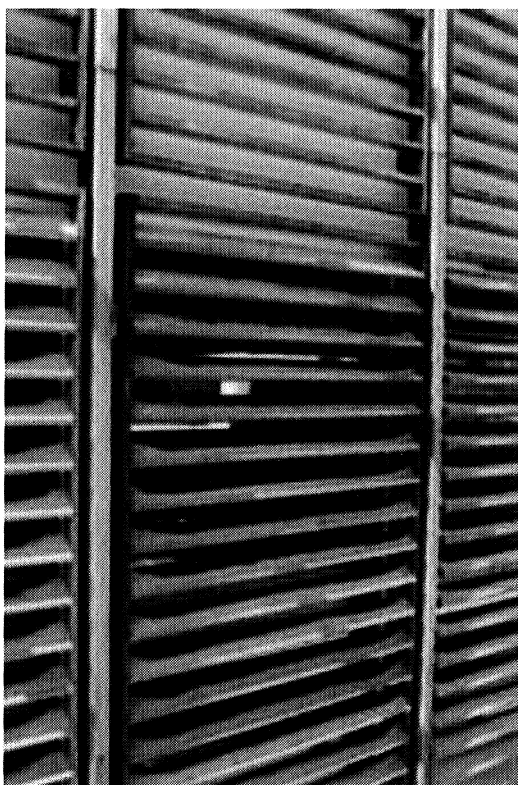
Le projet de la cité du corps humain

Les enjeux du projet

- L'enjeu principal de la cité est de confirmer la réputation de Montpellier en tant que capitale de la médecine et de valoriser son identité de ville universitaire. En effet, la faculté de médecine de la ville est une des plus anciennes d'Europe à accueillir encore des étudiants et d'illustres personnages y ont fait des études, comme Rabelais ou Nostradamus. La faculté accueille un musée d'anatomie réputé.
- La cité a pour but d'attirer les touristes, on estime qu'elle accueillera 200000 visiteurs par an. D'ailleurs, des changements réguliers des expositions et une évolution des scènes interactives sont prévus avec pour objectif de faire revenir les visiteurs régulièrement.
- D'un point de vue économique, le projet a pour ambition de développer les activités liées à la santé dans Montpellier. Le secteur économique « santé, éducation et loisir » y est 30% plus développé que dans les autres villes de France.



Lutte contre la précarité énergétique



Enjeux Il existe un lien entre la santé des populations et leurs conditions de vie, parmi lesquelles les conditions de vie dans les logements occupés à des fins d'habitation (notamment chauffage et humidité). L'étude conduite en partenariat avec l'association Gefosat, le Conseil Général à laquelle participe le CCAS, est financée par la Fondation Abbé Pierre. Elle est réalisée par l'Observatoire Régional de la Santé (ORS-CREAI LR). Elle cherche à répondre à la question : est-ce que le fait d'être en situation de précarité énergétique (c'est-à-dire d'avoir du mal à se chauffer ou des difficultés à payer ses factures d'énergie) aggrave l'état de santé des habitants de certains logements?

Repères

Une étude qui porte sur des ménages connus du CCAS de Montpellier et des Agences de la Solidarité du Conseil Général a donc été menée. Elle concerne deux groupes de personnes auprès de qui on a recueilli des informations sur leur logement (situation et caractéristiques du logement -ancienneté, nombre de pièces, mode de chauffage principal et d'appoint, ventilation des pièces humides, problèmes d'étanchéité, problèmes d'humidité, moisissure etc.), et sur les habitants (couverture sociale et renoncement aux soins, état de santé perçu, maladies chroniques, symptômes, problèmes et comportements de santé etc.):

- Le groupe "exposé" : 100 habitants d'un logement qui ont recours aux services sociaux pour des problèmes de précarité énergétique, dont 20 habitant Montpellier.
- Le groupe "non exposé" : 100 habitants de logements, ayant recours aux services sociaux pour d'autres motifs, dont 20 habitant Montpellier.

Le recueil des informations a été fait entre janvier et septembre 2012 et les premiers résultats seront disponibles au 4ème trimestre 2012. Cette étude pionnière en France devrait être répliquée pendant l'hiver 2012-2013 sur la région de Douai (Région Nord Pas de Calais) pour la publication de résultats généraux au 2ème semestre 2013.

Résultats

Réflexion / Diagnostic / Expérimentation autour des bénéficiaires de l'aide sociale dans un contexte de hausse du prix de l'énergie.

En 2011 la ville de Montpellier avait participé à une journée de sensibilisation sur les Enjeux de la lutte contre la précarité énergétique, organisée par l'**ADEME** et le **CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale)**.

Objectifs de la journée :

Comprendre les enjeux liés à la précarité énergétique d'un point de vue socioéconomique et environnemental

- Favoriser la mobilisation sur la précarité énergétique
- S'approprier le cadre institutionnel et juridique
- Permettre aux acteurs de repérer leurs obligations et les opportunités
- Etudier des pistes de réflexions et d'actions possibles.

La Brigade propreté et incivilités



Enjeux

La propreté d'une ville est l'addition d'un ensemble de comportements individuels. La collectivité a besoin de la participation active de l'ensemble des habitants pour réussir ce projet. D'ailleurs dès le 26 janvier, un petit groupe de personnes était rassemblé aux Beaux-Arts. Sont rassemblés, l'élu, premier adjoint au maire délégué à la propreté, autour de lui, des techniciens de la Ville, du service de la collecte des déchets à l'Agglomération, une personne de la société de nettoyage et de ramassage des ordures... Sur le quai du Verdanson, ils ont rencontré un riverain qui avait envoyé une demande concernant les containers à ordures qui débordent. L'élu à la propreté a fait plusieurs propositions et une consultation a été lancée auprès des riverains par les services de l'agglomération. Un Plus loin, rue Bernard-Délicieux, une autre riveraine leur avoue « J'aimerais que les gens changent leurs habitudes et leurs comportements ».

Repères et Résultats

Cela faisait au moins deux ans que les services de la Ville planchaient sur le projet : idée qui est née d'un constat fait avec le Conseil Consultatif du quartier « Montpellier Centre » lors de l'élaboration de la Charte Propreté. Entrés en action depuis le début du mois de janvier 2012, les douze agents de la **Brigade Propreté et Incivilités** sont chargés de contrôler la propreté de la ville. Ils sont tous assermentés et reconnaissables à leur uniforme identique à celui des Agents de Surveillance de la Voie Publique, à l'exception du liseré vert sur leur tenue et de l'inscription « propreté et incivilités ». Leur objectif est clair : la Propreté. Il s'agit d'informer les habitants et de faire la chasse aux incivilités.

Leur cible : tous les déchets, qui ne sont pas là où ils devraient être. Ils contrôlent les dépôts d'encombrants, l'affichage sauvage ou encore surveillent la propreté aux abords des chantiers... Ils veillent aussi au ramassage des déjections canines et au respect des dépôts des déchets ménagers dans les bons containers.

Leurs armes : des outils d'information et de sensibilisation puis si cela s'avère inefficace, ils pourront constater par procès-verbaux les infractions aux dispositions du code de la santé publique et du code de l'environnement en appliquant le principe du « pollueur/payeur ». Quand la pédagogie ne suffira pas, les contrevenants pourront être verbalisés : le montant de l'amende pouvant aller jusqu'à **450 euros**.

Pistes d'amélioration

En cours de discussion

La ville du « savoir-vivre ensemble »



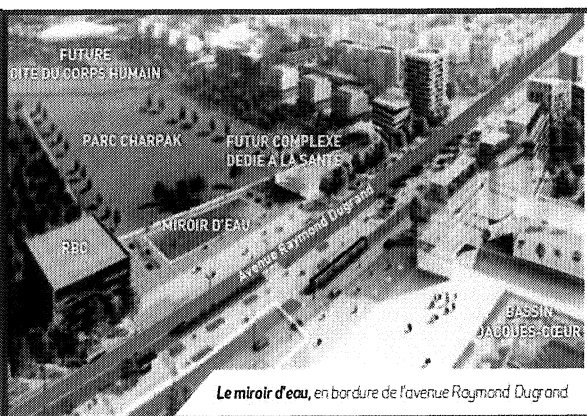
Epanouissement de chacun dans son cadre de vie



20 km de Montpellier, une course réservée aux sportifs !



Outre les diverses plantations et bordures, de nouveaux revêtements en platelage bois ont été aménagés, permettant à la petite faune de passer librement.



Le miroir d'eau, en bordure de l'avenue Raymond Dugrand.

Enjeux Phénomènes de société contre lesquels il faut lutter, le stress et l'hyper compétition entre les individus sont à terme contre productifs et humainement indignes et dénués de sens. La ville tient à montrer l'exemple et à poursuivre ses réflexions dans le domaine du « bien-être » au travail. Elle a recruté une psychologue et deux assistantes sociales. La ville témoigne ainsi de son attention portée aux risques psychosociaux, notamment autour d'un questionnement sur les facteurs de bien-être au travail.

Repères

Historique récent :

La ville mène dans sa politique de « Ressources humaines » une politique d'intégration du personnel en difficultés – Dé précarisation en deux étapes.

2009 : Concernées = les personnes sur des fonctions d'entretien.

2011 : Concernées = les personnes sur des fonctions d'animation.

Pistes d'amélioration

Pour le personnel ville en 2013 : la lutte contre l'illettrisme sera une priorité

Personnes en situation de Handicap : développer l'accessibilité



Enjeux (Loi Février 2005 sur le Handicap)

Le principe fondateur de l'accessibilité :

La continuité de la chaîne de déplacement entre :

- .le cadre bâti,
- .la voirie,
- .les aménagements des espaces publics,
- .les systèmes de transport et leur inter modalité.

10% des Français sont porteurs de handicap, un chiffre voué à exploser avec le vieillissement de la population. Permettre l'accessibilité à tous est un enjeu de société.

Repères

La ville contribue à une politique de cohésion sociale dans le cadre de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA). Y siègent des élus, des représentants de personnes handicapées, d'usagers et des bailleurs sociaux.

L'objectif de la CCA est, dans une logique d'amélioration continue, de dresser l'état des lieux de l'accessibilité du cadre bâti, de la voirie, de l'espace public en général, des transports, des déplacements en regard de l'inter-modalité. Elle doit également mettre en place un système de recensement de l'offre de logements accessibles.

L'intégration de la personne handicapée dans la vie de la cité, c'est notamment faciliter ses déplacements, l'accès à un logement adapté, et l'exercice de la citoyenneté.

Pour mieux se déplacer

La Ville de Montpellier et son agglomération sont très attentives aux conditions de vie des personnes handicapées. Afin de faciliter leurs déplacements, des aménagements spécifiques permettent une grande accessibilité à l'espace urbain et aux transports.

Résultats

Les transports urbains accessibles

La majorité des bus et des rames de tramway sont accessibles pour toutes formes de handicap. Les stations ont également été aménagées pour le confort des personnes en fauteuil roulant et des non-voyants. A titre d'exemple, 69% des lignes de bus (arrêts et véhicules) sont accessibles.

Le CCAS instruit les demandes d'abonnements aux transports en commun de l'agglomération de Montpellier, qui permet selon les cas de bénéficier gratuitement d'un forfait annuel.

Le GIHP

Service spécialisé de transports (30 véhicules), le GIHP associe toutes les personnes handicapées autour d'un objectif fort : l'insertion dans la société, en milieu ordinaire de vie. Il œuvre quotidiennement pour la reconnaissance de la personne handicapée. Ce service de transport à domicile est à la disposition des personnes handicapées, à leur demande, de 7h à 24h et 7 jours sur 7.

Les créations de nouvelles places de parking en direction des Personnes à Mobilité Réduite(PMR):

Le stationnement

La Ville de Montpellier multiplie les places de stationnement réservées aux personnes handicapées dans toute la ville et veille à l'accessibilité de la voirie communale.

A partir du suivi des demandes des riverains que la ville reçoit, elle a créé :

- **41** places de stationnement réservé aux Personnes à Mobilité Réduite en 2010
- **37** places, en 2011
- **33 places** à ce jour pour 2012 (le 20 novembre 2012)

Une demande qui reste stable autour de 40 places supplémentaires par an.

L'aménagement urbain

En partenariat avec les autres services de la Ville et les associations de personnes handicapées, le CCAS travaille à l'amélioration de l'accessibilité de l'espace urbain.

Le CCAS participe également à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité qui émet un avis à toute demande de travaux ainsi qu'à la délivrance du permis de construire. Le CCAS de Montpellier participe également à la Commission Intercommunale d'Accessibilité animée par l'Agglomération de Montpellier et à la Commission Communale d'Accessibilité de la Ville de Montpellier.

Parallèlement, un agent du CCAS, Conseillère en Interventions et en Développement Social, est affecté sur la mise en œuvre de l'Analyse des Besoins Sociaux des personnes en situation de handicap et réalise à ce titre l'état des besoins en matière d'accessibilité. Un zoom particulier a été porté sur les lignes de tramway ; nous avons ainsi pu cibler les avancées mais aussi les dysfonctionnements auxquels sont confrontées les personnes en situation de handicap usagers du tramway.

Par ailleurs, cet agent est aussi positionné sur une mission de coordination des problématiques liées à l'accessibilité de l'espace public: ce "correspondant" assure ainsi le lien entre des associations montpelliéraines de personnes en situation de handicap et les services municipaux sur des problématiques liées à l'accessibilité et principalement autour de la voirie.

Pistes d'amélioration

L'accessibilité, une priorité jusqu'en 2015 et au-delà.

Sport pour tous et sport santé



Enjeux Avec plus de 16 millions de licences, 34 millions de pratiquants, 260 000 associations dont 175 000 affiliées à une fédération sportive et 60 000 établissements d'activités physiques et sportives, le sport français représente un espace éducatif incomparable. Il constitue en cela, sur la base de la pratique des activités physiques et sportives, un vecteur privilégié pour engager nos concitoyens dans une démarche environnementale et sociale cohérente, ambitieuse et de qualité.

Parce qu'il porte des valeurs exemplaires, parce qu'il a le pouvoir de fédérer et de mobiliser, parce que depuis toujours, il est dans sa nature d'aller plus loin, le sport peut, et doit jouer un rôle très important dans l'effort national vers l'excellence en matière de responsabilité sociale et environnementale.



"Le Languedoc-Roussillon compte 600 000 licenciés sur 2,4 millions d'habitants, un ratio de 1 sur 4"

Repères

Selon l'organisateur du Festival International des Sports Extrêmes (FISE), cet évènement met le développement durable au cœur de son action : encouragement de l'éco-mobilité, concertation avec les riverains dès la préparation de la manifestation, emploi de gobelets réutilisables, nettoyage des lieux, messages environnementaux permanents sur le tri et le recyclage des déchets, mise en contact de différentes générations...

Les skatepark : lieux de vie permettant une coexistence de sports dans le respect mutuel. Liberté sans contraintes (figures libres, pas de certificat d'aptitude) mais prise de risque personnelle et effort qui ramènent à la réalité. Réutilisation des infrastructures existantes. Permettent de brasser une multitude de populations dans une multitude de lieux. Profiter du skatepark pour éduquer à la citoyenneté.

Résultats

Focus 2012

Le Fise

Cet évènement gratuit, convivial, spectaculaire, accessible à tous, présente toutes les caractéristiques d'un évènement d'éducation populaire du XXIème siècle. Il mélange des amateurs et des professionnels, des publics, des savoirs –faire sportifs. Tout le monde peut y trouver sa place.

Cet évènement est éco responsable :

Nombre de spectateurs : 100 000 / jour

- La charte de bon comportement (pour éviter les dégradations, les nuisances sonores, gérer les risques (inondations)... « Les organisateurs auront à cœur de s'engager dans une démarche de développement durable et de développer l'accès aux personnes en situation de handicap »).
- Un état des lieux en présence du Comité Consultatif de Quartier est réalisé pré et post-FISE
- Mise à disposition du public de gobelets réutilisables, lavables afin de remplacer les traditionnels verres jetables en plastique et facilement cassables, en échange d'une caution de 1 euro. Avec ce système, fini les immenses étendues de verres qui jonchent les rues, les pelouses, les sites des festivals, les tribunes des salles de sports, ... Bref voilà une action concrète en faveur de la réduction des déchets et de la préservation des paysages et de notre cadre de vie. Fini la génération du jetable !

- Un nombre important de poubelles
- La réduction de l'usage du papier par une application iPhone

Carte Montpellier Sports

- Cette carte est nominative et valable pour une année sportive de septembre à septembre.
- Elle ne peut être ni cédée ni vendue. Aucun duplicata n'est délivré.
- Elle est nécessaire pour toutes les activités organisées dans le cadre du service des sports.

La carte Montpellier Sports est réservée aux Montpelliérains

Pour quelles activités ?

Avec la *carte Montpellier sports* vous pouvez accéder aux activités encadrées par les éducateurs sportifs de la Ville dans le cadre du *programme permanent*.

Par ailleurs, vous pouvez accéder à l'ensemble des activités proposées par le *programme spécial vacances* : plus de 50 disciplines gratuites ou à tarif préférentiel encadrées par l'équipe d'éducateurs municipaux et les associations sportives montpelliéraines partenaires.

Mille et mille loisirs

Nous sommes convaincus des vertus du sport, de tous ses bienfaits pour chacun aux plans personnel et social. Pratiquer une activité sportive, adhérer à un club, pour la compétition ou les loisirs, c'est développer ses facultés physiques et mentales.

C'est aller à la rencontre des autres, apprendre à les connaître, à mieux vivre avec eux.

Le sport est en effet un des vecteurs importants de l'intégration sociale et de l'accomplissement des individus dans notre société.

Montpellier a mis en place dans le cadre de Sport pour tous un programme permettant à chacun quel que soit son âge, de pratiquer l'activité de son choix.

Le maire de la Ville de Montpellier

Le projet éducatif du service des sports

Le service des sports de la Ville de Montpellier a élaboré un outil de repères ayant pour objet la définition et le sens des actions des éducateurs et animateurs agissant auprès de la population.

Il fixe les orientations et les moyens à mobiliser pour la bonne marche de la politique sportive. Cette identité politique s'articule autour du projet de ville avec un fil rouge incontournable et volontariste : **la réussite éducative, le sport pour tous, le sport santé.**

Ce projet reprend et développe les actions dans le cadre de valeurs républicaines et démocratiques, et dans le respect des droits de l'homme et de l'enfant ; ces mêmes valeurs réalisant les conditions nécessaires à leur développement dans le cadre éducatif, en partenariat et en complémentarité de la famille, de l'école et du champ institutionnel local.

Sport solidaire

Des activités toute l'année pour tous mais encore plus pour les personnes en difficulté : gymnastique, randonnées, remise en forme...

Renseignements au 04 67 34 72 73

Sports Age d'Or

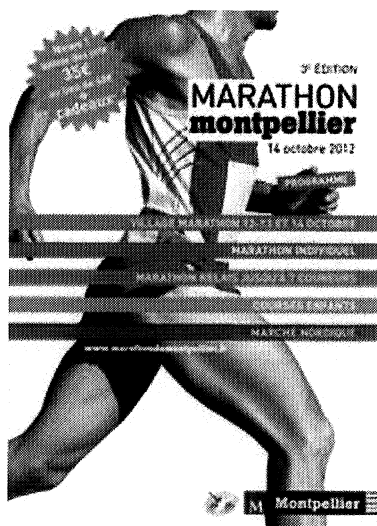
Toute l'année un programme d'activités adaptées (gymnastique, randonnée, ...) proposé aux seniors.

Manifestations sportives

La Ville de Montpellier accueille tout au long de l'année des événements sportifs de renommée nationale et internationale comme les Championnats de France de natation ou le Tour de France.

Marathon de Montpellier

Edition 2012



Le marathon de Montpellier a eu lieu le 14 octobre 2012

Cette épreuve de course à pied se déroulera intégralement à Montpellier sur une distance réglementaire de 42,195 kilomètres, avec un départ et une arrivée sur la Comédie, soit une boucle desservant anciens et nouveaux quartiers permettant aux Montpelliérains et aux spectateurs de découvrir une grande partie de la ville.

Cet événement cette année veut soutenir les éco mobilités et inviter le public à ne pas utiliser sa voiture. Modes préconisés par le service des Sports : vélo, Transports en commun, roller, marcheurs, coureurs... L'idée étant de se réapproprier la ville, l'espace public

Au quotidien, le service des Sports montre l'exemple, tout le service pour ses déplacements professionnels utilise prioritairement les modes doux. La voiture est devenu le mode de déplacement exceptionnel, seulement quand il n'est pas possible de faire autrement.

A l'hôtel de ville à vélo

La 17^{ème} édition de Ville à Vélo organisée par la ville de Montpellier s'est déroulée le 7 octobre 2012.

Estimation des participants : 600

Pistes d'amélioration

- Charte dématérialisée

- En matière de cohésion sociale, le sport ne doit pas être exclusivement abordé sous l'angle des résultats, des médailles, des podiums et des performances. Le sport a bien d'autres vocations : l'activité physique pour les personnes handicapées par exemple, ou bien pour les jeunes issus des quartiers défavorisés, pour la santé des personnes vieillissantes, etc. Sous certaines conditions d'enseignement et de pratique il peut aussi représenter un formidable outil permettant de lutter contre la violence et les incivilités etc. La cohésion sociale dans le sport c'est également éduquer et inculquer aux jeunes les principes du développement durable y compris dans l'organisation de compétitions (ex : réduction de tarifs pour les co voitureurs, dématérialisation des inscriptions, des invitations et des résultats, pénalités pour les coureurs si les déchets sont jetés en dehors des zones balisées, nettoyage des espaces de pratique par l'intermédiaire de journées éco-citoyennes, utilisation de matériel éco-labellisés et compostables, sensibilisation sur les économies d'eau et l'éclairage, etc.).

La dynamique des générations



Enjeu Réunir les générations et permettre à chacun de s'inscrire dans des dynamiques intergénérationnelles est un enjeu de société essentiel.

Repères et Résultats

Le Conseil Municipal des enfants

Le Conseil municipal d'enfants a été créé en 1993 par le Conseil municipal de la Ville de Montpellier pour l'aider en proposant des idées et des projets qui pourront être réalisés avec l'aide des services compétents de la mairie.

Des écoles réparties dans des quartiers de la commune sont choisies afin de participer au Conseil municipal d'enfants.

Ce sont les enfants des CM2 qui participent à ces conseils. Ils élisent tous les ans les Conseillers municipaux enfants qui les représentent auprès de la commune.

Une fois élus, les conseillers travailleront en se réunissant deux fois par mois, hormis durant les vacances scolaires, dans leur quartier, avec un animateur et des agents qui mettront leur savoir-faire à leur disposition.



Pistes d'amélioration:

Mener des projets autour de la ville éco responsable avec d'autres acteurs (écoles, conseil des sages), pour accroître la progression d'actions transversales dans ces domaines.

Le Conseil des sages

Montpellier et les seniors : développement du lien intergénérationnel

La Ville de Montpellier s'engage en faveur de la préservation du capital santé des seniors et du développement du lien intergénérationnel

Soucieuse de développer les liens intergénérationnels et de favoriser la qualité de vie de la population senior, la Ville de Montpellier a souhaité créer des synergies entre les acteurs capables d'agir sur ces enjeux : le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, l'Université Montpellier 1, au travers de la Faculté de pharmacie, et Sanofi-Aventis. Ensemble, ces différents acteurs ont décidé de développer une action visant à favoriser le capital santé des seniors, par une meilleure connaissance de leurs déterminants de santé.

Le projet

Cette action a pour objectif de mettre en relation des seniors avec des étudiants en pharmacie dans le cadre d'une enquête observationnelle visant à fournir des données scientifiques permettant de faire évoluer la compréhension de la problématique de la santé des seniors.

Les modalités de suivi du projet

Un collège du Conseil des Sages de Montpellier sera constitué pour assurer le suivi du projet et proposer des ajustements si nécessaire. Il associera les différents partenaires de l'action. Il se réunira tous les trois mois. Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu qui sera diffusé à l'ensemble des partenaires.

Chaque partenaire s'engage par ailleurs à désigner un référent pour suivre le bon déroulement de l'action.

L'action du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier

Dans le cadre de ses missions facultatives, le CCAS gère 7 Etablissements hébergeant des Personnes Agées Dépendantes, un Service d'Aide à Domicile, un service de Soins Infirmiers à domicile, 17 Clubs accueillant chaque jour des personnes de plus de 60 ans désireuses de pratiquer des activités physiques, manuelles, artistiques, culturelles, des sorties, des voyages... Ces activités contribuant au maintien du lien Social et à la prévention de la dépendance concernent près de 15 000 seniors montpelliérains.

Eu égard à l'allongement de la durée de vie, l'accroissement progressif de la perte d'autonomie et l'apparition de multiples pathologies liées à l'âge, ces personnes sont pour la plupart de grosses consommatrices de médicaments. Le CCAS de Montpellier, vivement intéressé à s'engager dans le projet, propose de constituer, via les Clubs Age d'Or, un panel de personnes âgées susceptibles de participer volontairement à cette démarche scientifique et correspondant au public visé par l'étude.

- Le CCAS mène des **projets inter génération** de développement d'activités artistiques, culturelles, physiques, en lien avec les Etablissements Hospitaliers pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)

Plan Canicule de la ville:

La canicule exceptionnelle de l'été 2003 a été à l'origine d'une surmortalité estimée à près de 15 000 décès en France. Cet événement a nécessité l'adaptation du dispositif de prévention et de soins à la survenue de ce type de phénomène climatique, avec l'élaboration du Plan national canicule (PNC).

Ce plan, mis en œuvre dès l'année 2004, définit les actions à court et moyen termes dans les domaines de la prévention et de la gestion de crise afin de réduire les effets sanitaires d'une vague de chaleur.

Depuis 2003, des épisodes de chaleurs d'intensité variable sont survenus, notamment en 2006, 2009, 2010 et 2011. Ces vagues de chaleur ont confirmé la réactivité et l'implication des services mobilisés sur ce sujet.

Comme chaque année, du 1er juin et jusqu'au 31 août, le niveau de veille saisonnière du Plan Canicule est mis en place. A Montpellier, l'inscription sur le registre nominatif des personnes âgées et des personnes handicapées ayant souhaité leur recensement dans le cadre du plan d'alerte et d'urgence départemental en cas de risques exceptionnels, peut se faire directement au Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier. À la mairie de Montpellier, le centre communal d'action sociale, liste les coordonnées des personnes isolées dans le cadre de la procédure "Inscription canicule ;

Températures maximums : +35° pendant 3 jours et +22° pendant 2 nuits

Ce registre nominatif est destiné à permettre une intervention ciblée des services sanitaires et sociaux en cas de déclenchements d'un plan d'alerte d'urgence par la Préfecture de Région. Les personnes pouvant s'inscrire sur le registre doivent avoir plus de 65 ans. Les personnes âgées de plus de 60 ans reconnues inaptes au travail, les personnes adultes handicapées résidants à domicile sont également concernées. Le système d'inscription sur le registre nominatif est avant tout déclaratif et des pièces justificatives ne sont pas exigées. Un agent recruté pendant l'été tient le fichier et contacte régulièrement les personnes.

La plate-forme téléphonique nationale « Canicule Info Service », mise en place par le Ministère de la Santé, informe également du lundi au samedi de 8h à 20h au numéro suivant : 0 800 06 66 66 (appel gratuit)

Depuis 2011, le Plan Canicule de la ville est inscrit au même plan que les autres risques majeurs dans les documents de la ville.

L' ESPACE Montpellier JEUNESSE

Enjeux et Repères

Auparavant dédié aux 12-25 ans, l'Espace Montpellier Jeunesse est désormais ouvert aux 12-29 ans. Ceci afin de répondre aux attentes des jeunes qui, dans le contexte économique

actuel, ne peuvent plus prétendre aux différents dispositifs institutionnels "jeunes" et se retrouvent sans accompagnement spécifique dans les domaines de l'emploi, du logement, du juridique et des loisirs.

L'Espace Montpellier Jeunesse est ouvert à tous les jeunes, qu'ils soient lycéens, étudiants, apprentis, stagiaires, jeunes actifs ou sans emploi.

Vous y trouverez :

- ☐ un centre de documentation concernant le logement, l'orientation, la formation, l'emploi, les voyages à l'étranger, les loisirs, des infos sur la création d'association, ...
- ☐ un kiosque à journaux avec la presse nationale et régionale.
- ☐ des publications concernant l'orientation scolaire et professionnelle (ONISEP, l'Etudiant...).
- ☐ un pôle Internet avec accès gratuit pour vos recherches d'emplois, de logements,...
- ☐ un poste informatique et une imprimante pour la rédaction de CV.
- ☐ des animations et des rencontres sur les métiers, pour partir à l'étranger,...
- ☐ des aides financières pour vos projets associatifs ou individuels, pour le BAFA.
- ☐ des permanences hebdomadaires : aide juridique, coaching, réalisation de CV et lettres de motivation, bénévolat...

Activités d'animation et d'administration :

Accueil du public

Information animation : emploi /orientation-formation

Point presse

Transversalité avec le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse

Animations Manifestations

Cartes Eté Jeunes

Participation au PDE

Communication

Gestion financière

Archivage

Résultats

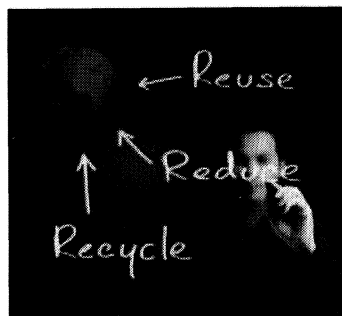
2012

Le distributeur-café : commerce équitable

Le **commerce équitable** est un système d'échange qui a pour objectif de développer une plus grande équité dans le commerce mondial¹. La démarche de commerce équitable consiste en une action collective d'organisation de nouveaux

chemins de production et de distribution pour le marché international, basés sur des normes sociales, économiques et environnementales propres¹, ne nécessitant pas l'intermédiaire des États et la modification des législations nationales.

FOCUS sur Le TRI selon les 3 R à l'ESPACE JEUNESSE



Réduis

Réutilise

Recycle

Récupération de toute la presse et des déchets papier de la communication
(masse de papier importante : 156 sacs de 100 litres environ/ an)

Récupération des bouteilles en verre : sont amenées à vélo (au fur et à mesure) au récupérateur de verre le plus proche.

Récupération des piles, qui sont également **Recyclées** à l'initiative du personnel (sites hors hôtel de ville), elles sont portées au récupérateur du quartier, le plus proche.

Réduction des impressions : tout est imprimé en recto verso. Et tous les papiers qui peuvent l'être sont recyclés en brouillon.

Les cartouches d'encre sont également récupérées par la Centrale d'Achat et **Recyclées**.

Les Vide Studio organisés dans l'année permettent également la **Réutilisation** (objets de 2^{ème} vie), donc limite la production de déchets (meubles, déco, habits, jeux, DVD, CD, vélo, vaisselles...). En 2013 la ville dématérialise sa facturation, ses bons de commande.



Communication

Sur les Flyers : les stations Vélo'Magg sont notées (projet ou réalisation SVP ?). La communication papier est de plus en plus réduite, et la communication dématérialisée, par voie de presse, radios... développée. La Newsletter mensuelle est dématérialisée.

Carte'été' Jeunes

Un goûter bio organisé en 2012, pour sensibiliser à la pratique de l'agriculture biologique et à la santé et l'alimentation.

Autres projets à caractère éco responsable

- **organisation d'ateliers « pleine nature »** parachute ascensionnel
- **stage prévention sécurité civique**

Psc = 20 jeunes

- **canoë descente du lez association maison du lez**

Objectif : permettre à des jeunes, de vivre une sortie « Pleine Nature », autour de Montpellier (Kanoé et descente du Lez). Chaque fois que possible les déplacements se font d'abord en transport en commun (tramway, bus...), et exceptionnellement en minibus. / Organisation de sorties spéléo en co voiturage.

-Accompagnement des jeunes en insertion sociale et professionnelle pour :

- Le passage du permis de conduire (200 euros / jeunes pour 100 jeunes / an pour leur faciliter l'accès au travail dans des lieux non desservis par les Transports en Commun (TeC).
- Le brevet de sécurité routière (BSR)
- Le permis A1, qui remplace le permis AL depuis le 1er mars 1999(125 cm3 - catégorie MTL).
- Aide BAFA de 200 euros pour 150 jeunes/an

-L'une des Exposition 2012 de l'Espace Montpellier Jeunesse

C'est le projet d'un futur agriculteur qui a parcouru, depuis le mois de juillet, les Causses et les vallées du Sud la France. Son souhait était d'aller à la rencontre des paysans qui ont fait le choix de vivre selon les valeurs d'une agriculture responsable.

Pistes d'amélioration

-Organiser des journées de formation thématiques sur le développement durable (Métiers verts / Métiers de l'éco construction, ou les Energies Renouvelables (EnR).

-Manifestations-événements : il existe actuellement à l'Espace Jeunesse, un règlement par rapport aux manifestations. Une réflexion pourrait-être menée pour améliorer cet outil (sur la gestion des déchets...). Des clauses pourraient y être ajoutées, notamment pour les situations de pique-nique. La perspective, serait que l'Espace Jeunesse, soit moteur dans le basculement dans des pratiques éco responsables aux côtés des autres acteurs de la ville investis dans cette dynamique. Un Comité de Pilotage associant les différents services ayant exprimé la volonté d'accroître ces démarches dans leurs pratiques . L'idée à terme est de mettre en place un outil (charte éco responsable) ou et de créer un label du type « MPR ville éco responsable », pour progressivement installer durablement ces pratiques.

-Bourses animations Jeunesse : là aussi des clauses environnementales, pour inciter à des voyages et des pratiques éco responsables dans les projets (bonus ou grille d'évaluation revue avec ces critères à définir).

-Il serait peut-être intéressant aussi d'avoir un projet à destination des jeunes (défilé de « mode bioéthiques », création d'accessoires de mode en recyclage, ou encore un stage sur le design et le recyclage d'objets...

-Relancer une « bonne pratique » qui visait à donner certains journaux, pour une 2^{ème} vie (prolongement de leur cycle de vie), pour qu'ils puissent être lus par des associations. Elle a été stoppée, mais pourrait-aisément être reconduite, car les journaux étaient tamponnés, et les associations s'engageaient à les recycler en fin d'usage.

-Faire la demande pour être intégré dans le mailing liste de la DSI

-Rationaliser encore plus la diffusion de flyers et d'affiches (revoir la liste de dépôt des affiches). Identifier les lieux et besoins et favoriser l'inscription à la Newsletter.

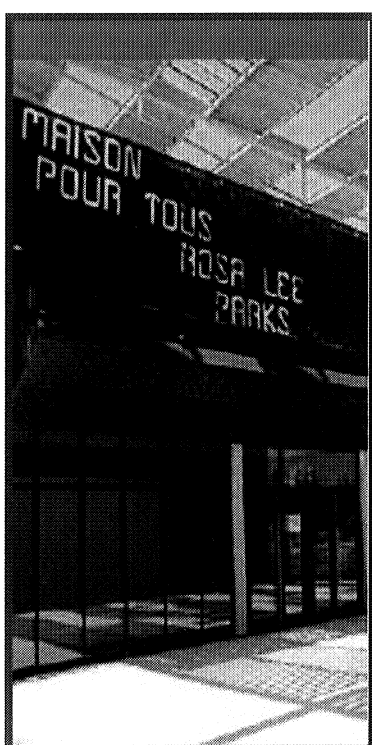
-Poursuivre l'utilisation ciblée et restreinte des cartons d'invitation

-A la fin des vides-studios mettre en place un fonctionnement qui garantisse le ramassage systématique des invendus

-Création d'un nouveau site Internet en 2013, plus attractif, permettant à priori de réduire encore la communication sur support papier (du moins la part qui génère du gaspillage).

-Une application sur Smartphone en cours de réflexion

Les Maisons pour tous, des pépinières citoyennes



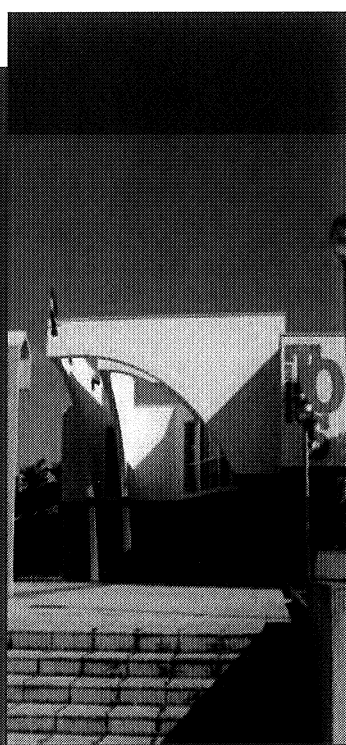
Réparer son vélo



Vous n'avez pas d'outils pour réparer votre vélo ? Ou vous ne savez pas comment faire ? Depuis plusieurs mois, la maison pour tous Colucci accueille l'association Le vieux biclou qui se charge de vous aider. Tous les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois,

Thierry Gaspardo, l'animateur cycle dispense ses conseils. « Attention, prévient-il, il ne s'agit pas de me laisser son vélo et de revenir le chercher réparé deux heures plus tard. C'est le propriétaire qui s'en charge, sur place. Il est assuré de trouver tout ce qu'il faut pour le faire lui-même ». Cet atelier est gratuit et s'adresse aux adhérents de la maison pour tous. Le prochain a lieu le 18 avril de 15h à 17h.

Infos : 09 54 55 27 44



Enjeux La ville défend le projet d'une culture constituant le fondement de toute démocratie, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier en seront le fleuron ! Qu'il s'agisse de pratiques culturelles ou de rencontres, elles placent l'exigence de qualité au cœur de leur action.

Repères

Nous développons depuis 30 ans, le réseau des Maisons pour tous, situées au cœur des bassins de vie. Elles offrent un espace de détente, de loisirs et de rencontres ! Cette année, une nouvelle impulsion est donnée par la municipalité en replaçant la culture au cœur de notre action. Cinq Maisons pour tous seront pleinement dédiées à la danse, au théâtre, aux musiques actuelles, à la photographie et à la culture populaire. De même qu'il nous est apparu essentiel de proposer des Maisons ouvertes sur les préoccupations majeures des Montpelliérains, telles que la citoyenneté ou le développement durable.

Lieux de proximité, les Maisons pour tous deviennent donc également des lieux d'excellence où chacun pourra exprimer son art comme sa pensée ou son engagement...

Résultats

Les Maisons pour tous accompagnent en transversalité les dynamiques de développement durable à l'échelle des quartiers

Maison de quartier Jean-Pierre Caillens

Actions menées sur l'année 2011-2012

□□□Sorties Culturelles

Sorties culturelles pour un public socialement et économiquement défavorisé ayant plusieurs objectifs :

□□□□□□□□□□ Sortir de l'isolement individuel et géographique ; créer du lien entre les habitants du quartier.

□□□□□□□□□□ Démocratisation culturelle : supprimer les idées reçues sur la Culture « réservée à une élite et découverte de lieux culturels.

10/12/2011 : découverte en famille : Musée Fabre (10 participants)

01/04/2012 : découverte en famille *L'homme cirque* à Pézenas (25 participants)

02/05/2012 : sortie adultes *O Carmen* au théâtre des 13 vents (7 participants)

□□□Programmation culturelle au sein de la structure

La Maison de quartier, dans sa mission de démocratisation culturelle propose une programmation culturelle variée avec un rythme d'1 spectacle/ concert par mois au minimum.

S'ajoute à cela, un spectacle jeune public le premier mercredi de chaque vacance scolaire.

Soit pour l'année 2011/2012 : 4 concerts musique du monde, 2 spectacles tout public et 5 spectacles jeune public. La fréquentation varie entre 120 à 150 personnes en moyenne pour chaque manifestation.

Semaine TOUS EN PISTE :

La Maison de quartier a pris le parti de mettre à l'honneur les arts du Cirque en y consacrant une semaine phare. En effet les Arts du Cirque font partie des rares disciplines artistiques qui ont su conserver leur image populaire ; outil intéressant donc pour amener un public non habitué vers des événements culturels.

Cette semaine s'est articulée autour de 2 spectacles jeune public (dont créé et élaboré par des enfants d'un centre de loisirs de la ville de Montpellier en collaboration avec un metteur en scène professionnel) et 2 après-midi éveil aux arts du cirque en partenariat avec l'école de cirque kerozen et gazoline.

Fréquentation : 100 personnes par spectacles et 16 enfants par après-midi.

□□□ Ateliers familiaux

□□□ Le temps des grands :

Le mardi après-midi se déroule cet atelier qui par le biais de la couture, de la cuisine permet une rencontre des générations et des origines différentes.

A travers cet atelier, nous mobilisons ces femmes sur la vie de quartier : préparation de la fête de quartier, participation à certaines soirées par la confection du buffet,

Fréquentation : 20 femmes de 20 à 60 ans d'origines culturelles différentes.

Les Maisons pour tous, un outil opérationnel de la cohésion sociale

Maison de quartier Jean-Pierre Caillens

Actions menées sur l'année 2011-2012

□□□ Travail sur le territoire

Un travail sur la mobilité et la mixité des publics s'est effectué sur le territoire des Près d'Arènes à travers différentes actions menées par les 3 maisons pour tous du secteur :

Des sorties familiales communes : 3 sur la saison 2012/2013

Des soirées autour de jeux de société : 4 sur la saison 2012/2013.

Des manifestations communes : fête de rentrée (septembre 2011) et Fête citoyen' aussi (septembre 2012)

La fréquentation sur les sorties familiales a été forte. C'est pour cela que la Maison de quartier Jean Pierre Caillens a mis en place d'autres sorties en partenariat avec d'autres maisons pour tous afin de répondre à cette demande et continuer son travail quant à la mixité des publics.

Concernant les soirées T'as de beaux jeux .. tu sais, les soirées se sont déroulées sur une maison pour tous à chaque fois différente. Pour des raisons de transport (le quartier de Tournezy est mal desservi), la fréquentation a été plus difficile.

Pour les manifestations communes, cela remporté un vif succès auprès des habitants du territoire, tout particulièrement la fête citoy'aussi. Cette fête a été co-organisée par le conseil consultatif, les 4 comités de quartiers (Cité million, Saint Martin, les Aiguerelles et Tournezy), et les 3 Maisons pour tous avec la collaboration des associations agissant sur le territoire.

De plus, une attention particulière a été portée sur la planification de nos événements afin d'éviter le plus possible un chevauchement des manifestations.

□□□Travail autour de la famille

Des ateliers familiaux ont été mis en place

□□□□□□□□□□**Les mercredis des découvertes**, atelier familial de loisirs créatifs 2 mercredis par mois avec un thème différent chaque mois

Fréquentation : 22 enfants ont fréquentés régulièrement ces ateliers

□□□□□□□□□□**Mod'elle toi** : atelier familial de création et de stylisme qui s'est déroulé 2 mercredis par mois de janvier à juin 2012 avec un défilé des créations lors de la fête du quartier

Fréquentation : C'est un atelier minutieux qui ne permet pas l'accueil d'un grand nombre. Seulement 3 familles ont donc eu la possibilité de participer à ce projet (4 adultes et 4 enfants).

□□□□□□□□□□**Autour de la famille : vacances en famille.**

A chaque période de vacances scolaires, un programme est proposé aux familles (1^{ère} semaine à la carte : activité différente par jour et la 2^{ème} semaine : un stage sur plusieurs après-midi)

Fréquentation : 50 familles ont fréquentées régulièrement ces périodes de vacances.

A travers ces différents temps, on essaie d'impliquer de plus en plus les familles dans leur temps de loisirs en leur suggérant d'être force de proposition pour les programmes à venir.

Maison pour tous André Chamson

Projet consommation responsable

□□□□□□□□□□ Stage fabrication de mobilier en carton

Avec l'Association Métamorph'Oze : fabrication d'objets et de meubles à base de cartons de récupération

50 participants – 1 samedi par mois

□□□□□□□□□□ Collecte de divers matériaux usagés :

Interne : collecte papier, tri sélectif

Externe : collecte tél portable usagés, cartouches imprimantes etc....

□□□□□□□□□□ Participation campagne de sensibilisation au tri sélectif :

En collaboration avec l'Agglomération de Montpellier, distribution des sacs auprès des habitants

□□□□□□□□□□ Projet inter génération : Histoire et mémoire du Quartier

En partenariat avec la Maison de retraite les Violettes, une classe CM2 de l'Ecole Baruch Spinoza animé par deux animatrices permanentes de la maison pour tous.

Reconstitution de l'identité culturelle et sociale du quartier avec la visite des archives municipales, de lieux chargés d'histoire du quartier

Réalisation d'une maquette en identifiant les lieux importants au regard des participants

Echange entre les générations

Projet de novembre 2011 à mai 2012 un mardi par mois

Participants : 30 élèves et 10 résidentes de la Maison de retraite

□□□□□□□□□□ Les ateliers familiaux :

Les mercredis surprises : atelier familial de loisirs créatifs

Deux mercredis par mois avec des thématiques différentes animé par une animatrice permanente de la Maison pour tous

Participants : 60 - 20 mercredis

Les cafés enfants parents : rencontre autour d'un thème de problématique choisi par le public

En partenariat avec l'Association APARSA, l'Association la Draille colorée

Théâtre forum : les petits couacs, contes, discussion partage autour du thème proposé

Participants : 100 3 samedis de 17h à 19h

Soirée jouons en famille : soirée découverte autour des jeux avec une thématique, mise en scène et dramatisation d'un grand jeu collectif : énigmes, parcours etc...

Participants : 100 - 4 soirées

□□□□□□□□□□Les découvertes culturelles :

Visite de différentes institutions culturelles de la ville : le centre Chorégraphique, le théâtre des 13 vents

Sorties au théâtre des 13 vents pour un public peu habitué à fréquenter des lieux culturels.

Semaine culturelle solidaire autour du Japon : rencontre avec le Japon avec l'Association Assiana, ateliers, exposition, spectacle

Participants : 500

□□□□□□□□□□Exposition les Arts Mêlés :

Exposition des ateliers de peinture, dessin, mangas, calligraphie regroupant des travaux de personnes valides et non valides, démonstration de différentes techniques lors du vernissage (peinture avec la bouche)

En partenariat avec l'association Handic'art

Participants : 40 - semaines du 29 mai au 8 juin 2012

MPT François Villon

□□□□□□□□□□Théâtre au féminin

Projet sur l'année, en direction du public féminin et socialement en difficulté :

□□□Plusieurs ateliers d'expression théâtrale (par la Cie du Pas'Sage) complémentaire des ateliers d'alpha mais aussi des ateliers propres à la mpt dans une logique de pratique de la langue française, de socialisation, d'échange, de développement de l'expression personnelle et artistique : 3 représentations sur le thème de la traversée (24/9/2011- 8/3/2011 – 27/6/2012- 19/9/2012) 6 à 8 participantes

□□□Des sorties culturelles au théâtre en partenariat avec le Domaine d'o – théâtre Jean Vilar – le théâtre des 13 Vents- le pôle Cirque- réseau des mpts (5 sorties sur l'année pour une moyenne de 15 participantes)

□□□□□□□□□□Apéro Soupe

Action en direction de tous les usagers de la mpt afin d'éviter les cloisonnements entre adhérents, entre les différentes activités...Ce temps convivial permet aux usagers de se retrouver autour d'une exposition de photographies de photographes amateurs de Montpellier et d'une dégustation de soupe réalisée dans le cadre des ateliers culinaires de la mpt (soupe fabriquée avec des légumes de saison par les adhérents volontaires de la mpt)

1 apéro Soupe tous les deux mois en partenariat avec la Club photo de l'école Supérieure d'Agronomie

10/11/11 – 12/01/12- 15/3/12- 3/5/12

Entre 30 et 60 participants par soirée.

□□□□□□□□□□Activité familiale

Action en direction des familles socialement en difficulté afin de permettre aux parents, adultes et enfants de partager des temps de loisirs, des temps conviviaux... dans des espaces non familial.

□□□**Spectacle famille** : Ciné famille le 4/11/11 : 120 participants, Tandem (cirque) le 16/12/2011 : 105 participants, Peter Pan (théâtre) le 22/12/2011 : 184 participants, spectacle de magie le 13/4/2012 : 136 participants,

□□□**Sorties familles** : Cévennes cueillettes châtaignes le 23/10/2011 : 63 participants, visite des caves de Roquefort le 10/12/2011 : 63 participants, Mont Aigual le 4/1/2012 : 88 participants, Fontaine de Vaucluse le 6/5/2012 : 63 participants, Micropolis le 7/7/2012 : 63 participants

□□□**Repas partagé familial** : 30/9/2011 : 64 participants, 20/01/2012 : 56 participants, 27/4/2012 : 54 participants

□□□□□□□□Actions partenariales mixité des publics

□□□**Semaine Bleue** du 17 au 21/10/2011 en partenariat avec Face Hérault : diverses actions sur le quartier du Petit Bard, à la mpt, dans Montpellier... visant les seniors, l'intergénération mis en place par les partenaires du Réseau Rimbaud et piloté par FACE Hérault : + de 160 participants sur la semaine

□□□**Cité Citoyenne** les 28/1/2012 et 31/03/2012 en partenariat avec UFOLEP 34 : diverses animations citoyennes mis en place par les partenaires du Réseau Rimbaud et piloté par FACE Hérault dans le quartier du Petit Bard visant les jeunes et les familles : environ 300 participants par samedi

□□□**Semaine Vivre Ensemble** du 21 au 29 mai 2012 : diverses animations mis en place par les partenaires du Réseau Rimbaud sur la thématique du jeu dans le quartier du Petit Bard, dans la mpt, dans Montpellier, dans l'agglo piloté par la maison pour tous Villon : + 550 participants

□□□**Grande Lessive** : 20/10/2011 et 29/03/2012 : exposition artistique et éphémère mis en place dans les rues du quartier du Petit Bard en partenariat avec les partenaires du Réseau Rimbaud et piloté par la mpt Villon : + 600 participants par journées

La MPT François Villon et la consommation responsable

□□□□□□□□Exposition Cuisine ta Santé dans le cadre de la fête de la Science

En partenariat avec l'association les petits débrouillards, exposition interactive sur le thème de l'alimentation et de la santé.

Accueil de 8 classes (200 enfants), groupe d'alphabétisation (80 femmes) et divers participants (65 personnes) – du 10 au 14/10/ 2011

□□□□□□□□Braderie du Secours Populaire

Accueil de la braderie 3 jours dans l'année pour permettre aux personnes socialement en difficulté de pouvoir acheter vêtements, jouets...

Décembre 2011- février 2012- mai 2012 : pour une moyenne de 200 visites par Braderie

□□□□□□□□Belle au naturel

Petites recettes à partager autour de la fabrication du soin de beauté avec des produits naturels.

8 participants par atelier– 3 ateliers dans l'année

MPT Michel Colucci

Sorties Cultur'elles (action trimestrielle)

Projet sur l'année, actions trimestrielles ciblées en direction du public féminin et socialement en difficulté. Sorties culturelles en groupe pour sortir de l'isolement et créer des liens entre les femmes du quartier. Découvrir des lieux dans la ville et oser la culture!

Avec Montpellier Danse, le Domaine d'o

10 participantes – V 04/11/2011, Me 01/02/2012 et S 17/03/2012

Atelier trucs et trocs

Trucs et trocs = Atelier mensuel d'échange de savoir.

Ateliers d'échanges sur le thème du bien-être :

Psycho généalogie : **10 participants - Mardi 10/01/2012**

Feng Shui : **12 participants - Mardi 15/05/2012**

Soirée : Transition à la MPT Colucci

Avec le collectif Montpellier en transition, Claude Ilena socio économiste, La ferme de La Tourette (agriculture solidaire et biologique)

Projection du film de Niels Aguilar « Culture en transition » + débat + dégustation de produits de la ferme, partage et échange.

80 participants – Vendredi 30/03/2012

Exposition sur le Compost

Avec le G.R.A.I.N.E (prêt des panneaux de l'expo), Samuel Bouchet dessinateur

Exposition sur 3 semaines avec parcours ludique et éducatif pour les écoles, ateliers d'animation sur le tri

60 participants – 3 semaines d'expo + 4 matinées Nov. 2011

Atelier Trucs et trocs « les crèmes de beauté bio »

Trucs et trocs = Atelier mensuel d'échange de savoir.

Atelier pratique, fabrication de nos crèmes de beauté bio.

12 participants – Mardi 7/02/2012

Composteurs

Installation de deux composteurs (fourni par Montpellier Agglomération) dans le jardin.

Accessibles à tous les jardiniers et usagers de la Mpt + Panneau « mémo du tri »

Toute l'année

MPT Michel Colucci

Exposition : « Les plantes dépolluantes d'intérieur »

Exposition réalisé par la Mpt d'après l'ouvrage de Geneviève Chaudet et Ariane Boixière « Les plantes dépolluantes ».

Public de la MPT, usagés et adhérents – 3 semaines du 12 au 30/03/2012

MPT André Chamson

Actions menées sur l'année 2011-2012

□□□□□□□□□□ Balade familiale botanique : Rats des villes, Rats des champs

Découverte de la végétation du quartier et du parc font Colombe Avec l'Association Etat des Lieux.

30 participants - dimanche 13 avril 2011

60 participants – du 30 mai au 1^{er} juin 2011

□□□□□□□□□□ Sortie famille à Micropolis : la cité des insectes

Visite du parcours extérieur, atelier zoom sur les insectes

45 participants le jeudi 19 avril 2012

□□□□□□□□□□ Sortie familiale : balade inédite

Balade commentée et contée au Domaine de Roussières autour de la garrigue et de la transhumance avec l'association Passe Muraille

45 participants : le mercredi 18 juillet 2012

François Villon

Actions menées sur l'année 2011-2012

□□□□□□□□□□ Projets inter mpts : Vé la coupe

Découverte de la voile, des métiers de la mer, et de l'environnement

Descriptif : 40 adolescents, âgés de 12 à 17 ans, accompagnés par des animateurs de 5 Maisons pour Tous (Antoine de Saint Exupéry, André Chamson, Georges Brassens, François Villon, L'Escoutaire) représentant plusieurs quartiers de la ville de Montpellier ont pu découvrir du 9 au 13 juillet dernier, l'environnement marin dans son ensemble (métiers de la mer, sports aquatique, et découverte des fonds marins).

Objectifs visés :

□□□Sensibiliser les jeunes à l'environnement

□□□Initier les jeunes à la pratique de la voile

□□□Découvrir les métiers de la mer

□□□Développer la mixité

40 participants – du 9 au 13 juillet avec le Yacht Club de la Grande Motte et RandoJet

Michel Colucci

□□□□□□□□□Jardin partagé

Avec le Service des Espaces verts de la ville et l'Association Etat des Lieux.

Jardinage bio, collectif. Accès autonome. Charte des jardiniers, adhésion à la Mpt

23 participants à l'année – Toute l'année

□□□□□□□□□Atelier Trucs et trocs « Cultivons nos balcons »

Avec le collectif Montpellier en transition

Atelier pratique de semis de plantes potagères + support vidéo

20 participants – Mardi 13/03/2012

□□□□□□□□□Animation jardinage

Atelier de Land art dans le jardin de la Mpt avec l'école maternelle Olympe de Gougues

60 participants - 4 matinées en Nov.2011

Mélina Mercouri

- Jardin partagé

Avec le Service des Espaces verts de la ville et les associations « Etat des Lieux » et « L'APIEU »
Jardinage bio, collectif. Accès autonome. Charte des jardiniers, adhésion à la Mpt,
animations le samedi matin

28 participants à l'année –Toute l'année

- Projet classe de ville « jardin et biodiversité »:

En partenariat avec l'APIEU, 2 classes de l'école Blaise pascal ont pu découvrir différents sujets sur la biodiversité et sur le jardin partagé.

30 enfants (classe de CM2) sur 12 séances tout au long de l'année.

- Animation jardinage

Atelier d'initiation au jardinage et à la biodiversité avec le centre de loisirs « Blaise pascal » et l'association « espace parallèle »

40 participants - 6 séances

- Conférence sur le thème « comment favoriser la biodiversité dans son jardin »:

Jean-Marc DUPLOUY jardinier naturaliste vous exposera les principes fondamentaux d'un milieu en perpétuel changement. Il vous proposera deux méthodes biologiques passives et/ou actives.

La première vous permettra de mettre en œuvre les techniques horticoles qui aideront à comprendre l'écosystème.

La seconde sera consacrée aux méthodes culturelles associées à l'introduction d'espèces prédatrices.

15 participants – vendredi 20 juillet

- Exposition « safari urbain »

Avec la maison de l'environnement, à travers une présentation ludique et interactive, les personnes pouvaient découvrir la biodiversité ordinaire qui peuplent nos cités urbaines.

2 semaines d'expo, atelier interactif avec les écoles du quartier.

- Composteurs

Installation de deux composteurs (fourni par Montpellier Agglomération) dans le jardin. Accessibles à tous les jardiniers et usagés de la Mpt

Toute l'année

- Sortie famille « au bonheur des jardins »

Venez vivre un moment d'échange autour du jardin et de la nature sur le thème « Du jardin à l'assiette en Méditerranée »

Au programme:

- ☐ Marché de producteurs et d'associations.
- ☐ Animations pour petits et grands.
- ☐ Spectacles, contes, Expositions.
- ☐ Balade et découverte de plantes comestibles.
- ☐ Ateliers jeux avec la Compagnie des jeux.
- ☐ Concert de musique Jazz
- ☐ Causeries

Dimanche 29 avril à la journée.

Le CCAS promeut la culture du cœur dans les MPT

- **Culture du cœur** : projet sur un volet social de développement durable, à destination des bénéficiaires du RSA, en partenariat avec le Conseil Général, l'Opéra de Montpellier, le Musée Fabre. L'objectif général est de lutter contre l'isolement social qui est une des manifestations les plus préoccupantes de la précarité dans notre ville.

Objectif : apporter une autre aide que l'aide alimentaire, permettre à ces publics exclus de rencontrer des artistes, ils sont invités à des premières...

Pistes d'amélioration

(en cours de réflexion)

Le projet de rénovation urbaine: OPAH 2009-12



Grand Cœur Les OPAH



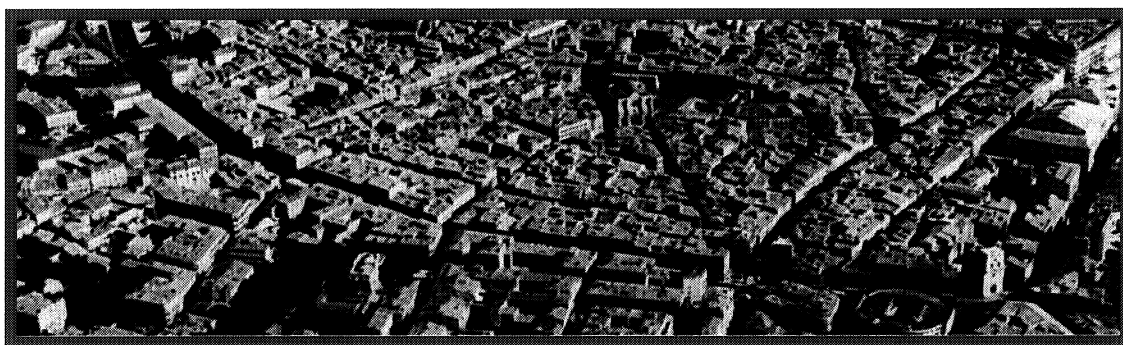
Enjeux En 2005, afin de poursuivre la restructuration, dans un objectif de développement durable, des quartiers classés en zone urbaine sensible ou en territoire grand projet de ville (GPV), la Ville de Montpellier a élaborée en partenariat avec l'Etat, les Collectivités locales et la caisse des dépôts et consignations, un projet de rénovation urbaine. Le projet de rénovation urbaine s'inscrit dans des dynamiques plus larges formalisées au travers des documents de planification et de programmation intercommunaux.

EcoRepères

L'inscription dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'agglomération de Montpellier se vérifie tant sur ses valeurs : environnementales, sociales et économiques que sur ses fondements : le réinvestissement urbain, consistant à construire ou reconstruire sur les espaces urbains existants, soutenant la volonté d'intensifier et hiérarchiser les développements urbains.

Le projet de rénovation urbaine est également conforme aux orientations du Programme Local de l'Habitat (PLH) énonçant la politique de l'habitat de l'agglomération de Montpellier. Le PLH prévoit, en effet, la mobilisation et la valorisation du parc existant. Il précise que l'intervention sur le parc existant constitue un enjeu majeur, notamment de par son rôle pour le logement des plus modestes. A ce titre, les actions qui sont d'ores et déjà engagées sur les quartiers et les patrimoines les plus sensibles afin de les « maintenir dans la ville » seront poursuivies. Ces actions concernent aussi bien le parc privé que le parc public.

Le projet de rénovation urbaine de Montpellier se décline sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson (Hauts de Massane, la Paillade), le Centre (Gély Figuerolles, Gambetta, Nord Ecusson) et les Cévennes (Petit Bard – Pergola). C'est 21% de la population de Montpellier qui est directement concernée par la mise en œuvre du projet.



Un projet qui s'inscrit dans la durée pour le mieux vivre ensemble de tous les Montpelliérains

Depuis de nombreuses années, la Ville est présente dans tous les quartiers par un investissement important sur les équipements scolaires, les équipements de proximité, les équipements culturels et les équipements sportifs. Cela permet de créer un maillage complet d'équipements et de services publics support de la qualité de vie dans tous les quartiers. Le développement d'un réseau de transports en communs en sites propres et de pistes cyclables facilite et conforte les déplacements notamment les trajets domicile travail.

Sur les quartiers qui cumulent les difficultés : habitat dégradé, taux de chômage important, échec scolaire, c'est un investissement particulièrement volontariste qui a été engagé il y a plus de trente ans. L'intervention de la Ville s'inscrit bien au-delà des dispositifs contractuels spécifiques de l'Etat

Résultats

De 2003 à 2012

Mission Grand Cœur

Depuis **2003**, **850** logements ont été créés ou requalifiés par la Ville de Montpellier, au centre-ville, dans le parc public ou privé dans le cadre de l'opération Grand Cœur ; cela s'intègre dans un programme ambitieux qui concernera à terme 1600 logements et un programme de redynamisation du commerce de centre-ville (10 000 m² de surfaces commerciales). La complexité d'intervention en centre ancien implique un investissement particulièrement fort pour notre collectivité (**23 millions d'euros sur 10 ans**).

Plus large que l'Écusson, le territoire de Grand Cœur inclut également les faubourgs qui l'entourent ; Les Aubes, les Beaux-Arts, les Arceaux mais aussi Boutonnet, Figuerolles, Gambetta-Clemenceau, le secteur Gares-nouveau Saint-Roch, Antigone et Mermoz, soit **71 000** habitants concernés.

A l'enjeux de production de logements, priorité de l'équipe municipale en raison du développement de Montpellier au regard de sa croissance démographique, (qui, avec 21,68 % de logements locatifs sociaux affiche par ailleurs un taux supérieur au seuil de 20 % imposé par la loi SRU), s'ajoute l'obligation de requalifier et de mettre aux normes d'habitabilité, voire de sécurité, l'habitat existant.

Avec l'opération Grand Cœur engagée par la Ville et son aménageur la SERM sur la période 2003-2013, l'objectif est de diversifier l'offre de logement pour retrouver et conforter la mixité sociale de ces quartiers où se côtoient des populations aux revenus très variés. Il faut, pour ce faire, proposer du logement social, public et privé, abordable aux revenus les plus faibles.

Ainsi, si la Mission Grand Cœur est à l'origine d'un volet de constructions neuves, tel la Résidence Grand Air, celle de la rue Chaptal ou encore le projet de reconversion du site de l'ancien lycée Pierre Mendès-France, elle réalise aussi un travail complexe de rénovation de l'habitat dégradé.

Cette action déterminante contribue à dynamiser et diversifier le marché du logement à Montpellier. Au-delà, en réhabilitant les logements existants et en reconstruisant des parcelles mal bâties, on peut y accueillir de nouveaux habitants, tout en permettant à ceux plus modestes de se loger ou de se reloger au centre ancien dans des conditions décentes.

Après 9 ans d'existence, les résultats visibles et très encourageants de Grand Cœur en matière de production de logements ne doivent pas occulter le caractère avant tout social de sa mission de renouvellement urbain.

En ce sens, elle participe pleinement à la politique menée par la Ville en matière de logements qui vise à favoriser l'égalité d'accès au logement.

Le renouvellement urbain / Objectif :

Faire que la ville existante puisse continuer à être animée, pérenniser ses fonctions et l'adapter aux enjeux du développement durable. Rénover c'est aussi générer des économies de matières premières, de matériaux, c'est éviter des émissions de Gaz à Effet de Serre...

Le principe qui prévaut est de lutter contre l'étalement urbain, et de poursuivre au niveau de la ville centre une densification acceptable socialement. Cependant, on ne rénove pas tout à fait de la même manière que l'on construit, car le caractère architectural d'origine est à préserver. Une réflexion avec les architectes des bâtiments de France est menée pour définir des arbitrages adaptés. Par exemple, faute de pouvoir isoler la façade par l'extérieur, on va privilégier une isolation en toiture, ou encore un changement de chaudière pour du matériel ayant une plus grande efficacité énergétique. Dans ce contexte, il arrive par exemple, compte tenu de l'historique des dispositifs d'aide, comme celui de Lutte contre la Précarité énergétique, que pour accompagner à juste titre, une personne en situation de précarité énergétique, on distribue naturellement une aide individualisée à cette personne (Les aides de lutte contre la précarité énergétique sont, et c'est compréhensible, dirigées vers les individus). Un effet indésirable se produit alors parfois, qui conduit à ce qu'une personne jusque-là approvisionnée par une chaudière collective, soit dotée d'une chaudière individuelle. Une réflexion pourrait peut-être être menée aussi sur ces enjeux avec les acteurs concernés, afin d'engager des programmes à l'échelle d'un bâtiment dans sa globalité, plus qu'au travers de dispositifs individualisés.

De 2004 à 2010 : OPAH sur les quartiers Gambetta et Ecusson Nord, pour un budget de 25 millions (5 millions de subventions publique dont 1 million de la ville). Une nouvelle OPAH a été lancée pour 5 ans à partir de 2011, sur le même secteur.

En 2012 est lancée une nouvelle OPAH autour des enjeux de la lutte contre la précarité énergétique et les copropriétés dégradées.

Démarrage : le 1^{er} juillet (entre la place de la Comédie vers la gare, quartier Méditerranée et Sud Ecusson).

Autre actualité, dans l'hyper centre cette fois : le secteur sauvegardé est concerné par une révision, son règlement d'urbanisme, le Plan de sauvegarde, et de mise en valeur, est réétudié pour concilier préservation du patrimoine historique et conditions de vie urbaine actuelle. Le secteur sauvegardé avait été créé en 1967, et doté du règlement appliqué jusqu'à maintenant en 1973. après une étude qui aura duré 4 ans et 2 ans de procédure, il sera adopté en 2014. 2500 parcelles sont concernées par l'actuelle révision. Un rapport

environnemental, l'équivalent du Projet d'Aménagement et de Développement Durable a été rédigé.

Cette mise en valeur ne concerne pas que le bâti, le végétal fait l'objet également de mesures car il participe aussi au paysage des rues autant et de manière complémentaire aux arbres de l'espace public.

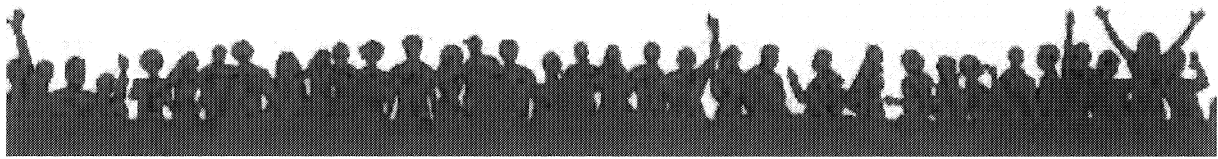
Autre exemples d'actions :

- Lutte contre les remontées d'humidité, par un système de drainage sous la dalle du rez-de-chaussée, pour améliorer le comportement thermique du bâtiment.
- Autres exemples dans le document proche du PADD (pourriez-vous nous le communiquer, ou est-ce trop lourd ?).

Pistes d'amélioration

Grand Cœur : un projet de long terme

- Prolongement de la concession « Grand Cœur » jusqu'en 2017.
- Une nouvelle concession avec la SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier).
- Réfléchir à une approche globale (chauffage collectif et précarité énergétique), avec le CCAS, le Gefosat ?



Pour conclure, l'objectif à court terme de la ville est de créer les conditions de l'engagement et de la participation. Nous voulons continuer d'affirmer notre ambition par des engagements, concrets, volontaristes et exemplaires pour que l'ensemble des acteurs, les élus, les cadres de la collectivité, les agents, les partenaires associatifs, les fournisseurs, perçoivent combien ils peuvent participer individuellement aussi, et ainsi dépasser la vision qui peut parfois réduire un travail à une simple tâche, pour partager un défi qui a du sens tant sur le plan individuel que collectif ».

Aujourd'hui, malgré un contexte où la tentation de reléguer les choix d'avenir aux oubliettes, la ville s'empare au contraire de ce qui est en réalité une opportunité, au sens noble. Faire progresser le développement durable dans la culture organisationnelle et financière ; c'est un questionnement à mener encore et toujours.

L'ambition des politiques publiques de développement durable est à terme qu'elles « polissent » tous les autres secteurs dans leur périmètre d'action. Il importe donc que la pédagogie entre en ligne de compte, afin qu'elles soient bien comprises. Ainsi, par exemple, la part d'investissement qui aujourd'hui génère encore un surcoût, lorsqu'il s'agit de bâtiments basse consommation par exemple, est récupérée au bout de quelques années (6 à 10 ans) au niveau des baisses de coûts de fonctionnement. Ce pourquoi, il est éclairant d'avoir une approche en coût global, comme nous l'avons clairement souligné.

Deux axes de travail sont à notre portée, si nous décidons non plus de voir la perspective du développement durable comme une chose un peu embarrassante et culpabilisante, mais bien comme la possibilité d'entrer dans un nouveau modèle de développement local porteur de sens et d'actions publiques motivantes. Pour cela deux grandes possibilités nous sont offertes :

Initier des pratiques informelles : Ces pratiques ont une incidence sur les valeurs et les comportements (exemple : projets d'éducation au développement durable dans un Accueil de Loisirs...).

Objectif : Donner l'impulsion pour le changement. Promouvoir des pratiques informelles pour l'innovation (comme nous l'avons fait avec l'achat de vélos à assistance électrique (VAE) dans le cadre du PDE, de la charte du FSE...).

Pratiques formelles : Les pratiques qui établissent les règles et les procédures (dématérialisation, critères sociaux et environnementaux dans les achats publics, dans les projets d'éco construction, d'aménagement...)

Enfin, il reste cependant essentiel d'avoir une vision à long terme et de planifier, évaluer, progresser, pour ancrer la stratégie de développement durable dans l'organisation de toute la ville sans exception, dans sa globalité. Mais il importe d'avancer de manière graduelle vers l'avenir désiré au sein duquel chaque acteur pourra développer son expression éco citoyenne.

ECO LEXIQUE



AGROFORESTERIE

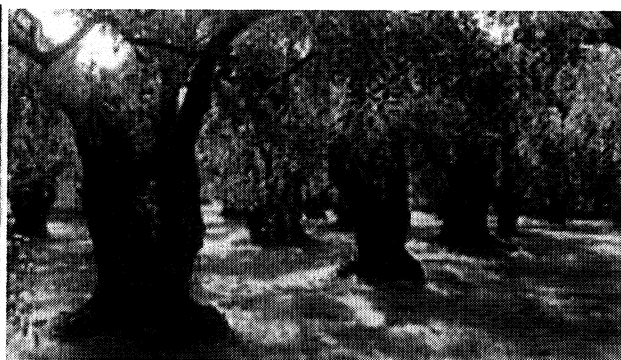
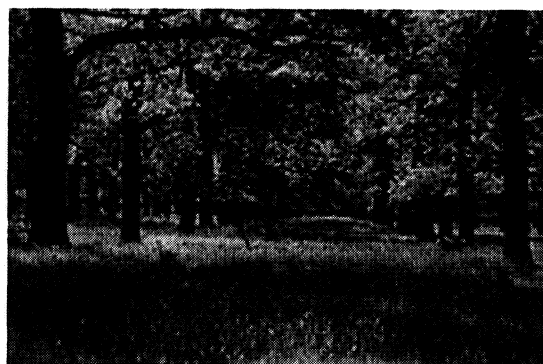
L'**agroforesterie** est un mode d'exploitation des terres agricoles associant des plantations d'arbres dans des cultures ou des pâturages^{1,2}. Le mot dérive d'un néologisme anglophone (« *agroforestry* ») apparu dans les années 1970. Il s'agit d'un terme moderne ayant un usage proche de la complantation, technique culturale traditionnelle.

Trois configurations principales existent, éventuellement complémentaires :

- cultures d'arbres (en rangs, en quinconce...) espacés au sein de parcelles agricoles labourées et cultivées de manière pérenne
- Implantation de cultures (pérennes ou non) dans des clairières, ou sous les arbres de parcelles boisées qui ont été éclaircies
- silvopastoralisme, faisant cohabiter arbres et animaux domestiques.

L'agroforesterie se distingue de la permaculture du fait qu'elle utilise des plantes annuelles en association avec les arbres, quand la permaculture privilégie les plantes pérennes.

Au début du ^{xxi}e siècle, il y aurait dans le monde environ 160 millions d'hectares de terres arables couvertes à plus de 50 % par des arbres (et plus d'un milliard présenterait un couvert forestier supérieur à 10 % sur 5 milliards d'hectares de surface agricole utile (SAU)³.



ANTHROPIQUE

Relatif à l'activité humaine. Qualifie tout élément provoqué directement ou indirectement par l'action de l'homme: érosion des sols, pollution par les pesticides des sols, relief des digues, Du grec anthropos (homme).

BBC

Bâtiment basse consommation

Thème(s) concerné(s) : Economies d'énergie

Il s'agit de bâtiments atteignant un niveau de performance énergétique très élevé et préfigurant la moyenne des constructions futures avec des index de performance énergétique autour de 50 kWh/m², les catégorisant en classe A de l'étiquette énergie du diagnostic de performance énergétique (DPE). Un label sanctionne les constructions neuves atteignant ces performances.

BEPOS

Bâtiment à énergie positive

Thème(s) concerné(s) : Economies d'énergie

Bâtiment dont la conception est telle qu'il produit plus d'énergie qu'il n'en consomme. Ces bâtiments, très fortement isolés thermiquement et pourvus des équipements les plus économes, fonctionnent sans système de chauffage ou sans système de chauffage utilisant des combustibles fossiles. Ils produisent de l'énergie, généralement au moyen d'équipements photovoltaïques raccordés au réseau électrique, en quantité supérieure à leurs besoins.

COÛT GLOBAL

L'approche en coût global permet de prendre en compte les coûts d'un projet de construction au-delà du simple investissement, en s'intéressant à son exploitation (charges liées aux consommations énergétiques à la consommation d'eau ...), à la maintenance, au remplacement des équipements ou des matériaux mais également à la déconstruction du bâtiment.

Cette vision est d'autant plus importante que l'on estime que, pour certains bâtiments, le coût d'investissement d'une opération ne représente que 25% du coût total, la différence (75%) survenant au cours de la vie du bâtiment. Ces chiffres sont issus de l'étude « *Ouvrages publics et Coût global* » réalisée par la mission interministérielle de qualité des constructions publics (MIQCP) en janvier 2006.

Cette approche permet également de prendre en compte d'autres critères environnementaux et relatifs à la santé. On parle alors d'externalités. Les exemples les plus connus d'externalités sont les émissions de gaz à effet de serre et l'impact sur l'environnement (biodiversité, eau...) ainsi que l'impact sur la santé des occupants.

Ces notions sont à relier à l'analyse du cycle de vie du bâtiment ou des éléments (matériaux...) le constituant, et à la gestion « verte » du chantier. L'analyse du cycle de vie consiste à évaluer l'impact d'un élément de la construction depuis l'extraction des matières premières nécessaires à sa fabrication, jusqu'à son transport sur le chantier.

ECONOMIE CIRCULAIRE

L'économie circulaire vise à optimiser les flux d'énergie et de matière à l'échelle d'un système : site de production, zone d'activités, bassin d'emploi ou économie nationale. La prévention des consommations et des rejets est couplée à l'idée d'un fonctionnement quasi cyclique comme celui des écosystèmes. A la différence de l'économie actuelle dite linéaire, l'économie circulaire s'efforce de ne pas épuiser les ressources et permet de contrôler ses rejets et déchets.

Imaginez un nouveau modèle de croissance où l'on ne produirait plus aucun déchet. C'est l'objectif de l'économie circulaire. Concrètement, voilà ce que ça donnerait : des produits conçus en anticipant leur recyclage, des ordures intégralement valorisées... Un monde sans déchet, en somme, avec des prélèvements minimes de matières premières.

MIXITÉ FONCTIONNELLE

La mixité fonctionnelle est omniprésente dans les principes de politiques urbaines des dernières décennies, y compris les plus récentes, comme en témoigne par exemple l'objectif 11 de l'appel à projets des éco-quartiers 2011. Plusieurs textes de loi (art.1 de la LOV de 1991, art.1 de la loi SRU de 2000 devenu l121-1 du code de l'urbanisme) fixent « la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale, dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural », comme objectif des politiques urbaines à prendre en compte dans tous les documents d'urbanisme.

La mixité fonctionnelle désigne le fait de disposer sur un territoire de l'ensemble des fonctions nécessaires à la vie en ville : logement, activité, commerces, équipements administratifs, culturels, de mobilité, de loisirs...

La ville est un monde qui réunit une variété infinie d'activités économiques, sociales et culturelles, qui coexistent et interagissent. C'est aussi une superposition historique de différents systèmes dont il reste toujours des couches plus ou moins apparentes. Et c'est l'équilibre entre toutes ces activités, parfois contradictoires, qui détermine la qualité de vie.

EVAPOTRANSPIRATION (ETP)

L'évapotranspiration correspond à la quantité d'eau totale transférée du sol vers l'atmosphère par l'évaporation au niveau du sol et par la transpiration des plantes¹.

Elle joue un grand rôle dans les climats et micro-climats, notamment en ville².

Pour une zone donnée (champ, forêt, région...) , on distingue :

- l'évapotranspiration réelle (*EtR*) ; c'est l'eau réellement « perdue » sous forme de vapeur (en fait une partie sera recyclée sous forme de rosée ou précipitation)
- l'évapotranspiration potentielle (*EtP*) ; c'est l'eau susceptible d'être perdue dans les mêmes conditions quand elle n'est plus facteur limitant.

Ces deux données sont utiles et nécessaires pour étudier les bilans de circulation de l'eau et notamment pour déterminer les besoins en eau des cultures ou calculer l'« effet oasis »³ d'une zone où l'évapotranspiration est plus importante (qui peut être une zone urbaine). Les plantes de milieux arides peuvent fortement réduire leur évapotranspiration quand elles manquent d'eau. Les plantes des zones tropico-équatoriales pluvieuses ne le peuvent généralement pas.

EMPREINTE ECOLOGIQUE

L'empreinte écologique

L'empreinte écologique mesure la consommation humaine de ressources naturelles. Elle évalue la surface totale requise pour :

- produire les ressources que les habitants consomment (nourriture, vêtements...),
- répondre à la consommation d'énergie,
- fournir l'espace nécessaire à nos infrastructures (logements, routes...),
- absorber nos déchets.

**Calculez
votre empreinte écologique sur
www.wwf.fr**

Développement durable...

Un climat malade, des pollutions tenaces, des ressources trop exploitées, des espèces en danger... Pourrions-nous continuer à vivre comme ça ?

1. Nous n'avons jamais autant consommé :

La demande humaine envers la planète n'a jamais été aussi importante. Depuis les années 60, l'empreinte écologique de l'humanité a plus que doublé.

Les pays riches, comme la France, sont ceux qui ont l'empreinte écologique la plus forte : ainsi, alors qu'un habitant d'un pays à faible revenu utilise en moyenne moins d'un hectare pour répondre à ses besoins, un Français en utilise environ 5. Si tous les habitants de la planète vivaient comme nous, il faudrait...deux planètes supplémentaires !!!


A présent, l'empreinte écologique de l'humanité dépasse une seule planète : l'humanité consomme plus que ce que la planète peut lui donner.

2. Ce mode de vie et de consommation ne pourra pas se prolonger car :

L'usage que nous faisons de la planète et en particulier la consommation excessive des ressources énergétiques fossiles (pétrole, gaz, charbon...) déséquilibre le fonctionnement de notre planète et de notre climat.

A l'échelle de la planète, les réserves d'énergies fossiles sont dérisoires. Ainsi le rythme de consommation énergétique actuel ne pourra perdurer au-delà de ce siècle.

Si nous ne nous préparons pas, comment feront nos enfants demain ?



NEGAWATT

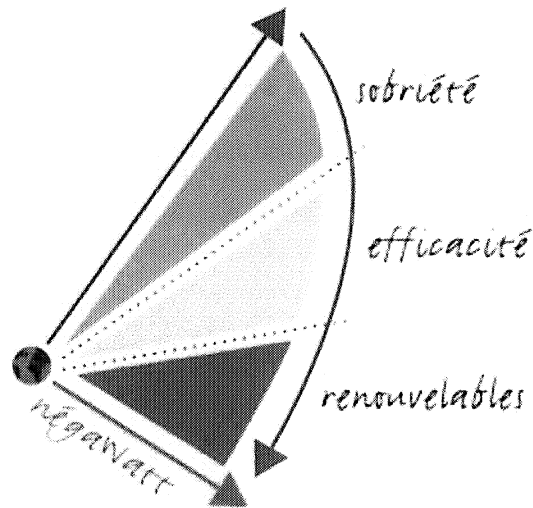
La démarche négaWatt est la suite logique des constats énergétiques et environnementaux actuels.

Face à l'épuisement programmé des ressources fossiles et fissiles, face à l'urgence climatique, face aux multiples dégâts environnementaux, il convient avant tout de réduire nos consommations d'énergie.

Cette réduction doit se faire par l'arrêt des gaspillages énergétiques : par des actions de sobriété énergétique (arrêt du superflu, comme les enseignes publicitaires lumineuses animées par exemple), et par des actions d'efficacité énergétique (augmentation des rendements, isolation des bâtiments, ...).

Ce potentiel de réduction d'énergie, baptisé potentiel de "négaWatts", est un formidable gisement disponible tout autour de nous.

Nos consommations d'énergie diminuées, il nous reste ensuite à développer massivement les énergies renouvelables, pour couvrir efficacement nos besoins - et nos besoins seulement !



Sobriété énergétique, efficacité énergétique, énergies renouvelables, voici les piliers de la démarche négaWatt

RESILIENCE

Le mot **résilience** désigne de manière générale la capacité d'un organisme, un groupe ou une structure à s'adapter à un environnement changeant. Il est utilisé dans plusieurs contextes :

- en physique, la **résilience** est la capacité d'un matériau à revenir à sa forme initiale après avoir subi un choc ;

Le concept de résilience réinterroge la façon de penser le système urbain et ses perturbations. Appliqué à la ville, il peut être défini comme la capacité d'un système urbain à absorber une perturbation et à retrouver ses fonctions à la suite de cette perturbation. Dès lors, l'opérationnalité du concept passerait par la nécessité d'adapter le fonctionnement du système urbain tout comme ses composants aux perturbations potentielles, à reconstruire le système urbain suite à une perturbation majeure ou à définir des modalités de gestion de crise en intégrant la complexité même de la ville. Ainsi le concept de résilience appliqué à la ville semble trouver des traductions opérationnelles, notamment en matière de services urbains, qui répondent également aux objectifs de durabilité. En partant de l'analyse des définitions des deux concepts de durabilité et de résilience appliqués à la ville, l'objectif de cet article est de s'interroger sur la façon dont s'articulent les concepts de résilience et de ville durable puis de proposer des outils et méthodes contribuant à la résilience de la ville dans une optique de durabilité, avant d'en étudier les limites.

ANNEXES

PRESENTATION

Depuis 1985, un service énergie a été créé à la Ville de Montpellier afin d'assurer le confort dans les bâtiments communaux au meilleur coût possible.

Cet objectif passe notamment par une réflexion sur le coût global des bâtiments, incluant bien sûr leur prix de construction, mais aussi les dépenses énergétiques de fonctionnement durant toute la durée de vie des équipements.

Cette nécessaire cohérence entre conception, exploitation et gestion énergétique des bâtiments communaux, notamment sur les dépenses d'électricité qui représentent 50 à 60% du total énergétique dans les villes, a permis d'éclairer l'importance que représente la première phase, à savoir l'optimisation de la conception énergétiques des bâtiments communaux.

1 - LES ENJEUX

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier a développé une politique énergétique afin de maîtriser ses dépenses d'énergie, tout en offrant un meilleur confort aux usagers des équipements communaux : faire mieux et à moindre coût global.

Dans cette optique, la conception énergétique optimale des bâtiments neufs ou rénovés est un moment capital, et cette note résume les points clés à prendre en compte, tant en terme de confort d'hiver, de confort d'été, de ventilation, d'éclairage, d'eau chaude sanitaire et de pilotage des installations énergétiques.

2 - CONFORT D'HIVER

a) L'isolation thermique et étanchéité à l'air : elle est essentielle, tant en terme de confort que d'économies d'énergie, et tout projet devra au moins être conforme à la réglementation en vigueur, voire proposer des solutions plus performantes. Lors de toute rénovation de toitures ou de menuiseries, l'isolation des combles et la pose de doubles vitrages à isolation renforcée (VIR) doivent être prévues, notamment pour éviter l'inconfort des parois froides, ainsi que le doublage isolant des murs extérieurs lors de grosses opérations de réhabilitation. L'étanchéité à l'air est essentielle pour éviter inconfort et gaspillage de chauffage.

b) Chauffage : il sera assuré par un système de chauffage central à eau chaude, alimenté selon le cas par le gaz naturel, le réseau de chauffage urbain ou le fioul. En raison de son coût global actualisé élevé, le chauffage électrique n'est pas autorisé.

Un ou plusieurs circuits selon la taille et les fonctionnalités seront prévus (température d'utilisation, horaires...), et la distribution de chaleur se fera en priorité par des radiateurs acier horizontaux présentant une grande surface de rayonnement de chaleur, et dans certains cas par un plancher chauffant (cas des crèches notamment).

La chaufferie aura une surface d'au moins 15 m² et une valeur d'environ 25 m² par tranche de 300 kW de puissance installée, toutes les canalisations de chauffage seront accessibles, notamment celles situées dans les faux-plafonds qui devront obligatoirement être aisément démontables (en aucun cas les réseaux ne seront encastrés dans le sol).

3 - CONFORT D'ETE

Il est trop souvent négligé et nombre de bâtiments neufs sont invivables l'été, voire en demi-saison. Les parois vitrées non verticales seront donc limitées au maximum, voire proscrites et devront de toute manière être protégées par des pare-soleil ou stores extérieurs.

Les vitrages verticaux seront intégrés architecturalement de manière à permettre l'éclairage naturel en hiver (voir plus loin) mais protégés par des casquettes, rebords ou en dernier lieu par des stores extérieurs pour éviter les apports solaires directs en été.

Le rapport entre parois extérieures opaques et vitrées de même que l'inertie des matériaux utilisés seront soigneusement étudiés pour éviter les surchauffes en été.

Avec ces éléments de conception, la climatisation des bâtiments municipaux n'a plus de raison d'être, sauf ceux présentant des apports intérieurs énergétiques élevés, ou ayant des exigences tout à fait exceptionnelles en la matière (protection d'oeuvres d'art par exemple).

4 - VENTILATION

Indispensable pour le confort des occupants et la bonne conservation des bâtiments, les débits d'air neuf seront calculés selon la réglementation. Dans les pièces humides, le renouvellement d'air se fera par des ventilations mécaniques contrôlées dont le pilotage sera commandé soit par l'armoire de commande de la chaufferie, afin d'éviter leur fonctionnement pendant de longues périodes d'inoccupation (vacances...), soit par un bouton poussoir associé à une minuterie (cas des restaurants scolaires par exemple).

Dans les autres pièces, le renouvellement d'air sera prévu de manière naturelle par des bouches extérieures ainsi que l'ouverture des ouvrants conformément à la réglementation, ou par des ventilations mécaniques contrôlées.

5 - ECLAIRAGE

a) Favoriser l'éclairage naturel :

La priorité sera donnée à l'éclairage naturel des locaux, tout en limitant la surface des parois vitrées à 15% de la façade environ pour éviter les surchauffes en été, en installant des stores extérieurs clairs orientables et relevables (voir précédemment) et les couleurs claires seront privilégiées pour les revêtements (sols, murs, plafonds)

b) Sources lumineuses :

Elles seront à haut rendement, avec dispositif d'allumage compensé et fournissant un éclairage direct : lampes fluocompactes ou tubes fluorescents, sodium blanches ou jaunes à haute pression, iodures métalliques. En raison de leur coût global actualisé élevé, les lampes à incandescence, halogène, basse tension, seront donc proscrites. L'éclairage sera direct.

c) Niveaux d'éclairage :

Ils seront conformes à la réglementation, soit notamment des valeurs de 300 lux dans les classes, 200 lux pour les bureaux, salles de réunion, et de 100 lux pour les circulations, locaux techniques, sanitaires,...

d) Pilotage :

Des détecteurs de présence – luminosité seront installés pour piloter automatiquement l'éclairage dans chaque local.

6 - EAU CHAUDE SANITAIRE : (ECS)

Dans les locaux utilisant beaucoup d'ECS (vestiaires...), elle sera produite de manière centralisée, à partir d'un ballon de stockage, équipé d'un échangeur, raccordé sur le circuit primaire de la chaudière. Le ballon sera en acier aluminisé et protégé par une résine époxy et une anode en magnésium et sera équipé d'une résistance électrique d'appoint.

Dans les autres bâtiments, la production d'ECS pourra être assurée soit par des chaudières gaz double service, soit par des ballons électriques pouvant être pilotés en heures creuses par le relais EDF ou l'armoire de commande générale.

Dans tous les cas, leur dimensionnement devra être tel que la température de l'ECS ne dépasse pas 60°C afin d'éviter tout risque de brûlure, limiter l'entartrage et les pertes thermiques (prévoir 50 mm au moins d'isolant).

7 - GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE

La Ville de Montpellier étant équipée d'un système de suivi à distance de ses chaufferies et installations énergétiques (GTC), l'armoire de commande qui sera installée dans les nouveaux équipements devra être compatible avec ce système qui permet notamment de contrôler et de piloter à distance la bonne marche des matériels. Des fourreaux aluiguillés seront prévus jusqu'aux compteurs gaz, électricité et eau afin de reporter des index des fluides consommés. Une réserve de place libre utile d'au moins 50% dans les armoires de commandes doit être prévue pour permettre des extensions ultérieures éventuelles.

8 - MAÎTRISE DES CONSOMMATIONS D'EAU

a) Suivi des consommations d'eau et raccordements GTC :

La priorité demeure le contrôle des consommations d'eau des bâtiments. Pour cela, le ou les compteur(s) d'eau font l'objet d'un raccordement à la GTC.

b) Séparation des réseaux d'eau :

Pour les bâtiments neufs, la séparation des réseaux d'eau sera systématique dès la présence d'espaces verts, sachant que le prix du m³ non assaini est moitié moins cher que le m³ assaini.

c) Installation de produits hydro-économiques :

Des produits hydro-économiques testés par nos services seront mis en œuvre dans les bâtiments, tels que les réducteurs de débit, les kits chasse « double-débit » et les kits de douche économiques...



DEMT
Service énergie

Réf. : 2011/N6A/DEMT/Energie

Montpellier, le 07 octobre 2011

Note de service

**Chauffage, consommations d'énergie et d'eau
des bâtiments communaux (sauf Hôtel de Ville)**

A retenir :

Dépannage atelier chauffage :
04 67 34 73 55

Températures max :

- écoles, bureaux : 19
- crèches : 21
- gymnase : 14

Le Directeur Général des Services

**à l'attention des directeurs, responsables
de service et agents**

Mesdames et Messieurs les directeurs, responsables de service et agents,

Je tiens à vous rappeler quelques dispositions concernant le chauffage, la climatisation et l'eau des locaux dont vous êtes responsable :

1) Dépannage :

Pour toute anomalie de chauffage ou de climatisation, l'atelier du service énergie est à votre disposition les jours ouvrables de 8h00 à 12h00 et de 13h15 à 17h00 au **04 67 34 73 55**.

Pour tout problème grave de chauffage ou de climatisation en dehors de ces plages horaires, l'astreinte énergie peut intervenir sur appel au 06 08 41 00 72 ou, en cas de non réponse, au 06 23 51 15 86 (passer par les pompiers si nécessaire). Tout autre problème (vandalisme, panne d'électricité, éclairage ...) doit être signalé aux pompiers qui feront intervenir l'ingénieur d'astreinte de la Ville.

2) Les températures réglementaires :

Les températures maximales de chauffage sont :

- Gymnase : **14°C**
- Ecoles, bureaux : **19°C**
- Crèches : **21°C**

Sachez que 1° de température supplémentaire entraîne une augmentation de 20% des dépenses de chauffage dans les gymnases, et de 10% dans les écoles et les bureaux ; **les convecteurs électriques d'appoint ne pouvant pas être installés pour des raisons de sécurité. En cas d'incident, votre responsabilité pourra être engagée.**

Pour les bâtiments équipés de système de rafraîchissement la température minimale est de **26°C**.

3) Les consommations d'électricité représentent 51 % des dépenses totales d'énergie dans les bâtiments communaux. Aussi, je vous demande d'être vigilant sur l'utilisation de l'éclairage et des autres appareils électriques (équipements informatiques, ventilo-convecteurs, réfrigérateurs, chambres froides, ventilations mécaniques, et cumulus électriques) et de les éteindre ou de les débrancher dès qu'ils ne sont plus nécessaires (nuit, fin de semaine, congés).

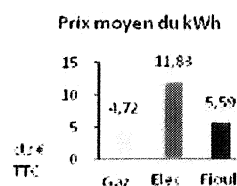
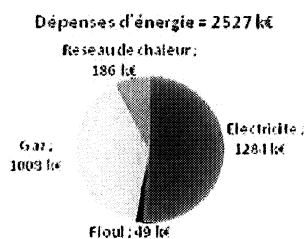
4) Divers énergie :

- toute **modification de contrat EDF GDF** ou demande de nouvel abonnement doit être effectuée par le service Energie (tél. : 04 67 34 59 57).
- le **chauffage de locaux hors horaires normaux** ne pourra qu'être exceptionnellement accordé moyennant une demande écrite par le responsable de service concerné ou une convention signée qui devra être adressée au service Energie au moins 15 jours à l'avance.

5) La gestion de la consommation et des factures d'eau des bâtiments communaux est assurée par le service Energie. Merci d'avance de signaler toute fuite d'eau en téléphonant au 04 34 88 76 21.

Compte tenu de l'importance des dépenses d'énergie et d'eau qui représentent environ 3.3 millions d'euros par an pour les bâtiments communaux, je vous demande de faire connaître ces dispositions aux agents placés sous votre responsabilité et de vous assurer de leur application.

DEPENSES D'ENERGIE DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX – compte administratif 2010



Le Directeur Général des Services,

Jules Nysse
Jules NYSEN

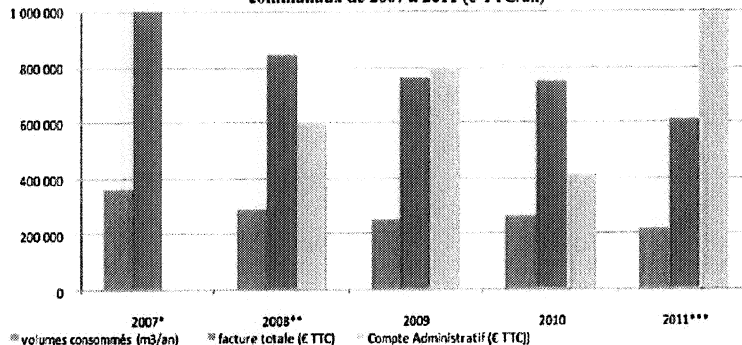
BILAN EAU 2011

Consommations d'eau des bâtiments communaux de la Ville de Montpellier

Bilan D.E.M.T	2011
Nombre abonnements	327
Consommations VEOLIA (m³)	217 352
Facture (€ TTC)	611 282,69 €
Evolution 2010/2011 (€ TTC)	- 138 422,47 €
Prix de l'eau moyen (€ TTC) abonnements inclus	2,81 €
Nombre de nouveaux abonnements	20
Augmentation du nombre d'abonnement (%)	+ 6 %
Volumes de dégrèvement (m³)	4 493
Nombre de fuites réparés	16
Volumes estimatifs annuels des fuites réparées (m³)	68 438
Economie réalisée (€)	192 995 €
Nombre de compteurs raccordés à la GTC	85
Bilan D.P.B	2011
Consommations BRL (m³)	115 200
Prix de l'eau brute (BRL) en € TTC	0,55 €
Consommations VEOLIA (m³)	327 520
Prix de l'eau sans assainissement (€ TTC)	1,36 €
Factures (€ TTC)	508 787,20 €
Bilan DARWIN	2011
Consommations VEOLIA (m³)	77 650
Factures (€ TTC)	128 643,09 €
Bilan D.C.A	2011
Consommations VEOLIA (m³)	65 840
Factures (€ TTC)	102 396,23 €
Total des consommations (m³)	803 562
Facture totale (€ TTC)	1 351 109,21 €
Evolution 2010/2011 (€ TTC)	- 203 811,78 €

En 2011, les actions de maîtrise de l'eau sur les bâtiments communaux de la ville de Montpellier ont permis d'économiser près de 190 000 € soit l'équivalent de 31% de la facture annuelle.

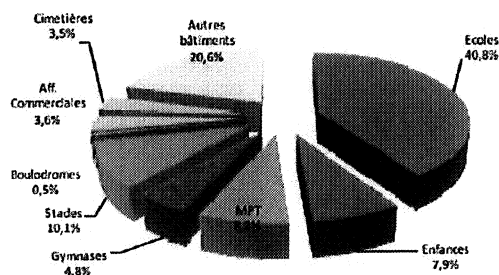
Evolution des consommations (m³/an) et des dépenses d'eau des bâtiments communaux de 2007 à 2011 (€ TTC/an)



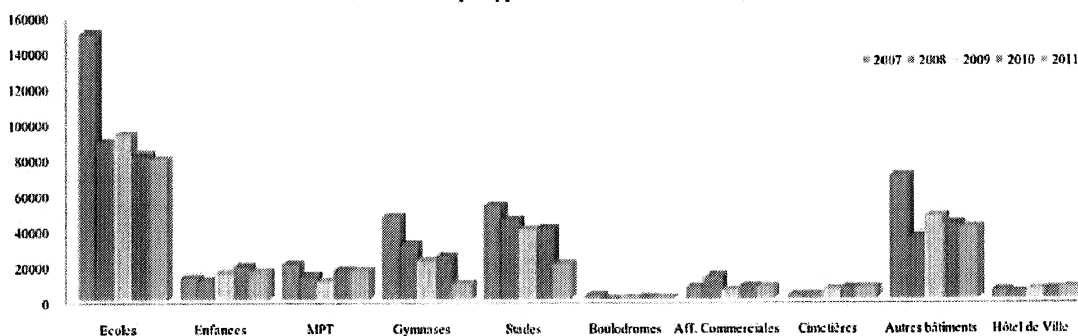
2007*: année de référence avant les actions de maîtrise d'eau
2008**: valeurs corrigées (facturation de 10 mois sur 12)
2011***: 3 semestres ont été imputés sur le CA 2011

Objectifs 2012:

- poursuivre les actions de maîtrise de l'eau sur les bâtiments communaux: détection précoce des fuites et réparation rapide
- poursuivre le raccordement des compteurs d'eau à la GTC des chaufferies (environ 100 compteurs seront raccordés fin 2012)
- généraliser la mise en place des produits hydro-économiques dans les bâtiments communaux
- poursuivre la mise en place du système d'ouverture/fermeture de la vanne d'eau générale pilotée par la GTC.



Consommations d'eau par type de bâtiment de 2007 à 2011 (m³/an)



Une école BEPOS (Bâtiment à Energie Positive)

Les travaux ont commencé depuis Septembre 2011, sur un terrain dans la continuité du parc Malbosc au Nord-Ouest de Montpellier. Ce groupe scolaire de 3 558 m² regroupera une école maternelle et une école élémentaire. Elles seront d'accès facile par les transports en commun (tramway bleu ligne1).



Intervenants

♦ Maître d'ouvrage:

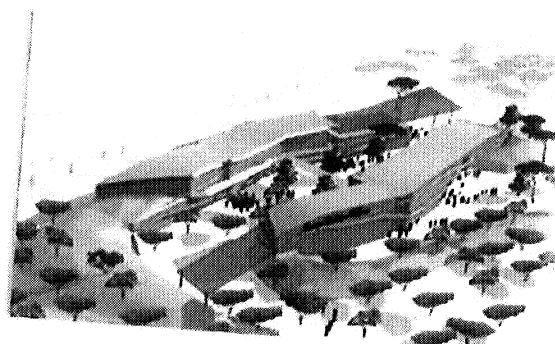
Ville de Montpellier, DRE Service Education

♦ Maîtrise d'œuvre :

Ville de Montpellier, DAI Service Architecture

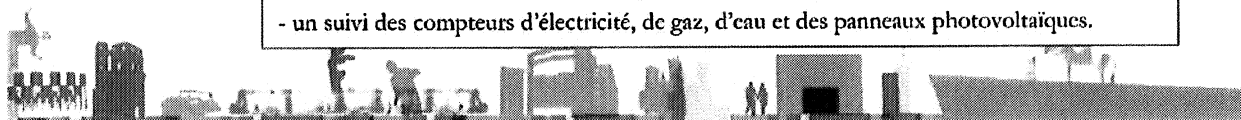
♦ Bureau d'étude thermique :

Ville de Montpellier, DENT Service Energie



CONFORT D'HIVER	CONFORT D'ETE
<p>Chauffage : 2 chaudières à condensation de 70kW unitaire. Régulation grâce à des sondes de température associées à des vannes 2 voies dans chaque classe ou local, avec pilotage par GTC. Distribution par radiateurs à eau chaude.</p>	<p>Brises soleil : En bois à l'extérieur et orientables par les utilisateurs.</p> <p>Rafraîchissement : Ventilation nocturne naturelle transversale gérée par les utilisateurs avec système anti-intrusion.</p> <p>Inertie thermique : Isolation par l'extérieur.</p>
<p>Isolation: thermique extérieure (ITE) des murs par 20cm de laine de roche, de la toiture par 2x12cm de polyuréthane et des acrotères par 10cm de laine de roche, sous plancher rez-de-chaussée 155mm polystyrène expansé, soubassement enterré ITE 10cm polystyrène.</p>	
<p>Vitrage : à isolation renforcée (VIR), double vitrage peu émissif, à lame d'argon 4/16/4.</p>	
<p>Ventilation: VMC simple flux hygro-réglable type A (débit d'air variant avec l'humidité intérieure), pour les pièces humides et la cantine ; et par les ouvrants pour les autres pièces.</p>	
<p>Eau chaude sanitaire: énergie électrique semi-instantané pour les blocs sanitaires et énergie gaz par accumulation pour le restaurant.</p>	
<p>Éclairage: Luminaire à haut rendement tubes T5 avec deux zones d'éclairage (côté fenêtre et côté couloir), piloté par détecteurs de présence et de luminosité. Puissance installée de 8W/m² pour les salles de 5W/m² pour les autres locaux.</p>	
<p>Toiture photovoltaïque: Polycristallin intégré au bâti sur 406 m² pour une puissance crête : 56kWc ce qui équivaut à une production annuelle 69 MWh/an soit 178 MWh/an.</p>	

- ♦ Comme la plupart des bâtiments de la ville de Montpellier, ce groupe scolaire sera équipé d'une GTC (Gestion Technique Centralisée) qui permet :
 - de gérer à distance les installations techniques comme le chauffage, la ventilation et l'eau chaude sanitaire,
 - de détecter les dysfonctionnements pour des dépannages rapides,
 - un suivi des compteurs d'électricité, de gaz, d'eau et des panneaux photovoltaïques.



Prévisionnel énergétique

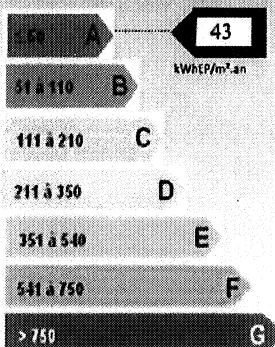
Un Bâtiment BEPOS (à énergie « positive ») est un bâtiment qui produit davantage d'énergie qu'il n'en consomme.

Il faut alors estimer ses futurs besoins puis choisir l'équipement qui permettra de les couvrir.



Consommations prévues par l'étude réglementaire cstb

Bâtiment économe



Bâtiment énergivore

Surface: 3558m²SHORT

	Ratio :
Consommation électrique : 46 486 kWhEP/an	13 kWhEP/an/m²
Consommation gaz : 30 800 kWhEP/an	9 kWhEP/an/m²
Consommation totale en énergie finale : 77 286 kWhEP/an	22 kWhEP/an/m²
Consommation totale en énergie primaire* : 150 733 kWhEP/an	43 kWhEP/an/m²

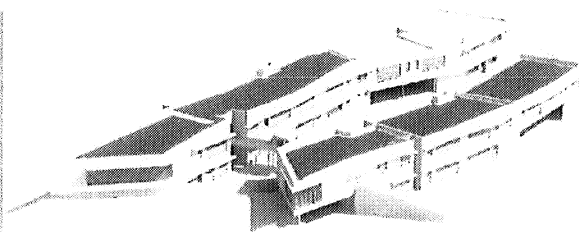
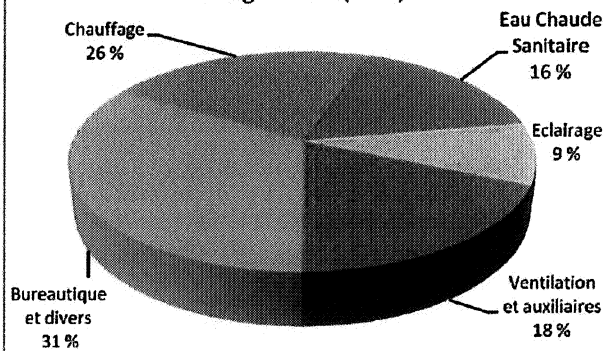
*Rappel : pour passer d'énergie finale (EF) à énergie primaire (EP) on utilise un coefficient 2,58 pour l'électricité et 1 pour les autres énergies.

Sans prendre en compte la production du bâtiment on est déjà largement en classe A donc un bâtiment qui atteint largement les objectifs BBC.

Cette répartition des consommations montre ce que tend à devenir nos principaux postes consommateurs.

C'est en effet une répartition originale où le chauffage et l'Eau Chaude Sanitaire ne représentent que 42%. Quant au rafraîchissement, il se fait par une méthode qui a déjà fait ses preuves, une ventilation naturelle nocturne combinée à forte inertie.

Répartition des consommations simulées en énergie finale (en %)



FINANCEMENT :

11 200 000 €, répartis de la façon suivante :

> Ville de Montpellier : 10 328 000 € soit 92 %.

> Région et ADEME : montant non déterminés à ce jour

Production prévue

Grâce à l'ensoleillement de Montpellier on peut, avec une puissance installée de 59 kWc, obtenir une énergie primaire annuelle de 178 020 kWhEP/an qui compensera les 150 733 kWhEP/an attendus. (à noter que l'étude réglementaire RT 2005 CSTB ne compte que 101 678 kWhEP/an (hors spécifique))

Le coût de cette toiture photovoltaïque est actuellement estimé à 219 060 €.



Parc Auto

	Véhicules en pool et vélos					
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Effectif de véhicules mutualisés	5	5	5	44	44	69
Effectif de véhicules retirés suite à mutualisation	0	0	0	11	11	16
Effectif de VAE mutualisés	0	0	0	0	3	9
Effectif de VAE affectés dans les services	0	0	0	2	4	13
Effectif de vélos mécaniques mutualisés	5	5	5	6	6	11
Effectif de vélos mécaniques affectés dans les services	0	69	81	74	75	81

SOURCE ALE / Co voiturage

Il arrive que ni la marche, ni le vélo, ni les transports en commun ne fassent l'affaire. Si l'usage d'une voiture particulière est nécessaire, pourquoi ne pas la partager avec d'autres personnes dans le même cas ? Une voiture à plusieurs, c'est moins de frais, moins de nuisances, moins de circulation et plus de convivialité !

Le covoiturage

Comment ne pas remarquer, dans les embouteillages ou ailleurs, que la plupart des voitures ne sont occupées que par une seule personne ?

80 % des conducteurs sont seuls dans leur voiture !

Ce constat a amené de nombreux particuliers à se regrouper pour partager leur véhicule et les dépenses sur un trajet commun, avec des voisins pour faire des courses, des copains pour aller à la fac, des collègues pour aller au travail ... ou simplement des personnes avec qui on partage une destination.

Source image : Ecolutis

De nombreux sites de covoiturage mettent en relation conducteurs et passagers tels que :

www.123envoiture.com

www.covoiturage.fr

www.easycovoiturage.com

www.carpooling.fr

Retrouvez un annuaire des sites de covoiturage en France et à l'étranger sur :

CHARTRE DE

BON COMPORTEMENT DU FISE

(Festival International du Sport Extrême)

Introduction :

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille la 15^{ème} édition du 16 au 20 mai 2012, sur les berges du Lez et du bassin « Jacques Cœur ». Le plus gros des évènements des sports extrêmes en Europe regroupe en moyenne chaque année environ 300 000 visiteurs sur les 5 jours.

Cette année, afin de réduire les nuisances liées à un évènement d'une telle ampleur, la ville et les organisateurs ont demandé l'appui du Comité Consultatif du Quartier Port Marianne pour engager une concertation territoriale.

A l'issue de réunions et d'engagements liés au festival, la rédaction et la signature de cette présente charte concrétise l'effort et la compréhension de l'ensemble des acteurs.

Les parties signataires de la présente charte constatent les difficultés et observent les dysfonctionnements des dernières éditions du FISE.

Elles manifestent leur engagement mutuel d'appliquer et de promouvoir la présente charte, destinée à améliorer les comportements des intervenants et ainsi à rassurer les riverains de la manifestation.

Article 1 – Les engagements de la Ville de Montpellier

- 1-1 La Ville prend l'attache d'une société d'acoustique qui interviendra sur la durée de l'évènement afin de faire respecter les niveaux sonores requis.
- 1-2 La Ville soumissionne auprès de la S.M.N. pour procéder au nettoyage du site.
- 1-3 La Ville s'engage à mettre à disposition dans la tente Ville un cahier de doléances qui sera examiné régulièrement pour répondre au mieux aux problèmes soulevés par les habitants.
- 1-4 La Ville, comme chaque année, mettra en œuvre, dès la fin d'intervention des organisateurs du FISE, les moyens nécessaires pour accélérer la réhabilitation des sites.

Article 2 – Les engagements des organisateurs du FISE

- 2-1 Les organisateurs s'engagent à respecter les horaires pour le montage et le démontage, soit de 8 h à 21 h.
- 2-2 Les organisateurs respecteront lors de la manifestation les horaires suivants :
 - jusqu'à 21 h sur les rives du Lez
 - jusqu'à 23 h 30 pour les nocturnes sur le bassin J. Cœur
- 2-3 Ils veilleront à étaler les zones WC et à prévoir un signalement efficace.
- 2-4 La tente Desperado sera déplacée.
- 2-5 Les organisateurs s'engagent à faire respecter la charte exposant.
- 2-6 Ils auront à cœur de s'engager dans une démarche de développement durable et de développer l'accès aux handicapés.

Article 3 : Les engagements communs

3-1 un état des lieux en présence du Comité Consultatif de Quartier est réalisé pré et post-FISE.

3-2 des réunions seront organisées le jeudi et le samedi à 9 heures au PC Crise.

3-3 un retour immédiat sera effectué sur les doléances déposées.

Article 4 : Domage aux ouvrages

4-1 Les organisateurs s'engagent à signaler au plus vite à la Ville tout dommage .

4-2 Les organisateurs et la Ville s'engagent, suite au signalement de ce dommage, à effectuer un constat.

Article 6 : date et prise d'effet

La présente Charte de bon comportement prend effet à la date de la signature par l'ensemble des parties.

Article 8 : Durée

La présente est conclue jusqu'à réception de l'état des lieux final (article 3-1)

Article 9 : Bilan

Une réunion de débriefing sera organisée entre les organisateurs du FISE, la Ville de Montpellier, et le Comité Consultatif du Quartier.



<http://www.etopia.be/spip.php?article2133>

ACTES DU COLLOQUE : LES BIENS COMMUNS, COMMENT (CO)GERER CE QUI EST A TOUS ?



Ce livre rassemble les textes issus d'un colloque organisé le 9 mars 2012 à Bruxelles par les trois fondations politiques écologistes : Oikos, GEF et Etopia.

Auteurs : David BOLLIER, Isabelle CASSIERS, Tom DEDEURWAERDERE, Tine DE MOOR, Mohssin EL GHABRI, Ghislain ERREMBULT, Louise KNOPS, Benoît LECHAT, Aurélie MARECHAL, Valérie PEUGEOT, Maarten ROELS, Pablo SERVIGNE, Arnaud ZACHARIE.

Coédition : Etopia, GEF (Green European Foundation asbl), Oikos (Denktank voor sociaal-ecologische verandering). Cette publication a été réalisée avec le soutien financier du Parlement européen. Le Parlement européen n'est pas responsable de ce contenu.



etopia

oikos



GREEN EUROPEAN FOUNDATION